



**UNION DES BANQUES  
MAGHREBINES**

# 2019

## **RAPPORT ANNUEL**

**Banques maghrébines : vers de nouvelles  
opportunités**

---

Rapport dirigé par le professeur Dhafer SAIDANE – SKEMA  
Business School,  
L'auteur remercie Sana BEN ABDALLAH – ESC Tunis et Sana  
ZOUARI – FSEG Sfax pour leurs contributions

## Executive Summary

Cette édition du rapport de l'Union des Banques Maghrébines 2019 décrit les tendances économiques et sociales récentes dans le secteur bancaire maghrébin. Cette année, bien que marquée par la pandémie (COVID 19), l'accent est mis sur la contribution et le rôle important que jouent les banques maghrébines dans le développement durable et technologique ainsi que dans la stabilité économique de la région. Le rapport analyse les opportunités et les défis auxquels les banques maghrébines sont confrontées, évalue leurs performances par rapport à leurs objectifs et explique comment les banques maghrébines soutiendront la région dans la réalisation du développement durable et de la digitalisation des services financiers.

Il ressort du rapport les points saillants suivants :

- 1- La croissance économique moyenne au Maghreb a faibli légèrement cette année. Outre la pandémie de 2020, elle est de 3.42% en 2019 contre 3.69% en 2018 en raison de la baisse des prix du pétrole des pays producteurs d'hydrocarbures (Algérie, Libye) et la baisse de l'activité industrielle des secteurs manufacturiers et non-manufacturiers (Tunisie). Le plus grand défi à court terme est la manière dont le secteur financier maghrébin pourra faire face au resserrement des liquidités.
- 2- D'une manière générale, le système bancaire maghrébin continue à jouer un rôle majeur dans le financement de l'économie maghrébine. Malgré un contexte de crise on note une continuité des crédits fournis par les banques maghrébines au secteur privé avec quelques ralentissements des crédits accordés aux particuliers et aux professionnels. Malgré ce ralentissement, le ratio du crédit bancaire destiné au secteur privé en pourcentage du PIB demeure en moyenne soutenu.
- 3- La majorité des banques maghrébines ont répondu à la démarche de développement durable à travers leurs engagements en matière de RSE par l'intégration des aspects environnementaux, sociaux et de gouvernances (ESG), et à travers l'intégration de leurs activités responsables dans leur communication (sites internet et rapports annuels). Des progrès restent à réaliser, notamment dans l'implication des différentes parties prenantes (clients, société civile, employés, etc.) dans cette démarche durable.
- 4- La majorité des pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) occupent des rangs avancés dans le classement en matière de réalisation des objectifs de développement durable (ODD) fixés par les Nations Unies. Les économies maghrébines intègrent de plus en plus la culture de la RSE (Responsabilité sociale des entreprises).
- 5- Le secteur bancaire maghrébin est inexorablement sur la voie de la digitalisation. Le paiement en ligne, l'utilisation des applications mobiles et des autres services financiers digitaux sont devenus le moyen le plus fréquemment utilisé surtout pendant la crise sanitaire (COVID-19). En effet, les pays du Maghreb sont passés presque instantanément au numérique dans presque tous les secteurs afin de continuer à fonctionner pendant l'arrêt causé par la pandémie.

## Plan

Executive Summary .....	2
Liste des figures.....	6
Liste des tableaux.....	10
Liste des abréviations .....	12
Introduction .....	14
<b>Partie 1 : Regards sur les économies des pays de l'UMA .....</b>	<b>18</b>
<b>Chapitre 1 : Conjoncture économique .....</b>	<b>19</b>
1.1. Algérie .....	21
1.1.1. Croissance, inflation et environnement des affaires .....	22
1.1.2. Marché du travail .....	26
1.1.3. Bien être.....	27
1.1.4. Innovation .....	29
1.1.5. Evolution des IDE (millions of dollars) .....	30
1.2. Libye .....	32
1.2.1. Croissance, inflation et environnement des affaires .....	33
1.2.2. Marché du travail .....	35
1.2.3. Bien être.....	35
1.2.3. Evolution des IDE.....	37
1.3. Maroc .....	39
1.3.1. Croissance, inflation et environnement des affaires .....	40
1.3.2. Marché du travail .....	44
1.3.3. Bien-être .....	45
1.3.4. Innovation .....	47
1.3.5. Evolution des IDE.....	48
1.4. Mauritanie .....	50
1.4.1. Croissance, inflation et environnement des affaires .....	51
1.4.2. Marché du travail .....	53
1.4.3. Bien-être .....	54
1.4.4. Evolution des IDE.....	56
1.5. Tunisie .....	58
1.5.1. Croissance, inflation et environnement des affaires .....	59
1.5.2. Marché du travail .....	62
1.5.3. Bien-être .....	64
1.5.4. Innovation .....	66
<b>Chapitre 2 : Les finances publiques .....</b>	<b>69</b>
2.1. Algérie .....	71
2.1.1. Politique monétaire .....	72
2.1.2. Politique budgétaire .....	75
2.2. Libye .....	79
2.2.1. Politique monétaire .....	80
2.2.2. Politique budgétaire .....	82
2.3. Maroc .....	85

2.3.1.	Politique monétaire .....	86
2.3.2.	Politique budgétaire .....	90
2.4.	Mauritanie .....	93
2.4.1.	Politique monétaire .....	94
2.4.2.	Politique budgétaire .....	97
2.5.	Tunisie .....	101
2.5.1.	Politique monétaire .....	102
2.5.2.	Politique budgétaire .....	107
<b>Chapitre 3 :</b>	<b>Etat des lieux du secteur bancaire .....</b>	<b>112</b>
3.1.	Algérie .....	114
3.1.1.	Solidité financière .....	115
3.1.2.	Indicateurs de taille et de bancarisation .....	117
3.1.3.	Financement du secteur privé.....	118
3.1.4.	Etat du secteur bancaire .....	118
3.1.5.	Le marché financier .....	119
3.2.	Libye .....	121
3.2.1.	Solidité financière.....	122
3.2.2.	Indicateurs de taille et de bancarisation .....	123
3.2.3.	Financement du secteur privé.....	123
3.2.4.	Etat du secteur bancaire .....	124
3.2.5.	Le marché financier .....	125
3.3.	Maroc .....	126
3.3.1.	Solidité financière.....	127
3.3.2.	Indicateurs de taille et de bancarisation .....	129
3.3.3.	Financement du secteur privé.....	131
3.3.4.	Etat du secteur bancaire .....	131
3.3.5.	Le Marché financier .....	132
3.4.	Mauritanie .....	134
3.4.1.	Solidité financière.....	135
3.4.2.	Indicateurs de taille et de bancarisation .....	137
3.4.3.	Financement du secteur privé.....	138
3.4.4.	Etat du secteur bancaire .....	138
3.4.5.	Le Marché financier .....	139
3.5.	Tunisie .....	141
3.5.1.	Solidité financière.....	142
3.5.2.	Indicateurs de taille et de bancarisation .....	144
3.5.3.	Financement du secteur privé.....	145
3.5.4.	Etat du secteur bancaire .....	146
3.5.5.	Le Marché financier .....	146
<b>Partie 2 :</b>	<b>Analyses prospectives .....</b>	<b>151</b>
I.	La RSE et le développement durable dans les pays de l'UMA - état des lieux et perspectives .....	152
I.1	Introduction .....	153
I.2	Revue de la littérature.....	155

I.2.1.	La Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) .....	155
I.2.2.	La RSE dans les pays émergents .....	156
I.2.3.	La RSE dans le secteur bancaire .....	157
I.3	Engagement des pays de l'UMA dans la RSE et les objectifs de développement durable ... ..	163
I.3.1.	Algérie .....	163
I.3.2.	Libye .....	166
I.3.3.	Maroc .....	167
I.3.4.	Mauritanie .....	172
I.3.5.	Tunisie .....	174
I.4	Conclusion .....	186
<b>II.</b>	<b>La digitalisation dans les pays du l'UMA – état des lieux et perspectives .....</b>	<b>187</b>
II.1	Introduction .....	188
II.2	Digitalisation : définitions et caractéristiques .....	189
II.3	Revue de la littérature .....	191
II.3.1	Les impacts économiques de la digitalisation .....	191
II.3.2	Les impacts financiers de la digitalisation .....	194
II.3.3	Les impacts environnementaux et sociaux de la digitalisation .....	195
II.4	Etat des lieux de la digitalisation dans les pays du Maghreb : une maturité numérique en croissance .....	196
II.4.1	Algérie .....	197
II.4.2	Libye .....	198
II.4.3	Maroc .....	200
II.4.4	Mauritanie .....	202
II.4.5	Tunisie .....	204
II.5	Engagement des pays du Maghreb dans la transformation digitale .....	205
II.5.1	Algérie .....	205
II.5.2	Libye .....	208
II.5.3	Maroc .....	209
II.5.4	Mauritanie .....	211
II.5.5	La Tunisie .....	211
II.6	La digitalisation au sein du secteur bancaire maghrébin .....	214
II.6.1	Le digital : un formidable levier pour le secteur bancaire .....	214
II.6.2	Les banques maghrébines dans le processus de transformation digitale* ..	217
II.7	Covid 19 : le nouvel élan de la digitalisation dans les pays de l'UMA .....	222
II.8	Conclusion et Recommandations .....	224
	Conclusion Générale .....	226
	Bibliographie .....	229
	Annexe .....	237

## Liste des figures

<b>Figure 1.1.1</b> - Croissance du PIB (% annuel) – Algérie .....	22
<b>Figure 1.1.2</b> - Inflation, déflateur du PIB (% annuel) - Algérie.....	23
<b>Figure 1.1.3</b> - Indice de performance logistique agrégé – Algérie .....	25
<b>Figure 1.1.4</b> - Chômage en % de la population active totale (estimation modélisée de l'OIT) en Algérie .....	26
<b>Figure 1.1.5</b> - Taux de scolarisation en Algérie.....	27
<b>Figure 1.1.6</b> - Indice de Progrès social - Algérie.....	28
<b>Figure 1.1.7</b> - Indice mondial d'innovation (Rang) en Algérie .....	29
<b>Figure 1.1.8</b> - Evolution des IDE - Algérie .....	30
<b>Figure 1.2.1</b> - Croissance du PIB (% annuel) en Libye .....	34
<b>Figure 1.2.2</b> - Inflation, déflateur du PIB (en % annuel) en Libye.....	34
<b>Figure 1.2.3</b> - Chômage total en % de la population active totale (estimation modélisée de l'OIT) en Libye.....	35
<b>Figure 1.2.4</b> - Taux de scolarisation en Libye.....	36
<b>Figure 1.2.5</b> - Sortie d'IDE en Libye .....	37
<b>Figure 1.3.1</b> - Croissance du PIB (% annuel) au Maroc .....	40
<b>Figure 1.3.2</b> - Inflation, déflateur du PIB (% annuel) au Maroc.....	42
<b>Figure 1.3.3</b> - Indice de performance logistique agrégé - Maroc .....	43
<b>Figure 1.3.4</b> - Chômage total en % de la population active totale (estimation modélisée de l'OIT) au Maroc.....	44
<b>Figure 1.3.5</b> - Taux de scolarisation au Maroc.....	46
<b>Figure 1.3.6</b> - Indice de Progrès social au Maroc.....	47
<b>Figure 1.3.7</b> - Indice mondial d'innovation (Rang) au Maroc .....	48
<b>Figure 1.3.8</b> - Evolution des IDE au Maroc .....	49
<b>Figure 1.4.1</b> - Croissance du PIB (% annuel) .....	51
<b>Figure 1.4.2</b> - Croissance du PIB (% annuel) en Mauritanie .....	51
<b>Figure 1.4.3</b> - Inflation, déflateur du PIB (% annuel) en Mauritanie .....	52
<b>Figure 1.4.4</b> - Indice de performance logistique agrégé - Mauritanie .....	53
<b>Figure 1.4.5</b> - Chômage total en % de la population active totale (estimation modélisée de l'OIT) en Mauritanie .....	54
<b>Figure 1.4.6</b> - Taux de scolarisation en Mauritanie .....	55
<b>Figure 1.4.7</b> - Indice de progrès social en Mauritanie .....	56
<b>Figure 1.4.8</b> - Evolution des IDE en Mauritanie .....	57
<b>Figure 1.5.1</b> - Croissance du PIB (% annuel) - Tunisie .....	59
<b>Figure 1.5.2</b> - Inflation, déflateur du PIB (% annuel) en Tunisie.....	60
<b>Figure 1.5.3</b> - Score IPL - Tunisie .....	61
<b>Figure 1.5.4</b> - Rang IPL - Tunisie.....	62
<b>Figure 1.5.5</b> - Chômage en % de la population active totale (estimation modélisée de l'OIT) en Tunisie.....	62
<b>Figure 1.5.6</b> - Taux d'activité par sexe - Tunisie .....	63
<b>Figure 1.5.7</b> - Taux de scolarisation en Tunisie.....	64
<b>Figure 1.5.8</b> - Indice de Progrès social en Tunisie.....	65

<b>Figure 1.5.9 - Pauvreté en Tunisie .....</b>	<b>66</b>
<b>Figure 1.5.10 - Indice mondial d'innovation - Tunisie.....</b>	<b>66</b>
<b>Figure 1.5.11 - Entrée et sortie des IDE - Tunisie.....</b>	<b>67</b>
<b>Figure 2.1.1 - Avoir extérieurs et Réserves de change en mois d'importation - Algérie ..</b>	<b>72</b>
<b>Figure 2.1.2 - Crédits intérieurs - Algérie .....</b>	<b>73</b>
<b>Figure 2.1.3 - Exportation des hydrocarbures (en millions de dollars) - Algérie.....</b>	<b>73</b>
<b>Figure 2.1.4 - Taux d'escompte et TMM – Algérie.....</b>	<b>74</b>
<b>Figure 2.1.5 - Déficit budgétaire (en % du PIB) - Algérie.....</b>	<b>75</b>
<b>Figure 2.1.6 - Recette fiscale - Algérie .....</b>	<b>76</b>
<b>Figure 2.1.7 - Dette publique intérieure (en milliards de dinars) - Algérie.....</b>	<b>77</b>
<b>Figure 2.1.8 - Dette extérieure (en milliards de dollars) - Algérie.....</b>	<b>78</b>
<b>Figure 2.2.1 - Base monétaire (en million LD) - Libye .....</b>	<b>80</b>
<b>Figure 2.2.2 - Exportation de pétrole sur total exportations (en %) - Libye .....</b>	<b>81</b>
<b>Figure 2.2.3 - Balance commerciale en M.LYD - Libye .....</b>	<b>81</b>
<b>Figure 2.2.4 - Production de pétrole brut en millions de Barils - Libye .....</b>	<b>82</b>
<b>Figure 2.2.5 - Dépenses budgétaires en millions de LYD - Libye .....</b>	<b>83</b>
<b>Figure 2.3.1 - Déficit budgétaire (en % du PIB) - Maroc .....</b>	<b>90</b>
<b>Figure 2.3.2 - Recettes fiscales et non fiscales - Maroc .....</b>	<b>91</b>
<b>Figure 2.3.3 - Dépenses hors service de la dette au Maroc .....</b>	<b>91</b>
<b>Figure 2.3.4 - Dette publique au Maroc (en Milliards de Dh) .....</b>	<b>92</b>
<b>Figure 2.4.1 - Créances nettes sur l'Etat - Mauritanie .....</b>	<b>95</b>
<b>Figure 2.4.2 - Concours à l'économie - Mauritanie .....</b>	<b>96</b>
<b>Figure 2.4.3 - Evolution des taux d'intérêt de la BCM .....</b>	<b>96</b>
<b>Figure 2.4.4 - Masse monétaire (en millions MRU) – Mauritanie .....</b>	<b>97</b>
<b>Figure 2.4.5 - Dépenses et soldes budgétaires - Mauritanie.....</b>	<b>98</b>
<b>Figure 2.4.6 - Recettes fiscales, non fiscale et pétrolières de la Mauritanie .....</b>	<b>98</b>
<b>Figure 2.5.1 - Créances nettes extérieures en MDT - Tunisie .....</b>	<b>103</b>
<b>Figure 2.5.2 - Créances nettes sur l'Etat en MDT - Tunisie .....</b>	<b>104</b>
<b>Figure 2.5.3 - Concours à l'économie en MDT - Tunisie .....</b>	<b>105</b>
<b>Figure 2.5.4 - Exportation des biens et services - Tunisie .....</b>	<b>105</b>
<b>Figure 2.5.5 - FOB-CAF par les recettes touristiques et les revenus du travail - Tunisie</b>	<b>106</b>
<b>Figure 2.5.6 - Solde courant (en % du PIB) - Tunisie.....</b>	<b>108</b>
<b>Figure 2.5.7 - Déficit et solde budgétaires - Tunisie .....</b>	<b>108</b>
<b>Figure 2.5.8 - Recettes fiscales et non fiscales de la Tunisie.....</b>	<b>109</b>
<b>Figure 2.5.9 - Dépenses hors service de la dette - Tunisie.....</b>	<b>109</b>
<b>Figure 2.5.10 - Dette intérieure - Tunisie .....</b>	<b>110</b>
<b>Figure 2.5.11 - Evolution de la dette extérieure par rapport à la dette intérieure – Tunisie .....</b>	<b>110</b>
<b>Figure 3.1.1 - Ratios de solvabilité et de liquidité en % - Algérie .....</b>	<b>115</b>
<b>Figure 3.1.2 - Créances non performantes par rapport au total des créances - Algérie</b>	<b>116</b>
<b>Figure 3.1.3 - ROA et ROE - Algérie.....</b>	<b>117</b>
<b>Figure 3.1.4 - Réseau des banques et total des guichets d'agences des banques et établissements financiers en Algérie .....</b>	<b>117</b>

<b>Figure 3.1.5 - Crédits intérieur au secteur privé par les banques algériennes (en % du PIB)</b>	118
<b>Figure 3.1.6 - Succursales de banques commerciales et emprunteurs des banques commerciales algériennes</b>	119
<b>Figure 3.1.7 - Capitalisation boursière des entreprises nationales cotées (en % du PIB) - Algérie</b>	119
<b>Figure 3.2.1 - Evolution des Tier 1 et Tier 2 en Libye</b>	122
<b>Figure 3.2.2 - ROA et ROE - Libye</b>	123
<b>Figure 3.2.3 - Crédits intérieur au secteur privé par les banques (en % du PIB) - Libye</b>	124
<b>Figure 3.2.4 - Capitalisation boursière (en Mrd DA) - Libye</b>	125
<b>Figure 3.3.1 - Fonds propres (en milliards de dirhams) - Maroc</b>	127
<b>Figure 3.3.2 - Taux des créances en souffrance au Maroc</b>	128
<b>Figure 3.3.3 - ROA et ROE - Maroc</b>	129
<b>Figure 3.3.4 - Crédits intérieur au secteur privé par les banques marocaines (en % du PIB)</b>	131
<b>Figure 3.3.5 - Succursales de banques commerciales (pour 100000 adultes) – Maroc</b>	132
<b>Figure 3.3.6 - Sociétés nationales cotées et capitalisation boursière des entreprises nationales cotées au Maroc</b>	132
<b>Figure 3.4.1 - Fonds propres (en milliards de MRU) - Mauritanie</b>	135
<b>Figure 3.4.2 - Créances irrécouvrables (en milliards de MRU) - Mauritanie</b>	136
<b>Figure 3.4.3 - Evolution des ROA et ROE en Mauritanie</b>	137
<b>Figure 3.4.4 - Nombre d'agences en Mauritanie</b>	137
<b>Figure 3.4.5 - Crédits intérieur au secteur privé par les banques mauritaniennes (en milliards de MRU)</b>	138
<b>Figure 3.4.6 - Succursales de banques commerciales mauritaniennes (pour 100000 adultes)</b>	139
<b>Figure 3.4.7 - Capitalisation boursière des entreprises nationales cotées (en % du PIB) - Mauritanie</b>	139
<b>Figure 3.5.1 - Fonds propres bancaires (en MD) - Tunisie</b>	142
<b>Figure 3.5.2 - Créances contentieux (en MDT) - Tunisie</b>	143
<b>Figure 3.5.3 - ROA et ROE - Tunisie</b>	144
<b>Figure 3.5.4 - Nombre de comptes, de cartes bancaires et nombre de transactions monétique - Tunisie</b>	144
<b>Figure 3.5.5 - Crédits intérieur au secteur privé par les banques tunisiennes (en % du PIB)</b>	145
<b>Figure 3.5.6 - Succursales de banques commerciales tunisiennes (pour 100000 adultes)</b>	146
<b>Figure 3.5.7 - Sociétés nationales cotées et capitalisation boursière des entreprises nationales - Tunisie</b>	147
<b>Figure I.1 - Score mondial moyen et global 2019 des ODD pour l'Algérie</b>	166
<b>Figure I.2 - Score mondial moyen et global 2019 des ODD pour la Libye</b>	166
<b>Figure I.3 - Score mondial moyen et global 2019 des ODD pour le Maroc</b>	172
<b>Figure I.4 - Score mondial moyen et global 2019 des ODD pour la Mauritanie</b>	174
<b>Figure I.5 - Score mondial moyen et global 2019 des ODD pour la Tunisie</b>	186

<b>Figure II.1</b> - Utilisateurs de l'Internet en % de la population en Algérie.....	197
<b>Figure II.2</b> - La part des ménages accédant à Internet en Algérie.....	197
<b>Figure II.3</b> - Ligne téléphonique et abonnement à l'internet fixes et serveurs internet sécurisés .....	197
<b>Figure II.4</b> - Indice de préparation en réseau .....	198
<b>Figure II.5</b> - Sous indices environnement, préparation, utilisation et impact et indice de préparation au réseau .....	198
<b>Figure II.6</b> - Utilisateurs de l'internet en % de la population en Libye.....	198
<b>Figure II.7</b> - Ligne téléphonique fixe .....	199
<b>Figure II.8</b> - Serveurs internet sécurisés (par 1 million d'habitants) en Libye.....	199
<b>Figure II.9</b> - Indice de préparation en réseau .....	199
<b>Figure II.10</b> - Sous indices environnement, préparation, utilisation et impact - Libye ..	200
<b>Figure II.11</b> - Utilisateurs de l'internet en % de la population en Libye.....	200
<b>Figure II.12</b> - Part des ménages avec internet au Maroc .....	200
<b>Figure II.13</b> - Lignes téléphoniques et abonnements fixes à internet.....	201
<b>Figure II.14</b> - Serveurs internet sécurisés (par 1 million d'habitant) au Maroc .....	201
<b>Figure II.15</b> - Indice de préparation en réseau .....	202
<b>Figure II.16</b> - Sous indices environnement, préparation, utilisation et impact et indice de préparation au réseau .....	202
<b>Figure II.17</b> - Utilisateurs de l'internet en en % de la population en Mauritanie.....	203
<b>Figure II.18</b> - Lignes téléphoniques et abonnements fixes à internet en Mauritanie ....	203
<b>Figure II.19</b> - Indice de préparation en réseau - Mauritanie.....	203
<b>Figure II.20</b> - Sous indices environnement, préparation, utilisation et impact - Mauritanie .....	203
<b>Figure II.21</b> - Utilisateurs de l'internet en % de la population en Tunisie.....	204
<b>Figure II.22</b> - Part des ménages avec Internet en Tunisie .....	204
<b>Figure II.23</b> - Lignes téléphoniques et abonnements fixes à internet en Tunisie .....	204
<b>Figure II.24</b> - Serveurs Internet sécurisés (par 1 million d'habitants) en Tunisie.....	205
<b>Figure II.25</b> - Indice de préparation en réseau en Tunisie .....	205
<b>Figure II.26</b> - Sous indices environnement, préparation, utilisation et impact en Tunisie .....	205

## Liste des tableaux

<b>Tableau 1.1.1</b> - Répartition sectorielle du PIB aux prix courants - Algérie .....	23
<b>Tableau 1.1.2</b> - Indicateurs de facilitation du commerce - Algérie .....	24
<b>Tableau 1.1.3</b> - Taux de chômage en Algérie selon le niveau d'instructions, le diplôme obtenu et le sexe en 2019 .....	26
<b>Tableau 1.1.4</b> - Espérance de vie en Algérie .....	27
<b>Tableau 1.1.5</b> - Indice de développement humain - Algérie.....	29
<b>Tableau 1.2.1</b> - Esperance de vie en Libye .....	36
<b>Tableau 1.2.2</b> - Indice de développement humain en Libye.....	37
<b>Tableau 1.3.1</b> - Valeur ajoutée aux prix de l'année précédente (variation en %) - Maroc .....	41
<b>Tableau 1.3.2</b> - Indicateurs de facilitation du commerce - Maroc .....	43
<b>Tableau 1.3.3</b> - Principaux indicateurs du marché du travail - Maroc.....	45
<b>Tableau 1.3.4</b> - Esperance de vie au Maroc .....	46
<b>Tableau 1.3.5</b> - Indice de développement humain au Maroc .....	47
<b>Tableau 1.4.1</b> - PIB sectoriel a prix constant (Base 2004) (En Millions MRU) - Mauritanie .....	52
<b>Tableau 1.4.2</b> - Esperance de vie en Mauritanie .....	55
<b>Tableau 1.4.3</b> - Indice de développement humain en Mauritanie.....	56
<b>Tableau 1.5.1</b> - Evolution de la valeur ajoutée par secteur d'activité en termes de contributions à la croissance économique en Tunisie .....	59
<b>Tableau 1.5.2</b> - Indicateurs de facilitation du commerce en Tunisie .....	61
<b>Tableau 1.5.3</b> - Esperance de vie en Tunisie .....	64
<b>Tableau 1.5.4</b> - Indice de développement humain en Tunisie .....	65
<b>Tableau 2.1.1</b> - Dépenses hors service de la dette en Algérie .....	76
<b>Tableau 2.2.1</b> - Ressources du Budget de l'Etat – Libye .....	84
<b>Tableau 2.3.1</b> - Agrégat M3 au Maroc .....	86
<b>Tableau 2.3.2</b> - Créances nettes sur l'extérieur au Maroc .....	87
<b>Tableau 2.3.3</b> - Evolution des taux d'intérêt au Maroc .....	88
<b>Tableau 2.4.1</b> - Créances nettes sur l'extérieur - Mauritanie .....	94
<b>Tableau 2.4.2</b> - Dette intérieure de la Mauritanie.....	99
<b>Tableau 2.5.1</b> - Agrégat M3 – Tunisie .....	102
<b>Tableau 2.5.2</b> - Evolution des avoirs nets en devises de la Tunisie (en MDT et en jours d'importation).....	103
<b>Tableau 2.5.3</b> - TMM moyen et taux directeurs de la BCT .....	106
<b>Tableau 2.5.4</b> - Total des dettes de la Tunisie .....	111
<b>Tableau 3.2.1</b> - Evolution des guichets automatiques en Libye .....	123
<b>Tableau 3.2.2</b> - Evolution des succursales de banques commerciales en Libye .....	124
<b>Tableau 3.3.1</b> - Evolution de l'effectif des banques et des guichets automatiques bancaires au Maroc.....	130
<b>Tableau 3.3.2</b> - Evolution du nombre de comptes bancaires et du nombre de cartes bancaires en circulation au Maroc.....	130

<b>Tableau 3.4.1 - Capitalisation boursière des entreprises nationales cotées - Mauritanie</b>	140
<b>Tableau I.1 - Responsabilité sociétale des banques Algériennes</b>	163
<b>Tableau I.2 - Ratifications des conventions de l'OIT - Algérie</b>	165
<b>Tableau I.3 - Ratifications des conventions de l'OIT - Libye</b>	166
<b>Tableau I.4 - Responsabilités sociétale et environnementale des banques marocaines</b>	167
<b>Tableau I.5 - Ratifications des conventions de l'OIT - Maroc</b>	171
<b>Tableau I.6 - Responsabilités sociétales de la banque populaire de Mauritanie</b>	173
<b>Tableau I.7 - Ratifications des conventions de l'OIT - Mauritanie</b>	174
<b>Tableau I.8 - Responsabilités sociétale et environnementale des banques tunisiennes</b>	175
<b>Tableau I.9 - Ratifications des conventions de l'OIT - Tunisie</b>	182
<b>Tableau I.10 - ODD dans le cadre du plan de développement quinquennal - Tunisie</b>	183
<b>Tableau II.1 - Définitions de la digitalisation et des principaux termes qui y sont associés</b>	190
<b>Tableau II.2 - Les banques Algériennes dans le processus de transformation digitale</b>	217
<b>Tableau II.3 - Les banques Algériennes dans le processus de transformation digitale</b>	218
<b>Tableau II.4 - Les banques marocaines dans le processus de transformation digitale</b>	219
<b>Tableau II.5 - Les banques tunisiennes dans le processus de transformation digitale</b>	221

## Liste des abréviations

<b>BAM</b>	Bank Al Maghreb
<b>BCA</b>	Banque Centrale d'Algérie
<b>BCM</b>	Banque Centrale de Mauritanie
<b>CBL</b>	Central Bank of Libya
<b>CGEM</b>	Confédération Générale des Entreprises du Maroc
<b>CITET</b>	Centre International des Technologies de l'Environnement de Tunis
<b>CONNECT</b>	Confédération des Entreprises Citoyennes de Tunisie
<b>DD</b>	Développement Durable
<b>EP</b>	Etablissement de Paiement
<b>ESG</b>	Environnementales, Sociales et de Gouvernances
<b>FCE</b>	Forum des Chefs d'Entreprises
<b>FCR</b>	Facilité de Crédit Rapide
<b>FMI</b>	Fonds Monétaire International
<b>FRR</b>	Fonds Algérien de Régulation des Recettes
<b>GAAN</b>	Groupement Algérien des Acteurs du Numérique
<b>GNEGOAL</b>	Collège National des Gynécologues Obstétriciens Algériens
<b>GPBM</b>	Groupement Professionnelle des Banques du Maroc
<b>IACE</b>	Institut Arabe des Chefs d'Entreprises
<b>IDE</b>	Investissement Direct à l'Étranger
<b>IDH</b>	Indice de Développement Humain
<b>INDH</b>	Initiative Nationale pour le Développement Humain
<b>INSP</b>	Institut National de la Santé Publique
<b>IRSET</b>	Institut de Responsabilité Sociétale des Entreprises en Tunisie
<b>ISR</b>	Investissement Socialement Responsable
<b>ODD</b>	Objectifs de Développement Durable
<b>UMA</b>	Union du Maghreb Arabe
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>LCR</b>	Ratio de Couverture de Liquidité
<b>CCB</b>	Coussin de Conservation du Capital
<b>OMC</b>	Organisation Mondiale de Commerce
<b>IPL</b>	Indice de Performance Logistique
<b>OIT</b>	Organisation International du Travail
<b>MENA</b>	Middle East and North Africa
<b>OMD</b>	Objectif du Millénaire pour le Développement
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>PME</b>	Petite Moyenne Entreprise

<b>ROA</b>	Return On Assets
<b>ROE</b>	Return On Equity
<b>RSE</b>	Responsabilité Sociale des Entreprises
<b>SCAPP</b>	Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée
<b>SICPA</b>	Symposium International de Chimie des Polymères et Applications
<b>TBL</b>	Triple Bottom Line
<b>TIC</b>	Technologies de l'information et de Télécommunication
<b>TMM</b>	Taux Moyen du Marché Monétaire
<b>TVA</b>	Taxe sur la Valeur Ajoutée
<b>TPE</b>	Très Petites Entreprises
<b>TPME</b>	Très Petites Moyennes Entreprises

## Introduction

### Changement inéluctable de paradigme : Covid 19, RSE et digitalisation

Le Rapport 2019 de l'Union des Banques Maghrébines innove dans le fond et la forme.

En effet il ouvre une nouvelle page dans l'histoire de l'UBM. Il se veut rétrospectif afin de tirer les leçons des exercices passés mais aussi prospectif afin de marquer l'engagement de l'UBM dans la construction de l'économie maghrébine du 21ème siècle.

Les différentes dimensions de la politique économique des pays de l'Union du Maghreb arabe sont examinées notamment sous l'angle monétaire et budgétaire.

Le nouveau paradigme, dont les banques maghrébines sont des acteurs majeurs, s'appuiera par ailleurs sur un tournant basé sur une responsabilité que devront intégrer les économies maghrébines : la transition écologique et la transition numérique. Ce rapport consacre ses deux derniers chapitres à cette double transition.

**Mais l'autre thème majeur qui introduira le rapport 2019 porte sur l'impact de la pandémie du COVID-19 sur l'économie des pays de l'UMA. Au-delà de ses impacts négatifs, voyons plus particulièrement comment cette crise pourrait se traduire dans une certaine mesure en opportunité pour les économies maghrébines.**

La crise du Covid-19 a contribué, dans certains pays du Maghreb, à l'accélération de la numérisation, administrativement (distribution de l'aide sociale), techniquement (robot Guard), financièrement (paiement mobile), pédagogiquement (E-éducation) et à d'autres niveaux également. La crise a révélé le fruit d'investissements rapide en haute valeur dans des segments tels que l'électronique, l'ingénierie et la technologie. La crise du COVID-19 apparaît dans une certaine mesure comme une grande opportunité pour les pays de l'UMA de mettre un terme à certaines tensions, de surmonter les doutes, et de reprendre confiance en la qualité des talents de la jeunesse maghrébine, pour préparer la reprise post-crise. Cette crise a également réduit la fracture numérique en général. Cela va nécessiter encore plus de mobilisation de toutes les forces pour créer une synergie entre l'État, les entreprises, les secteurs privé et public, les organisations nationales et la société civile. La tâche implique des restructurations, des réformes, des investissements et des sacrifices à court terme.

Quelle a été l'action des Etat maghrébins face à la pandémie ?

## **Algérie**

Dès les prémices de la pandémie, le gouvernement algérien s'est engagé à maintenir les salaires du secteur public, y compris pour 50% des fonctionnaires et à augmenter les dépenses de santé pour renforcer la capacité de combattre la pandémie. Les mesures sanitaires et économiques ont coûté le gouvernement algérien plus 70 milliards de dinars.

Pour soutenir les petites et moyennes entreprises et les particuliers, la Banque d'Algérie a reporté la déclaration et le paiement de l'impôt sur le revenu, et a assoupli les sanctions liées aux retards pour les entreprises. En outre, elle a réduit le taux directeur de 25 points de base pour le ramener à 3% et le taux des réserves obligatoires de 10% à 8%, depuis le 15 mars 2020. La Banque d'Algérie a décidé également de soutenir le secteur bancaire en assouplissant les ratios prudentiels de solvabilité, de liquidité et des prêts non performants. Le gouvernement a révisé à la baisse ses dépenses publiques de 2020 en réduisant sa facture d'importation d'au moins de 10 milliards USD (6% du PIB).

Conformément à son aversion historique pour les emprunts extérieurs, le gouvernement algérien a exclu de demander un soutien financier au FMI ou à d'autres banques étrangères pour faire face à la pandémie du coronavirus.

## **Libye**

De son côté pour faire face à cette pandémie, le gouvernement libyen d'accord national a annoncé un montant de 500 millions de dinars (environ 1% du PIB) de dépenses d'urgence liées au COVID-19. En outre, il a annoncé, le 15 avril 2020, une baisse de 20% des salaires des fonctionnaires afin de protéger les réserves du pays qui sont en déclin.

## **Maroc**

Pour lutter contre la propagation du Covid-19 au Maroc, les autorités ont créé un fonds spécial dédié à la gestion de la pandémie. Ce fonds d'environ 2,7% du PIB est financé par le gouvernement et par des contributions volontaires d'entités publiques et privées qui seront déductibles d'impôt. Le gouvernement a autorisé aux entreprises de moins de 500 salariés, qui sont devenues temporairement inactives et enregistrant une baisse de leur chiffre d'affaires de plus de 50%, de reporter le paiement des cotisations sociales jusqu'au 30 juin. Leurs salariés qui se retrouvent temporairement sans emploi et inscrits à la caisse de retraite recevront 2 000 dirhams par mois et pourront différer leurs dettes jusqu'au 30 juin. En avril, près d'un million de travailleurs de 134 000 entreprises étaient éligibles à ces transferts. Les entreprises et les ménages peuvent également reporter le paiement de l'impôt sur le revenu jusqu'au 30 septembre 2020. De plus, le gouvernement a décidé d'accélérer le paiement à ses fournisseurs pour soutenir les entreprises. Il a également pris des mesures pour soutenir les ménages travaillant dans le secteur informel. En avril 2020, 85% des ménages éligibles du secteur informel étaient couverts. Le gouvernement a

reporté la date limite de production de l'impôt sur le revenu des particuliers de fin avril à fin juin 2020 et a accordé une exonération fiscale pour les compensations supplémentaires versées par les entreprises aux employés du secteur formel dans la limite de 50% du salaire net mensuel moyen. Un décret-loi adopté le 6 avril 2020 autorise le gouvernement à augmenter les emprunts extérieurs au-delà du plafond approuvé par la loi de finances 2020. En outre, la Banque Centrale du Maroc a réduit le taux directeur de 75 points de base à 1,5% depuis mars 2020. Pour soutenir les entreprises, les paiements de prêts sont suspendus pour les petites et moyennes entreprises et les travailleurs indépendants jusqu'au 30 juin. Bank al-Maghrib a décidé également de soutenir le secteur bancaire en matière de liquidité. Bank al-Maghrib a décidé de ramener les réserves obligatoires à zéro (au lieu de 2%) pour augmenter la liquidité et faciliter le refinancement de la contribution des banques aux institutions de microcrédit et aux coopératives de crédit. La Banque centrale a autorisé aux banques de descendre au-dessous du ratio de couverture de liquidité (LCR) de 100% et de réduire le coussin de conservation du capital (CCB) à 50 points de base pendant un an. La Banque centrale a appelé également les banques à suspendre le paiement des dividendes pour l'exercice 2019. Afin d'aider le Maroc à lutter contre le COVID-19, l'Union européenne est intervenue, fin mars, pour apporter son soutien, offrant 150 millions d'euros.

### **Mauritanie**

Les autorités Mauritaniennes ont réagi rapidement en prenant des mesures pour contenir la pandémie et atténuer ses retombées. Le 25 mars 2020, le gouvernement a annoncé la création d'un fonds d'urgence d'environ 80 millions de dollars (1,1% du PIB) pour les achats urgents de fournitures et d'équipements médicaux, subventions à 30 000 ménages pauvres, et un soutien financier aux petites entreprises. Il a également supprimé les droits de douane et les taxes sur les importations de biens essentiels. Le 6 mai 2020, le gouvernement a approuvé des dépenses supplémentaires, d'environ 210 millions de dollars soit environ 3,2% du PIB, en matière de santé, de fournitures médicales, de protection sociale, de soutien aux PME, de stocks de denrées alimentaires et de sécurité pour lutter contre la pandémie. Le pays a également lancé un appel aux partenaires pour un financement supplémentaire. Pour assouplir les conditions de liquidité et soutenir le financement de l'économie, la banque centrale a réduit le taux directeur de 6,5% à 5%, le taux de prêt marginal de 9% à 6,5% et le taux des réserves obligatoires des banques de 7% à 5%. Afin d'aider la Mauritanie à lutter contre le COVID-19, le FMI est intervenu pour apporter son soutien, offrant 130 millions de dollars à prélever sur la Facilité de crédit rapide (FCR).

### **Tunisie**

Depuis l'annonce du premier cas, le gouvernement tunisien et la Banque Centrale de Tunisie (BCT) ont mis en place une série de mesures économiques et sociales pour soutenir la population, les entreprises, les employés pour atténuer les effets sanitaires, économiques et sociaux sur l'économie tunisienne. Ces mesures ont coûté

plus de 3 milliards de dinars. La Banque Centrale a réduit son taux directeur de 100 points de base en mars. Le 20 mars, la BCT a annoncé une série de mesures pour soutenir le secteur privé, en demandant aux banques de différer les paiements sur les prêts existants et de suspendre les frais pour les paiements et retraits électroniques. La Banque centrale a également demandé aux banques de reporter le remboursement du crédit par les employés pour une période de 3 ou 6 mois, selon le niveau des revenus nets. Par ailleurs, le gouvernement a annoncé un ensemble de mesures financières dont la création de fonds d'investissement (600 millions TND), une garantie de l'État pour les nouveaux crédits (500 millions TND), l'activation d'un mécanisme permettant à l'État de couvrir la différence entre le taux directeur et le taux d'intérêt effectif sur les prêts d'investissement dans une limite de 3%. Afin d'aider les régions et les populations défavorisées à surmonter l'impact économique du COVID-19, des organisations internationales telles que le FMI, la Banque mondiale et l'Union européenne ont accordé environ 1,4 milliard de dollars d'aide à la Tunisie. Pour lutter contre la propagation du Covid-19 en Tunisie, de nombreuses entreprises publiques et privées, institutions financières et autres nationales, écoles et universités, etc. ont décidé de commencer le télétravail. Ce type d'organisation a poussé les fonctionnaires à se réorganiser et surtout à établir de nouvelles règles de fonctionnement au quotidien. Malgré leurs énormes pertes, les industries tunisiennes ont révélé leur capacité à lutter contre la crise sanitaire. Un certain nombre d'entreprises ont été pleinement engagées dans la lutte contre le Covid-19 avec des contributions allant des dons à la réorientation de la production pour fournir des soins de santé, du matériel et des équipements médicaux.

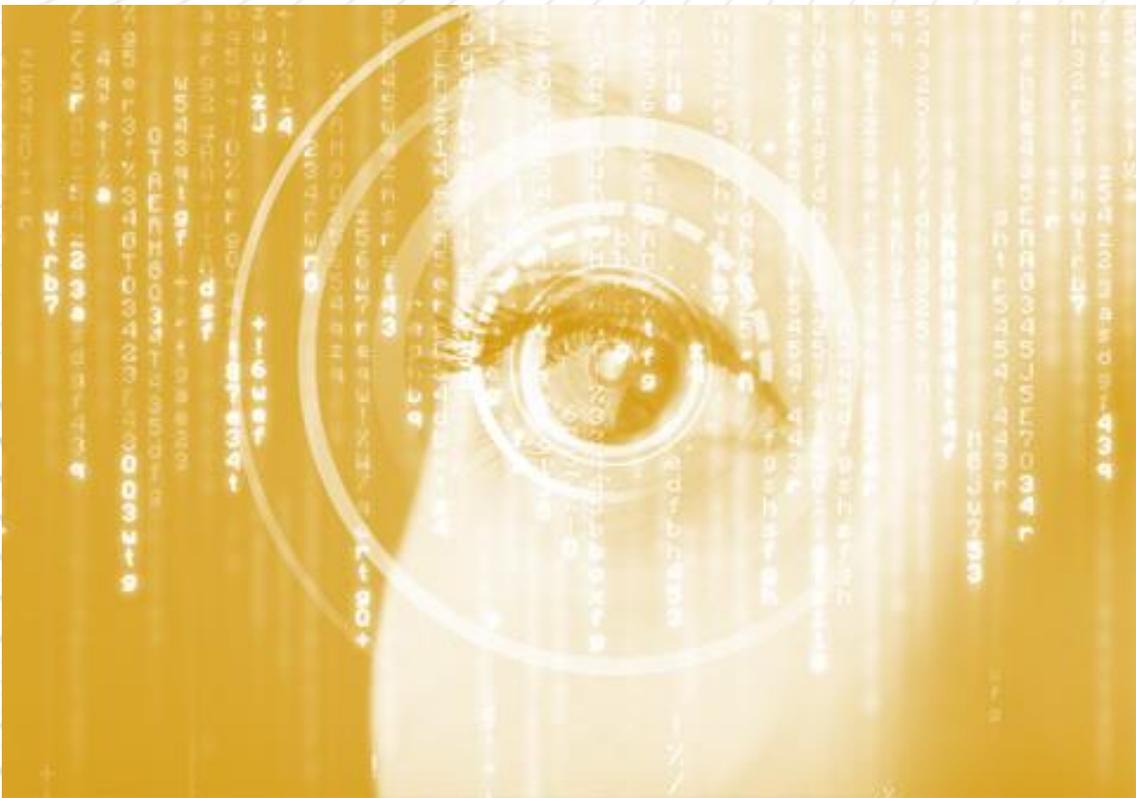
Cette crise sanitaire s'inscrit sans doute dans la durée. Des changements structurels majeurs sont à attendre dans nos modes de fonctionnement et de penser. Le rapport UBM 2019 repose sur cinq chapitres afin d'essayer d'apprécier cette dynamique du changement qui attend nos business modèles.

Le premier chapitre est consacré à une analyse rétrospective de la conjoncture économique des pays du Maghreb. Les deuxième et troisième chapitre sont dédiés respectivement aux finances publiques et à l'état des systèmes bancaires maghrébins. Le quatrième chapitre est consacré à l'importance grandissante de la responsabilité sociale des entreprises maghrébines et au développement durable. Le cinquième et dernier chapitre porte sur les enjeux de la digitalisation pour les économies maghrébines.

# Partie 1

## Regards sur les économies des pays de l'UMA

---



# Chapitre 1



**Conjoncture économique**

## Introduction

Au cours de ces dernières années, l'environnement économique des pays du Maghreb a connu des changements rapides et profonds qui ont été largement marqués par les incertitudes entachant l'évolution de l'économie mondiale. La montée des tensions commerciales et les menaces protectionnistes, ainsi que les vulnérabilités des économies émergentes et la volatilité des marchés financiers sont autant de facteurs qui ont bouleversé l'environnement économique international.

La croissance annuelle moyenne du PIB au Maghreb a été affectée par les tensions qui ont affecté l'économie mondiale en s'établissant à 3.42% en 2019 contre 3.69% une année avant. Et en dépit de la faible croissance économique dans les pays du Maghreb, l'inflation moyenne dans la région a enregistré une baisse en s'établissant à 5,51% en 2019 contre 6.54 % en 2018.

Le taux de chômage moyen reste stable et persistant dans la région autour de 12%. Le chômage est particulièrement élevé chez les femmes, les jeunes et les diplômés.

S'agissant des indicateurs de bien-être de la population, les pays du Maghreb ont réalisé des résultats majeurs en termes d'espérance de vie moyenne à la naissance qui a été allongé d'environ une année durant la période 2010-2018. Durant les dernières années, la scolarisation est devenue quasiment générale grâce à l'intensification des efforts déployés par les autorités des pays en vue d'augmenter leurs taux de scolarisation.

Conscients de l'importance de l'innovation pour le développement économique, les pays du Maghreb ont multiplié leurs efforts pour l'intégrer dans tous les domaines et secteurs. Ainsi, l'indice de l'innovation s'est amélioré dans la plupart des pays maghrébin.

Croissance, inflation et environnement des affaires, marché du travail, bien-être, innovation et évolution des IDE sont autant de thèmes qui préoccupent grandement les autorités publiques des pays du Maghreb. Nous y consacrons le chapitre qui suit en mettant l'accent sur la situation économique de chaque pays de l'Union du Maghreb Arabe.

## 1.1. Algérie

<b>Information générale</b>	
Nom officiel	République algérienne démocratique et populaire
Région	Afrique du nord
Langage officielle	Arabe
Monnaie	Dinar algérien (DZD)
Capitale	Alger
Superficie	2 381 741 km <sup>2</sup>
<b>Indicateurs démographiques clés</b>	
Population	43 820 839 habitants) (2020)
Croissance démographique	1,90 % / an
Taux de natalité	24,39‰ (2018)
Indice de fécondité	3 enfants/femme (2018)
Taux de mortalité	4,53‰ (2018)
<b>Indicateurs clés sur la santé</b>	
Ratio de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances vivantes)	112 (2017)
Prévalence de la sous-alimentation (% de la population)	3,9 (2017)
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	23,5 (2018)
Dépenses de santé courantes (en % du PIB)	6,37 (2017)
<b>Indicateurs clés sur l'éducation</b>	
Taux d'alphabétisation, total des jeunes (% des 15-24 ans)	97,25 (2018)

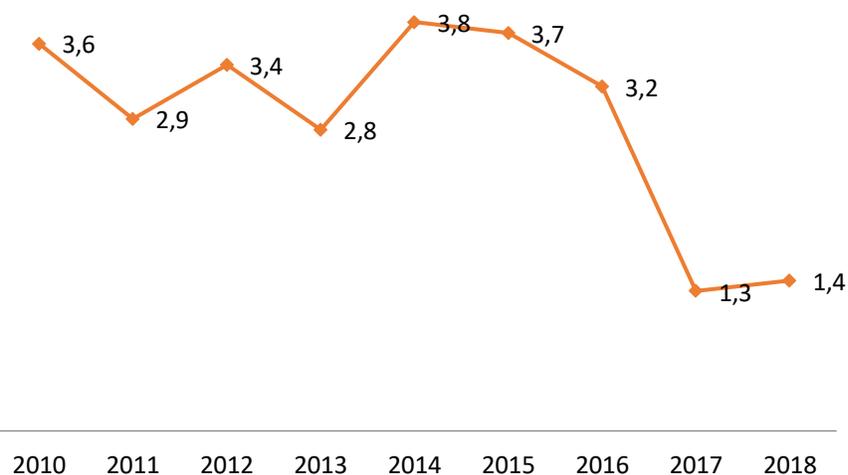
La population algérienne atteignait 43,8 millions d'habitants en 2020, ce qui en fait le deuxième plus grand pays d'Afrique du Nord après l'Égypte, qui a dépassé les 100 millions. Avec une croissance démographique de 1,7% en 2017, l'Algérie prévoit que la population atteigne 51 millions d'ici 2030. La population reste jeune, avec un âge médian de 27,8 et 29,2% des habitants ont moins de 15 ans. L'espérance de vie à la naissance se poursuit pour atteindre 77,8 ans en 2018.

#### 1.1.1. Croissance, inflation et environnement des affaires

- **Croissance du PIB (% annuel)**

La reprise des prix du pétrole et le relâchement des cordons de la bourse du gouvernement ont donné à l'Algérie un peu de répit après un certain nombre d'années difficiles. Cependant, en tant que premier exportateur de gaz d'Afrique, il reste fortement tributaire du secteur des hydrocarbures pour la majorité de ses recettes publiques et de la quasi-totalité de ses exportations. Malgré les efforts visant à encourager le développement du secteur privé, par la diversification et l'entrée d'investissements directs étrangers au cours des dernières années, l'État joue toujours un rôle prépondérant. Les dépenses et les investissements publics continuent d'avoir un impact significatif sur la performance économique globale.

**Figure 1.1.1 - Croissance du PIB (% annuel) – Algérie**



Source : les auteurs à partir des données annuelles de WDI

En 2019, l'Algérie a connu une légère croissance, principalement sous l'effet du rétablissement de la production d'hydrocarbures, dont l'impact a plus que compensé le ralentissement de la croissance du PIB hors hydrocarbures. Le produit intérieur brut a atteint 2,4% en 2019 contre 3% en 2018. Cette légère baisse provient essentiellement d'un recul de la production d'hydrocarbures, qui a diminué de 5 % par rapport à 2018. La croissance hors hydrocarbures a connu une légère augmentation passant de 3,4 % en

2018 à 3,9 % en 2019, sous l'effet de la croissance observé dans les secteurs des services commerciaux, de l'industrie, de la construction et des travaux publics, et de l'agriculture qui a atteint 5,6 %, 4,6 %, 3 % et 2,7 % respectivement. Malgré la baisse des prix pétroliers, qui ont chuté de 71 USD en 2018 à 71 USD en 2019, ce ralentissement demeure toutefois modeste. Malgré la baisse des exportations de l'ordre de 14,29 %, la contribution de ces dernières à la croissance reste importante. En effet, le volume global des exportations présente 35,82 milliards USD. La croissance du PIB a atteint 1.4 % en 2018, contre 1.3 en 2017 et s'est maintenue à 0.8 % en 2019. La croissance du secteur des hydrocarbures a enregistré un recul sensible passant de 21.5 % en 2018 à 19.4% en 2019. Les secteurs de l'agriculture et de l'industrie continuent à stimuler la croissance hors hydrocarbures en atteignant 12.2 et 5.8 en 2019, respectivement.

- Répartition sectorielle du PIB aux prix courants (en pourcentage du PIB)

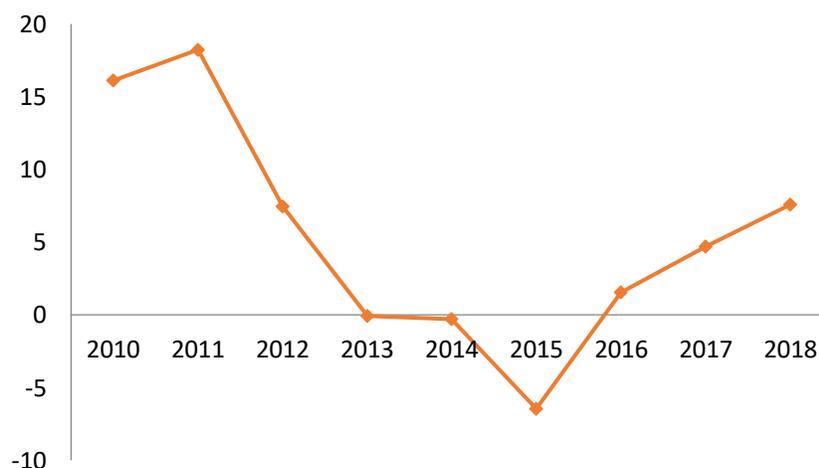
**Tableau 1.1.1** - Répartition sectorielle du PIB aux prix courants - Algérie

	2015	2016	2017	2018
Hydrocarbures	18,8	17,3	19,7	21,5
Agriculture	11,6	12,2	12,3	12,3
Industries	5,5	5,6	5,7	5,6
Bâtiments et travaux publics	11,5	11,4	11,8	12
Services hors administrations publiques	27,2	26,3	26,2	26,3
Services des administrations publiques	17,4	16,9	16,5	15
Droits et taxes à l'importation	8,1	7,9	7,8	7,3

Source : Bulletin statistique trimestriel d'Algérie Banque d'Algérie

- Inflation, déflateur du PIB (% annuel)<sup>1</sup>

**Figure 1.1.2** - Inflation, déflateur du PIB (% annuel) - Algérie



Source: les auteurs à partir des données annuels de WDI

<sup>1</sup> Le déflateur du PIB est calculé à partir des évolutions du PIB nominal et du PIB réel.

## Chapitre 1

### Conjoncture économique

Le taux d'inflation a connu une décélération continue au cours de l'année 2019, s'établissant à 2% (contre 4,3% en 2018). Cette décélération s'explique essentiellement par un déclin des prix des biens alimentaires qui ont enregistré, en 2019, une baisse de -0,6%.

- **Indicateurs de facilitation des échanges<sup>2</sup>**

**Tableau 1.1.2 - Indicateurs de facilitation du commerce - Algérie**

Indicateurs	Score	Valeur
Disponibilité des informations	22	1,1
Implication des commerçants	5	0,71
Décisions anticipées	10	1,25
Procédures d'appel	13	1,44
Frais et charges	14	1,17
Formalités : automatisation	4	0,44
Formalités : documents	3	0,27
Formalités : procédures	21	0,72
Coopération interne entre diverses agences frontalières	8	0,8
Coopération externe entre diverses agences frontalières	4	0,36
Gouvernance et impartialité	3	0,43

Source: OCDE

Les autorités ont récemment fait part de leur souhait d'accélérer le processus d'adhésion de l'Algérie à l'Organisation Mondiale du commerce (OMC). Les discussions ont porté notamment sur divers plans de réformes législatives et des politiques publiques (par exemple, les politiques agricole et industrielle, les obstacles techniques au commerce, les droits de propriété intellectuelle liés au commerce et les mesures d'investissement) en vue de l'adhésion du pays à l'OMC. L'Algérie a également signé six accords bilatéraux d'accès au marché avec Cuba, le Venezuela, la Suisse, le Brésil et l'Uruguay. Le pays a manifesté son intérêt pour l'Accord multilatéral sur les technologies de l'information qui lui permettrait de s'ouvrir au commerce de produits informatiques.

Pour améliorer son intégration dans les chaînes de valeur mondiales et créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, l'Algérie doit réduire davantage les barrières commerciales et éliminer les obstacles aux formalités des documents (acceptation de copies, simplification des documents commerciaux; harmonisation conformément aux normes internationales), des procédures (rationalisation des contrôles aux frontières; points de soumission uniques pour toute la documentation requise (guichets uniques); audits après dédouanement; opérateurs autorisés; mesures sur les denrées périssables;

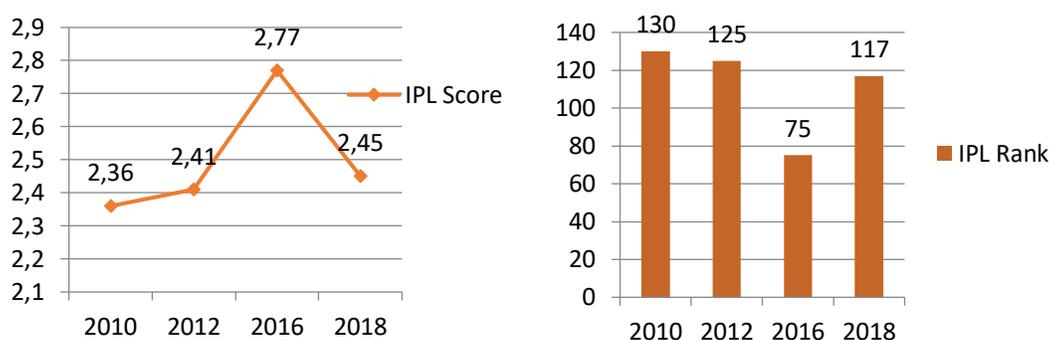
<sup>2</sup> Les indicateurs de l'OCDE sur la facilitation des échanges mesurent l'impact économique et commercial relatif des mesures de facilitation des échanges actuellement en cours de négociation à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les flux commerciaux et les coûts commerciaux. Les indicateurs varient entre 0 et 2, plus la valeur de l'indicateur est élevée, meilleure est la performance.

systèmes de gestion des risques; expéditions accélérées) ainsi l'automatisation (échange électronique de données; utilisation de la gestion automatisée des risques; procédures automatisées aux frontières; paiements électroniques; traitement automatisé avant l'arrivée; signatures numériques). L'Algérie doit également renforcer la coopération au niveau interne qu'au niveau externe avec les pays voisins et les pays tiers.

- **Indice de performance logistique agrégé<sup>3</sup>**

De meilleures performances logistiques à travers la bonne qualité et la disponibilité des services de maintenance et de transport des marchandises et la facilitation du commerce extérieur devraient permettre d'attirer davantage d'investissements étrangers et de progresser sur les chaînes de valeur mondiales.

**Figure 1.1.3 - Indice de performance logistique agrégé – Algérie**



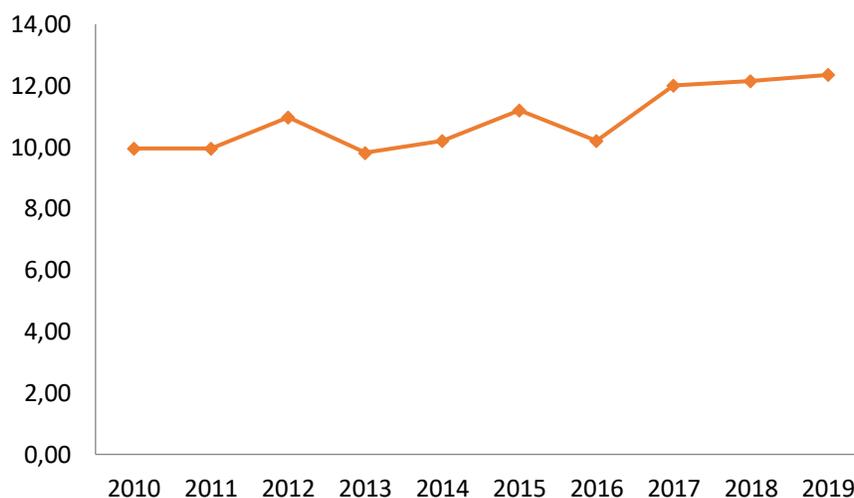
Source : les auteurs à partir des données annuelles de World Bank

<sup>3</sup> L'indice de performance logistique reflète les perceptions de la logistique d'un pays sur la base de l'efficacité des douanes et du dédouanement aux frontières, de la qualité des infrastructures commerciales et des infrastructures de transport associées, de la facilité d'organisation des expéditions à des prix compétitifs, la qualité des services d'infrastructure, la capacité de suivre et de suivre les envois et la fréquence à laquelle les envois arrivent à destination à temps. L'indice va de 1 à 5, un score plus élevé représentant une meilleure performance.

#### 1.1.2. Marché du travail

- **Chômage**

**Figure 1.1.4** - Chômage en % de la population active totale (estimation modélisée de l'OIT) en Algérie



Source : les auteurs à partir des données WDI

Le taux de chômage des jeunes témoigne du manque d'opportunités économiques d'amélioration du niveau de vie des ménages. Selon les dernières données disponibles, en septembre 2019, le chômage a augmenté pour s'établir à 12,3 %. Le chômage est particulièrement élevé chez les femmes (20 %), les jeunes (26,7 %) et les diplômés (17,7 %). Le taux d'activité estimé à 41,8% reflète la faible participation des femmes au marché du travail.

- **Taux de chômage selon le niveau d'instructions, le diplôme obtenu et le sexe en 2019**

**Tableau 1.1.3** - Taux de chômage en Algérie selon le niveau d'instructions, le diplôme obtenu et le sexe en 2019

	Masculin	Feminin	Total
<b>Niveau d'instruction</b>			
Sans instruction	2,5	5,5	3
Primaire	6,4	11,3	6,8
Moyen	11	20,3	11,8
Secondaire	8,4	19	10,6
Supérieur	10,7	23,9	17,4
Diplôme obtenu			
Aucun diplôme	8	14,6	8,7

Diplôme de la formation professionnelle	11,5	20,7	13,5
Diplôme de l'enseignement supérieur	11	23,9	18
Total	9,1	20,4	11,4

Source : ONS D'Algérie

### 1.1.3. Bien être

- **Esperance de vie**

De 2010 à 2018, l'espérance de vie en Algérie s'est allongée d'environ deux années ce qui demeure proche aux autres pays du Maghreb.

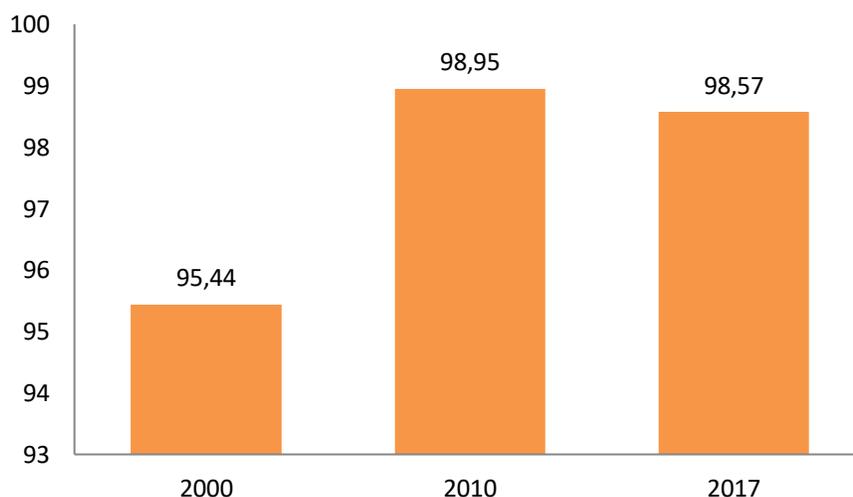
**Tableau 1.1.4 -** Espérance de vie en Algérie

Année	2010	2013	2016	2018
Esperance de vie à la naissance	74,9	75,7	76,3	76,7

Source : les auteurs à partir des données de KNOEMA

- **Taux de scolarisation**

**Figure 1.1.5 -** Taux de scolarisation en Algérie



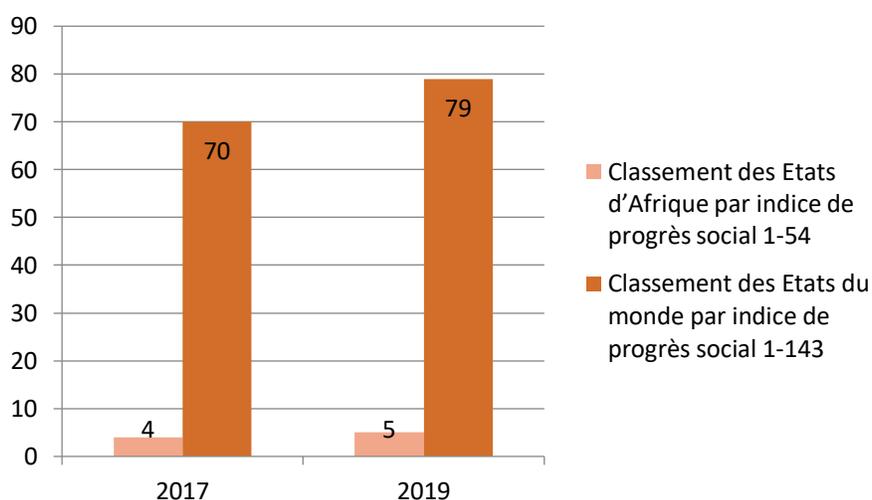
Source : UIS Data Center, UNESCO

Le taux brut de scolarisation s'est élevé, pour l'année scolaire 2018-2019, à 97,33% au primaire et à 96,27% pour le cycle du moyen. La parité entre filles et garçons est pleinement respectée (deuxième objectif du Millénaire pour le développement (OMD)). Au niveau de l'enseignement supérieur, le taux de scolarisation a atteint 62,19% durant l'année universitaire 2017-2018. Cette croissance a notamment profité aux femmes qui constituent désormais plus de 61 % de la population étudiante. Les ressources financières et humaines mobilisées pour le secteur de l'éducation ont considérablement contribué à une réduction de l'illettrisme. En effet, le taux d'alphabétisation a atteint 78 % en 2018.

- **Indice de Progrès social<sup>4</sup>**

En 2019, l'Algérie occupe le 2eme rang en Afrique et arrive à la 79<sup>ème</sup> position dans le classement mondial englobant 143 pays selon l'indice de progrès social publié par l'organisation internationale "The Social Progress Imperative". Cet indice se définit après examen de trois critères à savoir les besoins fondamentaux (la capacité d'une société à satisfaire les besoins de base de ses citoyens (qualité et accès au système de santé, au logement, à la sécurité), les fondements du bien-être (la capacité d'une société à donner accès à ses citoyens à l'éducation et à l'information) et les opportunités (les droits personnels, la liberté individuelle ou encore la tolérance).

**Figure 1.1.6 - Indice de Progrès social - Algérie**



Source : les auteurs à partir des données de social progress imperative

- **Indice de développement humain<sup>5</sup>**

En 2018, l'Algérie a été classée à la 82<sup>ème</sup> place sur 189 pays sur le classement mondial des pays selon l'indice de développement humain (IDH), publié par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Gagnant trois places au classement par rapport 2017, l'Algérie classée dans la catégorie des IDH « élevé ». Avec un indice de 0,759, légèrement en hausse comparé au 0,754 obtenue en 2017.

<sup>4</sup> L'IPS évalue le bien-être humain et le progrès social en fonction d'une multiplicité d'indicateurs qui mesurent d'une part, le degré de réalisation des besoins humains fondamentaux et d'autre part, les fondements du bien-être ; enfin, un troisième volet d'indicateurs évalue les opportunités de développement personnel et d'intégration dans une société donnée.

<sup>5</sup> L'IDH est un indice composite qui se calcule grâce à la moyenne de trois autres indices fondamentaux du développement humain : l'espérance de vie à la naissance qui exprime la capacité à vivre longtemps et en bonne santé, la durée moyenne de scolarisation qui reflète la capacité à acquérir des connaissances ainsi que le revenu national brut par habitant (PNB) renseignant sur la capacité à avoir un niveau de vie décent.

**Tableau 1.1.5 - Indice de développement humain - Algérie**

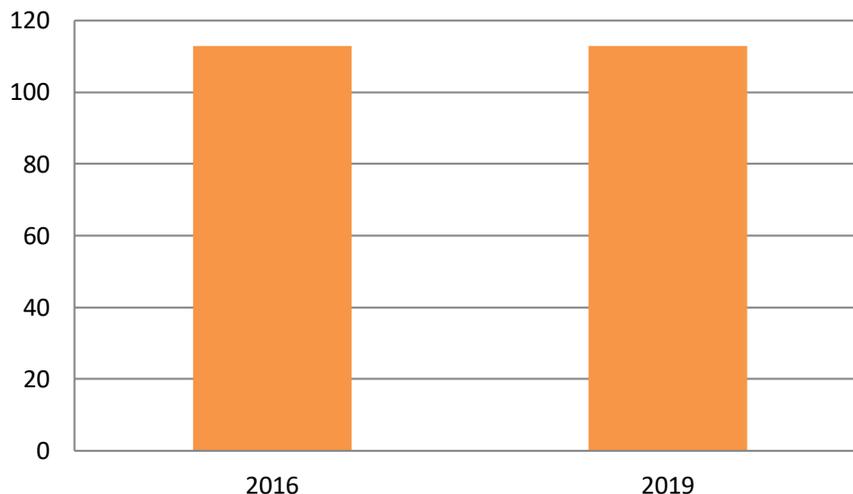
Année	2015		2017		2018	
	rang	score	rang	score	rang	score
Algérie	83	0,75	85	0,75	82	0,76

Source : PNUD (2019, 2018, 2016)

#### 1.1.4. Innovation<sup>6</sup>

En termes d'innovation, l'Algérie se classe au 113<sup>ème</sup> rang en 2019. Ce classement est resté inchangé depuis 2016. L'indice mondial de l'innovation est basé sur 80 indicateurs qui adoptent une vision de l'innovation et qui touchent l'environnement politique, l'éducation, l'infrastructure et le perfectionnement des entreprises.

**Figure 1.1.7 - Indice mondial d'innovation (Rang) en Algérie**

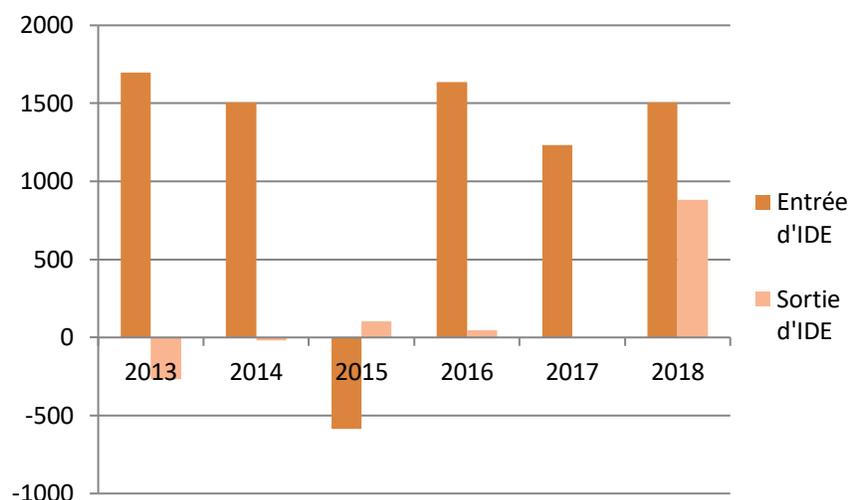


Source: les auteurs à partir des données de Global innovation index (2016-2019)

<sup>6</sup> L'Indice mondial de l'innovation établit un classement évaluant les résultats en matière d'innovation de 128 pays du monde entier en s'appuyant sur 82 indicateurs. Cette édition étudie les incidences des politiques axées sur l'innovation sur la croissance économique et le développement.

#### 1.1.5. Evolution des IDE (millions of dollars)

Figure 1.1.8 - Evolution des IDE - Algérie



Source: les auteurs à partir des données de World Investment Report, UNCTAD 2019.

L'entrée des IDE en Algérie s'est améliorée et sont passées de 1232 millions de dollars en 2017 à 1506 millions de dollars en 2018. La sortie des IDE a enregistré une hausse en atteignant 880 millions de dollars en 2018. En 2019, l'entrée des IDE en Algérie a enregistré une baisse par rapport l'année précédente en établissant à 1382 millions de dollars. De même la sortie des IDE a suivi la même tendance en atteignant 83 millions de dollars.

Les flux des IDE en Algérie résistent à des diverses restrictions<sup>7</sup> introduites en 2009 en matière d'IDE, et notamment un plafond de participation étrangère de 49 % pour tout nouveau projet d'IDE et à la réglementation des changes mise en place par l'Algérie qui compte parmi les plus rigoureuses des pays arabes.

En 2019 et 2020 les dépenses publiques resteront élevées mais devraient être en partie contrebalancées par une augmentation du chiffre d'affaires dû à une reprise éventuelle du pétrole. Par conséquent, le déficit budgétaire devrait diminuer légèrement en 2019 (5,8% du PIB) et 2020 (4,5% du PIB). Ce compromis entre la restriction budgétaire et l'augmentation des revenus entraînera une diminution de croissance, de 2,3% en 2019 à 1,8% en 2020.

Le déficit du compte courant devrait diminuer considérablement pour atteindre 7,2% en 2019 et 5,9% en 2020 ; niveaux jugés gérables, compte tenu du niveau prévu des réserves (16 mois d'importations prévues fin 2018).

<sup>7</sup> Banque mondiale (2017), Rapport de suivi de la situation économique de l'Algérie.

La réduction de la pauvreté (ou de la vulnérabilité) a été probablement limitée ces dernières années et devrait progresser lentement à moyen terme.

## 1.2. Libye

<b>Information générale</b>	
Nom officiel	État de Libye
Région	Afrique du nord
Langage officielle	Arabe
Monnaie	Dinar libyen (LYD)
Capitale	Tripoli
Superficie	1 759 540 km <sup>2</sup>
<b>Indicateurs démographiques clés</b>	
Population	6 549 402 habitants) (2018)
Croissance démographique	1,78 % / an
Taux de natalité	17,80 ‰ (2016)
Indice de fécondité	2,04 enfants / femme (2016)
Taux de mortalité	3,60 ‰ (2016)
<b>Indicateurs clés sur la santé</b>	
Ratio de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances vivantes)	72 (2017)
Prévalence de la sous-alimentation (% de la population)	-
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	12 (2018)
Dépenses de santé courantes par habitant (\$ US courants)	312,577(2016)
<b>Indicateurs clés sur l'éducation</b>	
Taux d'alphabétisation, total des jeunes (% des 15-24 ans)	99,4 (2004)
Dépenses publiques en éducation, total (% du PIB)	8,1 (1999)

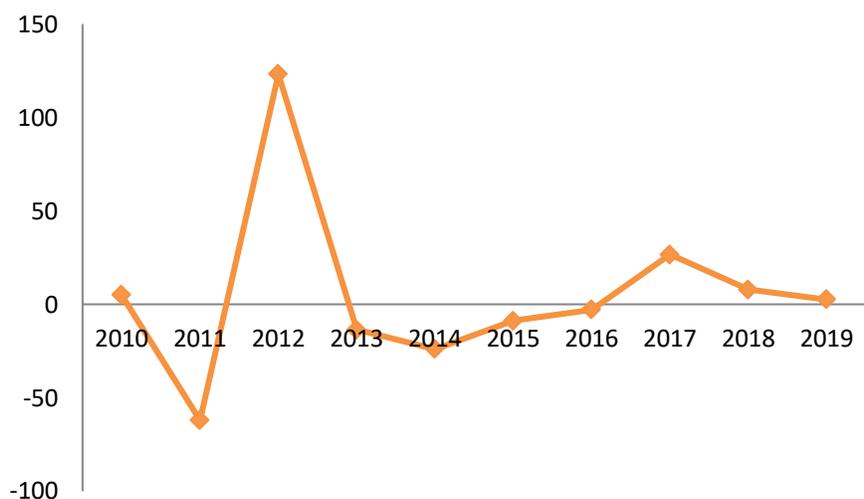
### 1.2.1. Croissance, inflation et environnement des affaires

Après quatre années de récession, l'économie libyenne a connu une forte croissance en 2017, tirée par une reprise bienvenue de la production pétrolière. Cependant, le maintien de cette dynamique pour atteindre le potentiel économique dépend de la résolution des conflits politiques. Le cadre macroéconomique est instable. Il se caractérise par une inflation et des déficits jumeaux insoutenables, principalement dus à la hausse des dépenses budgétaires. La baisse de l'épargne maintient la pression sur les réserves de change et le LYD (Dinar Libyen) a continué de perdre de sa valeur sur les marchés parallèles. Pour stabiliser le cadre macroéconomique, la Libye doit lancer des réformes budgétaires et diversifier l'économie pour la croissance et la création d'emplois. Des accords implicites exceptionnels mais fragiles entre les parties en conflit ont permis au secteur pétrolier à plus que doubler sa production pour atteindre une moyenne de 0,820 million de barils par jour en 2017, contre seulement 0,380 million en 2016. Les secteurs non hydrocarbonés sont restés stagnants, freinés par le manque de liquidité et de sécurité.

- **Croissance économique en Libye**

La croissance économique a fortement ralenti depuis 2017. En effet, le PIB a passé de 64,01% en 2017 pour atteindre 17,88% en 2018, puis 4.27% en 2019. Ce ralentissement provient de la baisse des prix de pétrole. Selon la Banque Africaine de Développement, la Libye se dote des ressources en hydrocarbures permettant au pays d'avoir un levier financier suffisant, des perspectives budgétaires positives à long terme et une dette très faible. Ses réserves prouvées de pétrole brut s'élevaient à 48 milliards de barils à la fin de 2018, la neuvième plus grande au monde et la plus importante d'Afrique, représentant 38% des réserves du continent. Durant la période 2014-2018, les secteurs du pétrole, du gaz et des industries extractives connexes ont représenté plus de 65% du PIB, plus de 95% des recettes d'exportation et 96% du budget.

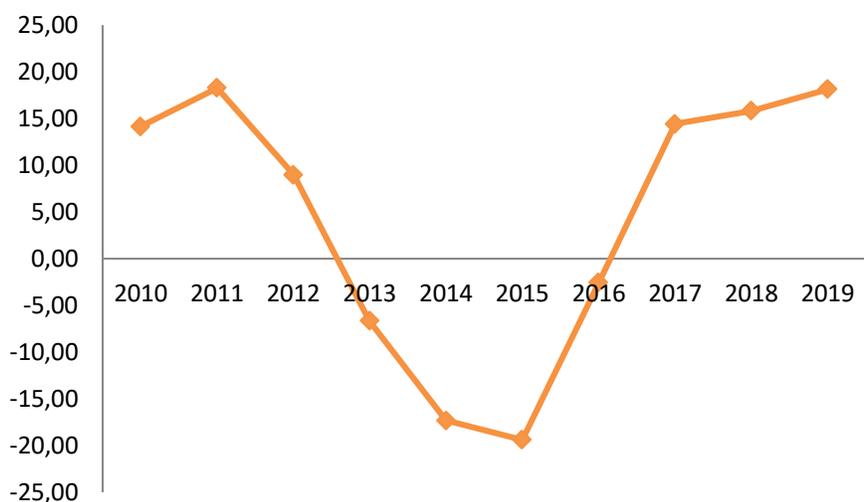
**Figure 1.2.1 - Croissance du PIB (% annuel) en Libye**



Source : les auteurs à partir des données de WDI

- **Inflation, déflateur du PIB**

**Figure 1.2.2 - Inflation, déflateur du PIB (en % annuel) en Libye<sup>8</sup>**



Source: les auteurs à partir des données de WDI

L'inflation s'est accélérée, aggravant encore les difficultés de la population. Les prix de tous les produits de base ont continué d'augmenter, principalement en raison de graves pénuries dans les chaînes d'approvisionnement des produits de base, de la spéculation sur les marchés noirs en expansion et de la forte dévaluation du LYD sur les marchés

<sup>8</sup> Le déflateur du PIB est calculé à partir des évolutions du PIB nominal et du PIB réel

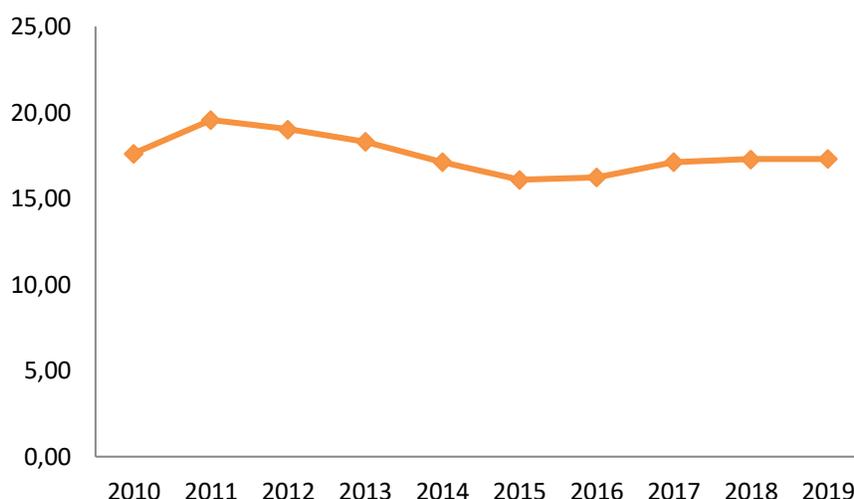
parallèles Par conséquent, l'inflation a atteint 18 % en 2019, après 15.8 % en 2018. Une inflation élevée couplée à une faible prestation de services de base.

### 1.2.2. Marché du travail

- **Chômage**

En Libye, le taux de chômage reste élevé à environ 18,6% en 2019. Il est encore plus élevé chez les femmes avec un taux de 24,6%. De même, le chômage des jeunes a toujours été élevé, il a atteint 48,7% en 2019. Historiquement, il y a eu un énorme décalage entre les compétences nécessaires sur le marché du travail et les compétences de la main-d'œuvre, rend difficile la transition de l'école au marché du travail.

**Figure 1.2.3** - Chômage total en % de la population active totale (estimation modélisée de l'OIT) en Libye



Source : les auteurs à partir des données de WDI

### 1.2.3. Bien être

La fragilité économique de la Libye a des conséquences importantes sur le bien-être de la population. Bien qu'il n'y ait pas d'étude systématique sur la pauvreté et très peu de preuves sur le bien-être actuel des ménages libyens, il n'est pas irréaliste de penser que pour la plupart des Libyens, les conditions de vie sont liées aux évolutions des hydrocarbures qui représentent une part importante du PIB et des recettes publiques (40 et 86% respectivement). La forte baisse des exportations de pétrole amorcée en 2011 a gravement affecté les services publics. L'alimentation électrique irrégulière et les pénuries alimentaires récurrentes contribuent également à l'aggravation des conditions pour les personnes.

## Chapitre 1

### Conjoncture économique

- **Esperance de vie**

En Libye, depuis 2010, l'espérance de vie à la naissance de 72 ans. L'espérance de vie moyenne ne s'est pas améliorée à cause des guerres et des agitations sociales.

**Tableau 1.2.1** - Esperance de vie en Libye

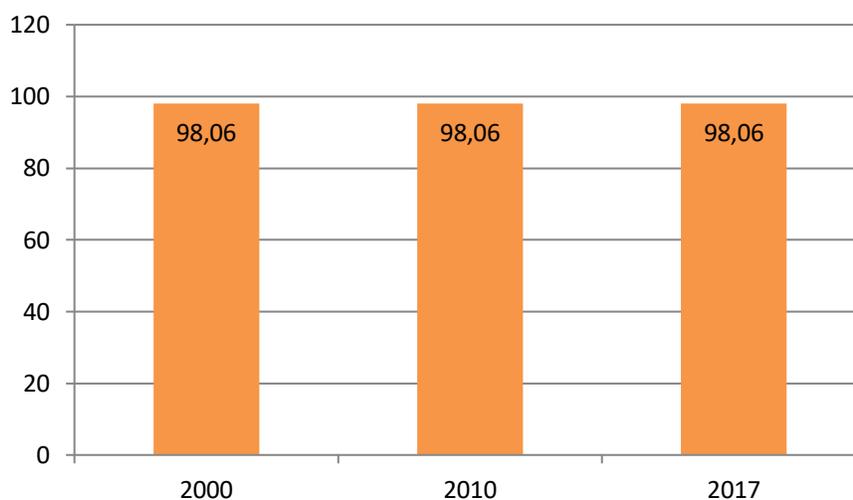
Année	2010	2015	2017	2019
Esperance de vie	72	71,1	72,52	72,7

Source : les auteurs à partir des données WDI , World Health organisation, United Nations, Institut Nationaux de Statistiques, Eurostat, Secreteriat de la communauté du Pacifique, Central Intelligence agency

- **Taux de scolarisation**

Durant les deux dernières décennies, la scolarisation est devenue quasiment générale en Libye.

**Figure 1.2.4** - Taux de scolarisation en Libye



Source : les auteurs à partir des données de UIS Data Center, UNESCO

- **Indice de développement humain**

Dans le classement des pays par indice de développement humain, la Libye figure au 110<sup>ème</sup> rang en 2018 avec un score de 0,708. Malgré que le pays a enregistré une légère baisse par rapport au classement de 2017, il figure encore parmi les pays dont l'indice de développement humain est élevé.

**Tableau 1.2.2** - Indice de développement humain en Libye

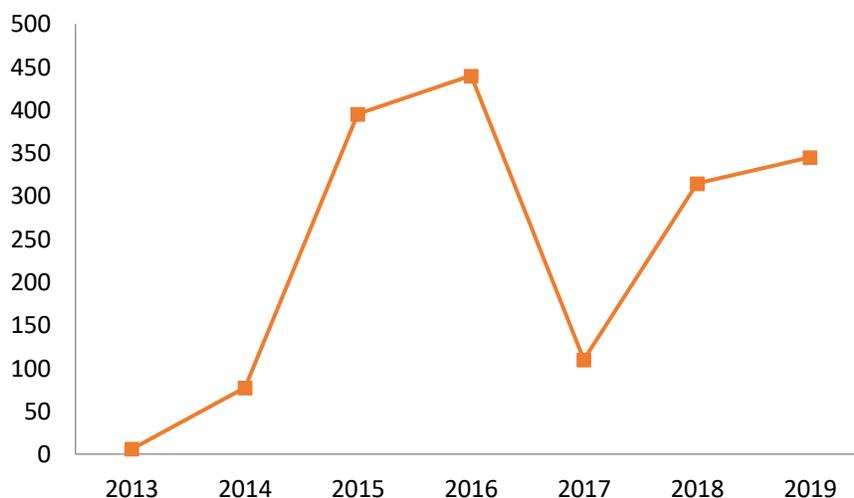
Année	2015		2017		2018	
	rang	score	rang	score	rang	score
Libye	102	0,72	108	0,71	110	0,71

Source : PNUD (2019, 2018, 2016)

### 1.2.3. Evolution des IDE

Le Rapport sur l'investissement dans le monde 2020 estimait à 345 millions de dollars la sortie d'IDE de la Libye en 2019, alors qu'il n'existait pas de données fiables sur les entrées d'IDE.

**Figure 1.2.5** - Sortie d'IDE en Libye



Source : Les auteurs à partir des données de World Investment Report, UNCTAD 2019.

Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2019 estimait à 18,4 milliards d'USD les stocks d'IDE de la Libye en 2018 (environ 42,4% du PIB du pays), alors qu'il n'existait pas de données fiables sur les entrées d'IDE. D'autre part, les flux d'IDE vers le pays auraient atteint 315 millions d'USD en 2018.

Au rythme actuel des dépenses dans un contexte de conflit et d'insécurité, la Libye est contrainte à des ajustements ad hoc nécessaires pour éviter la crise. Les perspectives économiques et sociales supposent que les conflits politiques sont résolus et qu'un gouvernement unifié peut assurer la macro-stabilité et lancer un programme complet de reconstruction des infrastructures économiques et sociales. Dans ce contexte, la production de pétrole devrait progressivement augmenter pour atteindre son potentiel (environ 1,5 million de b/j) d'ici 2020, ce qui est le temps nécessaire pour restaurer l'infrastructure pétrolière fortement endommagée. La croissance devrait rebondir à

## Chapitre 1

### Conjoncture économique

---

environ 15% en 2018 et à 7,6% en moyenne en 2019-20. Les soldes budgétaire et courant s'amélioreront considérablement, le budget et le compte courant enregistrant des excédents attendus à partir de 2020. Les réserves de change commenceront à s'accumuler d'ici 2020. Elles s'élèveront en moyenne à 72,5 milliards de dollars US au cours de la période 2018-2020, soit l'équivalent de 27,5 mois d'importations.

### 1.3. Maroc

<b>Information générale</b>	
Nom officiel	Royaume du Maroc
Région	Afrique du nord
Langage officielle	Arabe
Monnaie	Dirham (MAD)
Capitale	Rabat
Superficie	446 550 km <sup>2</sup>

<b>Indicateurs démographiques clés</b>	
Population	35 481 848 habitants (2019)
Croissance démographique	1,25 % / an
Taux de natalité	18,80 ‰ (2010)
Indice de fécondité	2,38 enfants / femme (2018)
Taux de mortalité	5,60 ‰ (2010)

<b>Indicateurs clés sur la santé</b>	
Ratio de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances vivantes)	70 (2017)
Prévalence de la sous-alimentation (% de la population)	3,4 (2017)
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	22,4 (2018)
Dépenses de santé courantes par habitant (\$ US courants)	171,45 (2016)

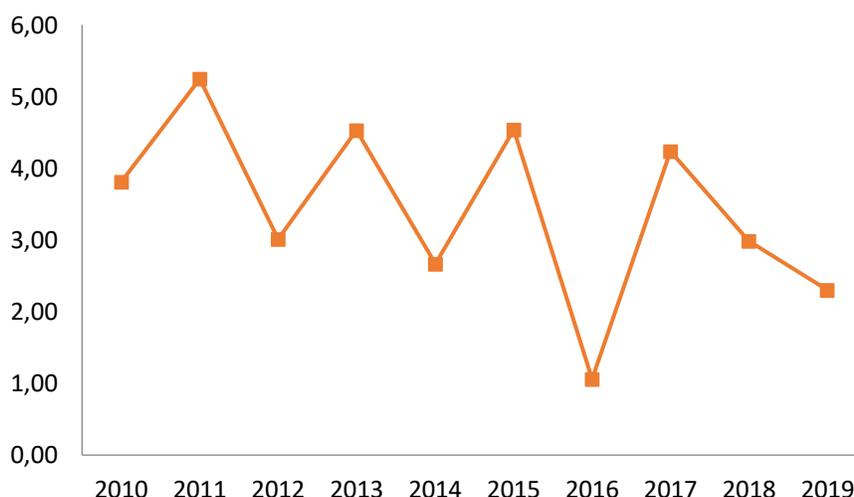
<b>Indicateurs clés sur l'éducation</b>	
Taux d'alphabétisation, total des jeunes (% des 15-24 ans)	97,4 (2018)
Dépense d'éducation, courant, public, % de dépense publique totale pour l'éducation	99,82 (2018)

#### 1.3.1. Croissance, inflation et environnement des affaires

Le taux de croissance s'est établi à 2,5% durant l'année 2019, contre 3,1% en 2018. Ce ralentissement provient de la baisse de 5,8%, en volume, de la valeur agricole (hors pêche). Le déficit budgétaire a été ramené à 3,5 % du PIB en 2019 grâce à la poursuite d'une politique des finances publiques prudente. Le déficit du compte courant du Maroc a diminué, mais son déficit commercial s'est creusé par suite du niveau élevé des prix de l'énergie. Le chômage est à maîtriser, en particulier pour les jeunes malgré les améliorations observées au niveau de la création d'emplois. À moyen terme, le Maroc devra notamment s'employer à développer la classe moyenne et à dynamiser le secteur privé.

- **Croissance économique au Maroc**

**Figure 1.3.1 - Croissance du PIB (% annuel) au Maroc**



Source : les auteurs à partir des données de WDI

En 2019, la croissance de l'économie nationale a de nouveau décéléré, revenant à 2,3% après 2,9% un an auparavant. Cette évolution s'explique essentiellement par la contraction de 5,8% de la valeur ajoutée agricole, alors que celle des secteurs non agricoles a marqué une accélération de 2,9% à 3,8%. L'activité s'est nettement raffermie dans les branches « Electricité et eau », « Transports » et « Administration publique générale et sécurité sociale », a ralenti notamment dans les « Industries de transformation » et dans la branche « Hôtels et restaurants », tandis que dans le « Bâtiment et travaux publics », elle a continué d'évoluer à un rythme faible, quoiqu'en amélioration d'une année à l'autre.

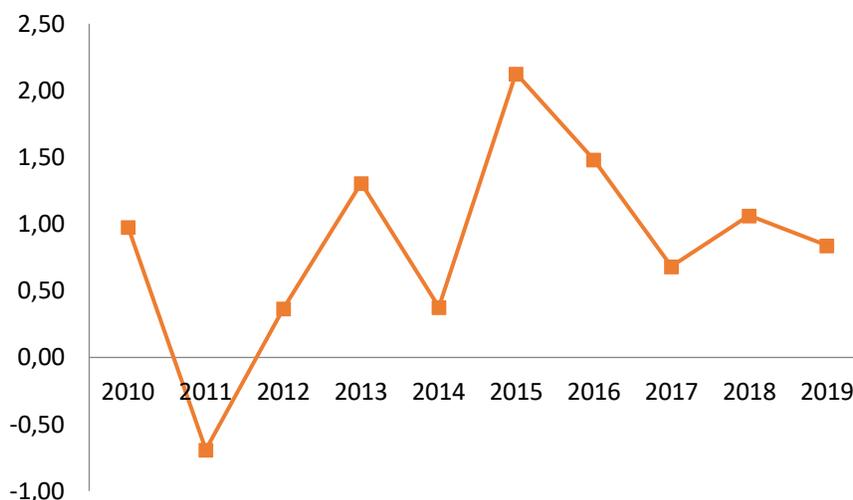
**Tableau 1.3.1** - Valeur ajoutée aux prix de l'année précédente (variation en %) - Maroc

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Secteur primaire	-7,8	17,8	-2,3	11,5	-12,5	13,1	2,7
Agriculture, forêt et services annexes	-9,1	17,2	-2,2	11,9	-13,7	15,2	4
Pêche	9,7	26,8	-4	7,3	1,1	-8,3	-11
Secteur secondaire	0,8	0,6	3,5	1,8	0,6	3,6	3
Industrie d'extraction	-2,1	-1,2	3	-2,1	0,1	17,1	4,7
Industrie de transformation	1,8	-0,7	4,1	2,3	0,1	2,5	3,5
Electricité et eau	-6,7	14,9	1,3	6,2	2,5	3,3	5,3
Bâtiment et travaux publics	2,2	1,6	2,6	0,7	1,6	1,8	0,1
Secteur tertiaire	6,3	1,9	2,3	1,7	2,9	2,7	2,7
Commerce	4,1	-2	1,6	0,5	5,3	3,2	2,3
Hôtels et restaurants	2,6	4,7	2,2	-1,3	3,6	11,5	6
Transports	2,4	1	3,6	3,2	1,4	3,7	3,7
Postes et télécommunications	29,5	2,9	5,2	2,8	6,9	0,8	2,8
Activités financiers et assurances	4,2	0,2	2,5	2,6	0,2	3,5	1,6
Immobilier, location et services rendus aux entreprises	4,5	1,5	2,7	4,2	4,4	3,6	4,8
Administration publique générale et sécurité sociale	5,1	3,7	2,5	0,5	1,6	2,4	2,5
Education, santé et action sociale	7,1	5	1,4	0,1	1,4	-0,9	-0,3
Autres services non financiers	3	2,9	0,2	3,4	3	1	1,6
Valeur ajoutée non agricole	4,5	1,8	2,7	1,8	2,1	2,9	2,6
Valeur ajoutée totale	2,7	3,7	2	3	0,1	4,4	2,8
Impôts sur les produits nets des subventions	6,8	14,6	9,7	18,1	8,8	3,1	4,6
PIB	3	4,5	2,7	4,5	1,1	4,2	3

Source : Rapport annuel Bank Al-Maghrib (2018)

- **Inflation, déflateur du PIB**

**Figure 1.3.2 - Inflation, déflateur du PIB (% annuel) au Maroc<sup>9</sup>**



Source: les auteurs à partir des données de WDI

Après avoir atteint 1% en 2018, l'inflation, mesurée par le déflateur du PIB, s'est nettement affaiblie en 2019, s'établissant à 0,8 %. Cette forte décélération s'explique essentiellement par une baisse de 1,5%, après une augmentation de 3% un an auparavant, des prix des produits alimentaires à prix volatils et par un recul sensible de l'inflation sous-jacente. Cette dernière est revenue de 1,3% à 0,5%, impactée principalement par un repli de 1,1%, contre une progression de 1,4%, des prix de sa composante alimentaire, en particulier les huiles. En outre, le renchérissement plus marqué des tabacs s'est traduit par une accélération de 0,9% à 1,3% du rythme d'évolution des tarifs des produits réglementés. Les prix des carburants et lubrifiants ont, quant à eux, diminué de 2,7% au lieu d'un accroissement de 5,5%, attribuable au reflux des cours internationaux des produits pétroliers.

- **Facilitation des échanges au Maroc**

Plusieurs indicateurs de facilitation du commerce montrent les efforts déployés par le Maroc pour améliorer les échanges intra et inter pays. L'indicateur gouvernance et impartialité a atteint la meilleure valeur ce qui montre le bon fonctionnement des structures et fonctions douanières ; des responsabilités et des politiques éthiques. Pareillement, la valeur de l'indicateur frais et charges est 1,846 montrant les bonnes disciplines sur les redevances et impositions perçues sur les importations et les exportations ; la transparence et réexamen régulier des redevances et impositions. Pour faciliter les échanges, le Maroc doit renforcer ses stratégies en ce qui concerne les coopérations qu'elles que soient internes ou externes.

<sup>9</sup> Le déflateur du PIB est calculé à partir des évolutions du PIB nominal et du PIB réel

**Tableau 1.3.2** - Indicateurs de facilitation du commerce - Maroc

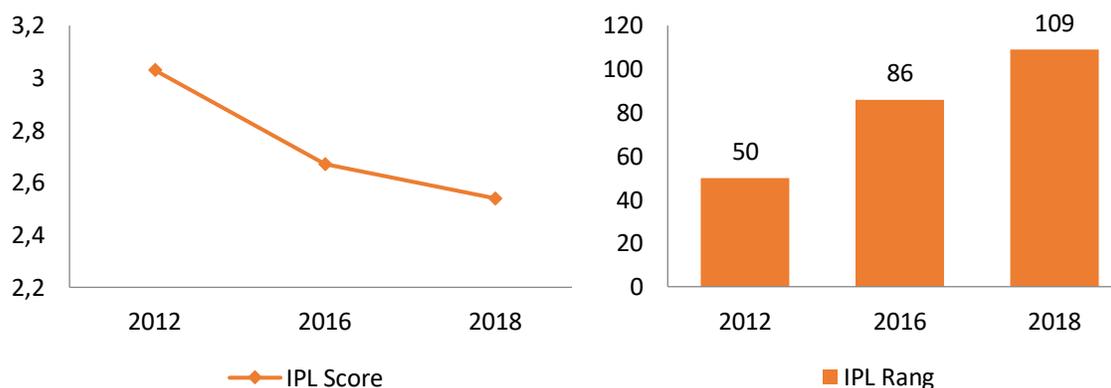
Indicateurs	Score	Valeur
Disponibilité des informations	28	1,4
Implication des commerçants	12	1,5
Décisions anticipées	8	1,14
Procédures d'appel	14	1,4
Frais et charges	24	1,85
Formalités : automatisation	15	1,67
Formalités : documents	21	1,62
Formalités : procédures	44	1,47
Coopération interne entre diverses agences frontalières	9	0,82
Coopération externe entre diverses agences frontalières	7	0,64

Source: OECD

- **Indice de performance logistique agrégé**

Durant les dernières années, la performance logistique au Maroc a enregistré une baisse. Le pays occupe la 109<sup>ème</sup> place en 2018 avec un score de 2,54 contre 50<sup>ème</sup> place et un score de 3,03 en 2012. Selon ce rapport, le Maroc est en fait pénalisé sur tous les critères : la qualité des infrastructures liées au commerce et au transport, le rendement des services douaniers, la facilité de l'organisation des expéditions à des prix concurrentiels, la compétence et la qualité des services logistiques, la capacité de suivi et de traçabilité des consignations ainsi que la fréquence avec laquelle les expéditions arrivent au destinataire dans les délais prévus.

**Figure 1.3.3** - Indice de performance logistique agrégé - Maroc



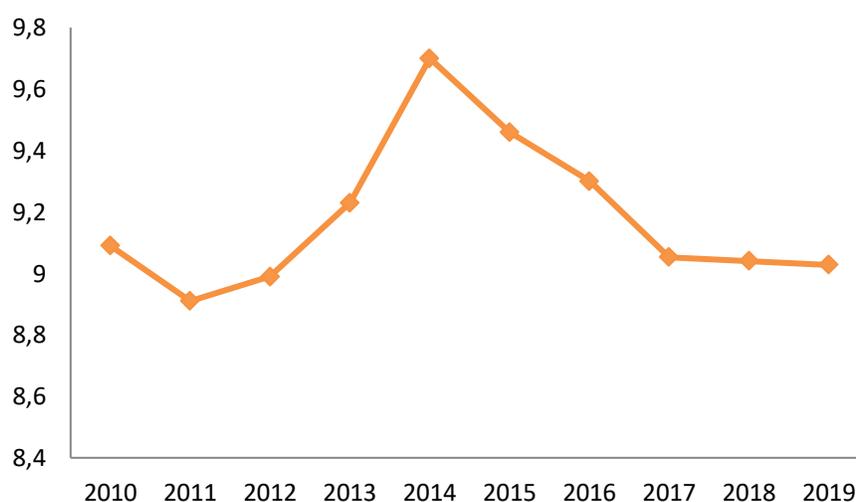
Source: les auteurs à partir des données de World Bank

#### 1.3.2. Marché du travail

- **Chômage**

Au Maroc, le taux de chômage a baissé, mais reste élevé à environ 9% en 2019. Il est encore plus élevé chez les jeunes femmes. Les diplômés de l'enseignement supérieur sont les plus touchés par le chômage.

**Figure 1.3.4** - Chômage total en % de la population active totale (estimation modélisée de l'OIT) au Maroc



Source : les auteurs à partir des données de WDI

Le chômage des jeunes sera le principal risque pour la stabilité sociale, notamment en raison de sa concentration dans les zones urbaines. La participation des femmes à la population active est très faible et en baisse. Seulement 17% de la population économiquement active a un emploi formel et moins de 10% un emploi formel dans le secteur privé<sup>10</sup>.

Pour lutter contre le chômage, le Maroc a adopté le Plan national sur l'emploi pour 2017-2021 se concentre sur la lutte contre le chômage des jeunes, la participation des femmes et les écarts de revenu régionaux. Enfin, l'introduction d'un registre social en 2019-2020 devrait améliorer la prestation des programmes de protection sociale. Cette réforme adaptative a été l'une des différences entre le Maroc et les autres économies nord-africaines aux prises avec des troubles sociaux.

<sup>10</sup> Banque Mondiale (2019), Financial Inclusion and Digital Economy DPF (P168587)

- Principaux indicateurs du marché du travail

**Tableau 1.3.3** - Principaux indicateurs du marché du travail - Maroc

		2016	2017	2018
<b>Indicateurs d'activité</b>				
Population active (en milliers)		11780	11915	11979
Par milieu de résidence	Urbain	6806	6887	6953
	Rural	4974	5028	5026
Taux d'activité (en%)		47	46,7	46,2
Par milieu de résidence	Urbain	43	42,4	41,8
	Rural	53,8	54,1	53,9
Par genre	Hommes	72,2	71,6	70,9
	Femmes	22,4	22,4	22,2
<b>Indicateurs d'emploi</b>				
Par milieu de résidence	Urbain	26	31	91
	Rural	-63	55	21
	Agriculture	-119	42	19
Par secteur	Industrie	8	7	13
	BTP	36	11	15
	Services	38	26	65
Population active occupée (en milliers)		10613	10699	10811
Par milieu de résidence	Urbain	5840	5872	5963
	Rural	4773	4827	4848
Taux d'emploi (en%)		42,3	41,9	41,7
Par milieu de résidence	Urbain	36,9	36,1	35,9
	Rural	51,7	52	52

Source : Rapport annuel Bank Al-Maghrib (2018)

### 1.3.3. Bien-être

Au Maroc, il y a eu des améliorations notables de plusieurs indicateurs de bien-être. Selon les résultats établis sur la base du seuil de pauvreté national, la pauvreté a fortement reculé entre 2001 et 2020 pour tomber de 15,3 % en 2001 à 8,9 % en 2007 puis à 5 % en 2014.

- **Esperance de vie à la naissance au Maroc**

L'espérance de vie à la naissance a augmenté en passant en moyenne de 75 ans en 2010 à 76 ans en 2018.

**Tableau 1.3.4 - Esperance de vie au Maroc**

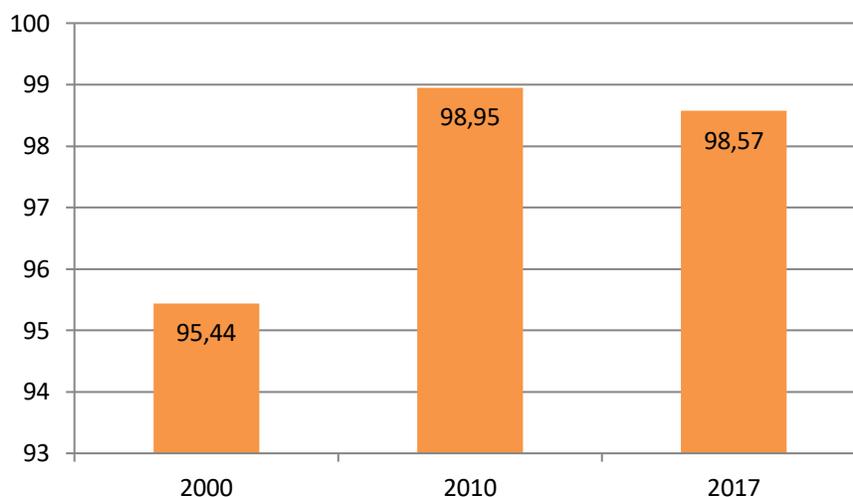
Année	2010	2015	2017	2018
Esperance de vie	74,4	75,5	72,2	76,5

Source : les auteurs à partir des données de WDI , World Health organisation, United Nations, Institut Nationaux de Statistiques, Eurostat, Secreteriat de la communauté du Pacifique, Central Intelligence agency

- **Taux de scolarisation**

Le taux de scolarisation au Maroc est proche de 100% (98.57% plus précisément en 2017).

**Figure 1.3.5 - Taux de scolarisation au Maroc**

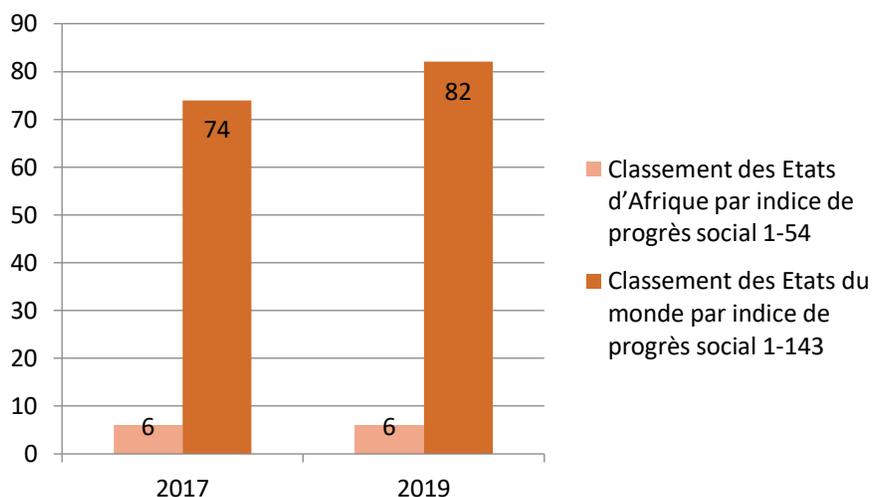


Source : les auteurs à partir des données de UIS Data Center, UNESCO

- **Indice de Progrès social**

Selon l'Indice de Progrès social 2019, le pays est classé 82<sup>ème</sup> sur une liste de 143 pays. Son rang selon le classement des Etats d'Afrique reste inchangé durant la période 2017-2019. Rappelons que cet indice mesure le progrès social d'un pays en s'articulant autour de trois grands axes : la capacité d'une société à satisfaire les besoins de base de ses citoyens, à construire les fondements de leur bien-être sur la durée (accès à l'éducation, à l'information), et à leur donner l'opportunité de s'accomplir. Le pays a connu des résultats relatifs concernant la qualité de l'environnement, des droits individuels et de l'inclusion sociale.

Figure 1.3.6 - Indice de Progrès social au Maroc



Source : les auteurs à partir des données de social progress imperative

- **Indice de développement humain**

En 2018, le Maroc figure au 121<sup>ème</sup> rang. Un rang que le pays doit à un indice de développement humain à 0,676. Cet indice classe le Maroc dans la catégorie de développement humain « moyen » malgré la légère progression qu'a connu. Selon le rapport de PNUD, le niveau d'inégalités est très élevé entre les hommes et les femmes. Ces inégalités sont notamment d'ordre économique. L'égalité d'accès à l'éducation s'améliore.

Tableau 1.3.5 - Indice de développement humain au Maroc

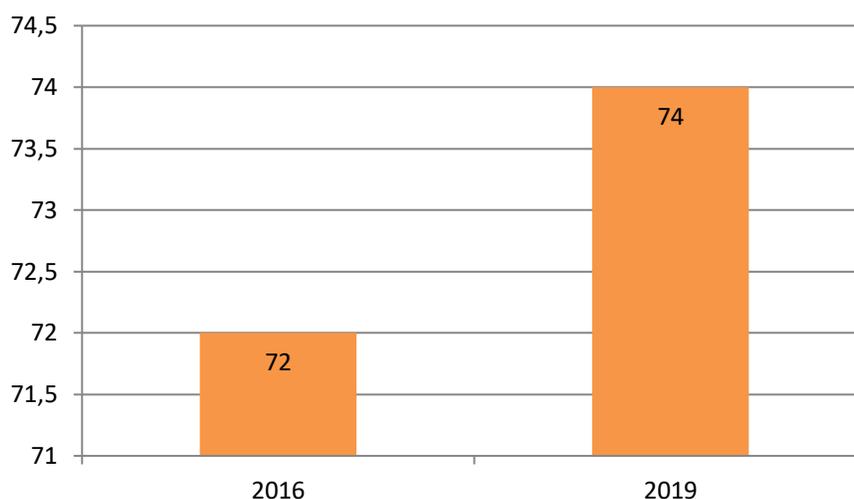
Année	2015		2017		2018	
	rang	score	rang	score	rang	score
Maroc	123	0,65	123	0,67	121	0,68

Source : PNUD (2019, 2018, 2016)

#### 1.3.4. Innovation

Selon l'indice mondial d'innovation, en 2019, le Maroc se hisse à la 74<sup>e</sup> place tout en gagnant deux places par rapport l'année 2016. Ceci montre du pays à transformer les investissements dans l'innovation à des produits et/ou services innovants améliorant la performance du ratio d'efficacité de l'innovation.

**Figure 1.3.7 - Indice mondial d'innovation (Rang) au Maroc**

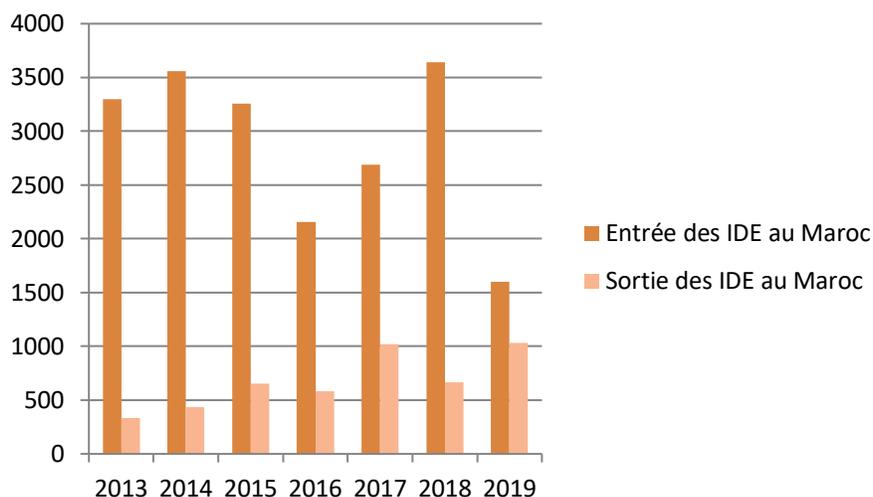


Source: les auteurs à partir des données de Global innovation index (2016-2019)

#### 1.3.5. Evolution des IDE

Le Maroc reste une destination majeure des IDE dans la région. L'entrée des IDE a atteint 3640 millions de dollars en 2018. Outre les investisseurs traditionnels tels que la France et les pays du CCG, les chiffres montrent une augmentation des IDE en provenance d'autres pays tels que les États-Unis et l'Espagne. Attirer les IDE restera au cœur des plans de développement économique du gouvernement. Les réformes ont déjà renforcé l'attractivité des investissements au Maroc ces dernières années, contribuant à la forte augmentation des entrées d'IDE. Mais au titre de l'année 2019, l'entrée des IDE a accusé une forte baisse atteignant 1599 millions de dollars. Selon le rapport annuel de Bank Al Maghreb (2020), l'évolution des entrées nettes par secteur indique des baisses de 10,4 milliards de dirhams dans les activités financières et d'assurance, de 2,6 milliards pour celles de transports et entreposage, de 2,2 milliards pour l'électricité, gaz et air conditionné et de 1,3 milliard pour la construction, tandis que les industries manufacturières ont affiché une stagnation à leur niveau moyen des cinq dernières années, soit 5,1 milliards.

Figure 1.3.8 - Evolution des IDE au Maroc



Source: World Investment Report, UNCTAD 2019.

Selon les projections antérieures, le taux de croissance du PIB n'atteindra que 3 % en 2018. La production céréalière retombera à son niveau moyen et le taux de croissance du PIB non agricole demeurera de l'ordre de 3 % en l'absence de réformes structurelles plus décisives. Le déficit budgétaire s'établirait à 3,3 % du PIB en 2018, dans le droit fil de l'engagement pris par l'État de ramener ce dernier à 3 % du PIB d'ici 2019-2021 et la dette publique à 60 % du PIB d'ici 2021. Pour atteindre cet objectif, les autorités réfléchissent à une réforme fiscale généralisée, en prenant notamment des mesures pour réduire les exemptions fiscales, abaisser les taux d'imposition des sociétés et renforcer le recouvrement des contributions fiscales des personnes travaillant pour leur propre compte et des membres des professions libérales, et qu'elles améliorent la gestion des investissements publics. Compte tenu de ce rééquilibrage des finances publiques et des projections des cours du pétrole, le déficit du compte des transactions courantes devrait demeurer inférieur à 4,5 % du PIB en 2018.

Les perspectives économiques du Maroc devraient s'améliorer à moyen terme à condition que les autorités demeurent déterminées à poursuivre des réformes approfondies et générales.

## 1.4. Mauritanie

<b>Information générale</b>	
Nom officiel	République islamique de Mauritanie
Région	Afrique subsaharienne
Langue officielle	Arabe
Monnaie	Ouguiya (MRO)
Capitale	Nouakchott
Superficie	1 030 700 km <sup>2</sup>

<b>Indicateurs démographiques clés</b>	
Population	3 984 110 habitants (2018)
Croissance démographique	2,32 % / an
Taux de natalité	32,31 ‰ (2013)
Indice de fécondité	4,30 enfants / femme (2013)
Taux de mortalité	10,9 ‰ (2018)

<b>Indicateurs clés sur la santé</b>	
Ratio de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances vivantes)	766 (2017)
Prévalence de la sous-alimentation (% de la population)	10,4 (2017)
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	75,7 (2018)
Dépenses de santé courantes par habitant (\$ US courants)	46,77 (2016)

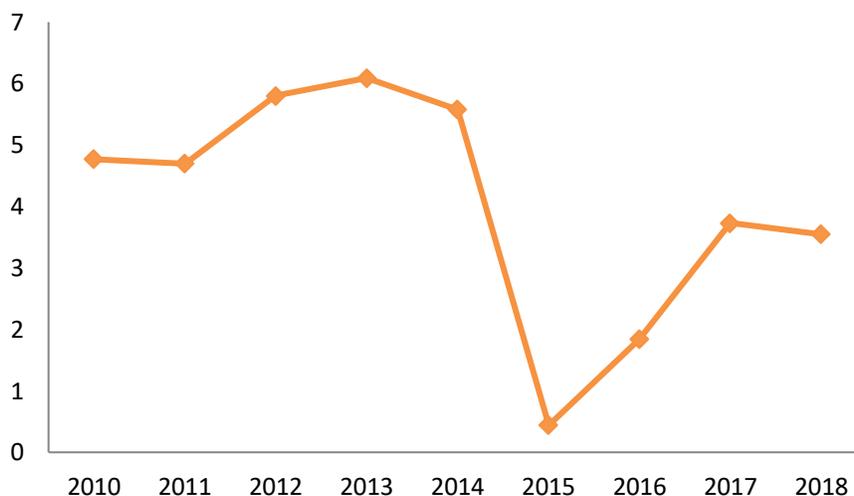
  

<b>Indicateurs clés sur l'éducation</b>	
Taux d'alphabétisation, total des jeunes (% des 15-24 ans)	56,76 (2017)
Dépenses publiques en éducation, total (% du PIB)	9,33 (2016)

### 1.4.1. Croissance, inflation et environnement des affaires

- Croissance du PIB

Figure 1.4.1 - Croissance du PIB (% annuel)



Source : les auteurs à partir des données de WDI

Au niveau national, l'évolution de l'activité économique a été marquée par une accélération de la croissance du PIB réel, tirée par la bonne performance des secteurs non extractifs, particulièrement, le secteur tertiaire et le secteur primaire. La croissance économique a progressé en 2019 en atteignant 5,9 % du PIB contre 3,5 % du PIB en 2018. Hors industries extractives, la croissance du PIB réel a atteint 3,6 % en 2019 contre 3,5% en 2018. En 2019, la croissance du PIB réel du secteur primaire s'est accélérée à 11,4% après avoir connu une légère reprise de 0,7% en 2018. De même, le PIB réel du secteur secondaire a connu une reprise avec une hausse de 8,7% après une baisse de 2,5% en 2018.

Figure 1.4.2 - Croissance du PIB (% annuel) en Mauritanie



Source : les auteurs à partir des données de WDI

## Chapitre 1

### Conjoncture économique

Cette croissance est tirée principalement par l'activité des industries extractives, notamment les minerais métalliques (fer et or). En dépit du ralentissement de sa croissance réelle à 2,9% en 2019 du fait essentiellement de la décélération de la croissance du groupe commerce, autres services, transport administrations publiques, l'activité du secteur tertiaire demeure le principal moteur de la croissance de l'économie mauritanienne sur les cinq dernières années. Ainsi, sa contribution à la croissance globale a légèrement reculé pour s'établir à 1,3 contre 2 points en 2018.

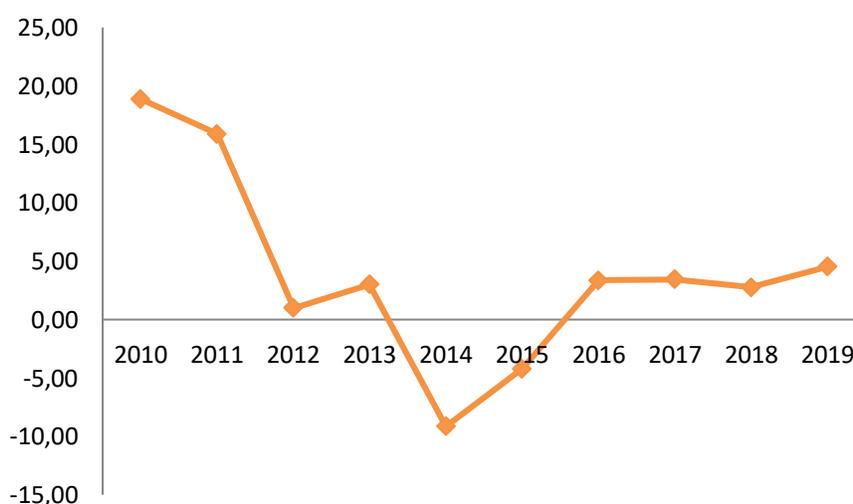
**Tableau 1.4.1** - PIB sectoriel a prix constant (Base 2004) (En Millions MRU) - Mauritanie

Périodes	2014	2015	2016	2017	2018
Secteur primaire : Agriculture, pêche, exploitation forestière	23037	23920	24230	25232	27049
Secteur secondaire	24130	22431	22533	22790	20841
Activités extractives	11071	10447	10523	9779	7949
Activités manufacturières	5298	5845	5398	5869	5267
Bâtiment et travaux-publics	7761	6139	6611	7142	7624
Secteur tertiaire	30244	30898	31815	32806	35570
Transports et télécommunications	8436	8740	9158	9416	11246
Commerce	6417	6600	6894	7180	7657
Autres services	10179	10261	10584	10897	1128
Administrations publiques	5212	5296	5180	5314	5439

Source : Rapport Annuel Banque Centrale de la Mauritanie (2018)

- **Evolution de l'inflation en Mauritanie**

**Figure 1.4.3** - Inflation, déflateur du PIB (% annuel) en Mauritanie<sup>11</sup>



Source: les auteurs à partir des données de WDI

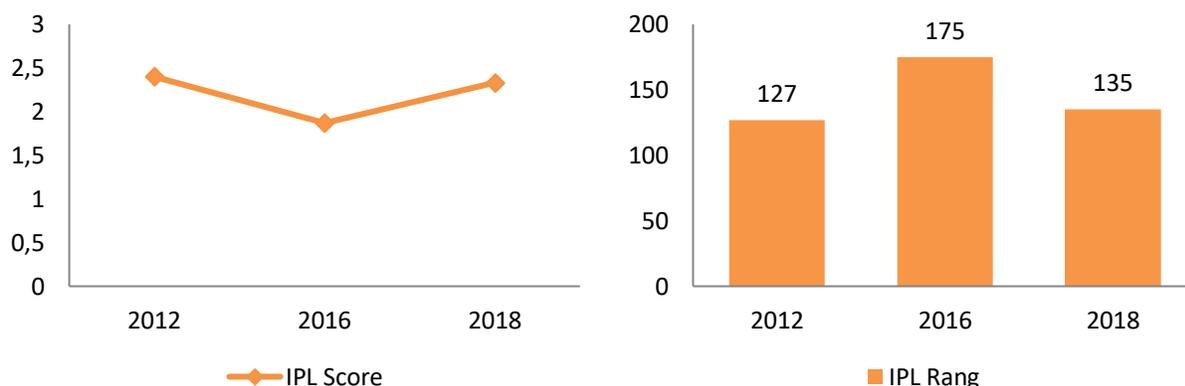
<sup>11</sup> Le déflateur du PIB est calculé à partir des évolutions du PIB nominal et du PIB réel.

S'agissant de l'inflation, mesurée par le déflateur du PIB, elle s'est établie à 4,5% en 2019. Selon le rapport annuel de la banque centrale de la Mauritanie (2019), cette accélération du niveau général des prix est attribuée à la hausse des prix des produits alimentaires notamment le poste « pains et céréales » (+ 3,9%), « poissons et fruits de mer » (+4,4%), « huiles et graisse » (+4,1%) et « légumes » (+3,6%). Du côté des prix des produits non alimentaires, leur contribution à l'inflation n'a été que de 0,8 point portée essentiellement par les fonctions « santé » et « transports » mais aussi, dans une moindre mesure, par les fonctions « tabac et stupéfiants », « Articles d'habillement et chaussures » et « enseignement ».

- **Indice de performance logistique agrégé**

En 2018, la Mauritanie pointe au 135<sup>e</sup> rang selon l'indice de performance logistique. Elle affiche un score de 2.33 en 2018 contre 1.87 en 2016. Le pays gagne 40 places par rapport à son classement de 2016 (175<sup>e</sup>). L'indice jauge comment les chaînes d'approvisionnement connectent les entreprises à leurs marchés nationaux et internationaux. Il reflète les perceptions relatives à la logistique d'un pays sur la base de critères clés tels que la compétence logistique, la qualité de l'infrastructure des échanges, l'environnement douanier, le coût des expéditions internationales et le respect des délais de livraison.

**Figure 1.4.4 - Indice de performance logistique agrégé - Mauritanie**



Source: les auteurs à partir des données de World Bank

### 1.4.2. Marché du travail

- **Chômage**

En Mauritanie, le taux de chômage est demeuré stable entre 2010 et 2018 avec un taux inférieur à 11%. Ceci montre les efforts déployés par le pays afin de lutter contre le

## Chapitre 1

### Conjoncture économique

chômage et de promouvoir l'emploi afin d'accélérer la croissance en protégeant les populations les plus pauvres et les plus vulnérables aux chocs et réformes, en particulier en période de stagnation, mais aussi pour les doter d'opportunités économiques.

**Figure 1.4.5** - Chômage total en % de la population active totale (estimation modélisée de l'OIT) en Mauritanie



Source : les auteurs à partir des données de WDI

L'année 2018 a été marquée par la poursuite de la mise en œuvre du projet de valorisation du capital humain qui a abouti à l'adoption de trois principaux textes réglementaires relatifs à la gestion des ressources humaines et à la mise en place d'un système d'information gérant les tâches récurrentes de la fonction RH.

#### 1.4.3. Bien-être

Les politiques de stabilisation macroéconomique et les réformes structurelles seront poursuivies et renforcées en vue de porter la croissance à un niveau permettant d'atteindre les objectifs stratégiques fixés dans la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) en matière de création d'emplois et de réduction de la pauvreté.

- **Esperance de vie en Mauritanie**

La Mauritanie a connu une amélioration de l'espérance de vie en s'allongeant d'une année entre 2010 et 2018.

**Tableau 1.4.2** - Esperance de vie en Mauritanie

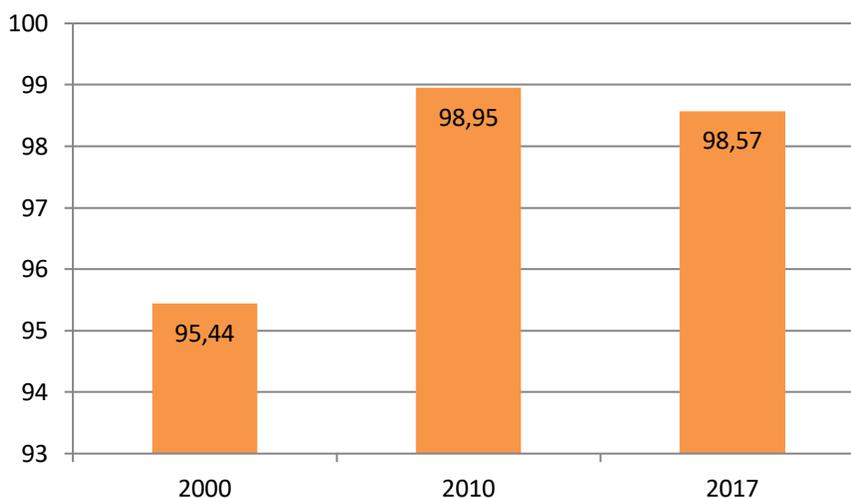
Année	2010	2013	2016	2018
<b>Esperance de vie à la naissance</b>	62,5	63,4	64,2	64,7

Source : les auteurs à partir des données de WDI, World Health organisation, United Nations, Institut Nationaux de Statistiques, Eurostat, Secreteriat de la communauté du Pacifique, Central Intelligence agency

- **Taux de scolarisation**

Le secteur de l'éducation mauritanien a connu des progrès ces dernières années, notamment en termes d'accès dans l'enseignement primaire et secondaire. En effet, le taux net dans les écoles primaires a atteint 79,6 % en 2018.

**Figure 1.4.6** - Taux de scolarisation en Mauritanie

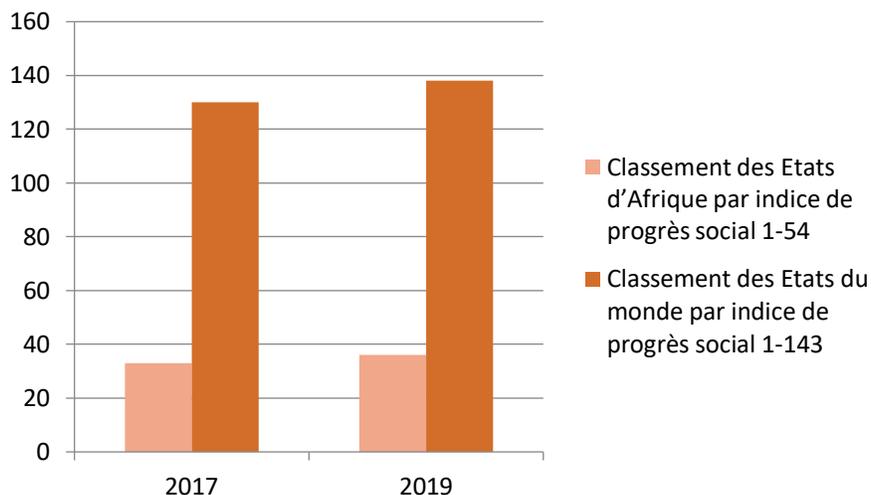


Source : les auteurs à partir des données de UIS Data Center, UNESCO

- **Indice de progrès social**

En 2019, la Mauritanie occupe la 33eme place en Afrique et arrive à la 138<sup>ème</sup> position dans le classement mondial englobant 143 pays selon l'indice de progrès social.

Figure 1.4.7 - Indice de progrès social en Mauritanie



Source : les auteurs à partir des données de social progress impérative

- **Indice de développement humain**

L'IDH de la Mauritanie pour 2018 s'établit à 0,527, ce qui place le pays dans la catégorie « développement humain faible » et au 161e rang. Le pays était classé 157<sup>ème</sup> en 2015. Ceci traduit une évolution relative mais prometteuse des progrès sociaux dans le pays.

Tableau 1.4.3 - Indice de développement humain en Mauritanie

Année	2015		2017		2018	
	rang	score	rang	score	rang	score
Mauritanie	157	0,51	159	0,37	161	0,53

Source : PNUD (2019, 2018, 2016)

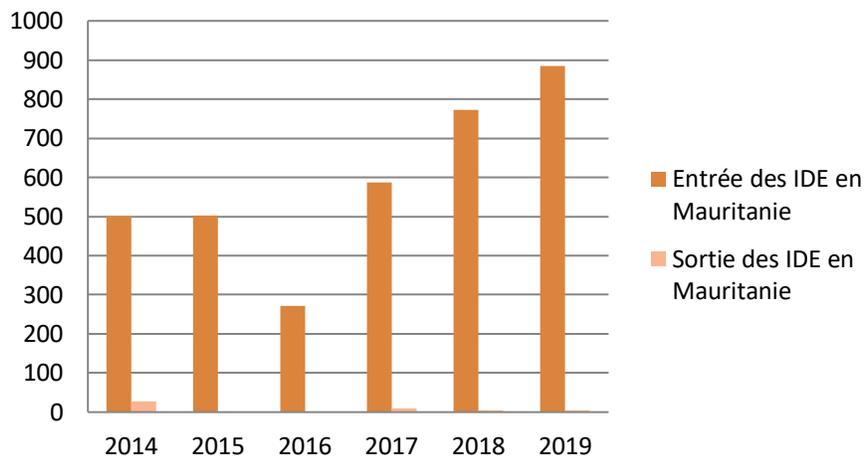
#### 1.4.4. Evolution des IDE

La Mauritanie reste relativement en marge des flux d'investissements étrangers. Les entrées d'IDE se sont élevées à 885 millions de dollars en 2019, contre 773 millions de dollars en 2018 en raison essentiellement des fonds reçus au titre de financement des travaux liés au projet champ gazier et l'extension du Port de l'Amitié. La plupart des investissements sont dirigés vers les secteurs de l'exploration et exploitation pétrolière, extraction minière de minerai de fer et d'or, télécommunications avec l'acquisition de licences de téléphonie mobile et le secteur de la construction. En juillet 2018, la compagnie pétrolière Shell a signé deux contrats de partage de production avec le gouvernement pour l'exploration et la production future potentielle d'hydrocarbures dans la zone offshore.

Parmi les facteurs en cours d'amélioration pour l'attractivité des IDE, la Mauritanie investit des efforts importants pour lutter contre l'instabilité politique et sécuritaire, la

corruption et pour l'amélioration du système judiciaire et politique. La Mauritanie mise aussi sur une économie plus diversifiée et moins informelle.

Figure 1.4.8 - Evolution des IDE en Mauritanie



Source: les auteurs à partir des données de World Investment Report, UNCTAD 2019.

## 1.5. Tunisie

<b>Information générale</b>	
Nom officiel	République tunisienne
Région	Afrique du nord
Langage officielle	Arabe
Monnaie	Dinar tunisien (TND)
Capitale	Tunis
Superficie	162 155 km <sup>2</sup>

<b>Indicateurs démographiques clés</b>	
Population	11 582 075 habitants (2018)
Croissance démographique	1,25 % / an
Taux de natalité	18,2‰ (2018)
Indice de fécondité	2,17‰ (2018)
Taux de mortalité	6,4‰ (2018)

<b>Indicateurs clés sur la santé</b>	
Ratio de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances vivantes)	43 (2017)
Prévalence de la sous-alimentation (% de la population)	4,3 (2017)
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	38,6 (2018)
Dépenses de santé courantes par habitant (\$ US courants)	256,50 (2016)

<b>Indicateurs clés sur l'éducation</b>	
Taux d'alphabétisation, total des jeunes (% des 15-24 ans)	96,21 (2014)
Dépenses publiques en éducation, total (% du PIB)	6,6 (2015)

### 1.5.1. Croissance, inflation et environnement des affaires

- Croissance du PIB

Figure 1.5.1 - Croissance du PIB (% annuel) - Tunisie



Source : les auteurs à partir des données de WDI

D'après la Banque centrale de Tunisie l'année 2019 s'inscrit dans la lignée des années difficiles pour l'économie tunisienne. La BCT a annoncé, jeudi 5 mars 2020, un taux de croissance du Produit intérieur brut (PIB) de 1% en 2019 contre 2,7% en 2018, 1,9% en 2017 et de nouveau 1% seulement en 2016. Mais, elle reste timide. La progression de l'activité économique a été, en effet, bridée par une évolution mitigée des différents secteurs productifs de l'économie. Cette croissance qui demeure molle ne permet toujours pas de répondre aux aspirations des tunisiens en termes d'emploi. Elle ne permet pas aussi de rétablir les déséquilibres macroéconomiques préoccupants. Il s'agit ici des conditions nécessaires pour renouer avec une croissance saine, durable et plus inclusive.

Tableau 1.5.1 - Evolution de la valeur ajoutée par secteur d'activité en termes de contributions à la croissance économique en Tunisie

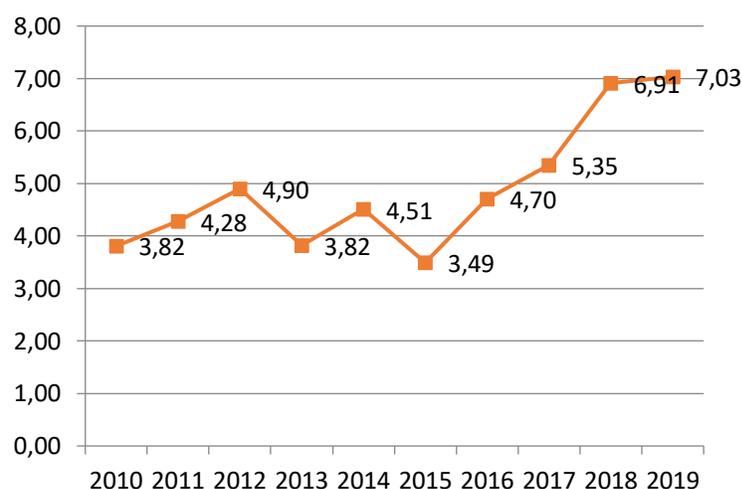
Année	2018
Agriculture et pêche	9,8
Industrie	0
Industries manufacturières	0,6
Industries non manufacturières	-1,2
Services marchands	3,2
Services non marchands	0,3

Source : INS et Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale

Malgré sa faiblesse, l'activité économique de 2018 a été, néanmoins, de meilleure qualité. Elle a été tirée par l'avancée de certains secteurs productifs : le secteur agricole a affiché une performance exceptionnelle grâce à l'oléiculture tandis que le secteur touristique a confirmé sa convalescence. En revanche, d'autres secteurs n'ont pas bien évolué. Il s'agit, surtout, du secteur industriel qui s'est fortement ressenti de l'atonie des activités extractives influençant, non seulement la dynamique de croissance, mais aussi la position extérieure et l'équilibre budgétaire.

- **Inflation, déflateur du PIB**

**Figure 1.5.2 - Inflation, déflateur du PIB (% annuel) en Tunisie**



Source: les auteurs à partir des données de WDI

Un autre déséquilibre, non moins important, concerne les pressions inflationnistes qui continuent à être vives. Le taux d'inflation, en 2019, s'est établi, en moyenne, à 7,3% contre 5,3% en 2017. Cette augmentation porte la marque, d'un côté, des dispositions fiscales de la Loi de Finances (LF 2018), notamment le relèvement d'un point de pourcentage de la taxe sur la valeur ajoutée et l'ajustement à la hausse des prix des carburants. D'un autre côté, l'on note l'effet de la dépréciation du dinar. Le taux de change de la monnaie nationale s'étant déprécié, en moyenne, de 12,9% à l'égard de l'euro et de 8,6% vis-à-vis du dollar.

- **Indicateurs de facilitation des échanges**

Les indicateurs de facilitation des échanges suggèrent que la Tunisie a connu de bonnes performances en ce qui concerne les décisions anticipées (1,429), les frais et charges (1,538), formalités des documents (1,385) et gouvernance et impérialité (1,222). Les données de l'OCDE montrent également que les entreprises tunisiennes subissent des contraintes liées à la multiplicité des droits de douane, des procédures administratives etc. Cela génère des coûts et nuit à la compétitivité à l'exportation des entreprises.

**Tableau 1.5.2** - Indicateurs de facilitation du commerce en Tunisie

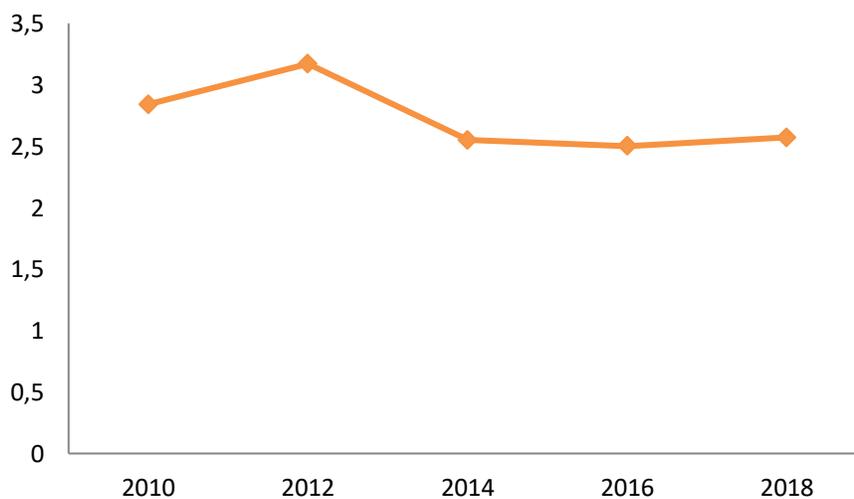
Indicateurs	Score	Valeur
Disponibilité des informations	22	1,1
Implication des commerçants	5	0,71
Décisions anticipées	10	1,25
Procédures d'appel	13	1,44
Frais et charges	14	1,17
Formalités : automatisation	4	0,44
Formalités : documents	3	0,27
Formalités : procédures	21	0,72
Coopération interne entre diverses agences frontalières	8	0,8
Coopération externe entre diverses agences frontalières	4	0,36
Gouvernance et impartialité	3	0,43

Source: OECD

- **Indice de performance logistique**

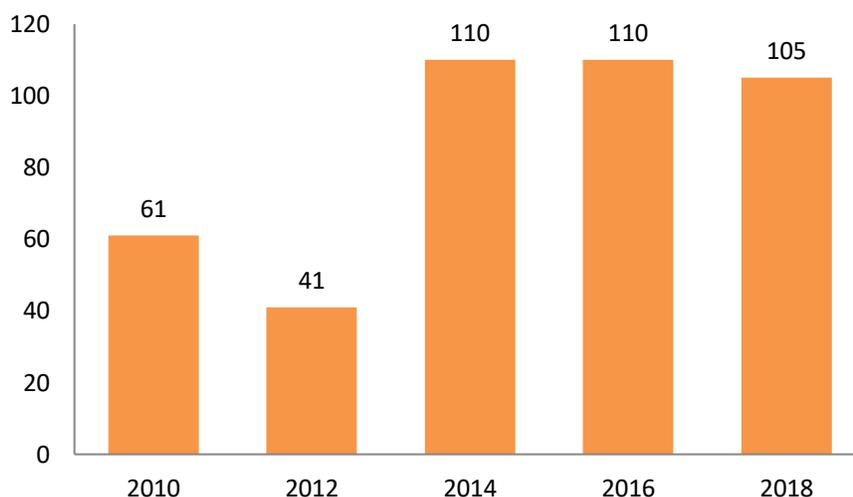
Avec un score de 2,57, la Tunisie se classe à la 105<sup>e</sup> place en 2018 en termes de performance logistique. Elle a gagné cinq places par rapport l'année 2016.

**Figure 1.5.3** - Score IPL - Tunisie



Source: les auteurs à partir des données annuels de World Bank

Figure 1.5.4 - Rang IPL - Tunisie

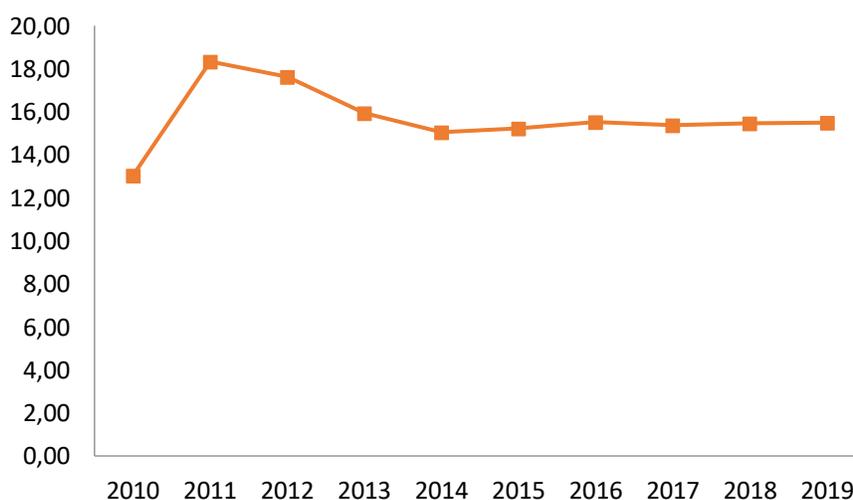


Source: les auteurs à partir des données annuels de World Bank

### 1.5.2. Marché du travail

- Chômage

Figure 1.5.5 - Chômage en % de la population active totale (estimation modélisée de l'OIT) en Tunisie



Source: les auteurs à partir des données de WDI

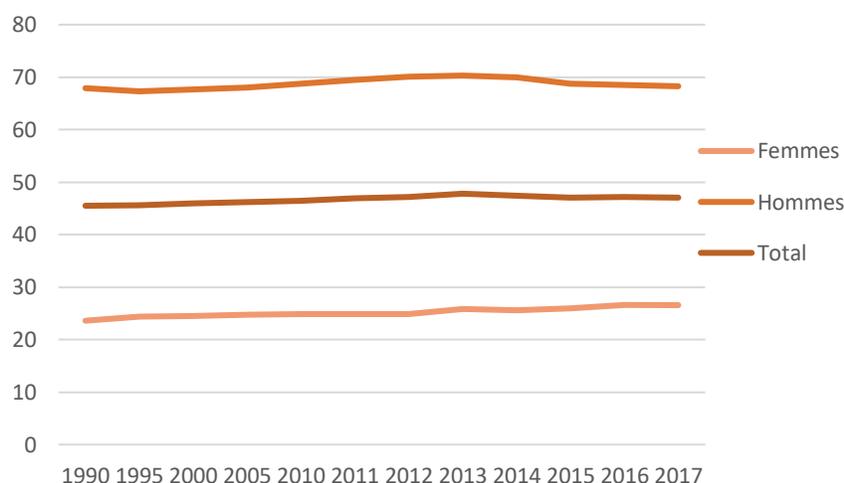
Concernant le marché du travail, les créations d'emploi n'ont pas été suffisantes pour résorber le niveau élevé du chômage dont le taux global est demeuré stable à 15,5%. En particulier, pour les diplômés de l'enseignement supérieur, et en dépit d'une légère baisse, le taux de chômage reste préoccupant (28,8% contre 29,9%). Par ailleurs,

l'inadéquation entre la formation des demandeurs d'emplois et les besoins des entreprises économiques demeure le facteur principal de la persistance du chômage et ce, outre la faiblesse de la création nette d'emploi qui n'a pas dépassé 27,6 mille postes ne représentant que 4,3% du nombre total des demandeurs d'emplois.

- **Taux d'activité par sexe (population active de plus de 15 ans)**

Les disparités hommes-femmes sont moins importantes que dans les autres pays MENA mais le taux d'emploi est bien plus faible pour les femmes que pour les hommes et les femmes occupent souvent des emplois moins qualifiés. La Tunisie reste l'un des pays les plus avancés de la région MENA en termes de droits et d'émancipation des femmes<sup>12</sup>.

Figure 1.5.6 - Taux d'activité par sexe - Tunisie



Source : les auteurs à partir des données d' European training fondation à partir des données de l'INS et de la Banque mondiale (WDI).

D'une manière générale, les politiques actives d'emploi devraient cibler plus particulièrement les jeunes diplômés, les femmes et certaines régions défavorisées dans lesquelles le taux de chômage a atteint des niveaux préoccupants. C'est dans ce cadre, qu'une nouvelle Stratégie Nationale de l'Emploi devrait être lancée le 30 juin 2019, et couvrira la période 2020-2030, visant l'adaptation des diplômés de l'enseignement supérieur et ceux de la formation professionnelle à l'évolution des besoins du marché de l'emploi à travers un ensemble de programmes, de mécanismes d'accompagnement et de budgets dont l'impulsion de l'initiative privée est une priorité.

<sup>12</sup> Banque mondiale (2015), Tunisie : Diagnostic- pays systématique.

#### 1.5.3. Bien-être

- **Esperance de vie**

Durant la période 2010- 2018, l'espérance de vie à la naissance a augmenté d'environ une année.

**Tableau 1.5.3 - Esperance de vie en Tunisie**

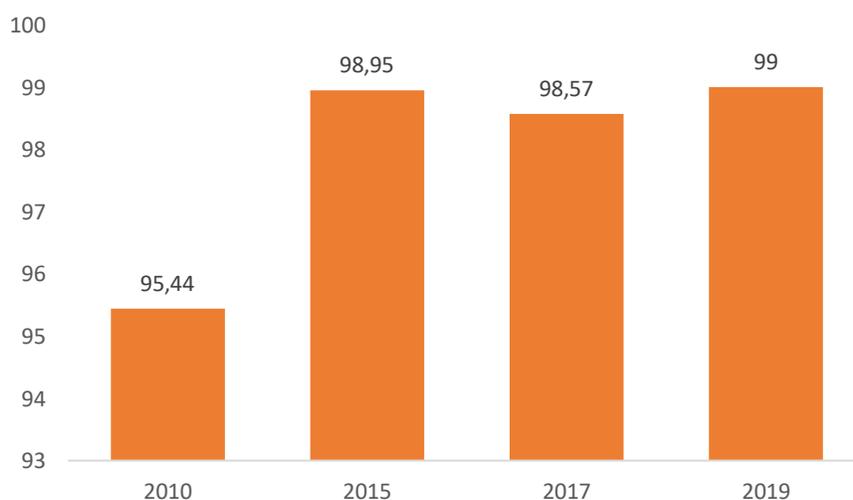
Année	2010	2015	2017	2018
Espérance de vie	75	75,9	76,3	76,5

Source : les auteurs à partir des données de Knoema

- **Taux de scolarisation**

En Tunisie, le taux de scolarisation a augmenté passant d'environ 95% en 2010 à environ 99% en 2019.

**Figure 1.5.7 - Taux de scolarisation en Tunisie**

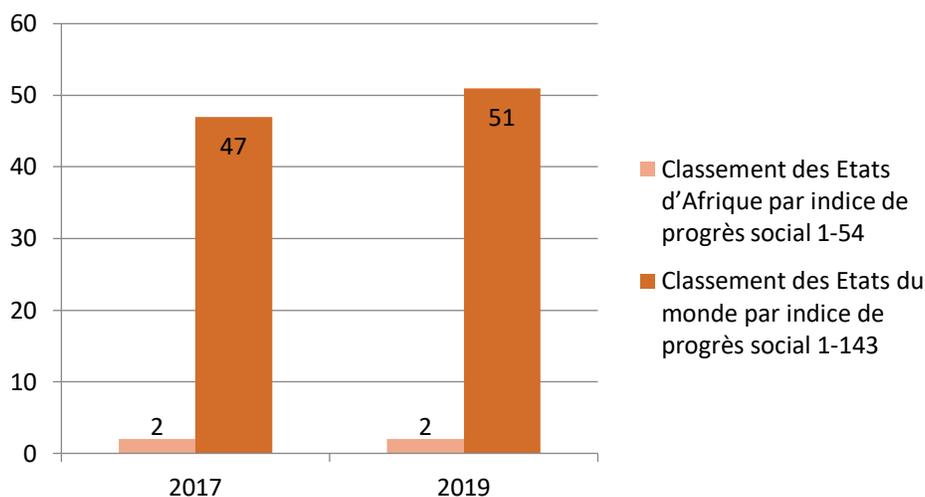


Source : les auteurs à partir des données de UIS Data Center, UNESCO

- **Indice de Progrès social**

En 2019, la Tunisie a été classée deuxième à l'échelle africain et 51<sup>ème</sup> à l'échelle mondial en matière de progrès social. Le pays ne cesse, de s'améliorer en termes de progrès social, grâce à des réformes portant notamment sur l'éducation et l'employabilité. Dans ce sens, la Tunisie a eu le plus grand score au niveau des secteurs de l'accès à l'eau et aux réseaux d'assainissement, à la nutrition, aux soins hospitaliers, aux droits individuels et à l'information. Toutefois, elle a eu le plus bas score au niveau de l'accès à l'enseignement supérieur, la qualité de l'environnement et la sécurité.

Figure 1.5.8 - Indice de Progrès social en Tunisie



Source : Social Progress imperative

- **Indice de développement humain**

Classée 91<sup>e</sup> en 2018, la Tunisie gagne 6 places au classement mondial du développement humain par rapport 2015. Le rapport a aussi classé la Tunisie 63<sup>e</sup> dans l'indice 2018 sur l'inégalité entre les sexes.

Tableau 1.5.4 - Indice de développement humain en Tunisie

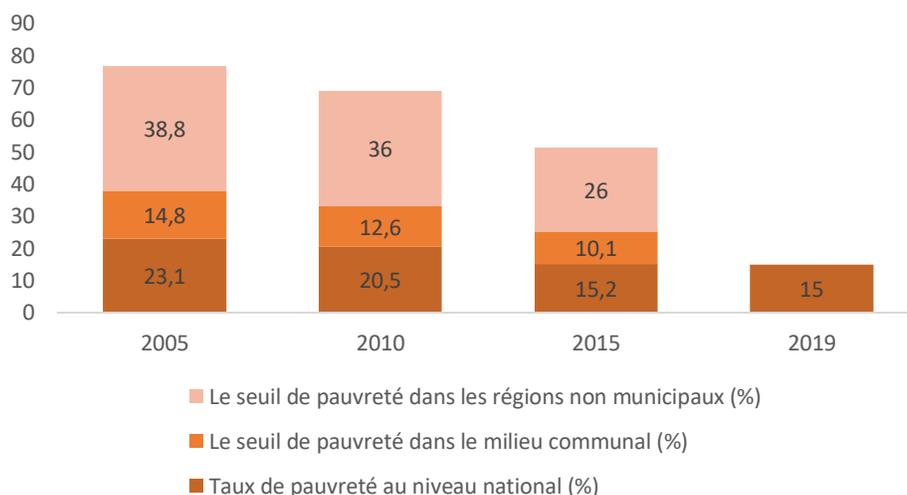
Année	2015		2017		2018	
	rang	score	rang	score	rang	score
Tunisie	97	0,73	95	0,75	91	0,74

Source : PNUD (2019, 2018, 2016)

- **Pauvreté**

En Tunisie, la croissance a été relativement inclusive puisque la baisse de la pauvreté a été impressionnante ces dernières années. Le seuil national de pauvreté est passé de 14.8% en 2010 à 15% en 2019.

Figure 1.5.9 - Pauvreté en Tunisie



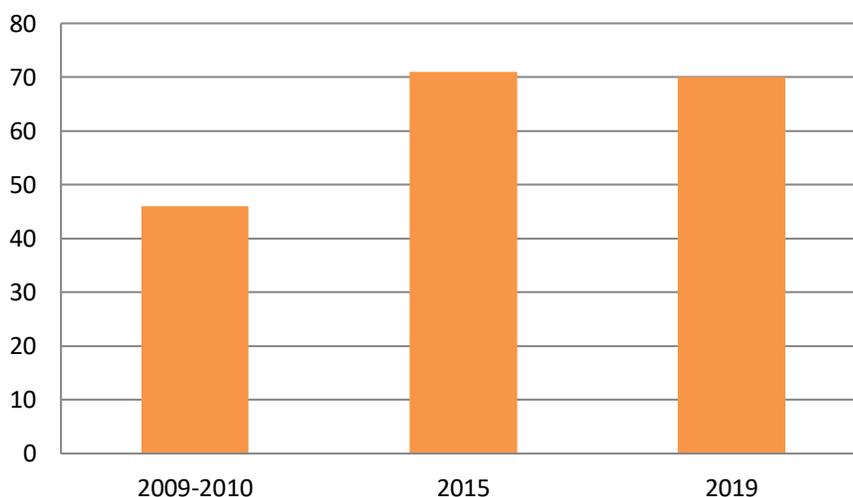
Source : les auteurs à partir des données de l'INS

#### 1.5.4. Innovation

- **Indice de l'innovation**

En 2019, la Tunisie est classée au 70<sup>e</sup> rang selon l'indice mondial de l'innovation. Selon le sous-indice des intrants d'innovation, la Tunisie est classée 74<sup>e</sup>. S'agissant de sous-indice de la production innovatrice, le pays est au 65<sup>e</sup> rang.

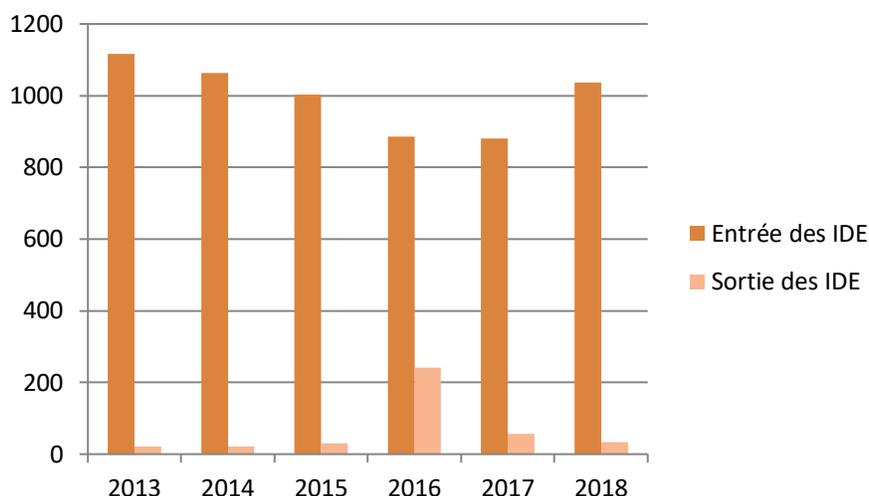
Figure 1.5.10 - Indice mondial d'innovation - Tunisie



Source: les auteurs à partir des données de Global innovation index (2010, 2015, 2019)

### 1.5.5. Evolution des FDI (millions of dollars)

Figure 1.5.11 - Entrée et sortie des IDE - Tunisie



Source : Les auteurs à partir des données de World Investment Report, UNCTAD 2019.

Selon le rapport 2019 de la BCT, pour l'année 2020, il est prévu une chute des IDE sous l'effet de la réticence des entreprises à investir dans un contexte marqué par de fortes incertitudes et par le fléchissement de l'activité économique mondiale. Rappelons que les flux des investissements directs étrangers (IDE) bénéficiant à la Tunisie se sont intensifiés en 2018 pour s'élever à 1036 millions de dollars en 2018 contre 881 millions de dollars en 2017. Dans ce cadre, des réformes ont été déjà engagées dont notamment la promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement et des actions entreprises pour l'amélioration du climat des affaires.

Selon la Banque centrale, la résurgence des tensions inflationnistes et l'aggravation du déficit courant de la balance des paiements ont mis davantage de pression sur les avoirs en devises du pays ainsi que sur le taux de change du dinar vis-à-vis des principales devises. La Banque centrale, dont le mandat consiste à préserver la stabilité des prix, a été amenée à resserrer sa politique monétaire. Pour ce faire, le taux directeur a été relevé à deux reprises, respectivement en mars et juin 2018, de 75 et 100 points de base, pour être porté à 6,75% au terme du premier semestre de 2018. Considérant le caractère persistant de l'inflation, tel que reflété par les mesures de l'inflation sous-jacente, la Banque centrale a décidé un nouveau relèvement, courant février 2019, portant le taux directeur à 7,75%. La succession de mesures restrictives ont réduit l'inflation d'origine monétaire et ont contribué à la stabilisation de la situation économique, condition sine qua non d'une reprise saine de l'investissement. Ces mesures de politique monétaire se sont jointes à d'autres mesures de gestion des réserves et de politique de change. Elles ont réussi à garder, au cours du premier semestre de 2019, une certaine stabilité de la valeur du dinar et freiner sa dépréciation, qui aurait pu être beaucoup plus prononcée.

## Chapitre 1

### Conjoncture économique

---

Consciente de l'impact à moyen-terme de ces mesures sur la croissance économique, encore fragile, la Banque centrale a procédé à une réallocation du refinancement qu'elle fournit aux banques. En effet, une fenêtre de refinancement à long-terme par voie d'appels d'offres à 6 mois et destinée à l'investissement productif a été instituée vers la fin de l'année 2018. Faut-il préciser que le volume global de refinancement s'est sensiblement affermi, en 2018, atteignant des niveaux sans précédents, dépassant même les 16 milliards de dinars.

### Conclusion

Les pays du Maghreb ont réalisé des avancées considérables dans le sens de l'environnement économique, mais des défis restent à surmonter pour créer un contexte économique plus sain, qui puisse promouvoir l'investissement et permettre aux pays d'être plus concurrentielles à l'échelle internationale. Il s'agit ainsi d'identifier les problèmes qui apparaissent comme étant les principaux obstacles à la croissance économique.

La création d'emplois s'avère parmi les principales priorités dans la région du Maghreb en réduisant les rigidités du marché du travail, qui découragent les entreprises de développer l'emploi. Afin d'assurer une transformation structurelle de l'économie et une croissance inclusive et durable, il importe d'instaurer des réformes stratégiques visant à inciter l'emploi formel tout en incluant les travailleurs informels dans l'économie officielle

# Chapitre 2



## Les finances publiques

## Introduction

La majorité des pays maghrébins poursuivent globalement des politiques budgétaires et monétaires saines. La plupart des Banques centrales ont pris des dispositions en vue de renforcer le cadre de leur politique monétaire.

Au début de l'année 2020, la Banque d'Algérie a décidé de baisser le taux des réserves obligatoires (de 10% à 8%), le taux directeur (de 25 points) dans le but d'encourager l'investissement et l'octroi de crédits à un coût raisonnable.

Grace à une politique monétaire prudente de la Banque centrale de Mauritanie, a connu en 2019 une amélioration de la croissance économique de 5,9% (contre 2,1% en 2018) et une baisse de l'inflation pour atteindre 2,3% en moyenne (contre 3,1% en 2018). Cette année a connu également une stabilité du taux de change de l'Ouguiya, l'évolution des transactions extérieures et par conséquent un excédent global de la balance des paiements.

Les indicateurs monétaires et budgétaires du Maroc continuent à enregistrer des croissances importantes au cours des deux dernières décennies. Le rythme annuel moyen de l'inflation a atteint 0,3% (contre 1,9% en 2018). Le taux directeur reste stable (2,25%). Pour alléger la liquidité bancaire Bank Al-Maghrib à baisser le taux des réserves obligatoires de 4% à 2%.

En Tunisie « *La politique monétaire tunisienne commence à donner ses fruits* » selon le gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie (BCT). Grâce aux différentes mesures prises par la BCT, Cette année a connu une amélioration des indicateurs monétaires et budgétaires tels que la baisse du déficit budgétaire de 1,3 point de pourcentage revenant à 3,5% du PIB, l'amélioration des ratios de la dette publique et la baisse de taux d'inflation (6,1%).

L'économie libyenne dépend principalement des exportations de gaz et de pétrole. Malgré la baisse des revenus pétroliers, la balance commerciale de la Libye est restée solidement positive avec un excédent de près de 12 milliards USD en 2019. L'exportation du pétrole a permis à la Libye d'avoir un PIB de 9,9 %. L'année 2019 a connu une inflation modérée de 4,6% en relation notamment avec l'amélioration relative des taux de change et des flux de devises étrangères.

Les banques centrales des pays de l'UMA jouent ainsi un rôle central dans la stabilité du système financier maghrébin. Elles ont été parfois obligées d'adopter des politiques restrictives pour faire face aux problèmes financiers de la région. Mais des assouplissements ont été nécessaire en 2020 pour faire face aux conséquences de la pandémie du COVID-19.

Ce chapitre présente les principales mesures adoptées par les Banques centrales maghrébines et les chiffres clés liés à leurs politiques monétaire et budgétaire.

## 2.1. Algérie

Indicateurs clés de la finance publique	2017	2019
Prix moyen du pétrole (évolution par rapport à 2016)	20,2 %	-
Exportations d'hydrocarbures	33202,8 millions de dollars	-
Réserves de change	97,33 milliards de dollars	-
Recettes fiscales des hydrocarbures (évolution par rapport à 2016)	33,2 %	-
Déficit budgétaire % PIB	6,4 %	-
Taux du marché monétaire	2,99%	-
Taux directeur	3,75%	3,75%
Crédits intérieurs	13571,9	17750,6 MD
Avoirs extérieurs nets	11227,4 MD	8891,1 MD

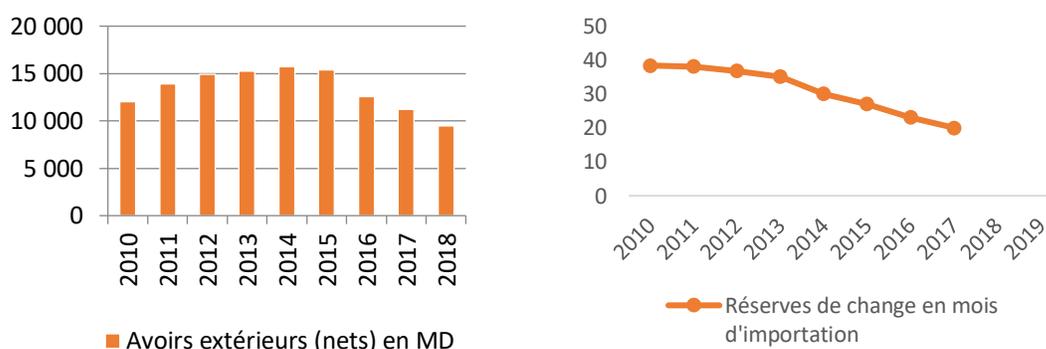
Source: les auteurs à partir des données des rapports de la BCA

#### 2.1.1. Politique monétaire

Pour renforcer l'efficacité de ses mesures de politique monétaire et améliorer ses mécanismes de transmission, le Comité des Opérations de Politique Monétaire (COPM) de la Banque d'Algérie a décidé, en avril 2020 de (i) baisser le taux directeur de 25 points de base pour le fixer à 3%, (ii) de réduire le taux de réserve obligatoire de 8% à 6%, permettra de libérer un montant supplémentaire de liquidité (iii) et d'augmenter les seuils de refinancement des titres publics négociables, permettra aux banques d'augmenter leur capacité de refinancement auprès de la BCA.

- **Créances nettes sur l'extérieur**

**Figure 2.1.1 - Avoir extérieurs et Réserves de change en mois d'importation - Algérie**

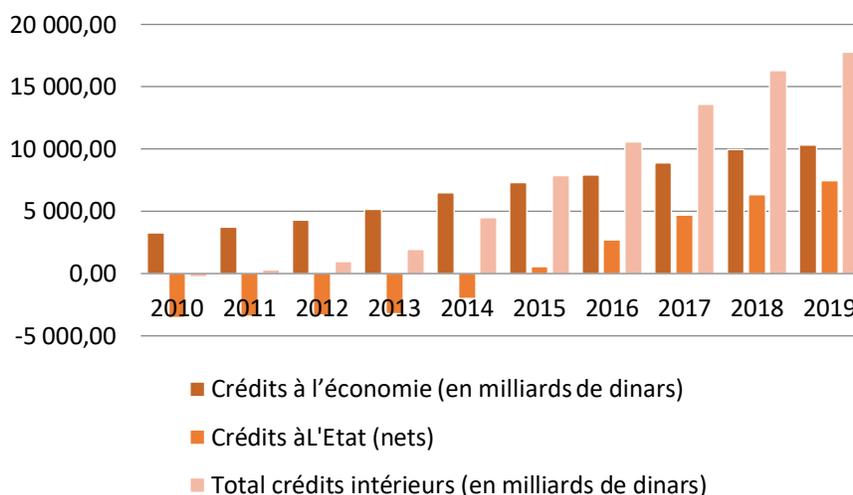


Source: les auteurs à partir des données des rapports de la BCA

Le dinar algérien s'est déprécié par rapport au dollar américain. En effet, depuis le milieu de l'année 2014, le dinar s'est considérablement affaibli par rapport au dollar américain et à l'euro, du fait de la baisse des prix du pétrole plaçant le dinar sous pression. La Banque d'Algérie a permis à sa devise de se déprécier afin de décourager la demande d'importations et préserver les réserves de change du pays. En fait, le dinar est passé de 137,237 DZD pour un euro en 2017 à 135,076 DZD en 2018, et 133,064 DZD pour un euro en 2019.

- **Crédits intérieurs**

**Figure 2.1.2 - Crédits intérieurs - Algérie**

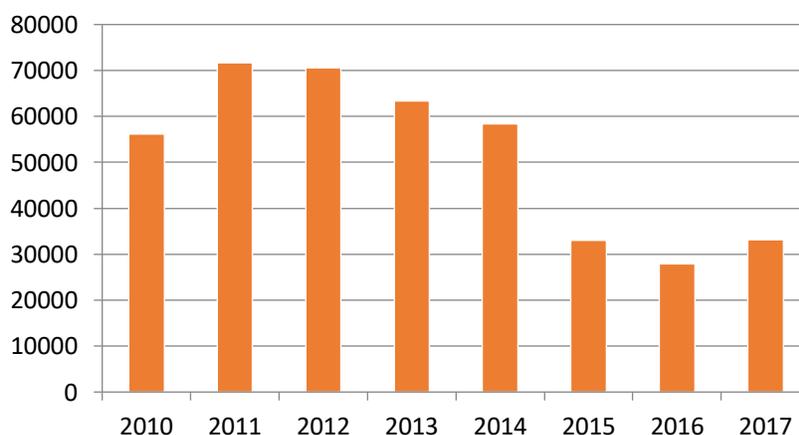


Source : les auteurs à partir des rapports annuels de la BCA

Le crédit à l'économie continue à progresser pour atteindre 10 300,8 en 2019, soit une progression de 3,25% par rapport à 2018. En dehors de l'incidence du choc extérieur sur leur liquidité, les banques sont demeurées, d'après le rapport 2017 de la Banque centrale d'Algérie confortablement capitalisées et rentables, avec uniquement un léger déséquilibre en termes de maturité. Les risques liés à la concentration du crédit, principalement au sein des banques publiques, qui participent au financement de grands projets, demeurent toutefois importants. D'où la nécessité d'une surveillance rigoureuse pour éviter les risques pour la stabilité du système financier.

- **Demande extérieure**

**Figure 2.1.3 - Exportation des hydrocarbures (en millions de dollars) - Algérie**

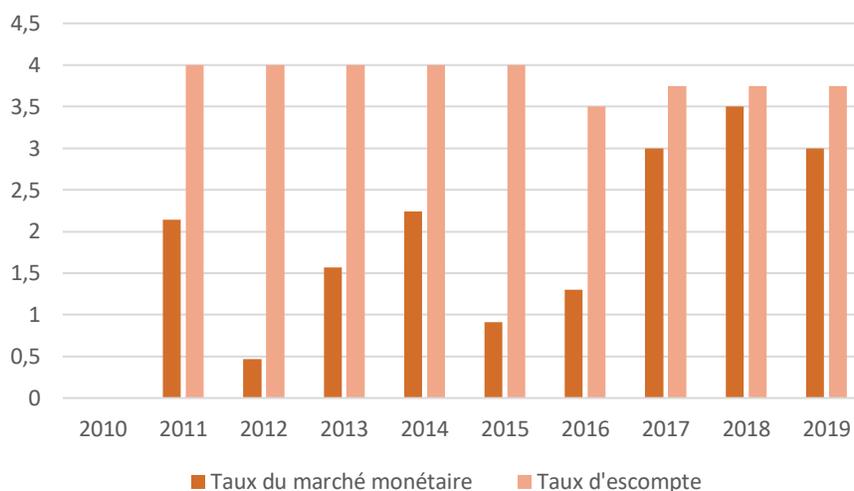


Source : les auteurs à partir des rapports annuels de la BCA

La contribution des exportations à la croissance a augmenté en 2018 avec une augmentation des exportations totales de biens de 18,9 %, tandis que les importations et la consommation des administrations publiques ont apporté une contribution négative à celle-ci.

- **Evolution des taux d'intérêt**

**Figure 2.1.4 - Taux d'escompte et TMM – Algérie**



Source : les auteurs à partir des rapports annuels de la BCA

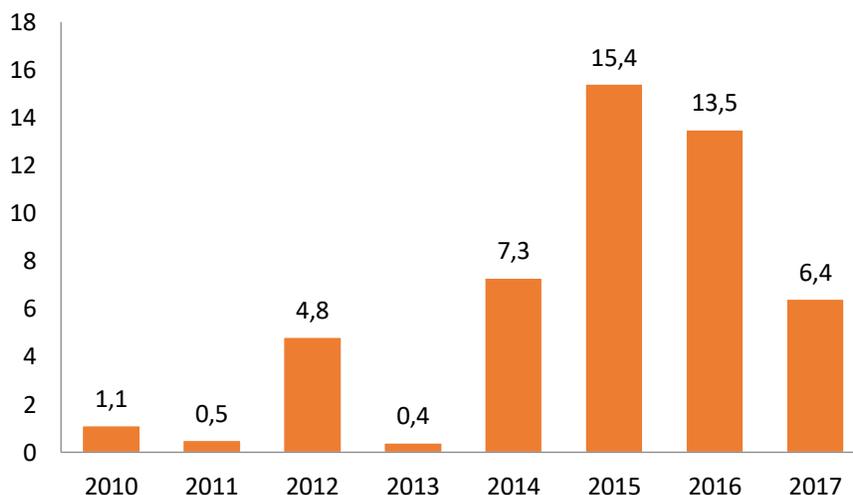
Face à la baisse de la liquidité, la Banque d'Algérie a pris des mesures de politique monétaire adaptées pour permettre aux banques d'être en mesure d'assurer leurs activités, notamment l'octroi de crédit. Afin de rendre le crédit moins cher, la Banque d'Algérie a baissé, en 2019, le taux directeur de 3,5 % à 3 % lequel est applicable sur les opérations du réescompte.

## 2.1.2. Politique budgétaire

### a. Equilibre du budget de l'Etat

- Solde budgétaire

Figure 2.1.5 - Déficit budgétaire (en % du PIB) - Algérie

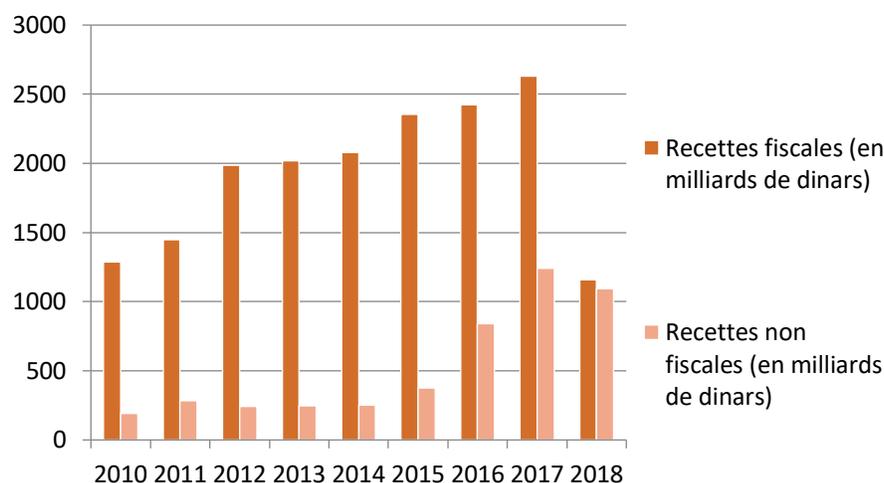


Source: les auteurs à partir des rapports annuels de la BCA

Le déficit budgétaire est estimé à 9% en 2019 après avoir été de 13,5 % du PIB en 2016, puis 6,4% en 2017 en baisse par rapport à 2015, où il était de 16,2 % du PIB. Les autorités ont appliqué avec un certain succès l'ensemble des politiques de consolidation budgétaire adoptées dans le budget 2016. Celui-ci prévoyait une baisse de 9 % des dépenses (principalement d'investissements) et une augmentation de 4 % des recettes budgétaires basée sur une hausse de 36 % des prix de l'essence, et un alourdissement des taxes sur l'électricité et les immatriculations de véhicule. Le budget conférait également aux autorités financières le pouvoir d'approuver de nouvelles réductions des dépenses dans le cas où les prix du pétrole seraient inférieurs au prix moyen hypothétique prévu, ainsi que d'autoriser, le cas échéant, des emprunts extérieurs. Selon les estimations, les dépenses publiques n'auraient reculé que de 3,6 %, en raison d'une réduction de 8,1 % des dépenses en capital.

- **Ressources du budget de l'Etat : ressources propres**

**Figure 2.1.6 - Recette fiscale - Algérie**



Source: les auteurs à partir des rapports annuels de la BCA

Bien qu'en déclin, les recettes des hydrocarbures constituent toujours la part la plus importante des recettes publiques, rendant ainsi la politique fiscale algérienne vulnérable à la volatilité des prix du pétrole. Le déclin des cours a entraîné une baisse des recettes des hydrocarbures, qui sont passés de 29 milliards USD en 2018 à 24,6 milliards USD en 2019, soit une baisse de plus de 15%. Parallèlement, les revenus hors hydrocarbures ont progressé de 3,9 % en 2019. La baisse des recettes pétrolières a conduit au quasi-épuisement de l'épargne publique détenue par le Fonds algérien de Régulation des Recettes (FRR). Des mesures sont actuellement mises en œuvre afin d'atténuer l'impact des faibles recettes publiques.

- **Dépenses hors service de la dette**

**Tableau 2.1.1 - Dépenses hors service de la dette en Algérie**

Année	Dépenses globales (en % PIB)	Dépenses de fonctionnement (en milliard de dinar)
2010	38%	3 446
2011	40%	4291,2
2012	45%	4 925,1
2013	38%	4335,6
2014	40,6%	4 714,4
2015	46,1%	4 972,3
2016	41,9%	4 807,3
2017	39,1%	-

Source: les auteurs à partir des rapports annuels de la BCA

Des mesures sont actuellement mises en œuvre afin d'atténuer l'impact des faibles recettes publiques. L'avant-projet de Loi de finances au titre de l'année 2020 prévoit une baisse des dépenses et des recettes selon un communiqué publié par le gouvernement à l'issue d'un conseil. La loi de finances a approuvé une baisse de 9,2 % des dépenses, due à la baisse des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'équipement, et une baisse de 8,3 % des recettes budgétaires basée sur une fiscalité pétrolière qui atteindra 2200,3 milliards de dinars en 2020, malgré une hausse prévue de 5,3% de la fiscalité ordinaire. L'avant-projet de Loi de finances 2020 repose sur des « perspectives prudentes des recettes de fiscalité pétrolière » à la lumière de la conjoncture marquée par l'instabilité des marchés des hydrocarbures, avec une « une croissance économique relative et une grande rationalisation des importations des biens et services avec un taux d'inflation maîtrisé ». Les pouvoirs publics ont également mis en place de nouvelles licences d'importation. Ils ont permis une plus ample dépréciation de la devise locale (dinar) en termes nominaux par rapport à l'euro, afin de préserver les actifs étrangers. Les subventions onéreuses et dégressives dans le domaine de l'énergie ont été réduites grâce à une hausse des taxes sur les prix de l'électricité et des carburants. Le gouvernement a également engagé un examen des programmes de transferts sociaux dans le cadre d'une stratégie destinée à améliorer leur efficacité en vue d'un regroupement ultérieur et d'une amélioration de leur ciblage.

#### b. Encours de la dette publique

- Dette intérieure

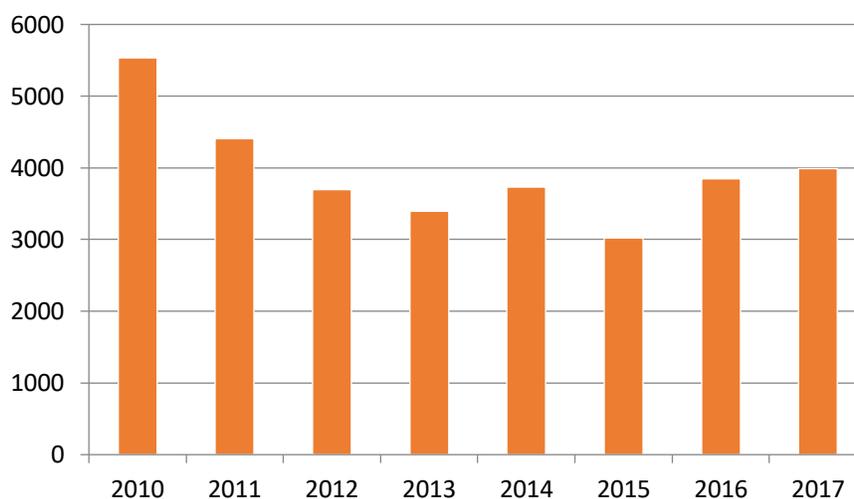
Figure 2.1.7 - Dette publique intérieure (en milliards de dinars) - Algérie



Source: les auteurs à partir des rapports annuels de la BCA

- **Dettes extérieures**

**Figure 2.1.8** - Dette extérieure (en milliards de dollars) - Algérie



Source: les auteurs à partir des rapports annuels de la BCA

La dette extérieure reste faible, à moins de 2,4 % du PIB en raison de la politique appliquée par l'État au cours de la décennie écoulée, consistant à ne pas emprunter à l'étranger, alors que l'encours total de la dette est de 20%.

## 2.2. Libye

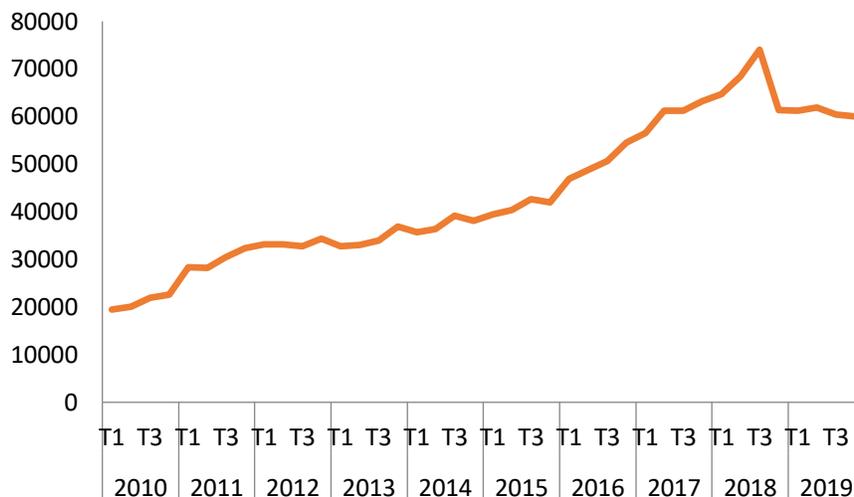
<b>Indicateurs clés de la finance publique</b>	<b>2019</b>
Production de pétrole brut en millions de Barils	616
Revenus pétroliers % total revenus	55%
Total Revenus non pétroliers en Million LYD	25970,5
Base monétaire en Million LYD	60073,1
Dépenses budgétaires en Million de LYD	45810

Source: les auteurs à partir des données des rapports de la CBL

#### 2.2.1. Politique monétaire

- Base monétaire

Figure 2.2.1 - Base monétaire (en million LD) - Libye



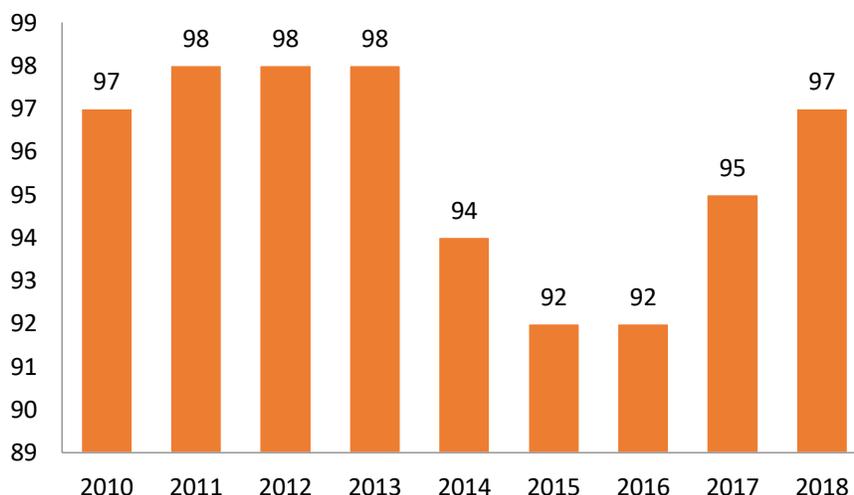
Source: les auteurs à partir des données des rapports de la CBL

Bien qu'en amélioration, la balance des paiements continue de souffrir de contraintes politiques production et exportation de pétrole et d'importations liées à la consommation. La Libye a réussi à augmenter considérablement les exportations de pétrole en 2017 (0,7 million de b/j), mais est restée à la moitié de son potentiel. Cette performance relative ne suffit pas pour un développement durable compte tenu de la forte dépendance de la Libye à l'égard des importations pour répondre aux besoins de consommation et de biens intermédiaires.

En conséquence, le déficit du compte courant est resté élevé, à environ 9,4% du PIB. Ce déficit a été entièrement financé par les entrées nettes de capitaux étrangers, permettant aux réserves de change de rester inchangées pendant la période 2017-2019 à environ 26 milliards de dollars, soit l'équivalent de 13 mois d'importations. Alors que le taux de change officiel est resté stable, la livre libyenne a perdu environ 73% de sa valeur sur le marché parallèle en raison de la faiblesse des fondamentaux macroéconomiques et d'un système bancaire non liquide.

- **Demande extérieure**

**Figure 2.2.2** - Exportation de pétrole sur total exportations (en %) - Libye

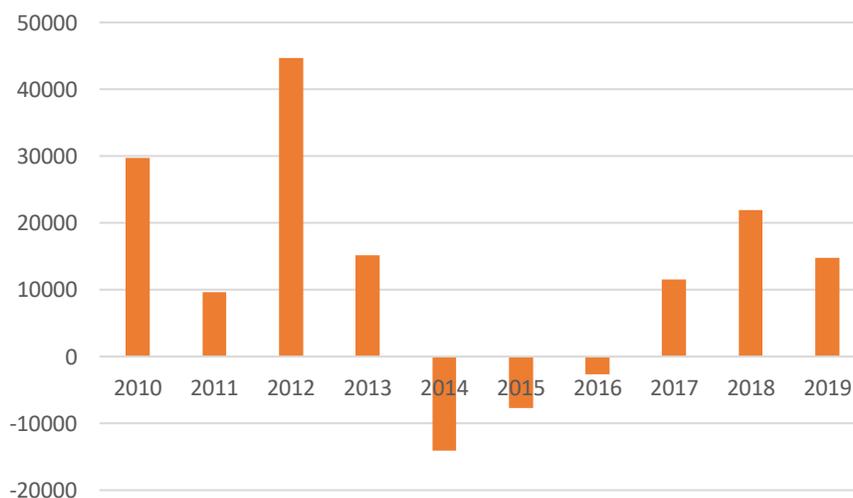


Source: les auteurs à partir des données des rapports de la CBL

Les exportations de la Libye ont fortement augmenté en 2018 dans un contexte de reprise de la production pétrolière (97% du total des exportations), à 24,8 milliards de dollars. Dans le même temps, les importations sont passées à 12,8 milliards de dollars, contre 10,6 milliards de dollars en 2017. Les principales importations sont les biens d'équipement et les denrées alimentaires. Le principal partenaire commercial de la Libye est l'Italie, suivie de la Chine et de l'Allemagne.

- **Balance commerciale**

**Figure 2.2.3** - Balance commerciale en M.LYD - Libye

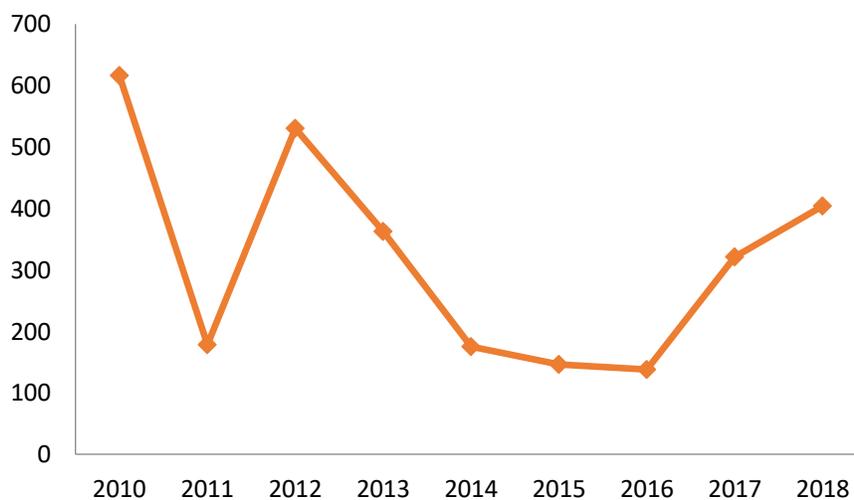


Source: les auteurs à partir des données des rapports de la CBL

Le solde de la balance commerciale est passé de 21897,1 MLYD en 2018 à 14753,8 MLYD en 2019. Le déficit commercial de la Libye s'élevait à environ 10,07 milliards de dollars américains. La balance commerciale de la Libye est restée solidement positive avec un excédent de près de 12 milliards USD grâce à l'exportation du pétrole.

- **Production de pétrole brut**

**Figure 2.2.4 - Production de pétrole brut en millions de Barils - Libye**



Source: les auteurs à partir des données des rapports de la CBL

Les revenus des hydrocarbures sont la bouée de sauvetage de la Libye. Avant la guerre de 2011, la Libye produisait 1,65 million de barils par jour de pétrole brut. Les ventes ont généré jusqu'à 96% des recettes publiques et ont représenté 65% du produit intérieur brut (PIB), permettant à l'État libyen d'amasser des réserves de liquidités et de gérer une économie sans dette jusqu'en 2013. La production de pétrole libyen est passée de 1,4 million de barils par jour au début de 2013 à moins de 400000 barils par jour au début de 2016 et que les revenus des ventes de pétrole sont passés de 40 milliards de dollars à 4,6 milliards de dollars au cours de la même période. A partir de 2017, la situation dans le pays s'est améliorée, la production de pétrole a augmenté d'environ 133% par rapport à 2017. En 2018, les recettes pétrolières représentaient près de 90% des recettes publiques et restaient la principale source de devises nécessaires pour payer les biens de consommation importés, dont les Libyens dépendent fortement en l'absence de secteur industriel.

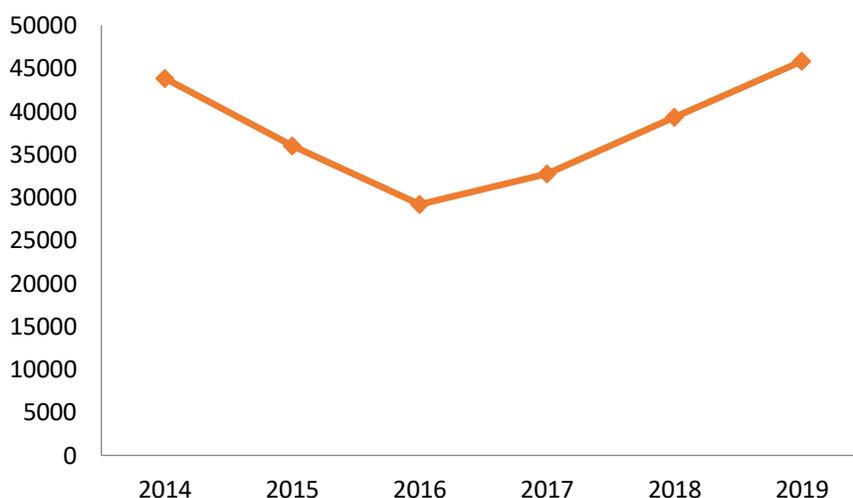
### 2.2.2. Politique budgétaire

Malgré des revenus plus élevés des hydrocarbures, les finances publiques sont restées sous pression, étant donné les dépenses courantes élevées et rigides motivées par des motifs politiques. Les recettes budgétaires ont augmenté en 2019 pour atteindre 30,622

Mds LYD, mais sont restées à la moitié du potentiel. Les recettes tirées du secteur des hydrocarbures représentent 43,2 % du PIB. Cependant, les revenus n'étaient même pas suffisants pour couvrir les salaires (42% du PIB), qui ont augmenté en raison des embauches politiques et des salaires plus élevés. Les subventions inefficaces (11% du PIB) ont continué d'absorber une quantité importante de ressources budgétaires tandis que les dépenses d'investissement sont restées faibles (4,8% du PIB). En conséquence, un déficit budgétaire élevé a persisté à 36,7% du PIB en 2019 (63,1% du PIB en 2016), obligeant la Banque centrale de Libye à tirer des réserves et à limiter la disponibilité de devises pour les importations pour la quatrième année consécutive. Le déficit est financé principalement par des avances de fonds de la Banque centrale de Libye. La dette intérieure a légèrement diminué pour atteindre 114% du PIB en 2019.

- **Dépenses budgétaires**

**Figure 2.2.5** - Dépenses budgétaires en millions de LYD - Libye



Source: les auteurs à partir des données des rapports de la CBL

- **Ressources du Budget de l'Etat**

**Tableau 2.2.1** - Ressources du Budget de l'Etat – Libye

Année	Revenus pétroliers/total revenus	Total Revenus non pétroliers	Taxes
2010	-	5790,1	2247,5
2011	-	983,2	460,7
2012	-	3199,2	617,6
2013	-	2987,9	851
2014	93%	1566,7	660,9
2015	63%	6245,7	671,3
2016	75%	2179,7	716,9
2017	86%	3128,6	845,2
2018	68%	15667,8	1063,5
<b>2019</b>	<b>55%</b>	<b>25970,5</b>	<b>945,5</b>

Source: les auteurs à partir des données des rapports de la CBL

### 2.3. Maroc

Indicateurs clés de la finance publique	2019
Déficit budgétaire (en % du PIB)	4,1%
Ressources ordinaires (évolution par rapport à 2017)	1,7%
Dépenses globales (en Milliards de Dh)	259,4
Recettes fiscales (en Milliards de Dh)	194,8
Recettes non fiscales (en Milliards de Dh)	17,7
Dettes intérieure (en Milliards de Dh)	591,1
Dettes extérieure (en Milliards de Dh)	151,4
Encours de la dette directe (en Milliards de Dh)	742,5
Avoirs nets de change de BAM (en Millions de Dh)	237155
Réserves internationales nettes (en jours d'importations)	4 mois et 28 jours
Taux directeur	2,25%

Source: les auteurs à partir des données de la BAM

#### 2.3.1. Politique monétaire

Le rythme d'accroissement de l'agrégat M3 s'est accéléré de 4,2% au deuxième trimestre à 4,4% au troisième trimestre 2019. L'analyse de l'évolution de ses composantes fait ressortir une amélioration de la progression des dépôts à vue de 3,4% à 3,8%, avec notamment des accélérations de 3,6% à 3,9% pour ceux des ménages et de 1,8% à 2% pour ceux des entreprises non financières privées. De même, les comptes sur carnets et les dépôts en devises ont vu leur rythme de progression passer respectivement de 3,6% à 3,8% et de 3,1% à 8,4%. En revanche, les dépôts à terme ont accusé un repli de 0,4%, contre une augmentation de 1,3%, impactés essentiellement par l'accentuation de la baisse de 0,4% à 5,2% de ceux des entreprises non financières privées. Concernant la monnaie fiduciaire, son accroissement a ralenti de 7,9% à 7,2%.

- **Agrégat M3**

**Tableau 2.3.1 - Agrégat M3 au Maroc**

Année	Trimestre	M3 (en MDH)	M3/PIB	Année	Trimestre	M3 (en MDH)	M3/PIB
2010	T1	868183	4,64	2015	T1	1082226	5,11
	T2	880256	4,63		T2	1110555	5,17
	T3	883498	4,64		T3	1114225	4,53
	T4	904546	4,59		T4	1148039	4,55
2011	T1	908775	4,60	2016	T1	1133316	4,57
	T2	920705	4,67		T2	1165254	4,64
	T3	927814	4,59		T3	1180132	4,62
	T4	956662	4,65		T4	1202414	4,66
2012	T1	950312	4,69	2017	T1	1197263	4,58
	T2	965864	4,71		T2	1219839	4,60
	T3	960864	4,63		T3	1243433	4,68
	T4	992176	4,65		T4	1269097	4,68
2013	T1	967966	4,97	2018	T1	1266414	4,61
	T2	1004812	5,11		T2	1276792	4,64
	T3	1005953	5,15		T3	1288806	4,68
	T4	1023166	5,08		T4	1320624	4,69
2014	T1	1002148	4,94	2019	T1	1314540	4,63
	T2	1042180	5,05		T2	334585	1,18
	T3	1059225	5,15		T3	1342500	4,73
	T4	1090867	5,17		T4	1370758	-

Source: les auteurs à partir des données de la BAM

Le rythme d'accroissement de l'agrégat M3 s'est accéléré de 4,2% au deuxième trimestre à 4,4% au troisième trimestre 2019. L'analyse de l'évolution de ses composantes fait

ressortir une amélioration de la progression des dépôts à vue de 3,4% à 3,8%, avec notamment des accélérations de 3,6% à 3,9% pour ceux des ménages et de 1,8% à 2% pour ceux des entreprises non financières privées. De même, les comptes sur carnets et les dépôts en devises ont vu leur rythme de progression passer respectivement de 3,6% à 3,8% et de 3,1% à 8,4%. En revanche, les dépôts à terme ont accusé un repli de 0,4%, contre une augmentation de 1,3%, impactés essentiellement par l'accentuation de la baisse de 0,4% à 5,2% de ceux des entreprises non financières privées. Concernant la monnaie fiduciaire, son accroissement a ralenti de 7,9% à 7,2%. Par principale contrepartie, l'évolution la masse monétaire traduit des accélérations respectives de 2,4% à 3% des réserves internationales nettes, de 4,5% à 5,1% du crédit bancaire et de 9,8% à 13,2% des créances nettes sur l'administration centrale.

- **Créances nettes sur l'extérieur**

**Tableau 2.3.2** - Créances nettes sur l'extérieur au Maroc

Année	Trimestre	Avoirs nets de change de BAM (en MDH)	Réserves internationales nettes en jours d'importations
2010	T1	1 793	
	T2	-4 731	
	T3	2 819	7 mois
	T4	352	
2011	T1	-3 525	
	T2	-2 483	
	T3	-583	-
	T4	-4 476	
2012	T1	-4 845	
	T2	-8 782	
	T3	-2 589	4 mois
	T4	5 870	
2013	T1	-1 562	
	T2	-1 512	
	T3	-4 379	4 mois et 5 jours
	T4	4 543	
2014	T1	-1 071	
	T2	13 547	
	T3	815	5 mois et 5 jours
	T4	5 473	
2015	T1	-501	
	T2	4 879	
	T3	2 896	près de 7 mois
	T4	2 191	

## Chapitre 2

### Les finances publiques

2016	T1	-	6 mois et 21 jours
	T2	-	
	T3	-	
	T4	-	
2017	T1	-	5 mois et 24 jours
	T2	-	
	T3	-	
	T4	-	
2018	T1	226 554	un peu plus de 5 mois
	T2	221 874	
	T3	219 371	
	T4	221 480	
2019	T1	221 775	4 mois et 28
	T2	228 106	
	T3	226 990	
	T4	237 155	

Source: les auteurs à partir des données de la BAM

Concernant les autres contreparties de la masse monétaire, la progression des créances nettes sur l'administration centrale et des réserves internationales nettes s'est accélérée à 13,2% et à 3% respectivement. Au total, la croissance de la masse monétaire est passée de 4,2% à 4,4%. Les réserves internationales nettes de Bank Al-Maghrib se sont établies à 231,5 milliards de dirhams à fin octobre, représentant l'équivalent de 4 mois et 28 jours d'importations de biens et services.

- **Evolution des taux d'intérêt**

**Tableau 2.3.3** - Evolution des taux d'intérêt au Maroc

Année	Trimestre	Taux des interventions de BAM sur le marché monétaire	Taux du marché interbancaire moyen	Taux directeur
2010	T1	4,25	3,25	3,25%
	T2	4,25	3,28	
	T3	4,25	3,27	
	T4	4,25	3,27	
2011	T1	4,25	3,26	3%
	T2	4,25	3,29	
	T3	4,25	3,33	
	T4	4,25	3,28	
2012	T1	4,22	3,31	3%
	T2	4	3,08	

	T3	4	3,18	
	T4	4	3,13	
	T1	4	3,05	
2013	T2	4	3,03	3%
	T3	4	3,05	
	T4	4	3,05	
	T1	4	3,04	
2014	T2	4	3	2,75%
	T3	3,94	2,95	
	T4	3,63	2,64	
	T1	3,5	2,51	
2015	T2	3,5	2,5	2,50%
	T3	3,5	2,5	
	T4	3,5	2,51	
	T1	3,43	2,42	
2016	T2	3,25	2,03	2,25%
	T3	3,25	2,25	
	T4	3,25	2,26	
	T1	3,25	2,27	
2017	T2	3,25	2,31	2,25%
	T3	3,25	2,29	
	T4	3,25	2,28	
	T1	3,25	2,27	
2018	T2	3,25	2,28	2,25%
	T3	3,25	2,27	
	T4	3,25	2,29	
	T1	3,25	2,26	
2019	T2	3,25	2,27	2,25%
	T3	3,25	2,26	
	T4	3,25	2,27	

Source: les auteurs à partir des données de la BAM

Depuis 2015, la BAM a maintenu le taux directeur entre 2,25% et 2,50%. Malgré les efforts de BAM pour maintenir les taux d'intérêt à un niveau légèrement inférieur à celui des années précédentes, les récentes hausses des prix des matières premières, y compris le carburant et les produits agricoles, devraient limiter la marge de manœuvre de BAM pour formuler une politique monétaire sans pression extérieure.

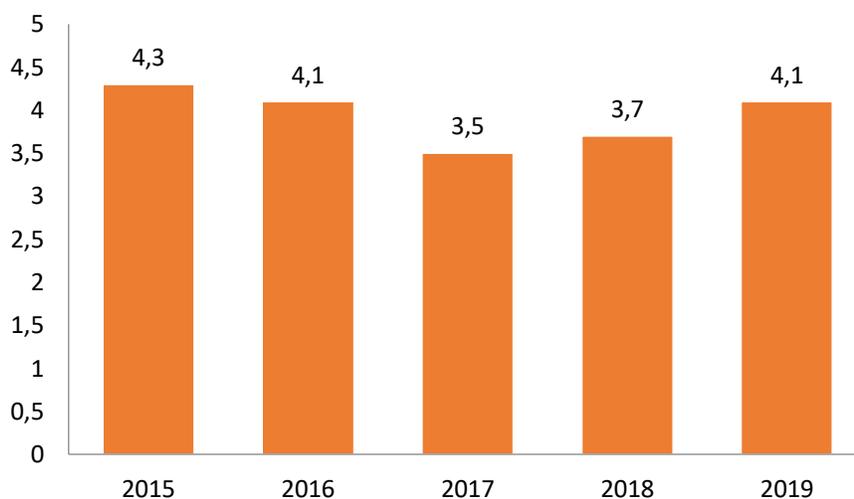
#### 2.3.2. Politique budgétaire

##### a. Equilibre du budget de l'Etat

Compte tenu des évolutions des recettes, des dépenses et du solde des comptes spéciaux du Trésor à fin octobre 2019, le déficit budgétaire, hors privatisation, est ressorti en creusement de 4,7 milliards à 40 milliards. Le Trésor a réduit son stock de dépenses en instance de paiement d'un montant de 9,1 milliards, au lieu de 2,2 milliards à fin octobre 2018, portant ainsi le déficit de caisse, hors privatisation, à 49,1 milliards, contre 37,5 milliards un an auparavant.

- **Solde budgétaire**

**Figure 2.3.1** - Déficit budgétaire (en % du PIB) - Maroc

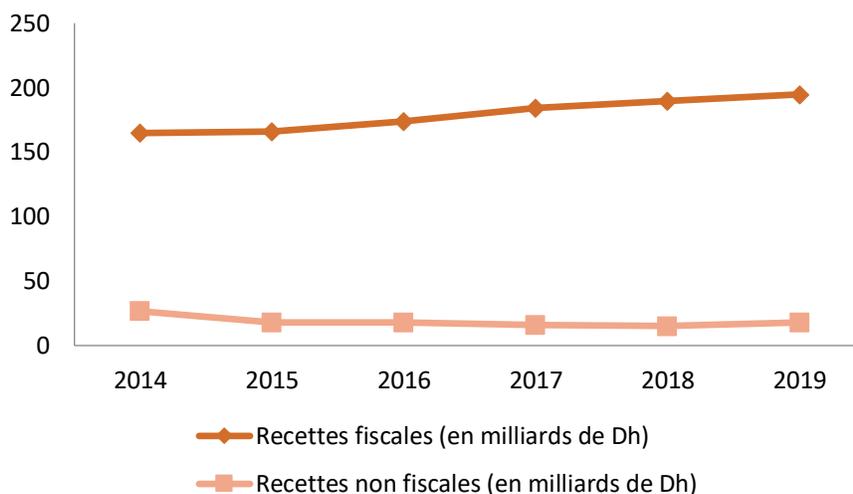


Source: les auteurs à partir des données de la BAM

- **Ressources du Budget de l'Etat : Ressources propres**

Le Trésor a réduit son stock de dépenses en instance de paiement d'un montant de 9,1 milliards à fin octobre 2019, ce qui a porté le déficit de caisse, hors privatisation, à 49,1 milliards, en creusement de 11,5 milliards. Ce besoin a été financé par des ressources intérieures de 41,3 milliards, par une recette de privatisation de 4,4 milliards et par des concours extérieurs nets de 3,4 milliards. Par conséquent, l'encours de la dette publique directe aurait augmenté de 2,7% comparativement à son niveau à fin décembre 2018. Pour ce qui est du coût de financement du Trésor sur le marché des adjudications, les taux moyens pondérés ont été globalement en baisse durant les dix premiers mois de l'année comparativement à la même période de 2018.

Figure 2.3.2 - Recettes fiscales et non fiscales - Maroc

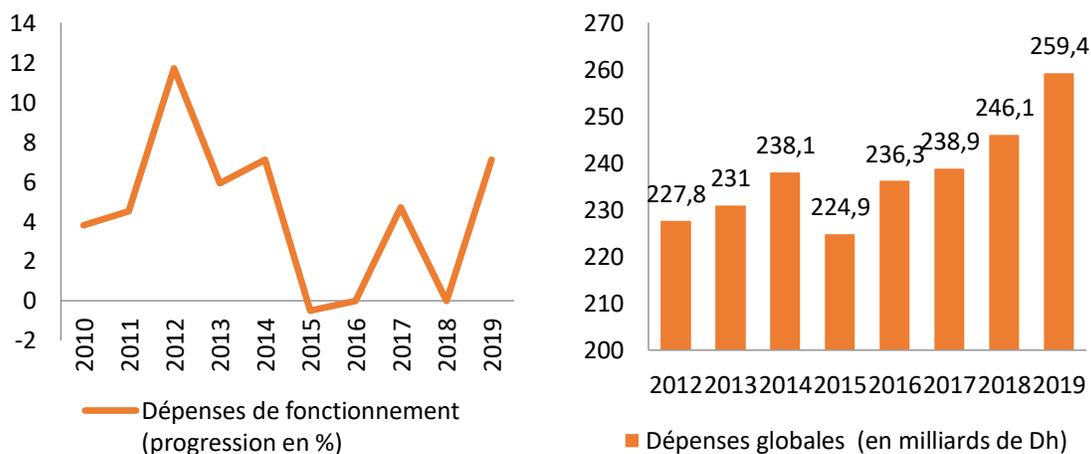


Source: les auteurs à partir des données de la BAM

- **Dépenses hors service de la dette**

Le Trésor a réduit son stock de dépenses en instance de paiement d'un montant de 9,1 milliards à fin octobre 2019, ce qui a porté le déficit de caisse, hors privatisation, à 49,1 milliards, en creusement de 11,5 milliards. Ce besoin a été financé par des ressources intérieures de 41,3 milliards, par une recette de privatisation de 4,4 milliards et par des concours extérieurs nets de 3,4 milliards. Par conséquent, l'encours de la dette publique directe aurait augmenté de 2,7% comparativement à son niveau à fin décembre 2018. Pour ce qui est du coût de financement du Trésor sur le marché des adjudications, les taux moyens pondérés ont été globalement en baisse durant les dix premiers mois de l'année comparativement à la même période de 2018.

Figure 2.3.3 - Dépenses hors service de la dette au Maroc

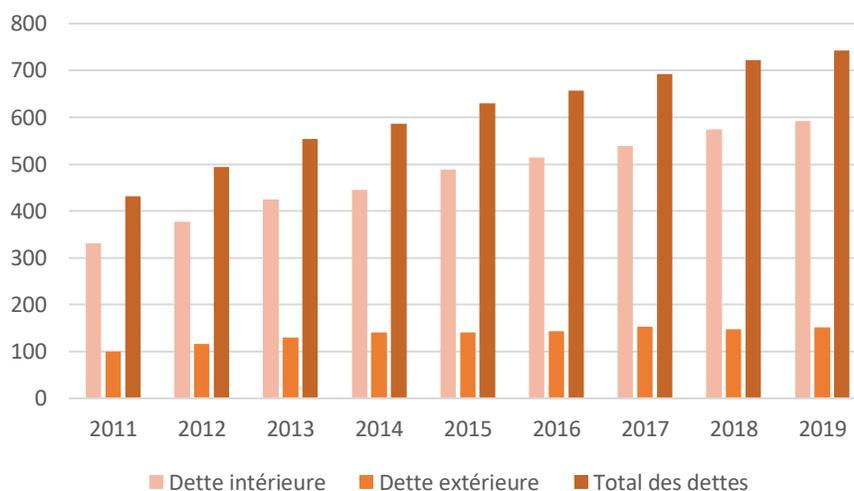


Source: les auteurs à partir des données de la BAM

#### b. Encours de la dette publique

Les estimations basées sur les flux de financement font ressortir une hausse de 2,7% de la dette publique directe, par rapport à son niveau à fin décembre 2018. Cette évolution résulte des progressions de 2,9% de la composante intérieure et de 2,3% de celle extérieure. La structure de la dette marocaine montre que celle-ci est constituée de 75% de dette intérieure et de 25% de dette extérieure.

**Figure 2.3.4 - Dette publique au Maroc (en Milliards de Dh)**



Source: les auteurs à partir des données de la BAM

## 2.4. Mauritanie

<b>Indicateurs clés de la finance publique</b>	<b>2019</b>
Recettes budgétaires (en Milliards de MRU)	57,6
Recettes budgétaires (évolution par rapport à 2018)	1,6%
Recettes fiscales (en Milliards de MRU)	37,3
Recettes fiscales (en % du PIB)	13,4 %
Avoirs extérieurs nets de la BCM (évolution par rapport à 2018)	77,6%
Réserves de change en mois d'importations	5,3 mois
Créances nettes sur l'État (en Milliards MRU)	10,8
Dépenses publiques (en Milliards de MRU)	51,7
Crédits intérieurs nets (en Milliards de MRU)	89,6
Taux directeur de la BCM	6,5%
Masse monétaire (évolution par rapport à 2018)	11,8%

Source: les auteurs à partir des données de la BCM

#### 2.4.1. Politique monétaire

- Créances nettes sur l'extérieur

Le compte de capital et d'opérations financières, a enregistré un flux net positif de MRU 33,2 milliards en 2019, sous l'effet de la hausse des entrées nettes des investissements directs étrangers dans les secteurs minier et gazier. Cette amélioration du compte de capital et d'opérations financières a entraîné un excédent du solde global de la balance des paiements de MRU 3,2 milliards en 2019. Ainsi, le niveau de réserves de change a augmenté d'USD 219 millions pour atteindre un montant d'USD 1136 millions en 2019. Cependant, comme en 2018, la couverture en mois d'importations de biens et services est restée quasiment stable à 5,3 mois en 2019.

**Tableau 2.4.1 - Créances nettes sur l'extérieur - Mauritanie**

Année	Trimestre	Avoirs extérieurs nets de la BCM (variations)	Avoirs extérieurs	Réserves de change en mois d'importations
2010	T1		8 834	
	T2		9 264	
	T3	766,70%	10 296	2,5 mois
	T4		11 725	
2011	T1		13 152	
	T2		15 647	
	T3	394,26%	18 763	3,7 mois
	T4		19 166	
2012	T1		19 708	
	T2		21 463	
	T3	218,01%	26 489	6,2 mois
	T4		30 395	
2013	T1		32 842	
	T2		30 265	
	T3	2,66%	32 599	7,2 mois
	T4		34 767	
2014	T1		34 454	
	T2		30 747	
	T3	-42,68%	27 531	5,7 mois
	T4		24 925	
2015	T1		23 594	
	T2		34 295	
	T3	-19,20%	32 878	7,9 mois
	T4		33 733	
2016	T1		34 809	
	T2	28,00%	32 007	5,4 mois

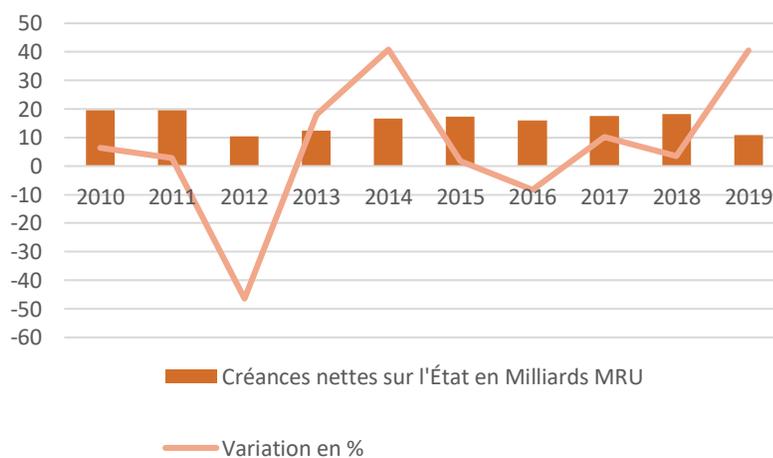
	T3		34 842	
	T4		33 901	
	T1		33 999	
2017	T2		35 775	
	T3	1,21%	37 089	5 mois
	T4		38 181	
	T1		38 694	
	T2		37 925	
2018	T3	17,9%	37 850	5 mois
	T4		40 050	
	T1		39 978	
	T2		44 893	
	T3	56,7%	45 927	5,3 mois
2019	T4		50 236	

Source: les auteurs à partir des données de la BCM

- **Créances nettes sur l'Etat**

En 2019, les crédits intérieurs nets ont connu une hausse de 5,2% par rapport à 2018, pour atteindre MRU 89,6 milliards, sous l'effet de la hausse des crédits à l'économie de 17,5% et des crédits intérieurs de 5,2%.

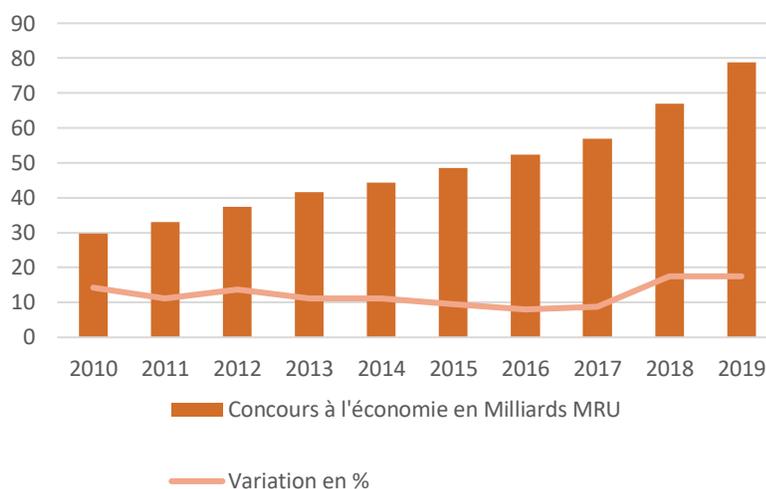
**Figure 2.4.1 - Créances nettes sur l'Etat - Mauritanie**



Source: les auteurs à partir des données de la BCM

- **Concours à l'économie**

**Figure 2.4.2 - Concours à l'économie - Mauritanie**

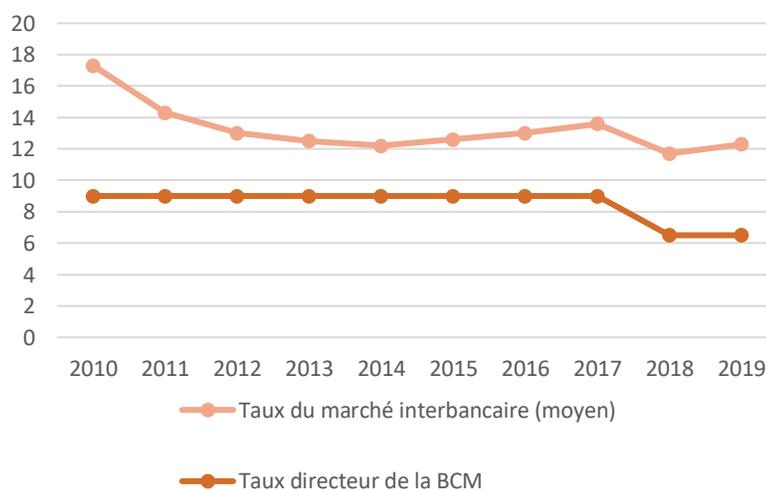


Source: les auteurs à partir des données de la BCM

En 2019, les crédits à l'économie ont atteint MRU 78,7 milliards, en progression de 17,5% en rapport avec la bonne tenue de l'activité économique intérieure et l'entrée en activité de nouvelles banques.

- **Evolution des taux d'intérêt**

**Figure 2.4.3 - Evolution des taux d'intérêt de la BCM**



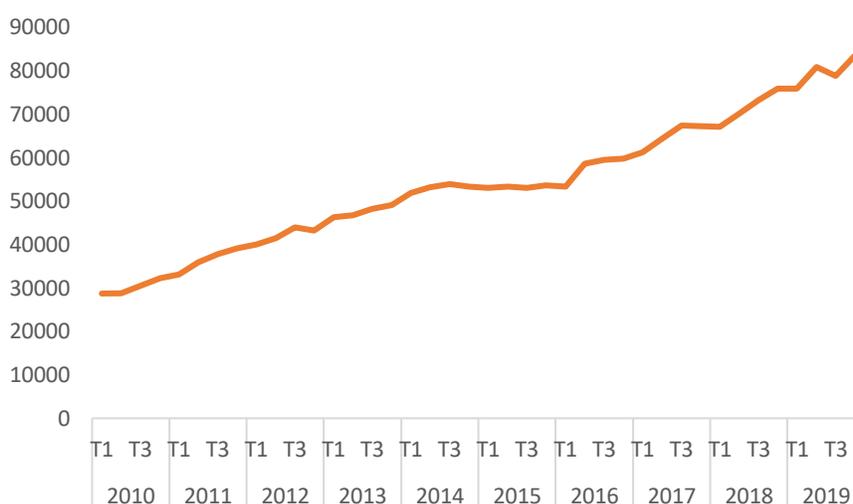
Source: les auteurs à partir des données de la BCM

Le taux directeur et celui de la réserve obligatoire sont restés inchangés en 2019, respectivement à 6,5% et 7%, dénotant de la volonté des autorités monétaires de poursuivre une politique monétaire prudente.

- **Masse monétaire**

A fin 2019, la croissance de la masse monétaire a connu une progression de 17,6%, soit un montant de MRU 83,5 milliards. Cette évolution provient pour sa large part de la hausse observée au niveau des dépôts à vue, et la circulation fiduciaire et les dépôts à terme ayant connu des faibles progressions.

**Figure 2.4.4 - Masse monétaire (en millions MRU) – Mauritanie**



Source : les auteurs à partir des données de la BCM

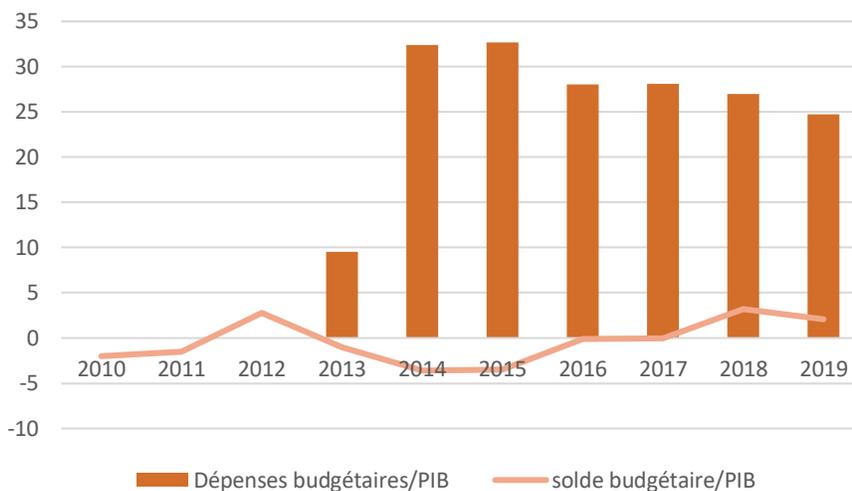
## 2.4.2. Politique budgétaire

### a. Equilibre du budget de l'Etat

- **Solde budgétaire**

Le solde budgétaire a affiché un excédent de MRU 5,9 milliards, soit un excédent de 2,1 % du PIB de 2019. Sur le plan du financement, la situation du trésor s'est nettement améliorée vis-à-vis de la BCM de MRU 5,8 milliard, en 2019. Malgré la baisse des prix pétroliers, qui ont chuté de MRU 6,2 milliards en 2018 à MRU 1,8 milliards en 2019, la contribution de ce dernier à la croissance reste importante. Les décaissements sur emprunts extérieurs ont augmenté de 12% pour atteindre un montant global d'USD 357,9 millions contre USD 319,1 millions en 2018. Cette évolution résulte d'une augmentation des décaissements multilatéraux de 37% contre une baisse des décaissements bilatéraux de 21%. Le remboursement de la dette extérieure s'est élevé à MRU 6,9 milliards en 2019, soit en hausse de 10,8% par rapport à l'année 2018.

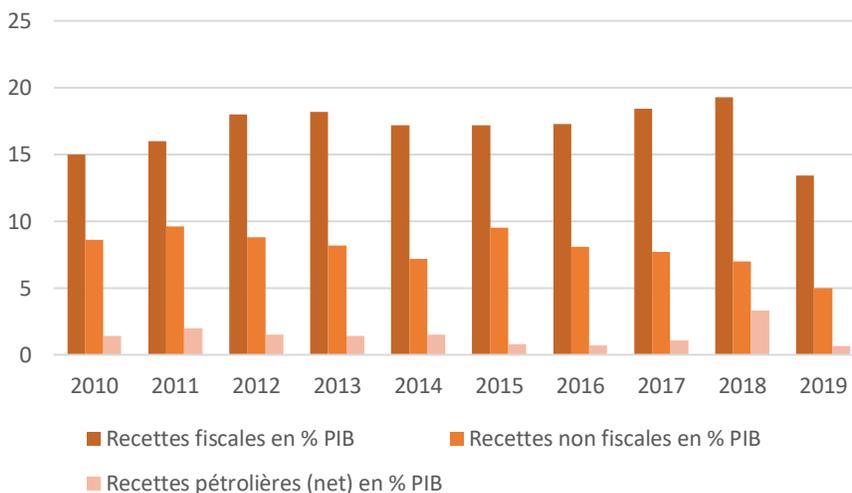
Figure 2.4.5 - Dépenses et soldes budgétaires - Mauritanie



Source: les auteurs à partir des données de la BCM

• **Ressources du Budget de l'Etat : Ressources propres**

Figure 2.4.6 - Recettes fiscales, non fiscale et pétrolières de la Mauritanie



Source : les auteurs à partir des données de la BCM

Les recettes fiscales de la Mauritanie, provenant essentiellement des taxes sur les biens et services et des taxes sur les revenus et profits, représentent d'environ 73 % des recettes totales du pays en 2018. Elles ont connu une augmentation de 3,1% pour atteindre MRU 37,3 milliards en 2019, soit 13,4 % du PIB.

**b. Encours de la dette publique**

En 2019, les dépenses courantes se sont élevées à MRU 32,5 milliards, en léger accroissement de 0,4% par rapport à l'année dernière imputable essentiellement à la hausse des salaires et traitements, des biens et services et des comptes spéciaux. En effet, les dépenses salariales, arrêtés à MRU 15,3 milliards, ont progressé de 9,4% en 2019 en raison essentiellement de l'intégration des salaires du personnel non permanent (PNP), de l'incidence des recrutements dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de la sécurité, en plus de l'augmentation naturelle des traitements et salaires.

**Tableau 2.4.2 - Dette intérieure de la Mauritanie**

Année	Trimestre	Crédits intérieur	Crédits intérieur net	Evolution
2010	T1	45101		
	T2	45884		
	T3	46705	49,2	11,00%
	T4	48700		
2011	T1	49233		
	T2	49256		
	T3	49144	52,56	7,93%
	T4	52560		
2012	T1	51878		
	T2	50907		
	T3	46844	48	-8,73%
	T4	47968		
2013	T1	49726		
	T2	49134		
	T3	49978	54	12,60%
	T4	54008		
2014	T1	52594		
	T2	56337		
	T3	61749	60,9	17,90%
	T4	63699		
2015	T1	61426		
	T2	64144		
	T3	61426	65,9	7,50%
	T4	68931		
2016	T1	67937		
	T2	70179		
	T3	71238	68,4	3,70%
	T4	69799		
2017	T1	71082	74,6	9,19%

## Chapitre 2

### Les finances publiques

---

	T2	73790		
	T3	74397		
	T4	76132		
	T1	77520		
2018	T2	82408	85,1	14,10%
	T3	85484		
	T4	87103		
	T1	86211		
2019	T2	88117	89,6	5,2%
	T3	87285		
	T4	89582		

---

Source: les auteurs à partir des données de la BCM

## 2.5. Tunisie

<b>Indicateurs clés de la finance publique</b>	<b>2019</b>
Solde budgétaire (en % du PIB)	-3,9%
Dette intérieure (en % PIB)	20,1%
Dette extérieure (en % PIB)	50,8%
Total Dette (en % PIB)	70,9%
Dépenses totales (en MDT)	40861
Recettes fiscales (en MDT)	27080
Recettes non fiscales (en MDT)	3639
Agrégat M3 (en MDT)	87401
Taux directeur de la BCT	7,75%

Source: Les auteurs à partir des rapports annuels de la BCT

#### 2.5.1. Politique monétaire

- **Agrégat M3**

La masse monétaire M3 a évolué à un taux exceptionnellement élevé de 8,4% en 2019 contre 6,6% en 2018. Cette évolution reflète, principalement, celui enregistré aussi bien au niveau des créances nettes sur l'extérieur (+4.123 MDT contre -1.729 MDT en 2018) et de l'affermissement des créances nettes sur l'Etat (6,4% contre 4,3% en 2018) ; alors que les concours à l'économie ont accusé une forte décélération (3,5% contre 9,3% en 2018), enregistrant ainsi son taux d'accroissement le plus faible depuis le début des années 2000.

En termes de moyenne, le taux d'accroissement de l'agrégat de monnaie au sens de M3 a plutôt enregistré, en 2019, une décélération de son rythme (8% contre 10,1% en 2018). Ainsi, la décélération de l'activité économique exprimée par le PIB aux prix courants (8,1% en 2019 contre 9,3% en 2018) rapportée à la moyenne annuelle de la masse monétaire M3, a induit un rétrécissement du gap entre ces deux indicateurs sans avoir un impact notable sur la vitesse de circulation de la monnaie qui est demeurée quasi-inchangée passant de 1,379 en 2018 à 1,381 en 2019. S'agissant du taux de liquidité de l'économie qui est le rapport inversé de cette dernière et bien qu'il n'a pratiquement pas changé entre 2018 et 2019, il ne cesse de franchir des paliers plus élevés, passant de 65% en 2010 à 70,5% en 2013 et 72,4% en 2019, traduisant ainsi une fluidité accrue de l'activité économique comparativement à la masse de monnaie en circulation.

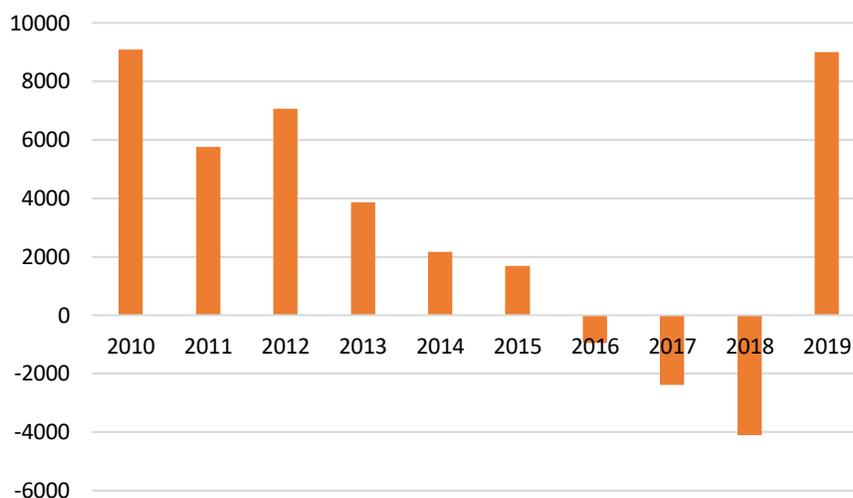
**Tableau 2.5.1 - Agrégat M3 – Tunisie**

Année	Agrégat M3 en M DT	M3/PIB (en %)	Taux de croissance de la moyenne de M3 (en %)
2010	43268	68,1	-
2011	47203	72,2	-
2012	51168	69,2	7,6
2013	54544	69,3	8,2
2014	58801	70,5	7,7
2015	61899	70,6	5
2016	66883	71	6,6
2017	74484	72	8,8
2018	79409	72,3	10,1
<b>2019</b>	<b>86.093</b>	<b>72,4</b>	<b>8</b>

Source: Les auteurs à partir des rapports annuels de la BCT

- Créances nettes sur l'extérieur

Figure 2.5.1 - Créances nettes extérieures en MDT - Tunisie



Source: Les auteurs à partir des rapports annuels de la BCT

Les avoirs nets en devises ont augmenté en 2019 et ont clôturé l'année considérée à un niveau de 19,465 MDT soit l'équivalent de 111 jours d'importation contre 13,974 MDT et 84 jours, respectivement, à fin 2018. En conséquence, les avoirs nets en devises ont poursuivi leur évolution en termes de jours d'importations. Parallèlement, le taux de change du dinar a connu en 2019 une correction de sa trajectoire descendante depuis 2017, avec une appréciation de 9,1% vis-à-vis de l'euro et de 7% face au dollar, par rapport à la fin de l'année 2018.

Tableau 2.5.2 - Evolution des avoirs nets en devises de la Tunisie (en MDT et en jours d'importation)

Année	Trimestre	Avoirs nets en devises en MDT	Avoirs nets en devises en nombre de jours d'importation
2010		13.003	147
2011		10.581	113
2012		12.576	119
2013		11,603	106
2014		13,097	112
2015	T1	14609	127
	T2	13236	114

## Chapitre 2

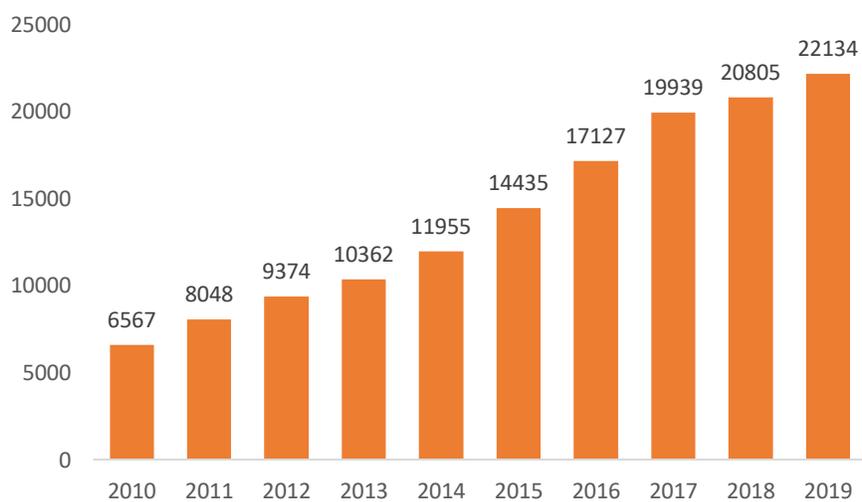
### Les finances publiques

	T3	12671	113
	T4	14102	128
2016	T1	12281	112
	T2	12076	110
	T3	12634	113
	T4	12935	111
2017	T1	12626	104
	T2	12507	100
	T3	12894	98
	T4	12885	93
2018	T1	11351	78
	T2	11044	72
	T3	11759	74
	T4	13974	84
2019		19,465	111

Source: Les auteurs à partir des rapports annuels de la BCT

- **Créances nettes sur l'Etat**

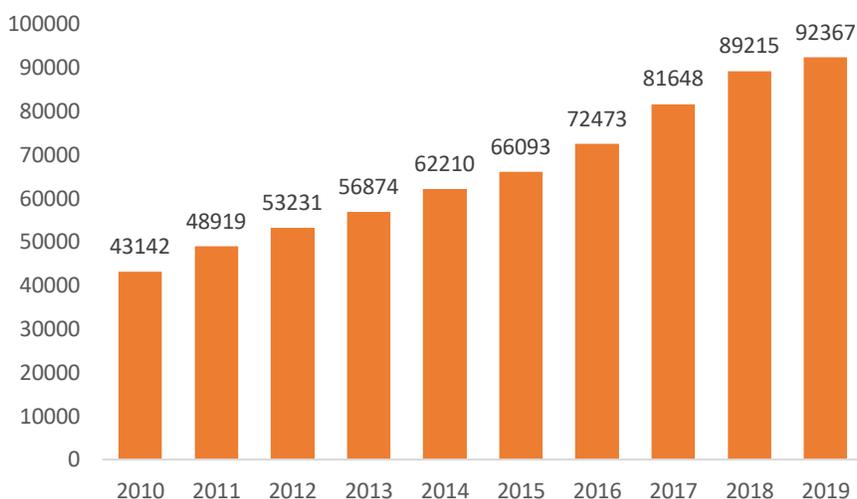
**Figure 2.5.2 - Créances nettes sur l'Etat en MDT - Tunisie**



Source: Les auteurs à partir des rapports annuels de la BCT

- **Concours à l'économie**

**Figure 2.5.3 - Concours à l'économie en MDT - Tunisie**



Source: Les auteurs à partir des rapports annuels de la BCT

En 2019, les concours à l'économie ont atteint 92,367 milliards de dinars, en progression de 3,53% en rapport avec la bonne tenue de l'activité économique intérieure. En effet, les crédits à l'économie ont connu une hausse de 3,4% atteignant 87,642 milliards de dinars contre 84,743 milliards en 2018.

- **Demande extérieure**

**Figure 2.5.4 - Exportation des biens et services - Tunisie**



Source: Les auteurs à partir des rapports annuels de la BCT

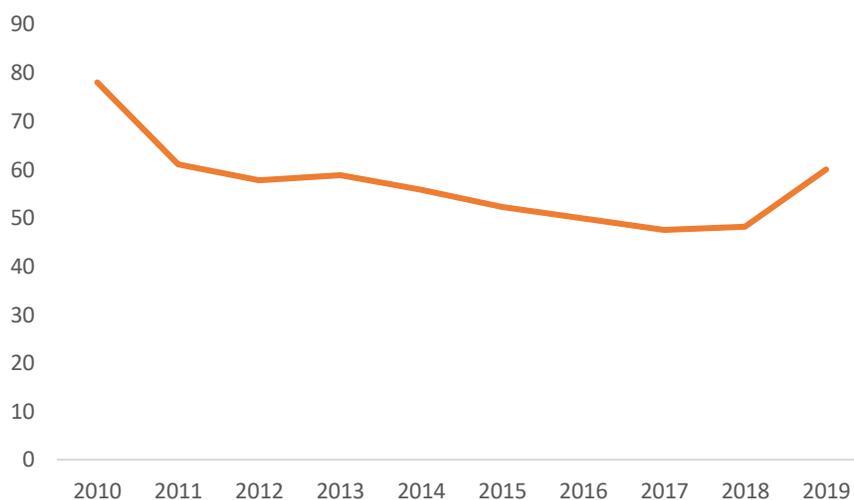
## Chapitre 2

### Les finances publiques

Malgré leur baisse, les exportations des biens et services ont montré une certaine résilience face à la conjoncture mondiale défavorable grâce à l'amélioration des recettes du tourisme qui ont progressé de 35,9%.

- **Balance courante**

**Figure 2.5.5 - FOB-CAF par les recettes touristiques et les revenus du travail - Tunisie**



Source: Les auteurs à partir des rapports annuels de la BCT

Les recettes touristiques et les revenus du travail ont permis de couvrir 60% du déficit commercial. Elles ont passé de 4,141 MDT et 4,121 MDT en 2018 à 5,619 MDT et 4,949 MDT en 2019. Cette augmentation reste insuffisante pour couvrir le déficit de la balance commerciale imputable.

- **Evolution des taux d'intérêt**

**Tableau 2.5.3 - TMM moyen et taux directeurs de la BCT**

Année	Trimestre	TMM moyen	Taux directeur de la BCT
2010		4,43	-
2011	T1		-
	T2	4,03	4%
	T3		3,50%
	T4		-
2012	T1		-
	T2	3,75	3,75%
	T3		-
	T4		-
2013	T1	4,59	4%

	T3		-
	T4		4,50%
	T1		-
2014	T2	4,82	4,75%
	T3		-
	T4		-
	T1		4%
2015	T2	4,71	-
	T3		4,25%
	T4		4,50%
	T1		-
2016	T2	4,25	4,75%
	T3		4,25%
	T1		-
2017	T2	4,86	5%
	T3		-
	T4		5%
	T1		5,75%
2018	T2	6,7	6,75%
	T3		-
	T4		6,75%
	T1		7,75%
2019	T2	7,7	7,75%
	T3		7,75%
	T4		7,74%
2020	T1		6,75%

Source : Les auteurs à partir des rapports annuels de la BCT

La Tunisie a abaissé ses taux d'intérêt de 1 point de pourcentage, passant de 7,75% en 2019 à un taux annuel de 6,75% en 2020. Ce changement est le premier depuis le 27 février 2019.

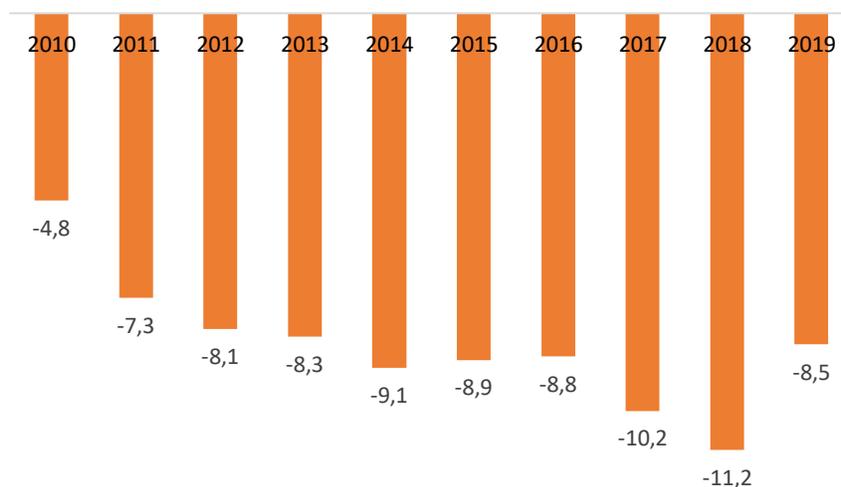
## 2.5.2. Politique budgétaire

### a. Equilibre du budget de l'Etat

Les ressources du Budget de l'Etat ont connu une hausse de 11,9% pour atteindre 42.254,3 MDT en 2019. La structure du budget traduit les orientations budgétaires de l'Etat qui vise à réduire le recours à l'emprunt par l'augmentation des ressources propres, notamment, les recettes fiscales.

- **Solde courant**

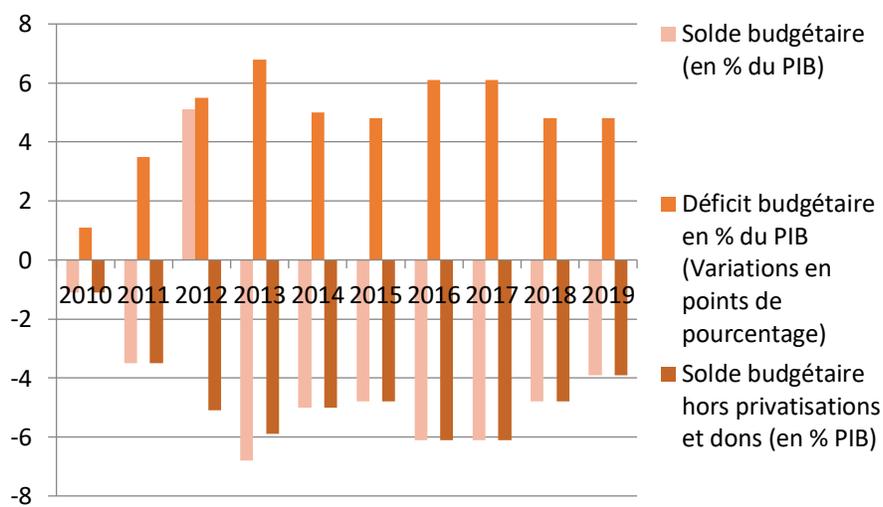
**Figure 2.5.6 - Solde courant (en % du PIB) - Tunisie**



Source: Les auteurs à partir des rapports annuels de la BCT

- **Solde budgétaire**

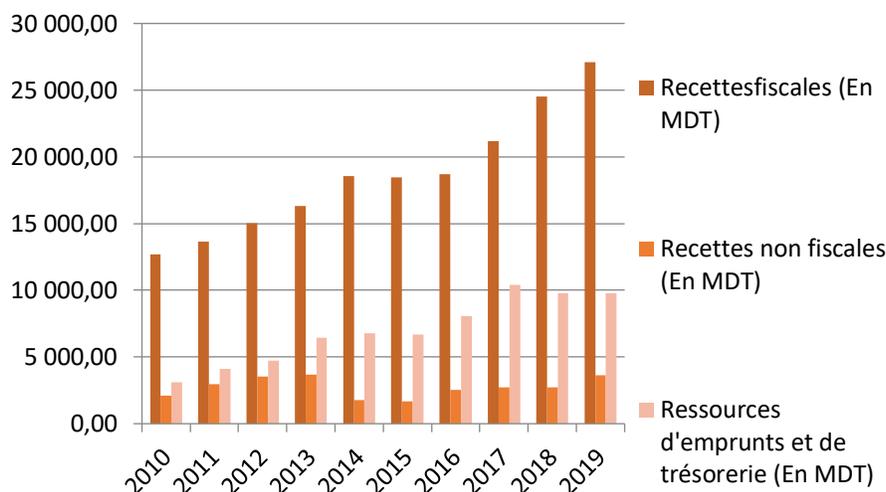
**Figure 2.5.7 - Déficit et solde budgétaires - Tunisie**



Source: Les auteurs à partir des rapports annuels de la BCT

- **Ressources du Budget de l'Etat : Ressources propres**

**Figure 2.5.8 - Recettes fiscales et non fiscales de la Tunisie**

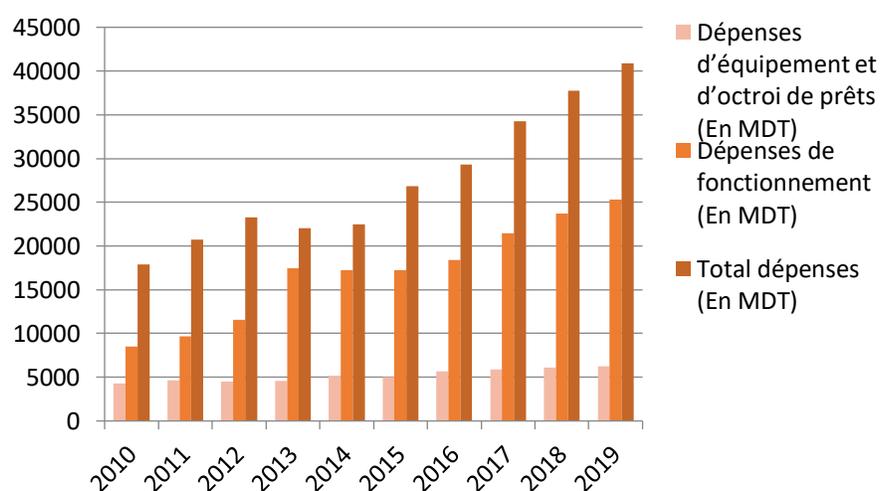


Source: Les auteurs à partir des rapports annuels de la BCT

Les recettes fiscales de la Tunisie continuent à augmenter, après les nouvelles mesures adoptées par la loi de finances 2018, pour atteindre 27 080 MDT en 2019. Ces dernières représentent d'environ 88% des recettes totales du pays en 2019. Les nouvelles ressources fiscales ont contribué à freiner la dégradation du déficit budgétaire.

- **Dépenses hors service de la dette**

**Figure 2.5.9 - Dépenses hors service de la dette - Tunisie**

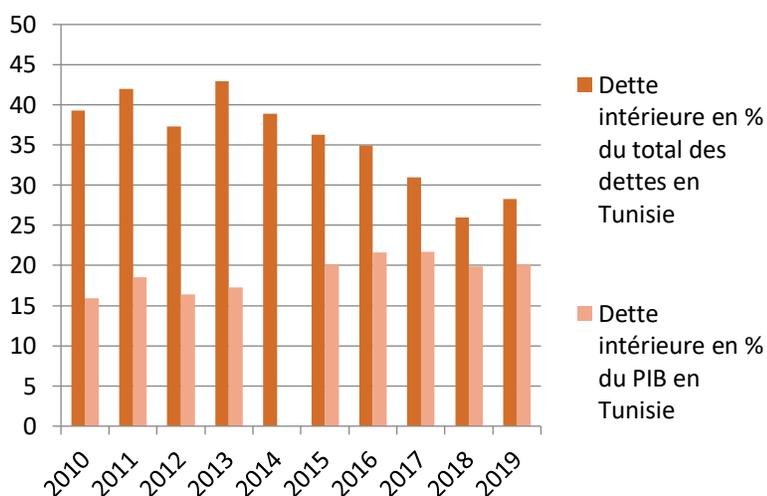


Source: Les auteurs à partir des rapports annuels de la BCT

b. Encours de la dette publique

• Dette intérieure

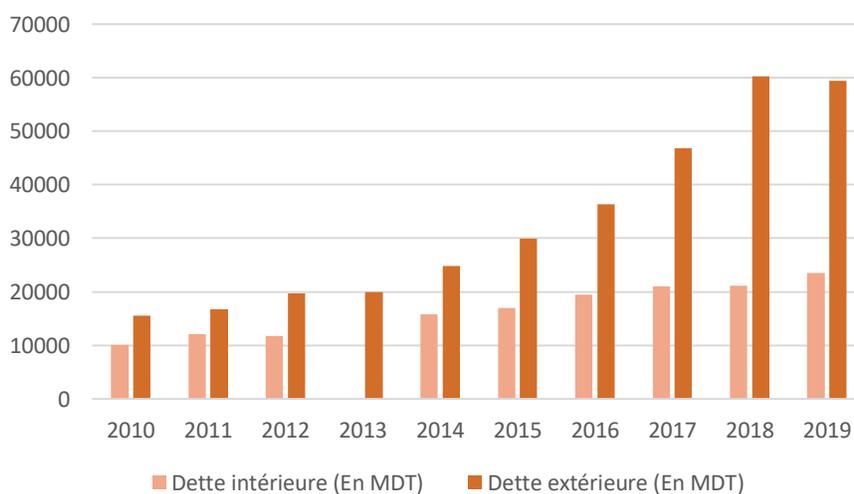
Figure 2.5.10 - Dette intérieure - Tunisie



Source: Les auteurs à partir des rapports annuels de la BCT

• Dette extérieure

Figure 2.5.11 - Evolution de la dette extérieure par rapport à la dette intérieure – Tunisie



Source: Les auteurs à partir des rapports annuels de la BCT

La dette extérieure de la Tunisie a atteint 59400 MDT en décembre 2019, contre 60213,5 MDT l'année précédente. Les données ont atteint un sommet historique de 60213,5 MDT en décembre 2018.

- **Total des dettes**

**Tableau 2.5.4** - Total des dettes de la Tunisie

Année	Total Dette (En MDT)	Total Dette (En % du PIB)
2010	25640,3	40,5
2011	28779,5	44
2012	31418,1	44
2013	35002,2	45,8
2014	40621,3	49,2
2015	46922	55,4
2016	55915,8	61,9
2017	67830	70,2
2018	82294,8	77,9
<b>2019</b>	<b>82350,1</b>	<b>72,2</b>

Source: Les auteurs à partir des rapports annuels de la BCT

Les déficits budgétaire et courant ont diminué en 2019 pour atteindre 3,5% et 7,9% % du PIB respectivement (contre 4,8% et 9,9% en 2018). Les dettes publique et extérieure devraient rester inférieure à 70% et 90 % du PIB à moyen terme tandis que la couverture des réserves devrait s'améliorer pour dépasser 4 mois d'importations d'ici à 2020. Ces perspectives dépendent de la mise en œuvre continue de réformes énergiques par les pouvoirs publics, notamment en matière de politique budgétaire, monétaire et de change, de protection sociale, d'énergie et de développement du secteur privé. Cependant, toutes ces tendances vont dépendre de l'impact de la pandémie Covid-19 et les traces qu'elle laissera dans les rouages de l'économie.

### Conclusion

Malgré un contexte économique fragile dans les pays de l'UMA, les efforts déployés par les Banques centrales maghrébines ont permis de rééquilibrer le budget et de maîtriser les équilibres macro-économiques globaux.

Les avancées réalisées dans la relance économique de la région par les pays du Maghreb sont remarquables. Cependant, il reste encore du chemin à parcourir pour améliorer la situation, notamment suite à la dernière crise sanitaire qui a conduit à une révision des équilibres économiques et financiers globaux.

# Chapitre 3



## État des lieux du secteur bancaire

## Introduction

Le paysage financier maghrébin compte actuellement 114 banques. Il a connu une avancée significative au cours de ces dernières années en occupant une place importante à l'échelle africaine.

L'analyse des indicateurs de solidité financière des banques maghrébines montre que le secteur bancaire des pays du Maghreb est en plein développement. La rentabilité des banques s'est améliorée et s'est renforcée. Les ratios de rendement des fonds propres ROE et ceux de rendement des actifs ROA sont en hausse pour la plupart des pays maghrébins.

S'agissant des indicateurs de taille et de bancarisation, ils se sont renforcés ces dernières années. En Algérie, le nombre d'agences s'est établi à 1509 en 2017 contre 1367 en 2010 et le nombre des guichets est de l'ordre de 1604 guichets d'agences des banques et des établissements financiers contre 1360 en 2007. En Libye, le nombre de guichet automatique s'est établi à 3.57 pour 100000 adultes en 2018. Au Maroc, L'effectif des banques s'est renforcé de 151 nouveaux collaborateurs en 2019 en atteignant 41739 banques et le nombre de guichet automatiques s'est établi à 7613 durant la même année. En 2018, le nombre d'agence atteint 272 en Mauritanie et 1913 en Tunisie.

Les banques maghrébines jouent un rôle primordial dans le financement du secteur privé de la région. En moyenne, l'encours des crédits au secteur privé accordés par le secteur bancaire des pays du Maghreb hors Libye a enregistré une hausse ces dernières années en s'établissant à 42.80 % du PIB en 2019 contre 38.90% du PIB en 2010.

Le marché financier dans les pays du Maghreb est en plein expansion. Son évolution suit une tendance haussière. En effet, la capitalisation boursière des entreprises cotées dans la région se renforce d'une année à une autre.

Le but de ce chapitre est de mettre en lumière l'état des systèmes bancaires maghrébins à travers l'analyse de la solidité financière, les indicateurs de taille et de bancarisation, le financement du secteur privé, l'état du secteur bancaire et la situation du marché financier de chaque pays maghrébin.

### 3.1. Algérie

<b>Nombre de banques et établissements financiers en 2017</b>	
Banques publiques	6
Banques privées à capitaux étrangers	14
Etablissement financiers	3
Sociétés de leasing	5
Mutuelle d'assurance agricole	1
<b>Total</b>	<b>29</b>

Source : rapports annuels des banques algériennes

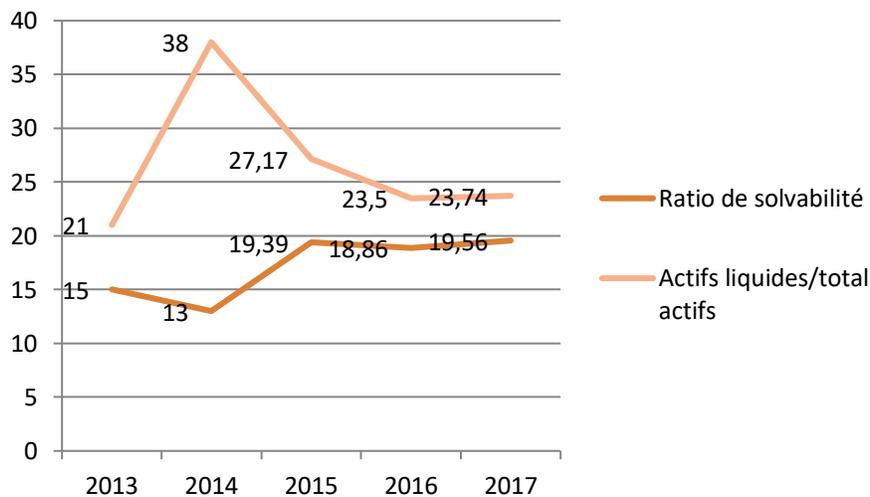
### 3.1.1. Solidité financière

Afin de pallier aux difficultés structurelles de liquidité des banques commerciales, la Banque centrale d'Algérie a opté pour diverses mesures monétaires, notamment les opérations d'open market. La liquidité des banques a progressivement reculé tout au long de l'année 2015, puis au cours des trois premiers trimestres 2016. Elle a chuté de 2 731 milliards DZD fin 2014 à 1 833 milliards DZD fin 2015 pour atteindre 992 milliards DZD fin septembre 2016, soit un recul de 63,7 % sur l'ensemble de la période. Cela s'est traduit par une hausse relative de l'activité sur le marché interbancaire des devises qui, jusqu'alors, était stagnant. Pour renforcer l'efficacité de ses mesures de politique monétaire et améliorer ses mécanismes de transmission, la Banque d'Algérie a adopté, en septembre 2016, des règles destinées à encadrer : (i) la conduite des opérations d'open-market ; et (ii) la mise en place des facilités de prêt marginal.

L'analyse des indicateurs de solidité financière montre que la situation du secteur bancaire demeure confortable. Certains indicateurs ont connu une amélioration comme les ratios de solvabilité globale et de rendement des actifs (ROA), d'autres, notamment les créances non performantes se sont légèrement dégradées mais demeurent à un niveau proche de celui des systèmes bancaires des pays émergents comparables.

- **Ratios de solvabilité et de liquidité**

**Figure 3.1.1** - Ratios de solvabilité et de liquidité en % - Algérie



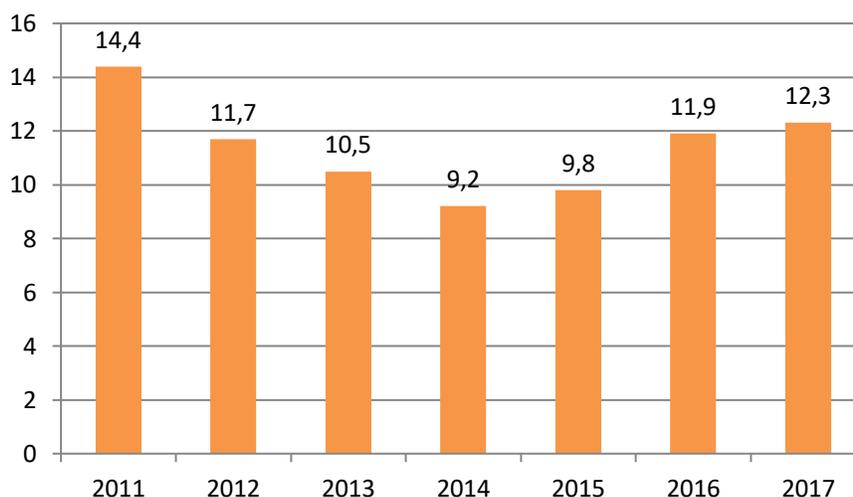
Source : les auteurs à partir des rapports annuels de la banque centrale d'Algérie

En dépit de l'impact négatif des cours pétroliers, le secteur bancaire algérien dominé par les banques publiques est toutefois resté robuste. Le secteur bancaire contrôle environ 90 % des actifs bancaires. Le crédit à l'économie continue à progresser. Il aurait, selon les estimations, atteint 46,1 % du PIB en 2016, par rapport à 44,3 % en 2015. En dehors de l'incidence du choc extérieur sur leur liquidité, les banques sont demeurées,

conformément au rapport de la banque centrale de janvier 2017 (voir Banque d'Algérie, 2017) confortablement capitalisées et rentables, avec uniquement un léger déséquilibre en termes de maturité. Les risques liés à la concentration du crédit, principalement au sein des banques publiques, qui participent au financement de grands projets, demeurent toutefois importants. D'où la nécessité d'une surveillance rigoureuse pour éviter les risques pour la stabilité du système financier.

- **Créances non performantes par rapport au total des créances (en%)**

**Figure 3.1.2** - Créances non performantes par rapport au total des créances - Algérie

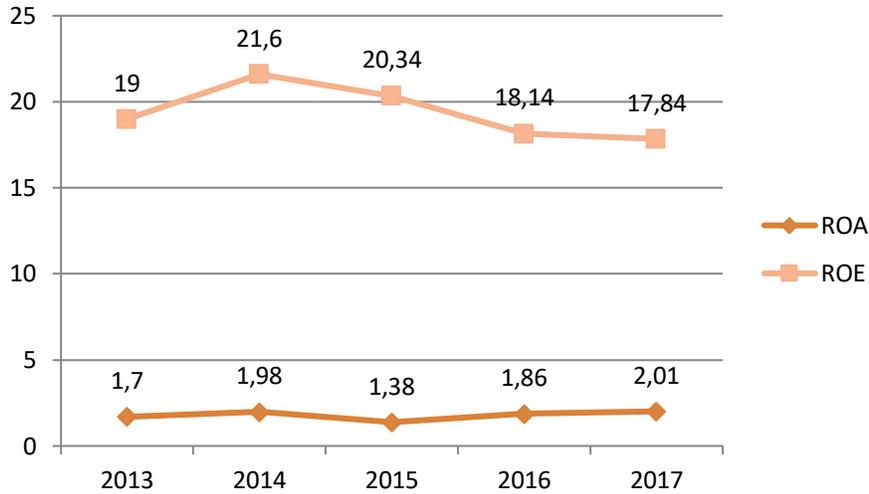


Source : les auteurs à partir des rapports annuels de la banque centrale d'Algérie

Le niveau des créances non performantes par rapport au total des créances (crédits distribués et autres créances entrant dans le calcul de ce ratio) est en hausse en 2017 (12,3 % contre 11,9 % en 2016 et 9,8 en 2015).

• ROA et ROE

Figure 3.1.3 - ROA et ROE - Algérie



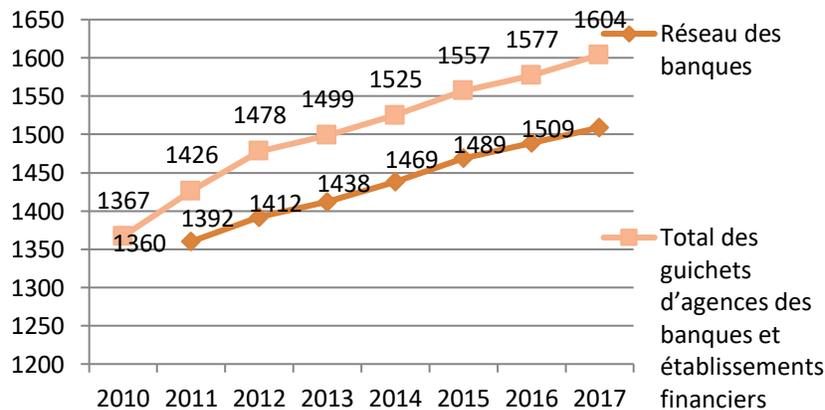
Source: les auteurs à partir des rapports annuels de la banque centrale d’Algérie

La rentabilité des banques en 2017 demeure appréciable. Elle est en légère baisse pour le rendement des fonds propres (return on equity, ROE) qui s’établit à 17,8 % contre 18,1 % en 2016 et en hausse pour le rendement des actifs (return on assets, ROA) qui s’est amélioré passant de 1,9 % en 2016 à 2,0 % en 2017.

3.1.2. Indicateurs de taille et de bancarisation

Le secteur bancaire en Algérie est en plein développement. Grâce à l’environnement financier propice à l’expansion du réseau bancaire, il existe 1509 agences et 1604 guichets d’agences de banques et d’établissements financiers.

Figure 3.1.4 - Réseau des banques et total des guichets d’agences des banques et établissements financiers en Algérie



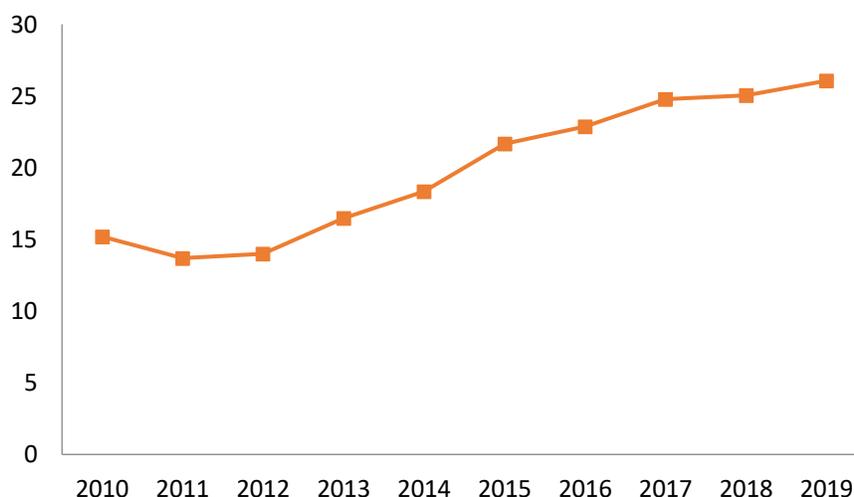
Source: les auteurs à partir des rapports annuels de la banque centrale d’Algérie

#### 3.1.3. Financement du secteur privé

- **Crédits intérieurs au secteur privé par les banques (% du PIB)**

Le rythme de progression des crédits accordés par les banques au secteur privé s'est accru pour atteindre environ 26% du PIB en 2019. Les crédits accordés au secteur privé (entreprises et ménages) se sont accrus de 9,7 %, passant de 4568,3 milliards de dinars à fin décembre 2017 à 5012,0 milliards de dinars à fin décembre 2018. Les crédits accordés aux ménages, essentiellement des crédits hypothécaires, ont atteint 787,2 milliards de dinars à fin décembre 2018 contre 656,7 milliards de dinars à fin décembre 2017, soit une hausse de 19,9 % contre 22,4 % en 2017<sup>13</sup>.

**Figure 3.1.5** - Crédits intérieur au secteur privé par les banques algériennes (en % du PIB)



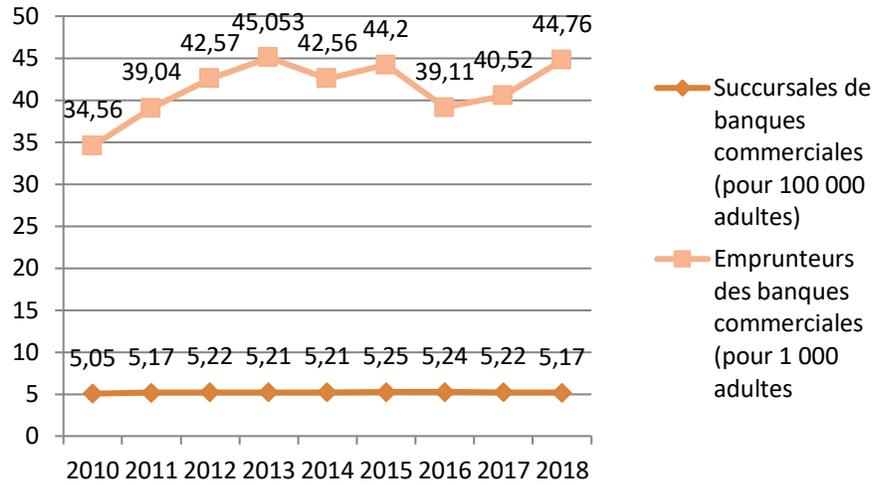
Source : Les auteurs à partir des données de WDI

#### 3.1.4. Etat du secteur bancaire

Le nombre de succursales de banques commerciales a légèrement augmenté au cours de la période 2010-2018, passant de 5,05 à 5,15 pour 100 000 adultes. Le nombre d'emprunteurs a également augmenté durant la même, avec 34 emprunteurs pour 1 000 adultes en 2010 contre 44 pour le même nombre d'adulte en 2018.

<sup>13</sup> Note de conjoncture économique de la banque centrale d'Algérie « Tendances monétaires et financières au second semestre de 2018 »

**Figure 3.1.6 - Succursales de banques commerciales et emprunteurs des banques commerciales algériennes**

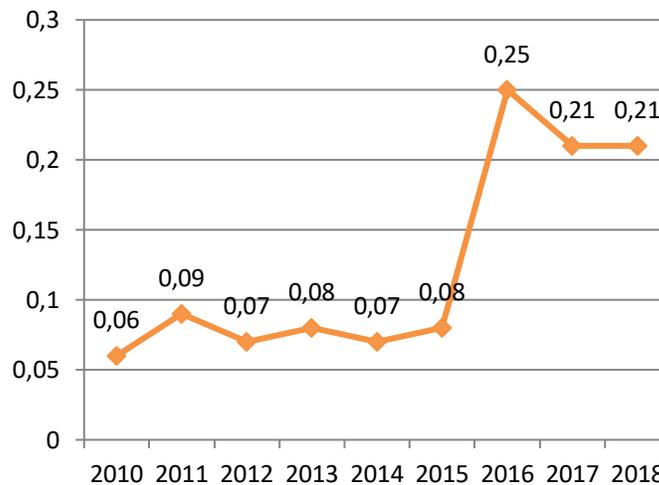


Source: Les auteurs à partir des données de WDI

### 3.1.5. Le marché financier

En Algérie, la capitalisation boursière reste extrêmement limitée par rapport aux normes internationales. Elle ne reflète pas l’environnement économique. En effet, la capitalisation boursière des entreprises algériennes cotées ne représente que 0,21 % de PIB en 2018.

**Figure 3.1.7 - Capitalisation boursière des entreprises nationales cotées (en % du PIB) - Algérie**



Source: Les auteurs à partir des données de WDI

### Chapitre 3

#### Etat des lieux du secteur bancaire

---

Selon la Banque d'Algérie, à l'exception de la collecte des ressources et des crédits aux petites et moyennes entreprises (PME), les autres indicateurs de l'intermédiation bancaire, de la bancarisation, de la solidité et de la rentabilité du secteur bancaire évoluent globalement de manière favorable. Si les ressources collectées par les banques ont augmenté en 2017 après leur recul de 2016, elles le doivent, principalement, aux financements dits non conventionnels survenus en fin d'année qui ont eu un impact positif sur l'évolution des dépôts bancaires ; un des indicateurs clés de l'amélioration de l'intermédiation – la part de la monnaie fiduciaire dans la masse monétaire M2 – demeurant encore élevé à plus de 31 %.

### 3.2. Libye

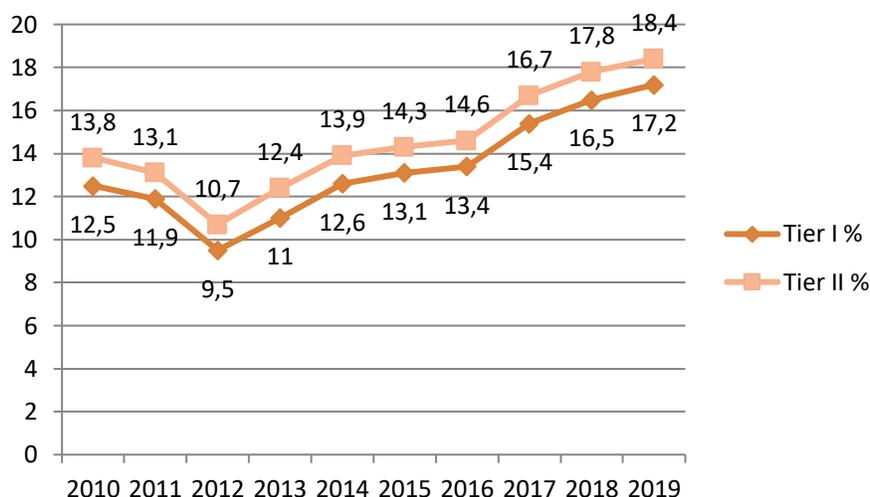
<b>Nombre total des banques</b>	<b>20</b>
---------------------------------	-----------

#### 3.2.1. Solidité financière

- **Ratio d'adéquation du capital**

Les ratios tier 1 et tier 2 enregistrent une tendance haussière à partir de 2013. Le ratio tier 1 s'établit à environ 18,4% en 2019 et le ratio tier 2 atteint 17,2 % durant la même année. Ce qui témoigne de la bonne qualité des fonds propres des banques libyennes.

**Figure 3.2.1 - Evolution des Tier 1 et Tier 2 en Libye**



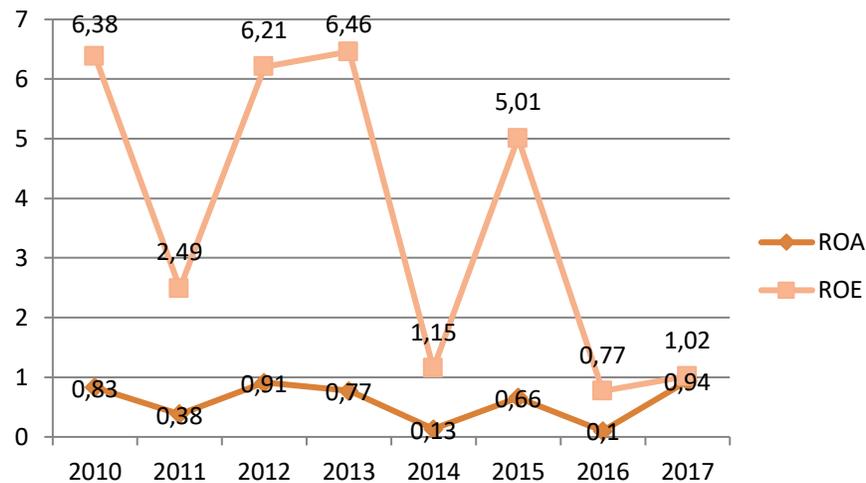
Source : Les auteurs à partir des rapports annuels de la banque centrale de Libye

La Banque centrale de Libye au cours de la période 2002-2010 a pris de nombreuses mesures pour maintenir l'intégrité du système bancaire en utilisant la politique monétaire, conformément aux dispositions de la loi bancaire. La décision mise en œuvre par le gouverneur de la Banque centrale de Libye pour l'année 2005, fixe la mise en place d'un « comité de politique monétaire » pour élaborer un cadre général de politique monétaire pour assurer la réalisation de ses objectifs. Le Comité a la responsabilité d'évaluer la performance des politiques monétaire et bancaire en ce qui concerne les effets directs et indirects sur l'économie. Étant donné l'importance du rôle de la politique monétaire pour maintenir la stabilité au niveau macroéconomique, l'utilisation des données et des informations disponibles sur le secteur monétaire est cruciale. Les recommandations du comité sont envoyées au conseil d'administration pour discussion et mise en œuvre si elles sont approuvées.

- **ROA et ROE**

La rentabilité des banques en 2017 est en hausse pour le rendement des actifs qui atteint 0,94 % contre 0,1 % en 2016 et pour le rendement des fonds propres qui s'est amélioré passant de 0,77 % en 2016 à 1,02 % en 2017.

Figure 3.2.2 - ROA et ROE - Libye



Source: les auteurs à partir des données de The Global Economy

### 3.2.2. Indicateurs de taille et de bancarisation

Le nombre de guichet automatique en Libye paraît faible. Il enregistre une légère diminution par rapports aux années précédentes en s'établissant à 3,76 pour 100 000 adultes en 2017 contre 3,88 pour le même nombre d'adultes en 2012.

Tableau 3.2.1 - Evolution des guichets automatiques en Libye

Année	Guichets automatiques pour 100000 adultes
2010	3,47
2011	3,5
2012	3,88
2013	3,88
2014	3,88
2015	3,86
2016	3,70
2017	3,63
2018	3,57

Source: les auteurs à partir des données de WDI

### 3.2.3. Financement du secteur privé

L'encours des crédits au secteur privé accordés par le secteur bancaire libyen a enregistré une baisse ces dernières années en s'établissant à 17,5% du PIB en 2018. La réduction des prêts bancaires au secteur privé a eu un effet négatif sur la participation du secteur privé à la croissance et à la diversification de l'économie. Le secteur financier joue

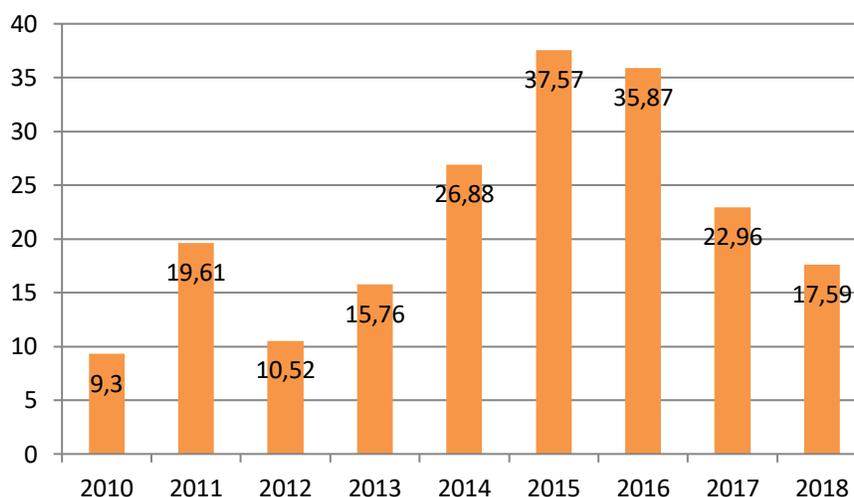
## Chapitre 3

### Etat des lieux du secteur bancaire

un rôle primordial dans toute économie en améliorant l'accès au financement des projets porteurs d'activité économique créatrice d'emplois. L'accès au financement doit être facilité pour la micro, petite et moyenne entreprise.

- **Crédits intérieurs au secteur privé par les banques (% du PIB)**

**Figure 3.2.3 -** Crédits intérieur au secteur privé par les banques (en % du PIB) - Libye



Source : Les auteurs à partir des données de WDI

#### 3.2.4. Etat du secteur bancaire

Le nombre de succursales des banques commerciales a enregistré également un faible recul passant de 11,98 pour 100 000 adultes en 2013 à 11,79 pour le même nombre de personnes en 2017.

**Tableau 3.2.2 -** Evolution des succursales de banques commerciales en Libye

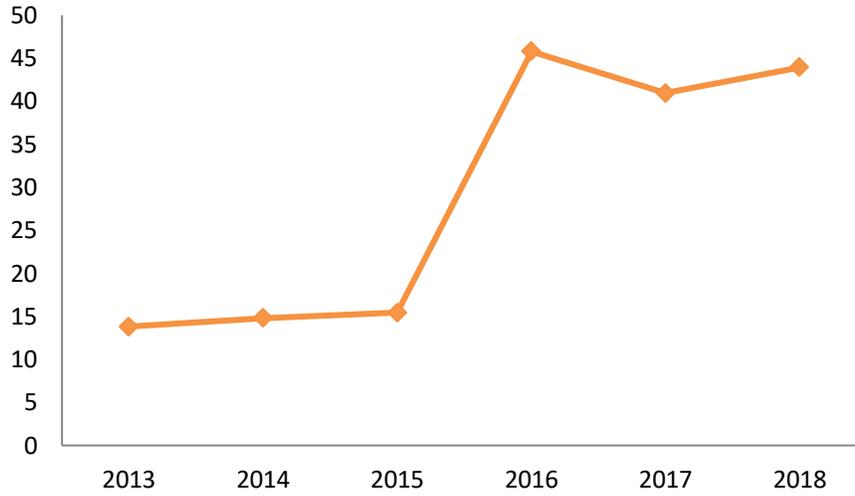
Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Succursales de banques commerciales (pour 100 000 adultes)	11,16	11,18	11,45	11,986	12,002	11,973	11,942	11,791	11,29

Source: les auteurs à partir des données de WDI

**3.2.5. Le marché financier**

Il est important de souligner le poids de la Bourse libyenne dans l'économie du pays. Sa capitalisation boursière s'établit à 44 Mrd DA en 2018. Elle a plus que doublé depuis 2013.

**Figure 3.2.4 - Capitalisation boursière (en Mrd DA) - Libye**



Source: les auteurs à partir des rapports annuels de gestion SGBV

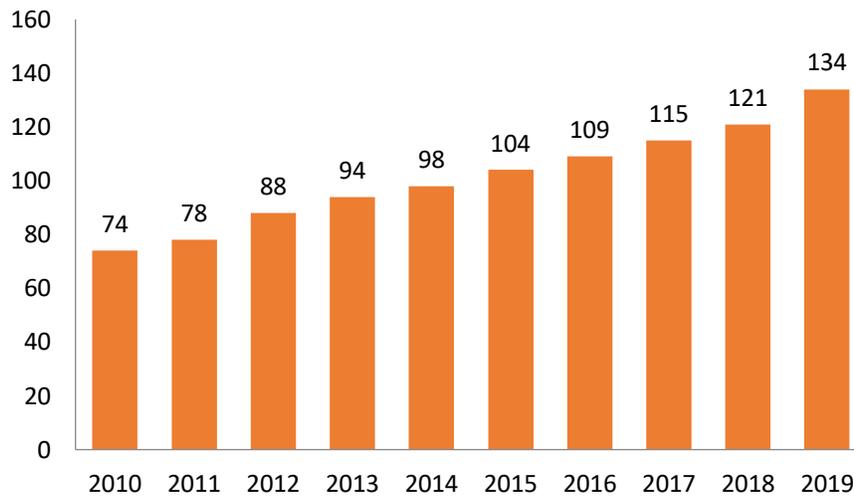
### 3.3. Maroc

Structure du système bancaire	
Banques	24
dont les banques participatives	5
Societes de financement	28
Banques offshore	6
Associations de microcrédit	13
Etablissement de paiement	13
Autres établissements	2
Total	86

### 3.3.1. Solidité financière

- **Fonds propres**

**Figure 3.3.1 - Fonds propres (en milliards de dirhams) - Maroc**



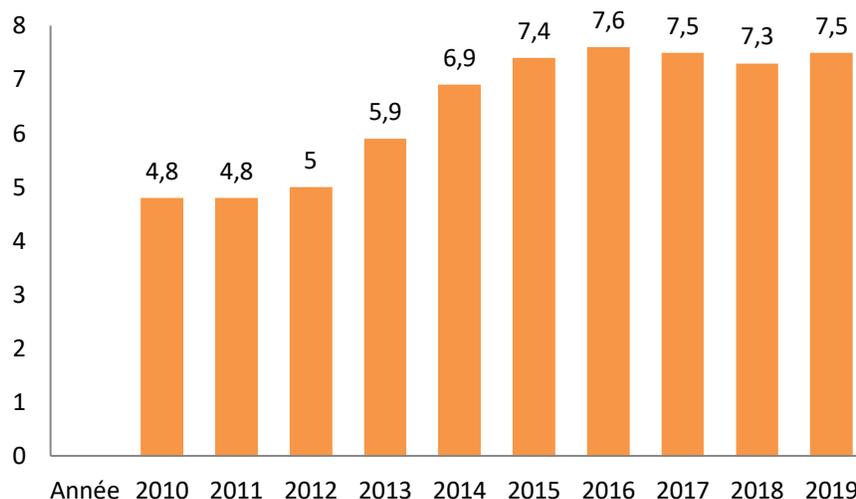
Source: les auteurs à partir des données des rapports annuels de Bank Al Maghreb

Après une hausse de 6,1% en 2017, les fonds propres des banques ont progressé de 5,1%. Ils ont totalisé 134 milliards de dirhams en 2019. Le reste des fonds propres provient essentiellement du report des résultats non distribués.

- **Créances contentieuses**

S'agissant des créances en souffrance, leur ratio au crédit bancaire s'est quasiment stabilisé pour la troisième année consécutive à 7,6%, avec un repli de 11,4% à 10,9% pour les entreprises privées et une augmentation de 7,6% à 8,5% pour les ménages en 2019.

**Figure 3.3.2 - Taux des créances en souffrance au Maroc**

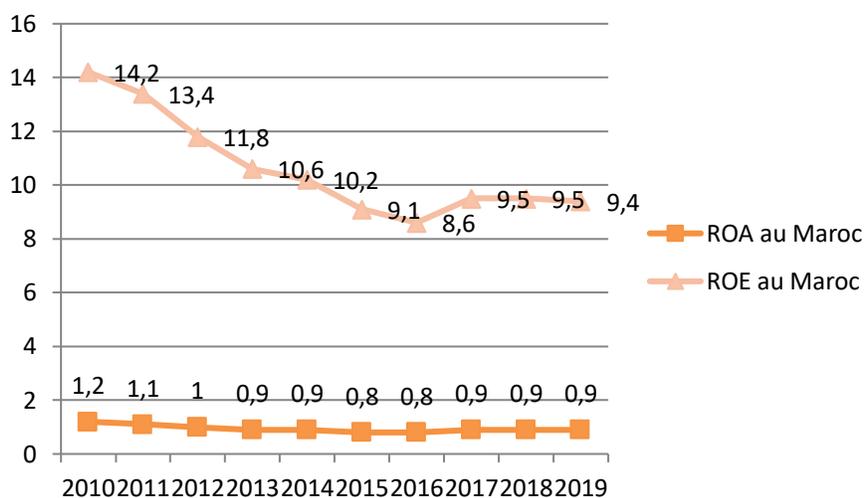


Source: les auteurs à partir des rapports annuels de la supervision bancaire de Bank Al Maghrib

En relation avec la hausse des créances en souffrance, le coût du risque s'est accru de près de 19% contre 4,7% à 632 millions de dirhams. Il représente près de 30% du RBE, contre 27% en 2017. Cette évolution retrace une hausse des dotations nettes de reprises de provisions des créances en souffrance de 19,8% à 630 millions de dirhams, les autres dotations nettes de reprises étant revenues de 4,3 à 2,1 millions de dirhams. S'agissant des créances en souffrance, leur encours a enregistré un repli de 8% à près de 204 millions de dirhams après une hausse de 20% en 2017, dégageant un taux de risque de 3%, au lieu de 3,3% une année plus tôt. Cette amélioration est liée notamment à des opérations de radiation de créances en souffrance. Le taux de couverture de ces créances par des provisions s'est renforcé à 86% contre 82% en 2017. L'encours des créances en souffrance de ces banques s'est établi à 57 millions de dirhams, représentant 0,3% des crédits.

- Evolution du ROA et ROE

Figure 3.3.3 - ROA et ROE - Maroc



Source : les auteurs à partir des rapports annuels de la supervision bancaire de Bank al Maghrib

La rentabilité des actifs (ROA) s'est stabilisée à 0,9%, alors que la rentabilité des fonds propres (ROE) atteint 9,4%. Le secteur bancaire a pu globalement préserver sa rentabilité grâce à son modèle d'activités diversifié aux plans sectoriels et géographique. Les neuf groupes bancaires ont ainsi clôturé l'exercice 2018 avec un résultat net-part du groupe en hausse de 4,4% après 9,2% en 2017, traduisant une progression modérée du PNB et une baisse du coût du risque. La rentabilité des actifs (ROA) s'est stabilisée à 0,9% et celle des fonds propres (ROE) a progressé de 0,6 point à 10,8%.

### 3.3.2. Indicateurs de taille et de bancarisation

Le système financier marocain a connu une avancée significative au cours des deux dernières décennies.

Selon le rapport annuel de Bank Al Maghreb (2018), le rythme d'évolution du réseau bancaire s'est établi à 1,8% en 2018, contre 1,7% en 2017, une moyenne de 4% au cours de la période 2013/2015 et 9% sur la période 2007/2016. Le nombre de guichets bancaires s'est établi à 6503, soit 115 agences additionnelles, dont 56 nouveaux guichets ouverts par les banques participatives. Cette décélération est à mettre en relation avec le développement des canaux digitaux via internet et le mobile. Parallèlement à l'évolution du réseau bancaire physique, le parc des guichets automatiques bancaires (GAB) connaît un taux de progression de 3,8% en 2018 contre 3% l'année précédente. Il s'est élargi de 264 nouveaux guichets pour s'établir à 7289 fin 2018.

L'effectif des banques s'est renforcé de 151 nouveaux collaborateurs en 2019. Le nombre de guichet automatiques s'établit à 7613 durant la même année.

### Chapitre 3

#### Etat des lieux du secteur bancaire

**Tableau 3.3.1** - Evolution de l'effectif des banques et des guichets automatiques bancaires au Maroc

Année	Evolution de l'effectif des banques	Evolution des guichets automatiques bancaires
2010	35766	4544
2011	37245	5024
2012	38262	5476
2013	39088	5893
2014	40055	6234
2015	40604	6529
2016	41071	6821
2017	41674	7025
2018	41890	7289
2019	41739	7613

Source: les auteurs à partir des rapports annuels de la supervision bancaire de Bank al Maghrib

Fin 2019, l'évolution du nombre de comptes bancaires s'établit à 5%. S'agissant du nombre de cartes bancaires en circulation, il atteint 16,2 millions en 2019.

**Tableau 3.3.2** - Evolution du nombre de comptes bancaires et du nombre de cartes bancaires en circulation au Maroc

Année	Evolution du nombre de comptes bancaires (en%)	Evolution du nombre de cartes bancaires en circulation (en millions)
2010	-	7,1
2011	-	8
2012	-	9,2
2013	8,9	9,8
2014	7,2	10,9
2015	8	11,8
2016	4,9	12,9
2017	6,4	14,1
2018	4,7	15,1
2019	5	16,2

Source: les auteurs à partir des rapports annuels de la supervision bancaire de Bank al Maghrib

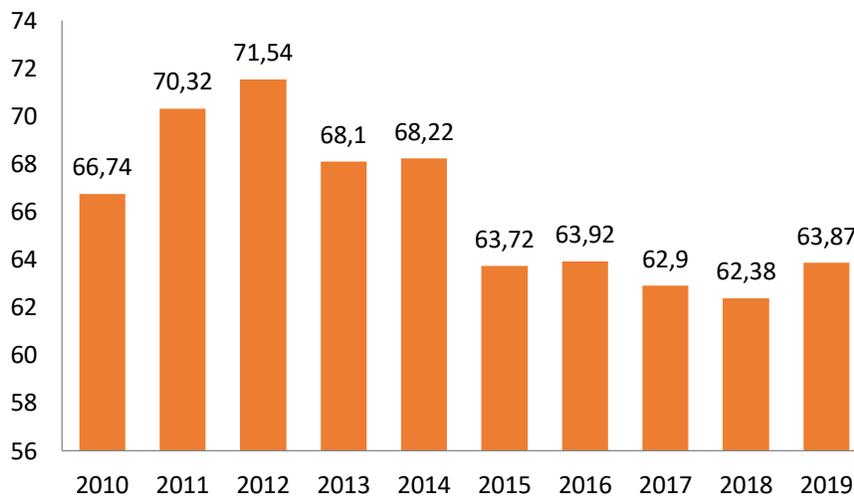
L'effectif des établissements de crédit et organismes assimilés s'est établi, à fin décembre 2018, à 55753 agents, dont près de 75% sont employés par les banques, 6% par les

sociétés de financement et 14% par les associations de micro-crédit. L'effectif des banques s'est renforcé de 243 nouveaux collaborateurs, soit une hausse de 0,6% à 41890 agents, après celle de 1,4% en 2017. En termes d'âge, une part de 45% concerne la catégorie ayant entre 25 et 35 ans, suivie de 31% pour la tranche des 35 à 50 ans et une part de 18% pour la catégorie d'âge dépassant les 50 ans. La part féminine dans l'effectif total s'est renforcée à 47% en 2018 contre 46% fin 2017.

### 3.3.3. Financement du secteur privé

- **Crédits intérieurs au secteur privé par les banques (% du PIB)**

**Figure 3.3.4** - Crédits intérieur au secteur privé par les banques marocaines (en % du PIB)



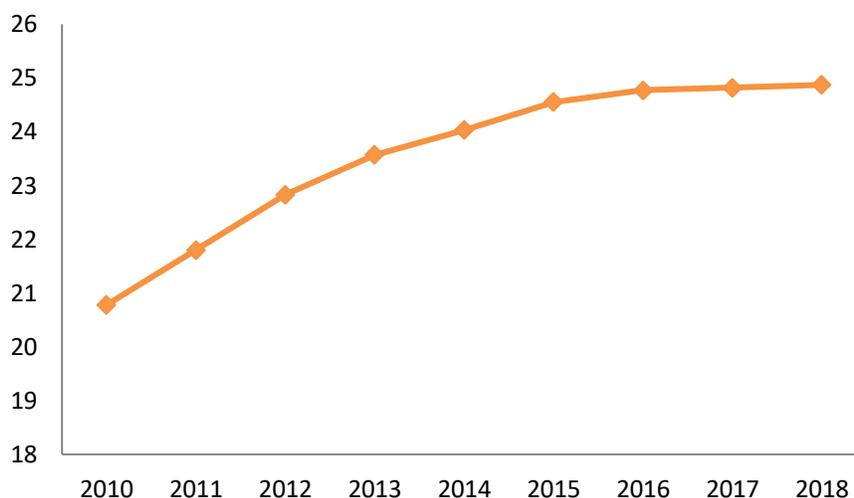
Source : les auteurs à partir des données de WDI

L'activité du crédit bancaire au Maroc est restée assez stable, en particulier pour les entreprises avec une progression de 0,7%, alors que la sinistralité sur prêts s'est légèrement infléchi à 7,3%. L'encours brut des crédits a atteint 891 milliards de dirhams, marquant une hausse de 6,5%, qui fait suite à celle de 3,2% réalisée l'année précédente. Cette évolution a été soutenue par les opérations de financement du crédit de TVA intervenues en 2018. En dehors de ce financement, la progression du crédit s'établit à 3,3%. En 2019, le crédit bancaire a connu une nette amélioration atteignant 63% du PIB avec en particulier une progression notable des prêts destinés aux entreprises non financières privées de 7,3% après 0,5% un an auparavant.

### 3.3.4. Etat du secteur bancaire

Le nombre de succursales des banques commerciales a enregistré également un important accroissement passant de 20,78 pour 100 000 adultes en 2010 à 24,87 pour le même nombre de personnes en 2018.

**Figure 3.3.5 - Succursales de banques commerciales (pour 100000 adultes) – Maroc**

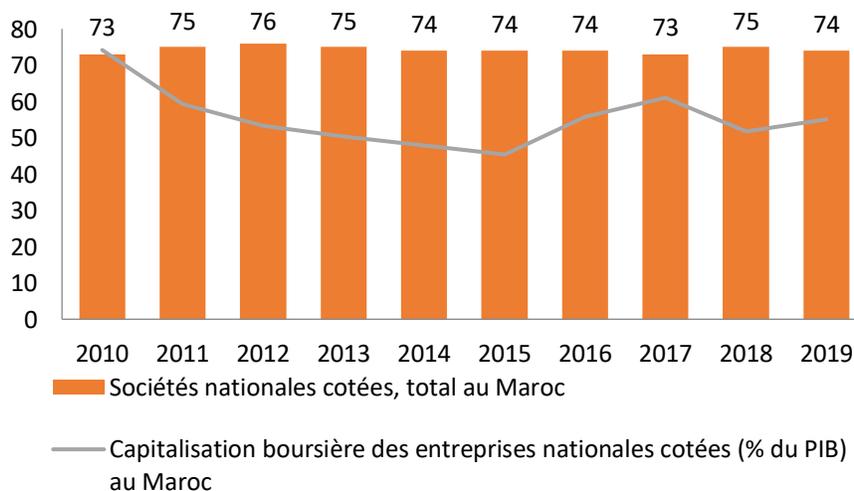


Source: les auteurs à partir des données annuels de WDI

### 3.3.5. Le Marché financier

La capitalisation boursière au Maroc est relativement développée. Elle représente environ 55% du PIB en 2019. S’agissant des entreprises marocaines qui sont cotées en bourse, elles s’établissent à 74 entreprises en 2019.

**Figure 3.3.6 - Sociétés nationales cotées et capitalisation boursière des entreprises nationales cotées au Maroc**



Source : les auteurs à partir des données de WDI

En dépit de cette conjoncture, le secteur bancaire a pu globalement préserver sa rentabilité grâce à son modèle d'activités diversifié aux plans sectoriels et géographique. Les neuf groupes bancaires ont ainsi clôturé l'exercice 2018 avec un résultat net-part du groupe en hausse de 4,4% après 9,2% en 2017, traduisant une progression modérée du PNB et une baisse du coût du risque. La rentabilité des actifs (ROA) s'est stabilisée à 0,9% et celle des fonds propres (ROE) a progressé de 0,6 point à 10,8%.

Au point de vue de la capitalisation, les fondamentaux sont demeurés solides, dégagant, sur base sociale, un ratio de solvabilité de 14,7% et un ratio de fonds propres de catégorie 1 de 10,9%, pour des minima réglementaires de 12 et 9%. Ces ratios s'établissent, sur base consolidée, à 13,8% et 10,8% respectivement. Dans ce contexte, Bank Al-Maghrib a continué à être attentive à la qualité des portefeuilles de crédit des banques et à leur provisionnement. Elle a également accompagné l'adoption de la réforme d'IFRS 9 relative aux instruments financiers par des dispositions transitoires visant à lisser sur 5 années l'impact de la 1ère application de cette norme sur les fonds propres prudentiels. En parallèle, les travaux se sont poursuivis concernant la révision des règles de classification et de provisionnement des créances ainsi que le traitement des actifs repris par les banques.

Dans le cadre des mesures d'accompagnement de la réforme de flexibilisation du régime de change, la Banque centrale a renforcé le cadre de supervision des risques de marché et de taux d'intérêt global à travers notamment la conduite de missions de contrôle thématiques et la mise en place d'un reporting réglementaire pour améliorer le suivi de ces risques.

### 3.4. Mauritanie

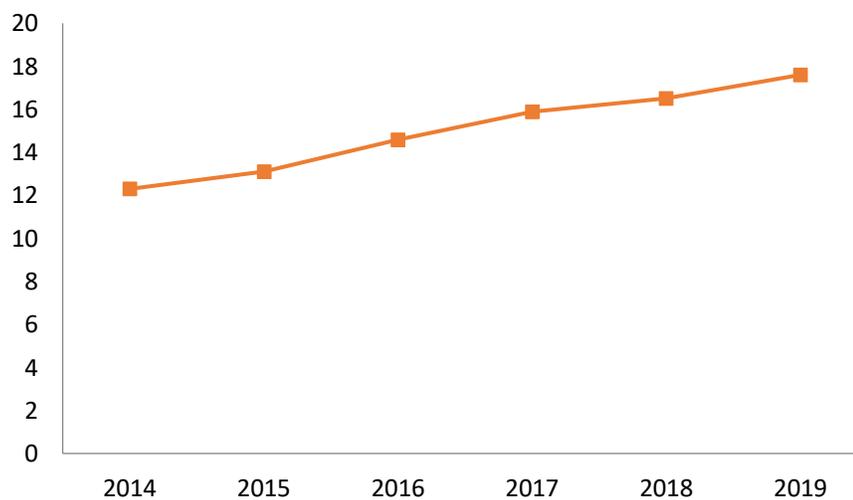
<b>Structure du système financier</b>	
Banques	18
dont les banques islamiques	7
Institutions de micro-finances	21
Caisse des dépôts et de développement	1
Campanies d'assurance	17
Caisses de régimes de prévoyance sociale	2
Total	59

### 3.4.1. Solidité financière

Afin de renforcer la solvabilité des banques et leur résilience face aux chocs, une nouvelle instruction a été adoptée en Mars 2018 par la BCM. Cette instruction qui s'inspire de règles de Bâle III porte sur la composition des fonds propres et les exigences de solvabilité. Elle a également porté le capital et les fonds propres minimaux par banque à MRU 1 milliard, ce qui renforcera les structures financières des banques.

- **Fonds propres**

**Figure 3.4.1 - Fonds propres (en milliards de MRU) - Mauritanie**

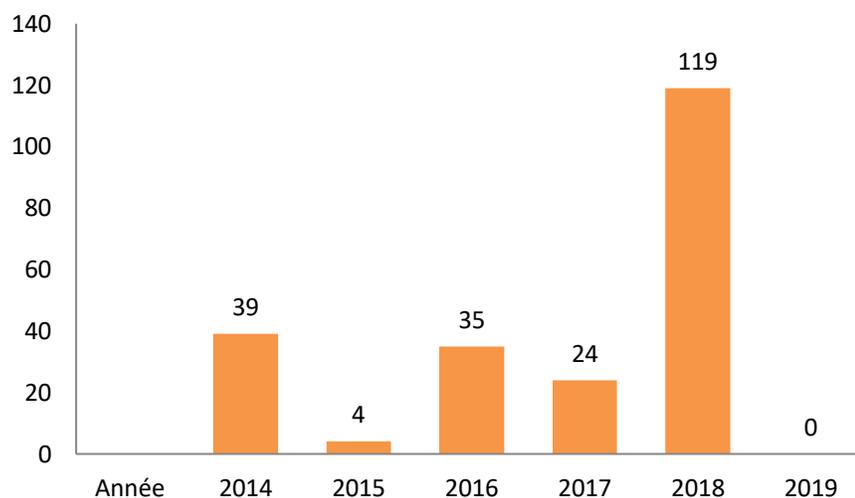


Source: les auteurs à partir des données des rapports annuels de la banque centrale de Mauritanie

Les fonds propres nets des banques ont connu une hausse en 2019 pour s'établir à MRU 17,6 milliards contre 16,5 milliards à fin 2018.

- **Créances contentieuses**

**Figure 3.4.2 - Créances irrécouvrables (en milliards de MRU) - Mauritanie**



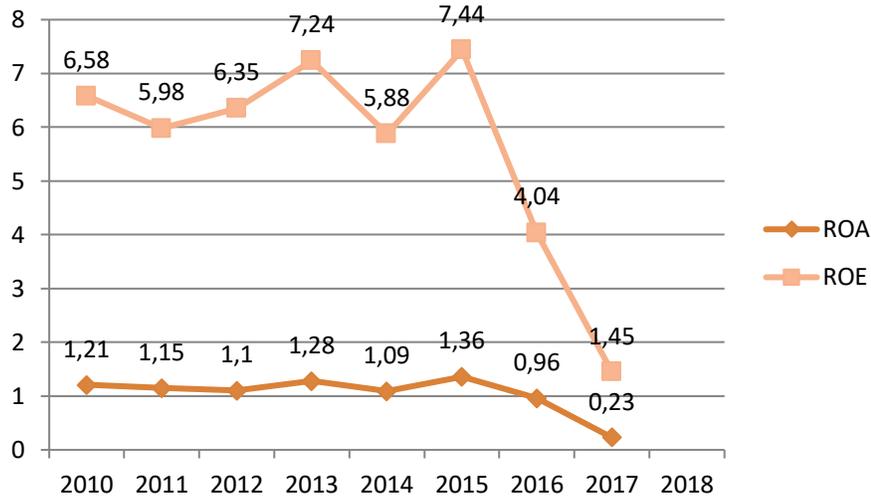
Source: les auteurs à partir des rapports annuels de la banque centrale de Mauritanie

Fin 2018, la qualité du portefeuille des banques est restée bonne. En effet, le taux de dégradation des créances brutes s'est situé à 12,9% alors que celui de dégradation des créances nettes des provisions a été de 5,4%. Ces créances improductives ont été couvertes à hauteur de 80,4% par les provisions. Dans ces conditions, le coût de risque s'est établi à MRU 0,9 milliards en 2019, enregistrant une hausse remarquable de 83% en lien notamment avec la volonté du régulateur d'avoir une bonne adéquation de la couverture créances improductives par les provisions pour le secteur.

- **ROA et ROE**

La rentabilité des actifs (ROA) s'est dégradée passant de 0,96% en 2016 à 0,23% en 2017. La rentabilité des fonds propres (ROE) a enregistré une baisse de 4,4% à 1,45% entre 2016 et 2017.

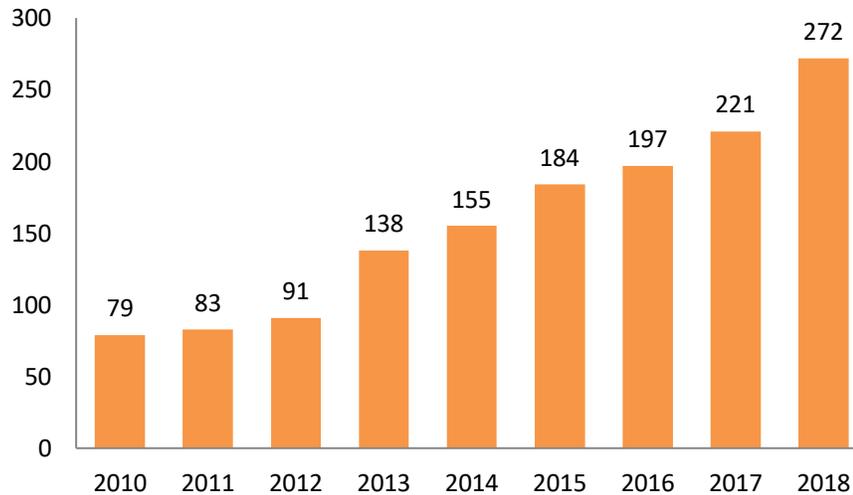
Figure 3.4.3 - Evolution des ROA et ROE en Mauritanie



Source : les auteurs à partir des données de The Global economy à partir des données de Bankscopt

### 3.4.2. Indicateurs de taille et de bancarisation

Figure 3.4.4 - Nombre d'agences en Mauritanie



Source : les auteurs à partir des données des rapports annuels de la banque centrale de Mauritanie

En 2018, le secteur financier mauritanien est composé de 18 banques en activité dont 7 offrant exclusivement des produits islamiques, 3 réseaux et 21 institutions de micro finance, les services financiers de la poste, la Caisse des Dépôts et de Développement, 17 compagnies d'assurance et 2 régimes de prévoyance sociale. Le réseau des agences bancaires a connu l'ouverture de 51 agences en 2018, passant

## Chapitre 3

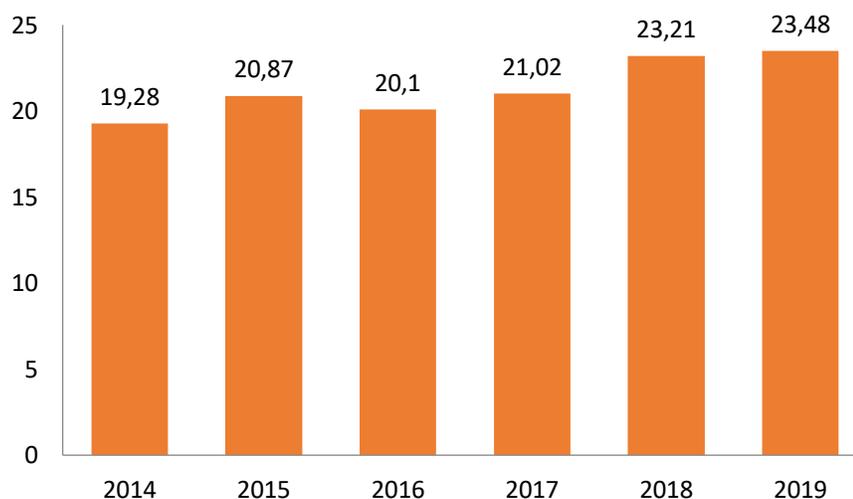
### Etat des lieux du secteur bancaire

de 221 agences fin 2017 à 272 fin 2018 et couvrant tous les chefs-lieux des willayas et la quasi-totalité des Moughataas. Le taux de bancarisation s'est situé à plus de 30% incluant les adhérents aux institutions de microfinance.

#### 3.4.3. Financement du secteur privé

- **Crédits intérieurs au secteur privé par les banques**

**Figure 3.4.5 -** Crédits intérieur au secteur privé par les banques mauritaniennes (en milliards de MRU)



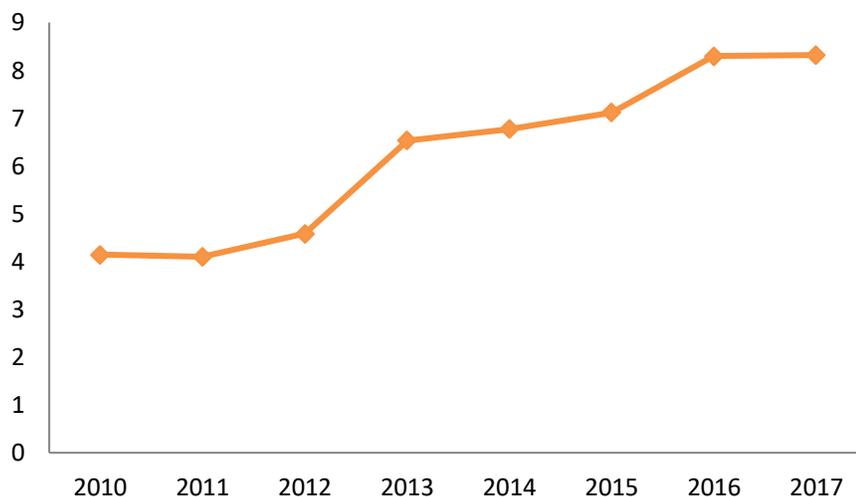
Source : les auteurs à partir des données de WDI

En 2019, les crédits intérieurs nets ont connu une hausse atteignant MRU 23,48 milliards contre MRU 19,28 milliards en 2014. Cette évolution est essentiellement attribuable à l'augmentation de 17,5% à des concours à l'économie qui se sont situés à MRU 78,8 milliards en 2019 contre MRU 67 milliards en 2018.

#### 3.4.4. Etat du secteur bancaire

En Mauritanie, le nombre des succursales des banques commerciales s'est stabilisé à environ 8,2 succursales pour 100 000 adultes, ce qui est comparable aux systèmes bancaires des pays en développement.

**Figure 3.4.6 - Succursales de banques commerciales mauritaniennes (pour 100000 adultes)**

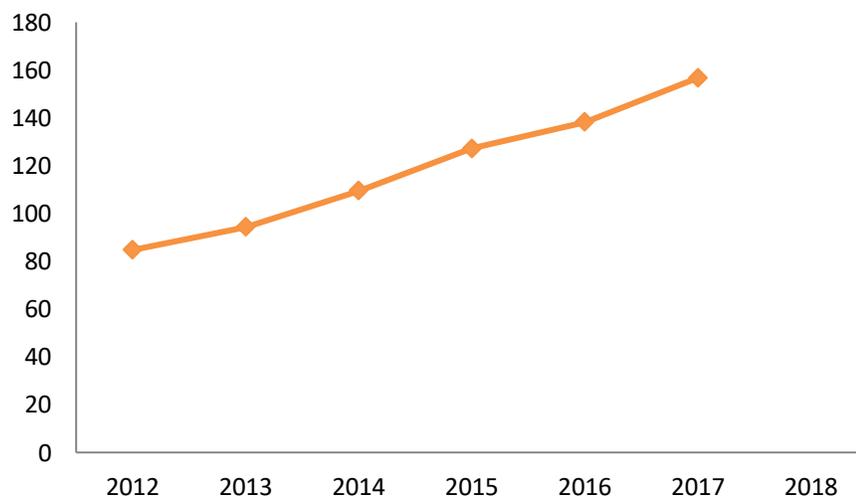


Source: les auteurs à partir des données de WDI

### 3.4.5. Le Marché financier

Le marché financier en Mauritanie est en plein développement. Son évolution suit une tendance haussière. En effet, la capitalisation boursière des entreprises nationales cotées représente environ 156% du PIB en 2018 contre environ 84% du PIB en 2010.

**Figure 3.4.7 - Capitalisation boursière des entreprises nationales cotées (en % du PIB) - Mauritanie**



Source : les auteurs à partir des données de WDI

**Tableau 3.4.1** - Capitalisation boursière des entreprises nationales cotées -  
Mauritanie

Année	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Capitalisation boursière des entreprises nationales cotées (% du PIB)	84,74	94,29	109,50	127,2	138,24	156,73	-

Source: WDI

Selon la BCM les politiques de stabilisation macroéconomique et les réformes structurelles seront poursuivies et renforcées en vue de porter la croissance à un niveau permettant d'atteindre les objectifs stratégiques fixés dans la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) en matière de création d'emplois et de réduction de la pauvreté. Aussi, et en vue d'améliorer davantage les conditions de financement de l'économie, tout en œuvrant à consolider les actions au niveau de l'accomplissement de sa mission principale qui est la stabilité des prix, la BCM poursuivra ses réformes pour le développement rapide du marché financier et la promotion de l'inclusion financière. Dans cette perspective, elle continuera ses efforts pour la mise en place d'un nouveau cadre juridique et réglementaire plus adapté à l'innovation financière et au développement de la finance numérique.

### 3.5. Tunisie

<b>Nombre de banque en 2018</b>	
Banques résidentes	23
Banques non résidentes	7
Etablissements de leasing	8
Sociétés de factoring	2
Banques d'affaires	2
Total	42
Total des actifs	104 829 297
Part des banques résidentes en (%)	91.8

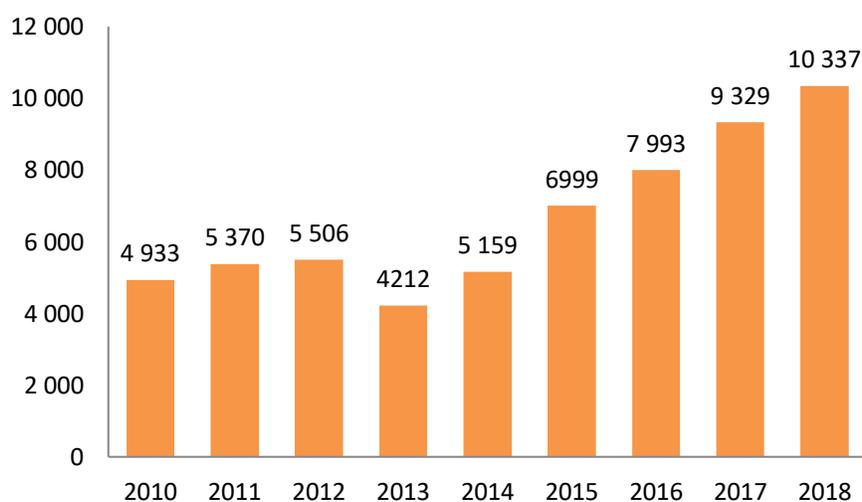
Source : rapport annuel BCT (2018) et APTBEF (2018)

#### 3.5.1. Solidité financière

Selon la BCT, En dépit de cette conjoncture, le secteur bancaire est parvenu globalement à préserver ses indicateurs de solidité financière comme en témoignent la baisse de la part des créances classées de 0,5 point de pourcentage pour s'établir à 13,4%, la légère diminution du taux de couverture de ces créances par les provisions de 1,4 point de pourcentage imputable notamment aux opérations de cession de créances et le maintien du ratio de solvabilité moyen du secteur à son niveau de 2017, soit 11,8% malgré l'entrée en vigueur de la nouvelle exigence en fonds propres pour la couverture des risques de marché.

- **Fonds propres bancaires**

**Figure 3.5.1 - Fonds propres bancaires (en MD) - Tunisie**



Source: les auteurs à partir des rapports annuels sur la supervision bancaire

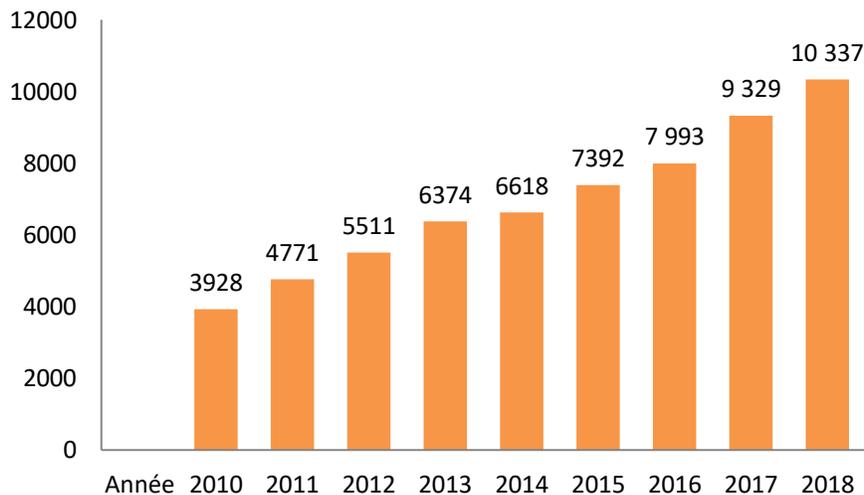
Les banques ont poursuivi en 2018 leur effort pour renforcer leurs fonds propres pour s'élever à 10 337 MD mais à un rythme moins soutenu que celui de 2017 (10,8% contre 16,7%) contre une augmentation des engagements de 10,4%. Cette augmentation provient à concurrence de 86,9% des bénéfices non distribués, 6,5% des augmentations de capital et le reste des emprunts subordonnés, soit 6,6%.

Cela étant, la BCT aspire mettre à niveau le cadre prudentiel relatif aux normes de fonds propres, au courant de 2020, et ce pour se conformer complètement aux piliers 1 et 2 de Bâle II.

- **Créances contentieux (en MDT)**

Selon le rapport annuel de la BCT de 2019, l'encours des créances professionnelles impayées ou en contentieux s'est accéléré en passant de 8878 MDT en 2018 à 9850 MDT en 2019, soit une progression de 10,9%. Ainsi, le taux des créances impayées ou en contentieux a progressé de 13,7% en 2018 à 14,5% en 2019 contre un accroissement des crédits aux professionnels de 10,2% et 4,8% d'une année à l'autre.

**Figure 3.5.2 - Créances contentieux (en MDT) - Tunisie**

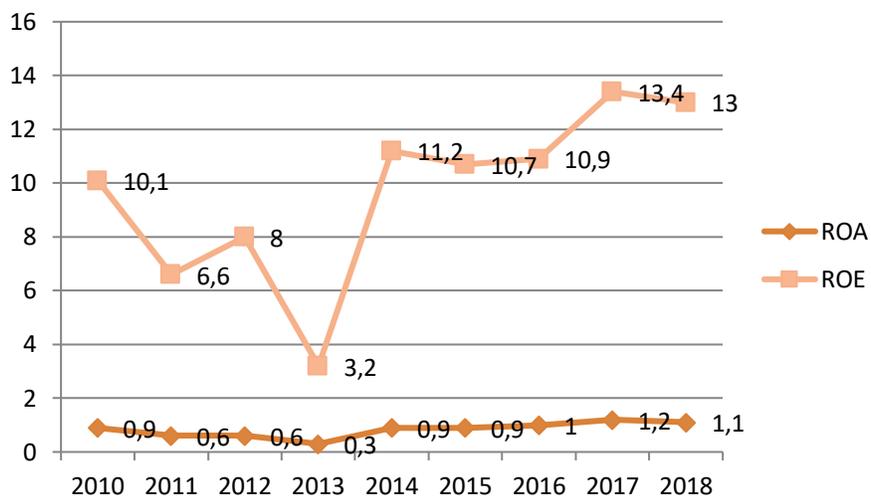


Source: les auteurs à partir des données de rapports annuels de la BCT

Malgré un contexte économique fragile, la qualité des actifs des sociétés de leasing s'est nettement améliorée. La part des créances classées est revenue de 7,8% en 2016 à 7,1 % en 2018, le risque additionnel est maîtrisé avec une baisse de 17 MD ou 13,2% et le taux de couverture des créances classées par les provisions s'est renforcé de 2 points de pourcentage passant de 56% en 2018 à 58% en 2019. L'amélioration de la part des créances classées ne doit pas cacher les disparités entre les différents établissements de leasing.

• ROA et ROE

Figure 3.5.3 - ROA et ROE - Tunisie

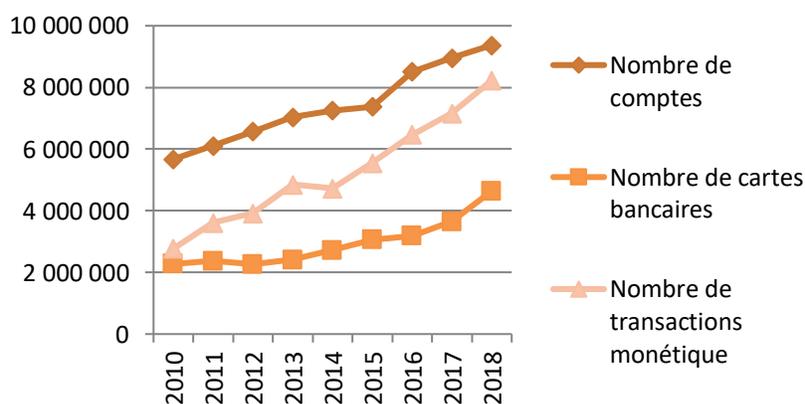


Source: les auteurs à partir des données des rapports annuels sur la supervision bancaire

Au même titre que 2017, le secteur bancaire a dégagé un résultat net exceptionnel de 1 142 MD, soit une progression de 7,8% ou 83 MD contre 35,9% ou 280 MD en 2017, et ce, à la faveur de l'augmentation du TMM et des revenus sur bons du Trésor. Par conséquent, les indicateurs de rentabilité se sont situés à des niveaux globalement satisfaisants, soit un ROA de 1,1% comparable à celui de 2017 et un ROE en légère baisse par rapport à 2017 pour revenir à 13%.

3.5.2. Indicateurs de taille et de bancarisation

Figure 3.5.4 - Nombre de comptes, de cartes bancaires et nombre de transactions monétique - Tunisie



Source: les auteurs à partir des rapports annuels sur la supervision bancaire

Le réseau bancaire a continué en 2018 son extension mais à un rythme moins soutenu avec l'ouverture de 53 agences contre 86 agences en 2017. Sur les 5 dernières années, le nombre d'agence est passé de 1 625 à 1 913 marqué par l'ouverture de 288 nouvelles agences. Ainsi, le taux de bancarisation s'est amélioré pour atteindre une agence pour 6 038 habitants en 2018 contre une agence pour 6 774 habitants en 2014.

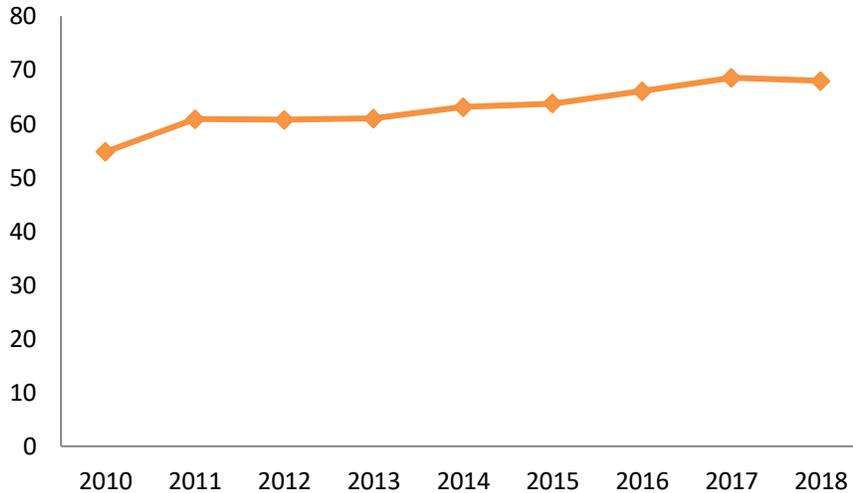
L'analyse de la bancarisation en termes de comptes montre que le nombre de comptes bancaires a évolué, sur les 5 dernières années, de 6,3% par an pour atteindre 9,4 millions de comptes à fin 2018 dont 60% forme de comptes d'épargne.

Le nombre de cartes bancaires émises à fin 2018 s'élève à 4,6 millions de cartes, soit en évolution annuelle moyenne de 14,3% sur la période 2014-2018. Parallèlement, le nombre de DABs/GABs a augmenté en moyenne de 6,8% annuellement pour s'établir à 2 694 unités à fin 2018.

### 3.5.3. Financement du secteur privé

- **Crédits intérieurs au secteur privé par les banques**

**Figure 3.5.5** - Crédits intérieur au secteur privé par les banques tunisiennes (en % du PIB)



Source : Les auteurs à partir des données de WDI

L'année 2018 a été marquée par le ralentissement du rythme de progression de l'activité bancaire. Les emplois d'exploitation des banques (crédits et portefeuilles titres) ont progressé à un rythme moins soutenu qu'en 2017, soit 8,3% contre 12,6%, pour atteindre 95 Milliards de dinars. Ce ralentissement provient de la diminution du rythme de progression de l'encours des crédits, soit 9,6% en 2018 contre 12,2% en 2017, et de la baisse du portefeuille bons du Trésor (-2,9% contre +10% en 2017).

## Chapitre 3

### Etat des lieux du secteur bancaire

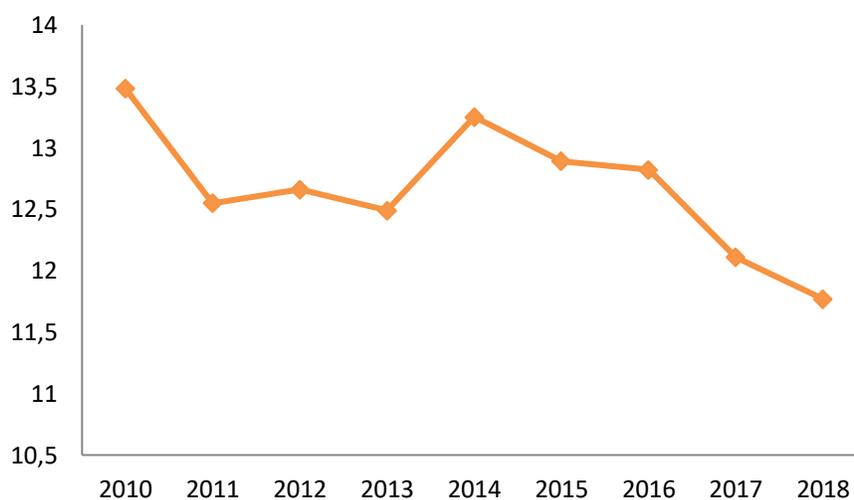
Le ralentissement de l'évolution du rythme de progression de l'activité de crédit a concerné aussi bien les crédits aux professionnels (-5,1% entre 2018-2017) que les crédits aux particuliers (-4,1% au cours de 2017-2018).

Le financement des professionnels a concerné, dans sa quasi-totalité, les besoins d'exploitation des entreprises comme en témoignent la forte augmentation des crédits à court terme (19,9% contre 16,3% en 2017) et des comptes débiteurs (20,2% contre 13,7% en 2017) contre une quasi-stagnation de l'encours des crédits à moyen et long terme traduisant la poursuite du fléchissement de l'investissement privé.

#### 3.5.4. Etat du secteur bancaire

Le nombre de succursales des banques commerciales a enregistré un recul passant de 12,11 succursales pour 100 000 adultes en 2017 à 11,77 succursales pour le même nombre des personnes en 2018.

**Figure 3.5.6** - Succursales de banques commerciales tunisiennes (pour 100000 adultes)

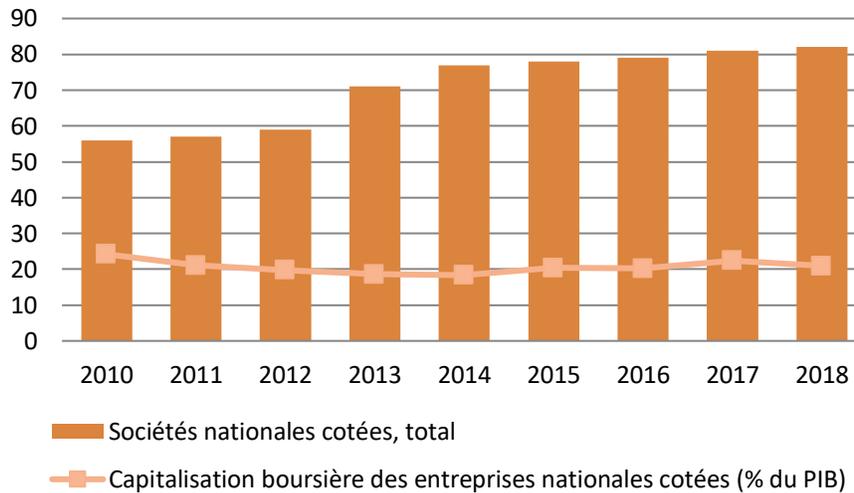


Source : Les auteurs à partir des données de [WDI](#)

#### 3.5.5. Le Marché financier

La capitalisation boursière en Tunisie ne dépasse pas 25% du PIB depuis 2010 malgré l'augmentation du nombre des sociétés nationales cotées en bourse qui atteignent 82 entreprises en 2018.

**Figure 3.5.7 - Sociétés nationales cotées et capitalisation boursière des entreprises nationales - Tunisie**



Source : les auteurs à partir des données de WDI

### Conclusion

À la suite de la crise sanitaire du Covid-19, le secteur bancaire maghrébin s'est retrouvé dans une situation tendue liée à l'ampleur des créances douteuses à cause de l'incapacité des emprunteurs à rembourser tous les montants dus à leurs prêteurs, la réduction des dépôts de leurs clientèles etc. Pour faire face aux problèmes posés, les banques deviennent plus sélectives dans l'octroi du crédit aux entreprises qui font un élément indispensable au développement économique et font partie intégrante de la croissance inclusive.

L'adoption des technologies innovantes au sein du secteur bancaire maghrébin offre une occasion sans précédent de s'attaquer aux obstacles résultant de la difficulté de sélection entre les bons et les mauvais clients. Dans la mesure où la digitalisation génère de grands ensembles de données sur les utilisateurs, elle facilite l'accès au crédit en réduisant les asymétries d'information et en améliorant la transparence.

**États des comptes de bilan des banques des pays du Maghreb**

Libellé	Total actif (En kUSD)	Crédits bancaires (En kUSD)	Dépôts de la clientèle et ressources interbancaires (En kUSD)	Résultat de l'exercice (En kUSD)
Attijariwafa Bank*	55 518 673	33 652 040	39 802 950	724 585
Banque Centrale Populaire SA*	44 972 300	26 456 350	36 872 478	405 291
Banque Nationale d'Algérie**	29 305 091	17 157 731	21 465 765	159 989
Caisse de Dépôt et de Gestion*	29 155 310	5 499 313	21 282 048	55 996
Jumhouria Bank [1]	27 907 780	5 238 217	20 678 504	28 179
Banque Extérieure d'Algérie*	27 874 786	17 856 410	21 761 472	649 042
Crédit Populaire d'Algérie*	19 093 181	11 581 652	16 292 746	346 447
Libyan Foreign Bank*	17 853 434	1 461 577	13 230 739	7 938
National Commercial Bank*	15 765 478	2 612 483	12 289 596	174 693
Crédit Agricole du Maroc*	12 093 235	8 750 668	9 581 573	64 577
Société Générale Marocaine de Banques*	11 618 520	9 110 565	7 338 176	129 615
Wahda Bank*	11 331 835	777 676	8 124 818	120 184
Sahara Bank BNP Paribas Group	9 378 157	717 202	7 468 813	13 999
Banque de Développement Local*	8 866 988	6 496 284	7 426 760	137 882
Crédit Immobilier et Hotelier*	7 832 035	5 534 891	5 400 622	41 777
Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie BMCI*	7 422 245	5 575 758	5 306 931	62 543
Al Barid Bank*	6 524 182	555 023	5 970 296	19 584
Crédit du Maroc*	6 166 812	4 347 011	4 937 224	53 390
Banque Internationale Arabe de Tunisie	6 034 109	3 760 580	4 967 931	132 249
Bank of Commerce & Development*	5 991 714	346 116	5 252 350	79 270
Banque Nationale Agricole**	4 729 403	3 675 222	3 641 202	49 223
BH Bank**	4 600 877	3 550 863	3 326 303	53 825
Banque Populaire De Rabat **	4 154 133	2 337 206	3 635 240	38 019
Société Tunisienne de Banque**	4 076 100	2 863 947	3 206 959	65 586
Attijari Bank**	3 575 693	2 235 072	2 888 070	66 526

Amen Bank**	3 220 091	2 047 153	2 446 733	52 795
North Africa Bank**	3 194 188	269 471	2 662 917	29 616
Société Générale ALGERIE*	3 181 914	2 177 224	2 550 595	69 385
Arab Tunisian Bank**	2 779 768	1 921 624	2 215 972	3 362
Fonds d'Equipement Communal**	2 455 149	2 418 125	868 604	30 414
Banque de Tunisie**	2 285 161	1 613 107	1 478 181	51 103
BNP Paribas EL DJAZAIR**	2 268 085	1 370 021	1 807 392	40 669
Union Internationale des Banques**	2 261 858	1 964 918	1 803 034	41 536
Banque Al Baraka D'Algérie**	2 195 108	1 284 439	1 439 437	53 149
Gulf Bank Algeria**	2 157 343	1 289 569	1 548 836	50 505
First Gulf Libyan Bank [1]	1 580 347	5 008	1 265 188	19 205
Banque Zitouna**	1 405 732	1 120 791	1 220 029	9 596
Societe Maghrebail SA**	1 357 430	1 321 432	695 920	11 114
Natixis ALGERIE*	1 354 345	691 259	1 011 396	25 936
Aman Bank for Commerce and Investment*	1 348 779	615	868 203	29 504
Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie**	1 276 585	918 513	959 903	20 581
Banque Populaire d'El Jadida-Safi [2]	1 152 935	784 858	1 031 572	11 463
Al Salam Bank**	1 099 525	802 139	734 952	33 631
Libyan Islamic Bank**	1 081 261	4 416	887 469	0
CDG Capital**	1 073 948	40 096	502 418	7 528
Housing Bank For Trade And Finance-Algeria*	812 384	394 743	596 542	46 881
Al Waha Bank **	750 751	64 571	561 533	3 397
Citibank-Maghreb SA *	718 807	126 418	618 958	16 143
Trust Bank Algérie*	679 684	534 854	425 758	14 837
Arab Banking Corporation*	633 235	409 467	352 339	15 490
United Bank For Commerce & Investment*	625 716	0	512 856	20 069
Banque Tunisio Koweitienne**	619 060	474 676	422 007	-9 261
BMCE Bank International*	613 795	285 937	472 274	3 742
Qatar National Bank*	564 452	394 123	434 973	-160

## Chapitre 3

### Etat des lieux du secteur bancaire

Salafin**	507 689	451 495	103 881	13 591
Nuran Bank**	488 151	14 132	357 442	3 751
Banque de Tunisie et des des Emirats**	423 125	266 370	306 822	3 033
Banque Nationale de Mauritanie**	418 519	275 156	224 727	1 058
Banque Mauritanienne pour le Commerce International**	382 926	236 600	292 429	2 313
Tunisian Saudi Bank**	331 114	226 946	244 761	-1 015
Banque Tuniso-Libyenne**	308 901	130 876	264 887	-6 923
Banque Populaire Mauritanie**	277 269	189 562	210 489	4 710
Assaray Bank Trade & Investment Bank [3]	209 285	6 328	170 494	2 074
Attijari Bank Mauritanie [4]	199 322	120 326	156 483	5 407
Crédit Agricole-CIB Algérie*	196 226	86 908	96 261	3 632
Banque Mauritanienne de l'Investissement**	161 295	113 370	117 978	2 323
Banque El Amana**	152 442	122 595	87 806	1 174
Générale De Banque De Mauritanie Pour L'investissement Et le Commerce**	145 468	101 800	52 014	977
Banque pour le Commerce et l'Industrie**	145 311	90 863	110 048	1 206
Banque Al Wava Mauritanienne Islamique*	135 373	56 666	88 509	2 968
Banque des financements islamiques**	78 742	42 612	52 624	-899
Chingutty Bank*	43 045	24 852	23 326	359
International Bank of Mauritania	35 775	20 635	18 762	262
Banque Islamique de Mauritanie**	34 194	15 075	23 625	-3 224
<b>Moyenne</b>	<b>5 504 404</b>	<b>2 760 797</b>	<b>4 154 486</b>	<b>59 387</b>
<b>Total</b>	<b>401 821 489</b>	<b>204 298 945</b>	<b>307 431 954</b>	<b>4 394 634</b>

Source : Les auteurs à partir de la base de données Orbis

\* L'année en question est 2018, \*\* L'année en question est 2019

[1] L'année en question est 2017

[2] L'année en question est 2014

[3] L'année en question est 2015

[4] L'année en question est 2016

# Partie 2

## Analyses prospectives

---



# **La RSE et le développement durable dans les pays de l'UMA**



## **État des lieux et perspectives**

## I.1 Introduction

Pendant plus de trois décennies, les chercheurs ont montré un grand intérêt pour le développement durable (DD) et la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Le mouvement du DD et de la RSE a connu une croissance rapide ces dernières années. Leur émergence dans le monde des affaires a généré plusieurs notions comme les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), la performance sociale et l'investissement socialement responsable (ISR), pour n'en nommer que quelques-uns. La mondialisation, la préoccupation croissante pour la dégradation de l'environnement et les fortes inégalités sociales ont mis le DD parmi les grandes priorités mondiales. En effet, le DD est un type de développement qui répond aux besoins économiques, sociaux et environnementaux sans compromettre les besoins des générations futures (WCED, 1987). Selon Hopwood et al. (2005), le modèle habituel de développement durable repose sur trois piliers, liés à l'environnement, à la société et à l'économie. Les buts explicites ou implicites de ce développement durable sont, ainsi, multidimensionnels, soulevant la question de savoir comment équilibrer les objectifs et comment juger du succès ou de l'échec.

Les intérêts croissants des parties prenantes ont poussé l'intégration des pratiques de DD au sein des entreprises (Jamali et al., 2009 ; Waddock et al., 2002). En fait, plusieurs chercheurs ont largement étudié les différents paradigmes de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) et les différents

rôles que cette dernière a joué au fil du temps (Carroll, 2008 ; Visser, 2012). Le concept de la RSE tire son origine des caractéristiques institutionnelles des économies occidentales développées, comme les États-Unis et les pays d'Europe occidentale. La plupart des recherches empiriques et théoriques sur ce sujet proviennent de ces pays (Visser, 2008) et s'appliquent non seulement aux entreprises mais aussi aux organisations non gouvernementales (ONG) et à d'autres agences, dont les Nations Unies et la Banque mondiale (Graham et Woods, 2006). Relativement peu de recherches ont porté sur les efforts de RSE dans les pays émergents et en développement, qui restent largement inexplorés (Muthuri et Gilbert, 2011). Bien qu'il existe un intérêt croissant pour saisir ce phénomène, les études existantes se concentrent principalement sur la façon dont les filiales des sociétés multinationales déploient les pratiques RSE (Ite, 2004 ; Jamali, 2010) et la majeure partie de la littérature actuelle néglige la façon dont les entreprises locales s'engagent dans ces pratiques responsables.

Les caractéristiques spécifiques des pays en développement doivent être prises en compte pour comprendre le comportement des entreprises en matière de RSE (Reed, 2002). Deux caractéristiques s'avèrent essentielles pour comprendre comment le contexte influence le développement de la RSE dans ces pays : le rôle de l'État (Fox, 2004) et le rôle des multinationales (Jamali, 2010). La littérature suggère que différents pays ont des contextes économiques, politiques, sociaux et culturels différents, où les entreprises

opèrent et sont en relation avec leurs parties prenantes (Lindgreen et al., 2009 ; Visser, 2008). Les pays en développement présentent généralement une incertitude généralisée et des changements brusques des règles et des contrats (Peng, 2003). Les problèmes sociaux, tels que la pauvreté, l'exclusion sociale et l'analphabétisme, sont courants dans ces contextes et aggravés par l'instabilité économique et politique. En conséquence, le rôle et la présence de l'État dans ces pays jouent un rôle important dans l'implémentation des principes RSE.

Peu de recherches liées à la RSE ont été menées dans les pays émergents. Wahba (2008) a mené une étude de réaction dans le contexte égyptien pour analyser l'influence de l'engagement des entreprises dans une politique de responsabilité environnementale sur leur valeur de marché. Les résultats montrent que le marché financier égyptien récompense les entreprises qui adoptent une stratégie respectueuse de l'environnement. En Tunisie, Zramdini et Fedhila (2003) ont montré que les informations sociétales sont perçues comme utiles pour les décisions d'octroi de crédit, notamment lorsqu'elles sont présentées sous une forme quantitative et publiées par un organisme indépendant. En outre, Khemakhem et Turki (2007) ont conclu que les informations environnementales affectent les décisions d'investissement dans le contexte tunisien dans la mesure où, l'entreprise la moins performante, du point de vue de l'environnement, a perdu 13% des fonds investis alors que la plus performante a connu une

augmentation des fonds investis de 22%. Dans un papier récent, Kalai et Sbais (2019) ont montré qu'il existe une relation positive entre la divulgation de la RSE et la performance financière des 40 entreprises tunisiennes cotées en bourse.

Un intérêt significatif a été exprimé ces dernières années en faveur des rapports RSE publiés par les entreprises des pays émergents (Sumiani et al., 2007). Kumar et al. (2018) soulignent l'importance d'évaluer les pratiques du reporting non financier dans le contexte des économies émergentes. En conséquence, nous pensons qu'il est intéressant d'explorer les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans le contexte de ces pays émergents.

Dans cette recherche, nous avons choisi d'explorer les critères ESG et d'étudier la RSE et le DD dans les pays de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) en mettant l'accent sur le secteur bancaire. Mener nos recherches dans le contexte des pays de l'UMA semble très utile dans la mesure où cela enrichira et complétera certainement non seulement la littérature relative à ce contexte mais aussi la littérature existante sur le DD, la RSE et la divulgation ESG dans les marchés émergents. Ainsi, mener nos recherches sur ces pays pourrait attirer l'attention sur la nécessité d'améliorer, de développer et de vulgariser la RSE et les critères ESG dans un contexte qui a connu, ces dernières années, plusieurs changements politiques, économiques et sociaux. Les recherches antérieures sur les pays émergents ont généralement abordé un critère des critères ESG, soit le critère

environnemental (Wahba, 2008 ; Khemakhem et Turki, 2007), soit le critère social (Zramdini et Fedhila, 2003) ou le critère de gouvernance d'entreprise (Chen et al., 2003).

Comme nous ne disposons pas d'informations précises sur le sujet, et que la littérature sur les pays de l'UMA est limitée, nous pensons qu'il est nécessaire de mener une analyse pour comprendre l'état de l'art de la RSE et des critères ESG avant de procéder à l'expérimentation.

La suite de cet article est organisée comme suit. La deuxième section est consacrée à la revue de la littérature où nous nous concentrons sur la définition de la RSE et son application au secteur bancaire. La section 3 présente l'engagement des pays de l'UMA dans les activités de RSE et de développement durable. Enfin, nous concluons.

## **I.2 Revue de la littérature**

### **I.2.1. La Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE)**

La RSE est un concept dynamique, pour lequel de nombreuses définitions ont été proposées depuis le début du siècle dernier. Avant les années 1960, la responsabilité sociale d'une entreprise consistait à garantir des bénéfices aux investisseurs et à créer des emplois pour la société. Les premiers travaux sur la RSE remontent aux années 1953 avec Bowen (1953). Selon lui, la RSE se réfère aux obligations des entreprises de poursuivre des politiques et des lignes d'actions ayant une valeur pour la société.

Le débat sur la RSE s'est étendu à l'échelle mondiale au cours des années 70 et 80 avec l'argument selon lequel les gouvernements devraient être responsables de la promotion du développement économique sans compromettre l'environnement. Certains événements internationaux ont corroboré cette tendance mondiale, notamment la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain, qui a réuni des représentants de 113 pays à Stockholm en 1972, et la première conférence mondiale sur les changements climatiques à Genève en 1979. Dans son modèle des quatre catégories de la responsabilité sociale de l'entreprise, Carroll (1979) soutient que « *les entreprises ont non seulement des obligations économiques et juridiques, mais aussi des responsabilités éthiques et philanthropiques* ». En effet, la RSE repose sur l'idée que les entreprises devraient remplir des fonctions au-delà de leur intérêt économique direct. Des années plus tard, Elkington (1994) a développé un cadre comptable nommé Triple Bottom Line (TBL). Selon la proposition d'Elkington, ce cadre définit trois dimensions de la performance organisationnelle : économique, environnementale et sociale. Ceux-ci sont souvent appelés dans la littérature le triple P, qui correspondent à *People*, *Planet* et *Profits* (Elkington 1997). Le TBL suggère que l'entreprise doit atteindre des normes de haute performance dans toutes les dimensions pour être considérée comme socialement responsable. En outre, la RSE a été défini par le World Business Council for Sustainable Development (WBCSD,

2000)<sup>14</sup> comme « *l'engagement continu des entreprises à agir correctement sur le plan de l'éthique et de contribuer au développement économique, tout en améliorant la qualité de vie de ses employés et de leurs familles, de la collectivité locale et de l'ensemble de la société* ». Le concept de la RSE implique alors l'engagement des entreprises dans un contrat social qui permet aux actionnaires de réaliser des bénéfices tout en contribuant au bien-être des parties prenantes et de la société dans son ensemble (Szwajkowski, 1986 ; Davis et al., 1979).

De manière générale, la RSE est considérée comme une obligation pour l'entreprise de protéger et d'améliorer le bien-être social (Staples 2004), à travers diverses actions commerciales et sociales (Sen et Bhattacharya 2001), garantissant des avantages équitables et durables aux différentes parties prenantes.

Il est devenu évident que le concept de la RSE s'est construit à partir des pressions des parties prenantes et des milieux universitaires sur les gouvernements et les entreprises pour qu'ils assument de plus grandes responsabilités sociale et environnementale. En effet, des études menées sur la relation entre la RSE et la performance financière montrent que les pratiques de responsabilité sociale des entreprises peuvent affecter positivement la performance financière (Jadiyappa et al., 2019 ; Adegbite et al. 2019 ; Orlitzky et al. 2017). En outre, Donaldson et Preston (1995) décrivent la

RSE comme une source de profits et d'avantages compétitifs. L'intégration de la RSE dans la stratégie de l'entreprise apparaît ainsi comme un moyen d'améliorer l'image et la compétitivité de l'entreprise (McWilliams, et al. 2006). Ces résultats suggèrent que l'amélioration de la performance est l'une des motivations qui poussent les entreprises à s'inscrire dans les activités de RSE. Les recherches sur la RSE ont montré que de plus en plus d'entreprises dans les pays développés considèrent la RSE comme une priorité et même une source d'avantage concurrentiel durable (Lichtenstein et al. 2004 ; Matten and Moon, 2008). Cependant, malgré l'attention considérable qui est accordée aux pratiques RSE dans les pays développés, les perceptions et les pratiques en matière de RSE dans les pays émergents restent encore limitées.

### **I.2.2. La RSE dans les pays émergents**

Malgré le long débat sur la définition de la RSE (Carroll, 1991 ; Garriga et Melé 2004), le comportement socialement responsable des entreprises « *peut signifier différentes choses dans des endroits différents pour différentes personnes et à différents moments* » (Camp-bell 2007). Une telle variation se résume en grande partie aux caractéristiques propres de chaque pays et aux divergences culturelles sur le processus de diffusion de la RSE. Matten et Moon (2008) identifient deux styles dominants de la RSE : l'approche explicite et implicite. La première fait référence aux politiques d'entreprise qui

---

<sup>14</sup> Conseil mondial des entreprises pour le développement durable

assument leur responsabilité sociétale, et la deuxième met l'accent sur le rôle des entreprises au sein des institutions formelles et informelles pour satisfaire les intérêts et les préoccupations de la société. Les auteurs observent une tendance croissante à la RSE explicite dans les économies en développement et émergentes, caractérisée par de plus grands programmes sociaux discrétionnaires, des stratégies sociales et des partenariats public-privé, qu'ils justifient par la pression isomorphique des réseaux commerciaux mondiaux, l'interconnexion des États-nations dans les organisations internationales et les organisations non gouvernementales. De même, Jamali et al. (2009) soulignent une montée de la vision moderne de la RSE dans le contexte du Moyen-Orient, qui se caractérise par une sensibilisation accrue à la responsabilité sociale des entreprises. Leurs études empiriques confirment l'observation de Matten et Moon (2008) selon laquelle la RSE est en train de se propager des pays développés aux pays émergents et en développements. Une littérature de plus en plus importante souligne la contribution de la RSE au développement des économies émergentes (Doh et al., 2017 ; Khan, 2013).

En adoptant une approche comparative, Baskin (2006) analyse les performances en matière de responsabilité d'entreprise entre les pays de l'OCDE à revenu élevé et 21 économies émergentes. Contrairement aux attentes communes, il trouve une grande similitude entre les pays de l'OCDE et les économies émergentes, et la similitude est particulièrement marquée chez les

principales grandes entreprises. D'une part, les gouvernements de certains pays émergents considèrent la responsabilité des entreprises comme faisant partie d'une stratégie nationale visant à attirer les investissements étrangers ; d'autre part, les grandes entreprises qui visent les marchés mondiaux ne peuvent se permettre d'ignorer les préoccupations sociales et environnementales croissantes des investisseurs internationaux. Ces preuves de recherche confirment que la pression externe de la mondialisation et l'impulsion interne des politiques publiques, la discrétion du secteur privé et le développement de la société civile sont les principaux facteurs qui ont renforcé la convergence de la RSE entre les pays. Ainsi, la RSE est devenue de plus en plus importante pour les entreprises des pays émergents.

### **I.2.3. La RSE dans le secteur bancaire**

L'engagement du secteur bancaire dans des pratiques non socialement responsables a provoqué une perte de confiance des clients (Hurley et al., 2014). La manipulation des intérêts, les prêts hypothécaires à risque et d'autres produits bancaires toxiques ont nui à la réputation des banques. Ceci montre la nécessité d'introduire de nouveaux outils de gestion pour restaurer la crédibilité et la confiance dans le secteur bancaire.

Même si la RSE est considérée comme un enjeu important pour la plupart des entreprises, le secteur bancaire semble être le plus sensible à son impact, puisqu'il est soumis à des acteurs plus complexes et diversifiés que la majorité des autres secteurs de l'économie. De

plus, en utilisant les ressources de la société (c.-à-d. les dépôts) et en les offrant à la société (c.-à-d. les prêts), les banques sont beaucoup plus impliquées dans leur communauté que toute autre industrie.

Carroll (1991) conceptualise le rôle social des banques dans un modèle à quatre dimensions plus spécifique que le modèle général à cinq dimensions de Wu et Wang (2014):

- la responsabilité économique qui consiste à accroître la richesse de leurs clients et actionnaires ainsi qu'à améliorer la situation économique de la société dans laquelle elles opèrent,
- la responsabilité juridique qui doit être strictement conforme aux réglementations nationales et aux accords internationaux,
- la responsabilité éthique qui est le comportement attendu de la banque envers ses parties prenantes et qui est désignée par Kant (1948) comme une obligation ou un devoir social,
- la responsabilité philanthropie qui est les actes altruistes imposés par la loi et considérés comme une extension éthique du rôle social des entreprises.

Ces dernières années, il est de plus en plus reconnu que les banques doivent fournir des informations sur les aspects sociaux, environnementaux et économiques de leurs opérations. En effet, une banque peut mettre en œuvre la RSE dans ses activités quotidiennes via plusieurs canaux. Selon Yeung (2011), les principales activités qui rendent une banque socialement responsable sont les

investissements et les prêts responsables, la gestion d'actifs et la gestion des risques. Étant donné que les banques sont très liées à leur société, elles doivent également développer une éthique commerciale solide, comprendre les produits financiers complexes, protéger les droits de leurs clients et mettre en place des canaux pour répondre leurs plaintes. Enfin, la lutte contre le blanchiment d'argent et la corruption est cruciale pour cette industrie (Al-bdour et al., 2010 ; Lentner et al., 2015).

Les banques n'ont jamais été perçues comme particulièrement nuisibles ou dangereuses pour l'environnement. Avant les crises, les banques n'étaient pas très impliquées dans la RSE et dans sa divulgation (Novokmet et Rogošić 2016). Cependant, compte tenu à la fois des fonctions exercées par les banques et de la taille du secteur, on peut supposer qu'elles ont un impact significatif sur la société et jouent un rôle important dans le développement économique (Levine 2005 ; Djalilov et Piesse 2011). Les banques ont une manière unique d'avoir un impact sur la société, c'est-à-dire qu'elles peuvent être engagées dans des activités de RSE et qu'elles peuvent affecter d'autres entreprises en finançant les projets de ces dernières avec des problèmes sociaux, éthiques et environnementaux (Scholtens 2006). Par conséquent, les banques peuvent influencer directement et indirectement le développement durable.

### **I.2.3.1. Le secteur bancaire et la responsabilité environnementale**

Le secteur bancaire est étroitement lié à l'environnement. D'une part, les risques environnementaux peuvent entraîner des pertes économiques et de réputation. D'autre part, les banques peuvent aussi influencer l'environnement directement et indirectement. La responsabilité directe concerne la maîtrise des problèmes et des risques que la banque elle-même inflige à l'environnement (tels que la consommation d'énergie pour l'éclairage, chauffage, l'utilisation de l'eau et du papier, etc.). La responsabilité indirecte peut être assumée en participant au financement des projets environnementaux. Comparés aux impacts environnementaux directs, les impacts indirects semblent plus significatifs et méritent donc une plus grande attention (Bal et Faure, 2013). En effet, même si les banques peuvent être considérées comme non concernées par les problèmes environnementaux, puisqu'elles ne sont pas les principaux polluants de l'environnement, elles peuvent participer à sa dégradation au travers de leurs pratiques de financement (Cowton et Thompson, 2000).

Compte tenu de la corrélation entre le secteur bancaire et l'environnement, l'intégration des principes environnementaux dans les politiques bancaires devient très importante. En fait, l'émergence de la RSE a mis l'accent sur le rôle des banques dans le financement vert et en conséquence

l'émergence de la banque verte. Le concept de la banque verte a pris une grande importance depuis 2008 (Market, 2016) ce qui a conduit à la création de banques vertes dans divers pays (comme l'Australie, le Japon, la Malaisie, le Royaume-Uni, les États-Unis, etc.), visant à développer le financement vert en tant que mesure importante qui pourrait faciliter la réalisation de l'agenda vert à tous les niveaux de la société (Falcone et Sica, 2019). Par exemple, plus de 30 milliards de dollars ont été investis dans l'énergie propre comme moyen de promouvoir les services bancaires verts (Green Network Bank)<sup>15</sup>. En effet, une banque axée sur la valeur et qui répond aux besoins des clients, en garantissant la sécurité de leurs dépôts, de leurs investissements et de l'environnement, est considérée comme une banque verte (Muhamat et Nizam, 2010 ; Weber et Remer, 2011). Ainsi, l'adoption d'une approche bancaire verte est considérée comme vitale pour la réduction des risques (Dharwal et Agarwal, 2013).

Le principal objectif des banques vertes est de développer des technologies vertes, commercialement réalisables, à faible risque, et pourraient être utilisées comme plaque tournante pour générer des avantages pour les investisseurs (Kennan, 2014). Par conséquent, contrairement à l'approche bancaire conventionnelle, une banque verte est une banque qui adopte des techniques opérationnelles bénéfiques pour l'environnement (Lalon, 2015). L'adoption de valeurs vertes pourrait être bénéfique pour les banques et les parties prenantes, car une telle approche

<sup>15</sup> <http://greenbanknetwork.org/gbn-impact/>

améliore l'efficacité opérationnelle, minimise la fraude et les coûts bancaires (Biswas, 2011). En outre, l'investissement vert est considéré comme un outil essentiel pour renforcer les relations à long terme entre les entreprises et les banques (Falcone, 2018). Pour atteindre l'objectif environnemental mondial, les institutions financières, telles que les banques, doivent faire preuve d'un plus grand engagement en faveur des investissements verts (Liao, 2018). L'élaboration et la mise en œuvre de politiques qui soutiennent le crédit vert et l'octroi de subventions pour la production d'énergie renouvelable pourraient être considérées comme une étape importante que les banques pourraient utiliser pour améliorer le financement vert (Yuan et Gallagher, 2018) En outre, l'octroi de crédits verts pour des projets de lutte contre la pollution de l'environnement est considéré comme très important pour le développement du financement vert et de l'économie (He et al., 2019). Dans ce sens, les investisseurs actuels considèrent non seulement la sécurité de leur dépôt ou de leur investissement comme une raison de se fier à une banque, mais également la perspective que leur dépôt ou leur investissement soit utilisé pour améliorer les conditions environnementales et de vie de la société (Muhamat et Nizam, 2010)

En effet, l'adoption d'une approche verte de la banque comme moyen d'améliorer la durabilité est considérée comme une mesure adéquate pour construire une image positive des banques (Falcone, 2018). Les responsabilités environnementales devraient être

intégrées dans les stratégies des banques, ce qui revient à mettre en place un système pour optimiser l'allocation des ressources conformément aux pratiques internationales. Les banques doivent formuler des plans de conservation des ressources et de protection de l'environnement, créer une division spéciale pour gérer la politique environnementale, former les employés à la protection de l'environnement et participer activement aux campagnes publiques en faveur de l'environnement. Elles visent à aider et à protéger la planète en construisant une approche globale, en encourageant le financement d'une consommation respectueuse de l'environnement à travers des usages « verts » des produits et services, qui sont moins dommageables pour la santé humaine et l'environnement.

#### **1.2.3.2. Le secteur bancaire et la responsabilité sociétale**

Parallèlement à l'introduction des aspects environnementaux, le secteur bancaire a également commencé à « humaniser » les produits et services financiers existants (Rakic et al., 2014). En fait, depuis la crise hypothécaire et le resserrement du crédit qui a suivi, les banques sont soumises à une pression croissante de la part des institutions réglementaires pour avoir une vision à plus long terme des intérêts de leurs parties prenantes et de leurs obligations envers la société (Jizi et al., 2014). La crise financière a également accru le besoin de confiance, ainsi que la transparence et la responsabilité (Lentner et al., 2015).

À l'ère actuelle, le concept bancaire a changé. Maintenant, les banques se concentrent sur le rôle socio-économique (Chang, 2003 ; Ortmann et King, 2007). La philosophie de la banque sociale est apparue en 1967. L'objectif de la banque sociale n'est pas de maximiser les profits mais de renforcer un impact positif sur la société (Banks et Hulme, 2012 ; Bayulgen, 2008). Selon la Fédération européenne des banques éthiques et alternatives (FEBEA), cinq facteurs clés séparent les banques traditionnelles de celles qui intègrent la protection sociale dans leurs activités. Le premier facteur est la politique commerciale de la banque qui définit son rôle dans la société. Si une banque décide de s'engager dans des activités sociales, elle doit allouer des ressources supplémentaires aux projets et investissements socialement responsables. Le deuxième facteur est l'origine de l'argent. En effet, les banques ne devraient pas accepter l'argent provenant des activités préjudiciables à la société et à l'environnement, telles que toutes les formes d'activités criminelles (Radovic et al., 2013), les organisations qui ne respectent pas les droits des travailleurs et ont une attitude contraire à l'éthique envers les individus et la société dans son ensemble. Selon le troisième facteur, destination de l'argent, les banques devraient investir dans des activités qui favorisent l'emploi, la durabilité, la protection de l'environnement, l'inclusion sociale des groupes vulnérables, etc. Quatrièmement, les banques ont développé des systèmes non seulement pour l'évaluation des activités commerciales quantitatives, mais aussi qualitatives. Des critères et des valeurs

pour l'utilisation de l'argent doivent être créés en tenant compte des principes sociaux et environnementaux. Le concept de gestion socialement responsable est le cinquième facteur, qui fait référence à la manière dont la direction de la banque formule et met en œuvre des stratégies et politiques commerciales efficaces. La transparence doit être une valeur fondamentale de la banque, ce qui n'est pas toujours le cas avec les banques traditionnelles.

En outre, l'une des priorités clés de la gestion de la banque est la protection des clients. La protection des clients peut être développée grâce à la protection de la vie privée et des données personnelles, à l'amélioration du service client et de la qualité des produits, à la résolution rapide des plaintes potentielles des clients et à la protection des clients contre la publicité trompeuse. S'engager dans la protection des clients peut aider à bâtir l'image de marque d'une banque, à attirer et à fidéliser davantage de clients. Cet engagement peut également maintenir un marché équitable et fournir des informations précises aux clients (Kapoor et Sandhu, 2010 ; Boubaker et Nguyen, 2012).

Roy et Sapre (2016) soulignent que plusieurs études ont montré que l'accès aux instruments financiers, tels que les services bancaires et les options d'investissement, le crédit, conduit à une meilleure qualité de vie, en particulier pour les pauvres et les défavorisés. Toutefois, une nette différence doit être faite entre les pays développés et les pays en développement et émergents. Le principal objectif de la finance sociale et des services bancaires dans les pays en

développement est d'aider la population à sortir de la pauvreté, tandis que l'objectif des banques sociales des pays développés est plus subtil qui consiste à aider leur population à atteindre un niveau de développement social plus élevé. C'est pourquoi que les produits et Les fondements normatifs et philosophiques de l'économie islamique donnent naissance à l'économie sociale. En effet, l'économie islamique est considérée comme un système visant à mener des activités économiques et financières dans le cadre des paramètres de justice socio-économique (Chapra, 1979 ; Siddiqi, 1980). Par conséquent, la RSE n'est pas étrangère aux banques islamiques, qui fonctionnent sur la base de la loi islamique.

La préoccupation concernant la RSE est importante pour les banques islamiques. Dusuki (2005) souligne que les banques islamiques devraient adopter des politiques de RSE dans leurs opérations et leurs prises de décision. Dans les institutions financières islamiques, la responsabilité sociale est interprétée comme représentative de l'éthique et de la philanthropie (Sairally, 2013). En fait, les banques islamiques sont guidées par la Charia, qui est basée sur le principe de la justice sociale (Dusuki, 2006). En outre, la RSE dans les banques islamiques est basée sur les principes de la charia (Jamali et al, 2007 ; Aribi et Arun, 2015). Elle met l'accent sur les valeurs éthiques (tels que l'interdiction de l'usure et du gharar) et sur la responsabilité sociale (tels que Zakat, qard al hasan, sadaqa, etc.) (Dusuki, 2011). L'engagement de fournir des prêts (ou qard al hasan), par

services qui sont offerts dans ces deux groupes de pays sont légèrement différents.

### **1.2.3.3. La RSE et les banques islamiques**

exemple, fait partie des activités de RSE dans les opérations des banques islamiques. En effet, L'emprunteur qard al hasan n'est tenu de rembourser que le principal du prêt sans paiement d'intérêts (Dusuki, 2011). Ainsi, la majorité des banques islamiques sont engagées dans les pratiques RSE (Haron et Wan Azmi, 2009) et elles sont socialement responsables (Farook, 2007, Khan, 2016). Ceci est conforme à Aliyu et al. (2017) qui suggèrent une complémentarité entre la durabilité et les banques islamiques en raison de la nature éthique de la finance islamique. Dans ce contexte, il est raisonnable de conclure que les valeurs et les normes islamiques des banques islamiques sont cohérentes en général avec la définition de la RSE.

Enfin, les pratiques de RSE dans les banques islamiques ne devraient pas seulement être basées sur une obligation religieuse (farḍ kifāyah), mais peuvent être considérées comme une méthode pour réduire la pauvreté et atteindre les véritables objectifs économiques et sociales de l'islam (Yusuf et Bahari, 2011). L'islam met l'accent sur la justice sociale, par conséquent, les banques islamiques devraient être plus socialement responsables que leurs homologues conventionnelles (Hassan et Harahap, 2010).

### I.3 Engagement des pays de l'UMA dans la RSE et les objectifs de développement durable<sup>16</sup>

#### I.3.1. Algérie

L'Algérie les lignes directrices spécifiques pour la responsabilité sociale des entreprises s'appuient sur la législation nationale tenant compte des aspects de la responsabilité sociale des entreprises dans un certain nombre de lois. On peut noter la loi sur la protection de l'environnement dans le cadre de la croissance durable, la loi de l'emploi, le droit des mesures de santé dans les entreprises et la loi sur la sécurité au travail. En effet, le gouvernement algérien reste le premier et le principal

contributeur aux programmes de développement durable. Cependant, les entreprises sont encore loin d'assumer leurs responsabilités dans ce domaine. Ainsi, le législateur a adopté des mesures pour réglementer et encourager les entreprises à contribuer au développement social et à assumer leur responsabilité sociale.

#### RSE et secteur bancaire algérien

Le secteur bancaire algérien joue un rôle important dans l'économie nationale. En effet, quelques banques algériennes ont commencé à appliquer la RSE. Le tableau ci-dessous présente les pratiques responsables de quelques banques algériennes :

**Tableau I.1 - Responsabilité sociétale des banques Algériennes**

<b>Banque Nationale d'Algérie</b>	<b><u>Responsabilité sociale</u></b>
	<p>Evènements</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La Banque Nationale d'Algérie a participé à la cérémonie de remise des diplômes aux lauréats de la Formation Professionnelle au niveau national pour l'année 2015-2016, au Colloque national sur le diagnostic de la réalité de l'étudiant universitaire, journées de lutte contre le fléau de la drogue et beaucoup d'autres évènements.</li> </ul> <p>Ressources humaines</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Centre de Gestion des Œuvres Sociales (C.G.O.S) propose aux employés de la Banque diverses prestations en termes de loisirs, de sport et d'assistance médicale. Le C.G.O.S a signé plusieurs conventions avec différents organismes médicaux au profit des travailleurs et des ayants droits.</li> </ul>

<sup>16</sup> Objectifs de développement durable (ODD) : voir annexe

**Crédit  
Populaire  
d'Algérie**

#### Responsabilité sociale

##### Sponsoring et évènements

- Colloque Internationale sur la finance islamique, organisé par le centre des études et de veille informationnel en technologie de l'information et de la communication (cevetic), le 07 et 08 Janvier 2019, au centre international des conférences, Club des pins, Alger.
- Une Journée d'étude sur « l'analyse de la loi de finance 2019 et ses implications sur l'entreprise et l'investissement », organisée par le forum des chefs d'entreprises (FCE), à l'Hôtel « Renaissance », Tlemcen.
- Le 1er Symposium International de Chimie des Polymères et Applications (SICPA), organisé par la Faculté de Chimie de l'USTHB et le Laboratoire de Synthèse Macromoléculaire et Thio-Organique Macromoléculaire, du 23 au 25 Février à Taghit (Bechar).
- Le 3ème Congrès International du collège national des Gynécologues obstétriciens Algériens (CNGOAL) qui s'est déroulé les 01 et 02 mars 2019 à l'hôtel militaire de Blida.
- Le 35ème Séminaire International de formation en Nutrition et en Médecine Orthomoléculaire, organisé par la Société Algérienne de Nutrition et de Médecine Ortho-moléculaire à l'institut National de la Santé Publique (INSP), El-biar, Alger.
- Une Journée médico chirurgicale, organisée par l'association de formation continue de l'EPH, du 06 au 11 Avril 2019 à Ouled Djellal, Biskra.
- La Conférence internationale sur les nouveaux média, organisé par l'équipe « Social Media Camp » en collaboration avec l'université de Batna 2, les 11, 12,13 Avril 2019 à Dar El Mouhami à Batna.

#### Responsabilité sociale

Al Baraka Algérie a participé au programme de développement durable et de responsabilité sociale d'Al Baraka avec des efforts dans le programme philanthropique et le programme d'opportunités économiques et d'investissements sociaux. La participation au programme philanthropique comprenait le financement de diverses

**Banque Al  
Baraka  
d'Algerie**

activités et initiatives pour un total de 1 743 000 \$ US en faveur de l'éducation, en particulier des œuvres savantes et littéraires, et des projets de développement communautaire à travers des projets de financement qui soutiennent le logement abordable et les soins de santé.

Source : Rapports annuels et sites des banques

### Conventions OIT

Plusieurs réformes ont été engagées en faveur de la RSE. Par rapport aux pays du Maghreb, en 2016, l'Algérie était au troisième rang en termes d'organisation internationale du travail (Conventions de l'OIT ratifiées et en vigueur).

**Tableau I.2** - Ratifications des conventions de l'OIT - Algérie

Ratifications des conventions de l'OIT	60 Conventions
Conventions fondamentales	8 sur 8
Conventions de gouvernance (priorité)	3 sur 4
Conventions techniques	49 sur 178
<b>46 conventions sont en vigueur</b>	

Source : International Labour Organization

### Inclusion financière

De l'autre côté, le gouvernement et la Banque d'Algérie ont identifié l'inclusion financière comme une priorité absolue pour le secteur bancaire. Cette stratégie encourage la collecte de dinars ainsi que de devises étrangères. À cette fin, en juin 2018, la Banque d'Algérie a offert deux mesures d'incitation : (1) une levée des restrictions sur l'ouverture des comptes en devises et (2) une levée de l'obligation de justifier l'origine des réserves de

change que les particuliers souhaitent mettre dans ces comptes bancaires.

### Objectifs du Développement Durable

Le Schéma national d'aménagement du territoire 2030 (SNAT, 2010) a tenté d'élaborer une politique nationale de développement durable basée sur l'ouverture économique, l'équilibre régional, la durabilité environnementale et la gouvernance démocratique. Selon l'indice 2019 des Objectifs de Développement Durable (ODD) pour l'Afrique, l'Algérie arrive en deuxième position après la Tunisie, avec un score de 65,77. Cela signifie que l'Algérie est à environ 65,77% du chemin pour atteindre les ODD, selon les mesures utilisées dans cet indice.

## Chapitre 4

### La RSE et le DD dans les pays de l'UMA – état des lieux et perspectives

**Figure I.1** - Score mondial moyen et global 2019 des ODD<sup>17</sup> pour l'Algérie



Source : Datastream

### I.3.2. Libye

Le niveau de responsabilité sociale des entreprises s'est amélioré en Libye depuis les années 2000 en raison des pressions exercées par les parties prenantes (Pratten et Mashat 2009, Bayoud et al., 2012). Cependant les informations sur la RSE restent limitées (Elmogla et al., 2009 ; Hawashe, 2014).

La Libye a un système économique, politique et social unique et particulier. Ce pays a été témoin de changements dans son régime gouvernemental. Par conséquent, l'environnement des affaires est devenu plus difficile et l'État et son environnement institutionnel sont devenus plus faibles. Malgré la situation du pays, plusieurs réformes ont été engagées en faveur de la RSE. En 2016, la Libye a signé 29 conventions de l'OIT dont 27 sont en vigueur.

### Conventions OIT

**Tableau I.3** - Ratifications des conventions de l'OIT - Libye

Ratifications des conventions de l'OIT	des 29 Conventions
Conventions fondamentales	8 sur 8
Conventions de gouvernance (priorité)	2 sur 4
Conventions techniques	19 sur 178
<b>27 conventions sont en vigueur</b>	

Source : International Labour Organization

### Objectifs de Développement Durable

La Libye a été exclue du classement des ODD des pays africains en raison de la non-disponibilité des données.

**Figure I.2** - Score mondial moyen et global 2019 des ODD<sup>17</sup> pour la Libye



Source: Datastream

<sup>17</sup> Voir annexe pour plus de détails

### I.3.3. Maroc

Depuis 2002, lors du sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg, le gouvernement marocain a commencé à adopter le concept de développement durable. En effet, le Maroc a adhéré au Pacte mondial de l'ONU en 2006 et a lancé en 2005 l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH). Depuis 2006, la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM) a adopté une charte RSE qui tient compte des normes internationales de conduite responsable des entreprises (tels que le respect de droits de l'homme, la protection de l'environnement, le renforcement de la transparence de la gouvernance, le respect des intérêts des parties prenantes, etc.). En 2016, le ministère de l'Emploi et des Affaires sociales a lancé un prix annuel de l'égalité des sexes pour récompenser les entreprises marocaines qui promeuvent les femmes sur le marché du travail. De plus, le Maroc a organisé en 2016 la 22e conférence des parties (COP 22)<sup>18</sup>.

Bien qu'aucune législation n'impose des niveaux spécifiques de RSE, les entreprises étrangères et certaines entreprises locales suivent des principes généralement acceptés, tels que les lignes directrices de l'OCDE pour les sociétés multinationales. Les ONG et la société civile marocaine active jouent également un rôle de plus en plus actif dans le suivi des performances des entreprises en matière de RSE.

#### RSE et secteur bancaire marocain

Le secteur bancaire marocain joue un rôle très important dans l'économie nationale. A l'initiative du GPBM (Groupement Professionnelle des Banques du Maroc), les banques marocaines ont répondu à cette démarche de développement durable à travers leurs engagements en matière de RSE, par l'intégration des aspects ESG, et à travers la publication de leurs activités responsables sur leurs sites internet. Le tableau ci-dessous présente les pratiques responsables de quelques banques marocaines:

**Tableau I.4 - Responsabilités sociétale et environnementale des banques marocaines**

<b>Attijariwafa Bank</b>	<p>Les engagements d'Attijariwafa bank en matière de responsabilité sociétale reposent sur un certain nombre de principes qui font référence aux textes internationaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.</li> <li>• Les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).</li> <li>• Les principes directeurs de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) à l'intention des entreprises multinationales.</li> <li>• Le Pacte Mondial des Nations Unies.</li> </ul>
--------------------------	--

<sup>18</sup>Conférence annuelle organisée par les Nations Unies et qui porte sur les changements climatiques.

- La norme ISO 26 000.
- Les initiatives internationales pour le secteur bancaire et financier.

Les principaux axes de la RSE du groupe Attijariwafa bank :

#### **Responsabilité sociétale**

Accompagner le développement d'une économie durable

- 1<sup>er</sup> groupe bancaire de la TPME au Marro, 171 500 clients bénéficiaires de services essentiels à petits prix au Maroc, 90% de taux satisfaction global des clients au Maroc, ISO 9001 pour deux activités au Maroc

Être exemplaire dans la conduite des affaires et dans les relations avec les parties prenantes

- Plus de 128 MRDS de MAD de crédits alloués aux TPME marocaines depuis 2014, Plus de 80 actions citoyennes menées par le Groupe et la Fondation Attijariwafa bank, 100% des collaborateurs sont signataires du code de bonne conduite du Groupe, 38% de femmes au sein de la banque au Maroc, 8 jours en moyenne pour le règlement des fournisseurs de la banque au Maroc

S'engager auprès des communautés et de la société civile

- 40 ans d'existence pour la Fondation Attijariwafa bank, plus de 1 600 collaborateurs bénévoles de la banque au Maroc mobilisés depuis 2016, plus de 320 000 bénéficiaires directs des actions de la Fondation Attijariwafa bank en 2019, plus de 50 initiatives soutenues par le Groupe en 2019.

#### **Responsabilité environnementale**

Respecter l'environnement et lutter contre le réchauffement climatique

- 7,5 MRDS de MAD d'engagements dans des projets d'énergies renouvelables, 22% de baisse de consommation de papier depuis 2017 pour la banque au Maroc, plus de 100 collaborateurs de la banque au Maroc formés aux risques sociaux et environnementaux liés aux prêts bancaires, 10.8 MRDS de MAD de financement alloués à des grands projets écologiques depuis 2011, banque accréditée par le Fonds vert pour le climat des Nations-Unies, 2 sites certifiés Haute Qualité Environnementale (HQE) au Maroc.

La BMCI a mis en place sa propre politique RSE en août 2012 et formalisé une CHARTE RSE. Cette démarche se structure autour de 4 grands piliers : responsabilité économique, sociale, civique et environnementale

### **Responsabilité sociétale**

La BMCI consolide ses trois engagements ambitieux et volontaristes que sont :

- Engagement 4 : promotion de la diversité et de l'inclusion
- Engagement 5 : « good place to work » et gestion responsable de l'emploi
- Engagement 6 : une entreprise apprenante offrant une gestion dynamique des carrières

La BMCI est un acteur de l'économie marocaine

- Une convention cadre a été signée le 24 janvier 2018 entre le ministère de l'Économie et des Finances et les banques du Royaume en vue de fixer les conditions et modalités de fonctionnement permettant aux banques de la place de financer les créances de TVA dues par l'État. BMCi Factoring a contribué à hauteur de +2,3 milliards de MAD de déblocages pour les secteurs public et privé

Ressources humaines

- 99% des effectifs en contrat permanent
- 52% de femmes salariées et 39% de femmes managers
- 100% des employés ont reçu une formation

Responsabilité civique

- La BMCI soutient la société civile du Maroc et apporte une dimension humaine dans ses relations. Elle veille à respecter les droits de l'Homme dans sa chaîne de valeur et la Fondation BMCI œuvre en faveur de la solidarité et de la culture. (57 agences mobilisées dans les actions d'éducation financière ; 56% des collaborateurs ayant effectué une formation sur les droits de l'homme ; 88000 élèves bénéficiaires de bibliothèques de caisses...).

### **Responsabilité environnementale**

La BMCI décline sa responsabilité environnementale en 3 engagements :

- Engagement 10 : l'accompagnement des clients dans la transition vers une économie bas carbone
- Engagement 11 : la diminution de l'empreinte environnementale liée au fonctionnement propre
- Engagement 12 : le développement de la connaissance et le partage des meilleures pratiques environnementales.

#### Offre de crédit « PackVert »

- La BMCI propose une offre bancaire aux conditions très avantageuses, dédiée au financement du matériel ou des travaux à caractère écologique (panneaux solaires, isolation thermique, irrigation, etc.).
- Certificat de dépôt climatiquement responsable : la BMCI a lancé un certificat de dépôt à taux révisable dont le rendement est associé à la performance de l'indice Ethical Europe Climate Care.
- Réduction de la consommation de papier de 33%, de l'eau de 57% et de consommation d'énergie de 25%.
- Réduction de l'intensité déchets de 86% et des émissions de gaz de 14%

#### Bank Of Africa (BMCE)

BANK OF AFRICA a été désignée par l'agence de notation extra financière Vigeo Eiris, « Top Performers RSE 2019 » au Maroc parmi 16 lauréats et 10 sociétés cotées pour leur performance générale sur l'intégration des aspects ESG - Environnement, Social et Gouvernance. BANK OF AFRICA est en tête du classement du secteur bancaire des marchés émergents dans le Classement Vigeo Eiris de l'année 2019. Elle obtient le meilleur score parmi les dix entreprises marocaines cotées les plus performantes en termes de démarche de Responsabilité Sociale et Environnementale distinguées par leur performance générale.

#### Responsabilité sociale

##### Ressources humaines

- En 2016 la part des Femmes dans l'effectif s'est établie à plus de 38% et 27,7% dans la population des Managers
- Formations : en 2016, près de 483 actions de formation, soit l'équivalent de 18 554 jours/hommes de formation ont été dispensées essentiellement sur les métiers bancaires. Ainsi, près de 3 500 collaborateurs, soit 66% de l'effectif, ont bénéficié d'au

moins une action de formation dispensée par BMCE Bank of Africa Academy, Programme Certifiant - Challenge RH<sup>®</sup> ESSEC, Programme MBONGWANA – LCB.

- Dialogue social : dans le cadre du dialogue social avec les représentants du personnel, un protocole d'accord portant sur l'élargissement des prestations du fonds de solidarité, à de nouvelles prestations, a été conclu. Ces nouvelles prestations revêtent un caractère purement social et s'inscrivent dans la ligne droite de la politique RSE.

### **Responsabilité environnementale**

- Lancement du programme MorSEFF II Morocco Sustainable Energy Financing Facility (€ 35 millions - en 2016)
- Émission pour la première fois au Maroc en 2016 de « Green Bonds », par Appel Public à l'Épargne, destinés au financement de projets verts visant l'efficacité de l'énergie et des ressources, ainsi que les énergies renouvelables.
- Intégration d'un Système de Management de l'Énergie certifié ISO 50 001 (depuis 2016).
- Réalisation du bilan carbone de BMCE Bank of Africa, depuis 2016, une première au niveau du secteur et le calcul de son émission de GES, représentant 0,064% du total des émissions du Maroc.

Source : Rapports annuels et sites des banques

### **Conventions OIT**

Par rapport aux pays du Maghreb, en 2016, le Maroc était au deuxième rang en termes d'organisation internationale du travail (Conventions de l'OIT ratifiées et en vigueur).

**Tableau I.5 - Ratifications des conventions de l'OIT - Maroc**

Ratifications des conventions de l'OIT	des 65 Conventions
Conventions fondamentales	7 sur 8
Conventions de gouvernance (priorité)	4 sur 4
Conventions techniques	54 sur 178
<b>46 conventions sont en vigueur</b>	

Source : International Labour Organization

## Chapitre 4

### La RSE et le DD dans les pays de l'UMA – état des lieux et perspectives

#### Inclusion financière

De l'autre côté, en avril 2019, Bank Al-Maghrib, en partenariat avec le ministère de l'Économie et des Finances, a adopté une stratégie nationale d'inclusion financière. Les principaux piliers de la stratégie sont : d'accélérer le développement de modèles de financement alternatifs (tels que le paiement mobile, la microfinance et l'assurance inclusive), d'encourager les banques traditionnelles à donner la priorité à l'inclusion financière, de développer des outils pour mieux comprendre les obstacles à l'accès au financement pour les personnes et les entreprises mal desservies, de promouvoir l'utilisation de produits financiers, et de mettre en place une structure de gouvernance appropriée. En février 2019, les autorités et la Banque mondiale ont convenu d'un programme de financement de 700 millions de dollars pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie et la transition vers une économie numérique. Sept groupes de travail thématiques interinstitutionnels ont été lancés en septembre 2019 pour mettre en œuvre divers éléments de la stratégie.

#### Objectifs de Développement Durable

Selon l'indice 2018 des ODD pour l'Afrique, le Maroc arrive en tête du classement, dans la première édition du rapport de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) fixés par les Nations Unies, avec un score de 66,1. Cela signifie que le Maroc est à environ 66,1% du chemin pour atteindre les ODD,

selon les mesures utilisées dans cet indice.

**Figure I.3** - Score mondial moyen et global 2019 des ODD<sup>19</sup> pour le Maroc



Source : Datastream

#### **I.3.4. Mauritanie**

La prise de conscience de la responsabilité sociale des entreprises en Mauritanie a augmenté, en particulier, avec l'entrée des entreprises étrangères sur le marché mauritanien. L'État a commencé par quelques initiatives. En effet, certaines industries gérées par l'État offrent des possibilités d'éducation et de formation de base aux enfants de leurs employés et des bourses à leurs employés pour qu'ils étudient à l'étranger. Plusieurs entreprises des industries minières et des hydrocarbures offrent des bourses d'études aux jeunes Mauritaniens pour terminer leurs études à l'étranger. Depuis 2011, trois des plus grandes sociétés minières de Mauritanie (Kinross, Mauritanian Copper Mines :

<sup>19</sup> Voir annexe pour plus de détails

MCM et la Société Nationale Industrielle et Minière de Mauritanie : SNIM) ont financé une école des mines dans le but d'augmenter le nombre de Mauritaniens qualifiés dans ce domaine. En 2017, Kosmos Energy a fourni un soutien financier au parc national du Diawling dans la partie sud du pays, et en 2018, Kosmos a lancé le *Kosmos Innovation Center* en Mauritanie. ExxonMobil, BP et les autres compagnies pétrolières internationales opérant en Mauritanie

soutiennent également les programmes de responsabilité sociale des entreprises.

RSE et secteur bancaire mauritanien

Le secteur bancaire mauritanien joue un rôle important dans l'économie nationale. En effet, peu de banques mauritaniennes ont commencé à appliquer la RSE. Le tableau ci-dessous présente les pratiques responsables de la banque populaire de Mauritanie :

**Tableau I.6 - Responsabilités sociétales de la banque populaire de Mauritanie**

<b>BANQUE POPULAIRE DE MAURITANIE</b>	<u>Responsabilité sociale</u>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La BPM, partenaire et donateur de la fondation EBNOU ATAILLAH</li> <li>- BPM récompense l'excellence : elle Offre 8 cartes Mastercard Prépayées aux étudiants admis au concours d'entrée Polytechnique-Paris X !</li> <li>- BPM partenaire du forum sur l'investissement dans la Zone Franche : c'est est un évènement annuel visant à promouvoir le rôle de la Zone Franche de Nouadhibou et à attirer des opportunités d'affaires dans la zone.</li> </ul>

Source : site de la banque

Conventions OIT

En outre, plusieurs autres réformes ont été engagées en faveur de la RSE. En 2016, la Mauritanie a signé 45 conventions et un Protocole de l'OIT dont 40 conventions sont en vigueur.

## Chapitre 4

### La RSE et le DD dans les pays de l'UMA – état des lieux et perspectives

**Tableau I.7** - Ratifications des conventions de l'OIT - Mauritanie

Ratifications des conventions de l'OIT	des 45 Conventions et 1 Protocol
Conventions fondamentales	8 sur 8
Conventions de gouvernance (priorité)	3 sur 4
Conventions techniques	34 sur 178
<b>40 conventions sont en vigueur</b>	

Source : International Labour Organization

#### Objectifs de Développement Durable

Selon l'indice 2019 des ODD pour l'Afrique, la Mauritanie arrive en 31<sup>e</sup> place, avec un score de 51,29. Cela signifie que la Mauritanie est à environ 51,29% du chemin pour atteindre les ODD, selon les mesures utilisées dans cet indice.

**Figure I.4** - Score mondial moyen et global 2019 des ODD<sup>20</sup> pour la Mauritanie



Source: Datastream

#### I.3.5. Tunisie

La responsabilité sociale des entreprises (RSE) est un nouveau concept en Tunisie. La principale initiative liée à la RSE a été le lancement du Pacte mondial en 2005. En 2008, plus de 39 entreprises tunisiennes avaient déjà adhéré aux principes du Pacte mondial. Le nombre de certifications, comme ISO 14001, continue de croître. À la suite des événements du 14 janvier 2011, date de déclenchement de la révolution tunisienne, le pays est passé par une phase de reconfiguration concernant le pouvoir et les enjeux socio-économiques. Ces changements ont modifié l'équilibre des pouvoirs entre les acteurs concernés (Koleva et Gherib, 2012). En effet, la RSE a commencé à devenir une préoccupation croissante (Ben Rhouma et al., 2011). Plusieurs agences et organisations nationales et

<sup>20</sup> Voir annexe pour plus de détails

internationales ont activement sensibilisé à la notion de responsabilité sociale, en aidant les entreprises à adopter une culture orientée vers la citoyenneté. Ces organisations comprennent : Institut de Responsabilité Sociétale des Entreprises en Tunisie (IRSET), le Centre International des Technologies de l'Environnement de Tunis (CITET), Confédération des Entreprises Citoyennes de Tunisie (CONNECT), ainsi que d'autres institutions gouvernementales, associations et certaines coopérations internationales.

La Banque centrale tunisienne a publié en 2011 un circulaire fixant des lignes directrices pour une gestion commerciale saine et prudente et garantissant et sauvegardant les intérêts des actionnaires, des créanciers, des déposants et du personnel. En 2016, la Tunisie a participé à la 7e conférence mondiale de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) à Lima, au Pérou.

La Tunisie a adopté la loi n ° 35 en juin 2018 pour encourager la responsabilité sociale des entreprises (RSE). La loi oblige les entreprises à allouer une partie de leurs budgets pour financer des projets de RSE (tels que l'emploi des jeunes, l'économie verte, etc.). Conformément à la loi, une organisation en charge du suivi des projets RSE sera créée pour s'assurer que les projets respectent les principes de bonne gouvernance et de développement durable. La Tunisie adhère aux Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales.

#### RSE et secteur bancaire tunisien

Le secteur bancaire tunisien joue un rôle très important dans l'économie nationale. En effet, les banques tunisiennes ont répondu à cette démarche de développement durable à travers leurs engagements en matière de RSE. Le tableau ci-dessous présente les pratiques responsables de quelques banques tunisiennes :

**Tableau I.8 - Responsabilités sociétale et environnementale des banques tunisiennes**

<b>Responsabilité Sociétale</b>	
<b>Banque Nationale Agricole (BNA)</b>	Education et Solidarité
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Transport des écoliers dans les zones rurales : depuis 2012, la BNA s'est engagée à accompagner la Fondation Al MADANYA dans son programme de transport des écoliers dans les zones défavorisées dénommée « FATMA » et couvrant tout le territoire tunisien via la conclusion d'un contrat de partenariat.</li> <li>- La réhabilitation des écoles primaires : en 2015, la BNA, en collaboration avec la Fondation Al MADANYA et le Ministère de l'Education, a concrétisé un premier projet consistant en le financement des travaux de réhabilitation, rénovation et</li> </ul>

	<p>équipement de 3 écoles primaires dans les Gouvernorats de Jendouba et de Sidi Bouzid.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Installation des bibliothèques et distribution de fournitures scolaires : la création d'une "Fondation BNA".</li><li>- L'implication de l'Amicale des employés de la BNA : l'organisation d'actions sociales, culturelles et de loisirs au profit des employés de la BNA</li></ul> <p>Entrepreneuriat</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- La BNA s'engage au service de l'Entrepreneuriat et du développement régional par le financement des PME</li><li>- La BNA a conclu un partenariat avec l'Institut Arabe des Chefs d'Entreprises (IACE), apporté son soutien à l'excellente initiative "Start-up Tunisia Expo", organisée par la société Tunisie Place du Marché (TPM), parrainé plusieurs autres événements et participé à plusieurs manifestations à l'échelle régionale dont la "Tente Entrepreneuriale" et le "Créative Business Cup"...</li></ul> <p>Olympisme</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Conclusion d'un partenariat sportif entre la BNA et le Comité National Olympique Tunisien "CNOT"</li><li>- Lancement du Beach Handball en Tunisie</li><li>- Organisation des Premiers Jeux de Plage de Tunisie "BNA BEACH GAMES"</li><li>- Parrainage des élites sportives</li></ul>
<b>STB</b>	<p><b><u>Responsabilité Sociétale</u></b></p> <p>CVID-19</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Pour les particuliers, le report des échéances des crédits à partir de fin mars à fin septembre pour les revenus inférieurs à 1000 DT.</li><li>- Pour les entreprises, le report des échéances durant la période allant du 1er mars jusqu'à fin septembre 2020 ; lancement d'une ligne de crédit de fonctionnement et gestion exceptionnelle « Crédit coronavirus ».</li></ul> <p>Sponsoring et évènements</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Sponsorisation de 38 manifestations dans les domaines économiques, scientifiques, culturels et vie estudiantine et à</li></ul>

	<p>l'organisation de différents événements en vue de promouvoir ses relations publiques.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La STB a participé, également, au niveau de 23 événements de grande envergure (Finance Investment and Trade Africa, Salon du Tourisme, SITIC Africa, Tunisia Digital Summit...).</li> <li>- La STB a octroyé, courant l'année 2018, des subventions à des associations humanitaires, caritatives et estudiantines. Elle a également participé à l'action de solidarité avec le gouvernorat de Nabeul suite aux dernières inondations.</li> </ul> <p>Accessibilité</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'ouverture de 03 nouvelles agences (Testour, Jendouba Nord et Riadh El Andalous) portant le nombre d'agences à 143. 6 nouvelles implantations ont été, également repérées dont les projets sont en cours de réalisation.</li> </ul> <p>Ressource humaine</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plusieurs interventions dans le cadre de la médecine de travail et des services d'assistance sociale ont été prodiguées en faveur du personnel de la Banque : l'intervention de la nouvelle caisse d'entraide créée en 2017 pour soutenir le personnel malade et l'amélioration des contrats d'assurance</li> </ul>
<p><b>Attijari Bank</b></p>	<p><b><u>Responsabilité Sociétale</u></b></p> <p>Accessibilité</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des offres bancaires pour les plus fragiles : la carte prépayée et à bas prix « LighCard » lancée en 2018 a permis aux particuliers, non bancarisés pour la plupart, de payer en ligne ou par mobile les frais d'inscription scolaires et universitaires.</li> </ul> <p>Le développement des territoires</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en relation des entreprises : l'évènement « QuickStart by Attijari bank » lancé pour la première fois en 2018, vise à mettre en relation les Startups et les entreprises clientes capables de développer des partenariats d'affaires. Deux éditions ont été organisées depuis le lancement de ce programme.</li> </ul> <p>Sponsoring et événements</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutenir la scène artistique : Attijari bank en Tunisie a sponsorisé le Festival International de Gafsa pour la 4e année consécutive ainsi que le festival international de Sfax. Elle a</li> </ul>

	<p>également soutenu cette année le Festival de la musique soufie de Nefta</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Prévenir l'échec et l'abandon scolaire : Attijari Bank intervenue au niveau des écoles de plusieurs régions pour l'équipement et la fourniture de matériels. Deux écoles ont bénéficié d'une aide d'Attijari bank pour la rentrée scolaire, afin de réaliser des travaux d'aménagement et distribuer gratuitement des cartables et fournitures scolaires aux élèves défavorisés.</li></ul> <p>Soutenir les initiatives solidaires</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Plusieurs actions ont été menées afin d'apporter de l'aide aux nécessiteux. L'association « Thala... je ne t'oublie pas » a bénéficié du soutien financier de la banque pour la distribution de 50 couffins à des familles dans le besoin à l'occasion du mois de Ramadan. Une subvention a aussi été octroyée au profit de l'association « Houmet El Joumhouria » pour l'acquisition d'habits d'hiver offerts aux familles dans le besoin.</li></ul> <p><b><u>Responsabilité environnementale</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Des offres vertes pour les ménages : en Tunisie, Attijari bank finance depuis 2007 le programme national « Prosol » piloté par l'ANME et la STEG, visant à équiper les ménages de chauffe-eaux solaires et de panneaux photovoltaïques à des conditions préférentielles</li></ul>
<b>Amen Bank</b>	<p><b><u>Responsabilité Sociétale</u></b></p> <p>COVID 19</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Distribution des aides sociales, grâce au « DINAR EXPRESS » 1er produit cardless en Tunisie</li><li>- Contribution d'AMEN BANK pour un montant de 11,4 millions de dinars, pour lutter contre le Covid-19</li><li>- Application par AMEN BANK de mesures de soutien de ses clients : suspension du remboursement des échéances en principal et intérêts ainsi que le report de remboursement des crédits bancaires sur la période restante du crédit initial plus 7 mois, au profit des clients particuliers dont les revenus mensuels ne dépassent pas les 1 000 dinars et 3 mois pour les particuliers dont les revenus mensuels dépassent les 1 000 dinars.</li></ul> <p>Microfinance</p>

- Au cours de l'année 2018, AMEN BANK a poursuivi son soutien aux institutions de Microfinance, l'encouragement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et la promotion des projets innovants notamment par la signature d'une convention de garantie INNOVFIN avec le Fond Européen d'Investissement.

#### Sponsoring et évènements

- Plusieurs actions ont été entreprises, visant l'appui et l'encouragement des initiatives à vocation humanitaire, sportive, scientifique, touristique, culturelle et environnementale.

#### Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

- Abonnement à une base de données internationale comprenant les listes de sanctions, les PPE et les entités entachées d'une réputation douteuse,
- Focalisation sur la mise à jour des données KYC, mise en place d'un système de scoring interne des risques clients,
- Révision de la Politique LCB/FT et sa validation par le Conseil de Surveillance,
- Réalisation d'une mission d'audit interne

#### Ressources humaines

- Évolution de l'effectif : courant 2018, la banque a embauché 46 nouveaux collaborateurs
- Formation continue : par ailleurs, 81 employés ont été concernés par une quarantaine de séminaires inter-entreprises sur divers thèmes en lien avec leurs activités professionnelles respectives. Ces formations ont occasionné 110 jours de formation au cours de l'année 2018.
- Prêts et œuvres sociales au personnel : dans le cadre de ses actions sociales à destination du personnel, la banque a octroyé, 1 152 prêts en 2018. La totalité des prêts débloqués a ainsi atteint une enveloppe globale de 23,1 millions de dinars, En matière d'œuvres sociales, la banque a poursuivi sa politique sociale volontariste à destination de son personnel, qui s'est traduite par une évolution de 4,6% des dépenses en la matière.

#### **Responsabilité environnementale**

- Par son adhésion au programme « SUNREF » qui encourage les projets de transition écologique, AMEN BANK accompagne le

	<p>marché des énergies renouvelables et les projets de dépollution.</p>
<b>Banque Internationale arabe de Tunisie (BIAT)</b>	<p>Capital Finance International attribue le prix de « Meilleure gouvernance bancaire en Tunisie 2019 » à la BIAT : L'attribution de ce prix à la BIAT par un jury de spécialistes salue la réputation solide qu'a acquis la BIAT au fil du temps en faisant référence notamment à la qualité du service client ; le leadership exécutif ; l'excellence dans la gouvernance de l'entreprise ; la gestion des risques et la considération de la responsabilité sociétale des entreprises en tant que partie intégrante des activités commerciales bancaires.</p> <p><b><u>Responsabilité Sociétale</u></b></p> <p>Soutenir les initiatives solidaires</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- La BIAT a créé, depuis 2006, plusieurs fonds d'investissement consacrés au financement de nouveaux projets et de PME dans divers secteurs d'activité. Une grande partie de ces fonds a été investie dans les régions de l'intérieur du pays.</li><li>- En 2014, elle a consolidé son rôle sociétal par le lancement de la Fondation BIAT pour la jeunesse dont les principaux domaines d'intervention sont la culture, l'éducation et l'entrepreneuriat des jeunes.</li><li>- Au-delà du mécénat, du sponsoring et des actions menées par sa Fondation, la BIAT s'est engagée en 2015 dans une démarche intégrée de RSE avec l'accompagnement de VIGEO</li></ul> <p>Sponsoring et évènements</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- La BIAT est partenaire du festival DREAM CITY 2019 : un festival d'Art en Espace Public exposant des œuvres issues d'un processus de fabrication artistique de plus de onze mois, dans l'objectif de promouvoir l'art et la culture.</li><li>- La BIAT soutient « Les Entretiens de l'Excellence Tunisie » 2018 : c'est une association qui a pour objectif de rétablir l'égalité des chances en permettant aux collégiens et lycéens issus des milieux défavorisés, d'accéder à l'information indispensable pour intégrer et réussir les filières d'excellence de l'enseignement supérieur.</li><li>- La BIAT a organisé une conférence de sensibilisation au dépistage du cancer du sein 2017 : la BIAT a organisé pour ses collaborateurs et collaboratrices une conférence de sensibilisation au dépistage précoce de la maladie.</li></ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La BIAT partenaire de la 5ème conférence sur la RSE de la CONECT : la BIAT soutient la conférence sur la responsabilité sociétale des entreprises organisée par la CONECT</li> <li>- La plateforme d'incubation BIAT Labs : B@Labs, l'incubateur de la BIAT a accompagné deux cohortes d'entrepreneurs à travers un programme sur mesure assuré par des experts et mentors durant plusieurs mois.</li> </ul> <p>Ressources humaines</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Evolution des effectifs : en 2018, l'effectif de la BIAT s'est renforcé par 43 entrées</li> <li>- Physionomie des effectifs : en 2018, la répartition Hommes-Femmes est respectivement de 64% et 36%</li> <li>- Activité Gestion des Stagiaires : la BIAT s'est engagée dans une démarche volontariste en matière d'insertion professionnelle des étudiants, en accueillant, durant l'année 2018, 1562 étudiants de différentes disciplines pour des stages d'initiation ou de perfectionnement (62%) et pour des projets de fin d'études (38%).</li> </ul>
<p><b>Banque Zitouna</b></p>	<p><b><u>Responsabilité Sociétale</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Contribution à l'enrichissement du débat public par l'organisation des rencontres périodiques « SMARDI's », dédiées aux collaborateurs, clients et partenaires, autour de différentes thématiques, notamment : « la Zakat comme pilier de l'économie sociale et solidaire » et « La responsabilité du secteur bancaire pour soutenir le développement des Startups ».</li> <li>- L'organisation de l'exposition « Tournée produits de terroirs », en partenariat avec l'association Face Tunisie ;</li> <li>- La présence citoyenne de Banque Zitouna à travers des actions pour l'enfance et la jeunesse : Le Don des ordinateurs en faveur des écoles et des centres culturels des régions sinistrées suite aux inondations survenues en 2018; La visite d'Aïd El Fitr des enfants hospitalisés dans les régions de Tunis et Gafsa, en partenariat avec le Ministère de la Santé; La prise en charge des frais de scolarité d'une centaine d'enfants hébergés aux quatre villages SOS ; Le lancement du projet « رؤية », en partenariat avec Enactus IHEC Carthage et le Croissant</li> <li>- Rouge de Kébili, avec un impact social important, et ce dans le but de doter les enfants nécessiteux souffrant de problèmes de vue des lunettes</li> </ul>

## Chapitre 4

### La RSE et le DD dans les pays de l'UMA – état des lieux et perspectives

	<p>Ressources humaines</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- La formation : environ 83 % du personnel de Banque Zitouna ont bénéficié d'activités de formation avec une moyenne de 5,86 Jours de Formation/Collaborateur</li><li>- Le Capital Humain reste relativement très jeune (âge moyen de 33 ans).</li><li>- En 2018, la répartition Hommes-Femmes est respectivement de 64.7% et 35.3%.</li></ul>
--	---

Source : Rapports annuels et sites des banques

#### Conventions OIT

Depuis 1989, le secteur public est soumis à une loi sur les marchés publics qui exige des études d'impact sur le travail, l'environnement et autres pour les grands projets d'approvisionnement. Toutes les institutions publiques sont soumises à des audits de la Cour des comptes. Plusieurs réformes ont été engagées en faveur de la RSE. Par rapport aux pays du Maghreb, en 2016, la Tunisie était au premier rang en termes d'organisation internationale du travail (Conventions de l'OIT ratifiées et en vigueur). Malgré la croissance et le développement des réformes RSE, la manière dont les investisseurs interprètent les critères RSE et ESG est encore relativement peu connue. Il est également difficile de savoir comment les investisseurs intègrent les pratiques ESG d'une entreprise dans leurs décisions d'investissement.

**Tableau I.9** - Ratifications des conventions de l'OIT - Tunisie

Ratifications des conventions de l'OIT	des 63 Conventions et 1 Protocol
Conventions fondamentales	8 sur 8
Conventions de gouvernance (priorité)	3 sur 4
Conventions techniques	52 sur 178
<b>48 conventions sont en vigueur</b>	

Source : International Labour Organization

#### Inclusion financière

De l'autre côté, le secteur de la microfinance, pour lequel la Banque mondiale estime qu'il existe une demande entre 30% et 40% de la population, est en train de devenir une voie clé vers l'inclusion financière des Tunisiens les plus pauvres. En effet, la microfinance et les services bancaires mobiles sont des outils clés pour augmenter le taux de pénétration du secteur bancaire en Tunisie. Ainsi, les autorités ont fait du développement du secteur une priorité. En 2011, le gouvernement tunisien a adopté une loi sur le microcrédit permettant aux

entreprises privées d'entrer sur le marché.

Objectifs de Développement Durable

En outre, la Tunisie a confirmé son engagement au Programme de développement durable (Agenda 2030) lors de l'Assemblée générale des Nations Unies du 25 au 27 septembre 2015 à New York. La Tunisie s'était engagée à contribuer à l'identification et au développement des ODD et à collaborer avec le système des Nations Unies en Tunisie en participant à plusieurs réunions, dont celles du « Groupe de travail ouvert ». Dans la première phase, l'ambition de la Tunisie était d'intégrer les ODD en 2030 dans son nouveau plan de développement quinquennal, d'essayer de les mettre en œuvre aux niveaux national et régional et d'élargir son réseau en promouvant des projets avec ses partenaires en Afrique subsaharienne dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

Selon l'indice 2019 des ODD pour l'Afrique, la Tunisie arrive en tête du classement des pays africains pour la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) fixés par les Nations Unies. La Tunisie arrive en tête du classement avec un score de 66,01, ce qui signifie que le pays est à 66% du chemin vers la réalisation des ODD. Cet indice a été préparé par une équipe d'experts indépendants du Centre des objectifs de développement durable pour l'Afrique et le secrétariat du Réseau de solutions de développement durable (*Sustainable Development Solutions Network*). L'indice 2019 des ODD pour l'Afrique classe 52 pays africains sur la base de 97 indicateurs dans les 17 ODD, où les Seychelles et la Libye sont exclues en raison de la non-disponibilité des données. Les 5 premiers pays incluent également l'Algérie et le Maroc. Dans l'ensemble, selon le rapport, le score moyen dans tous les pays est de 52,3 et 52,7 après pondération en fonction de la population.

**Tableau I.10** - ODD dans le cadre du plan de développement quinquennal - Tunisie

Plan 2016-2020	ODD
Gouvernance et grandes réformes :	
- Réforme de l'administration	<b>Objectif 11</b> : Villes et communautés durables
- Réforme du système judiciaire et pénitentiaire	<b>Objectif 16</b> : Paix, justice et institutions efficaces
- Mise en place d'une plateforme de protection sociale, notamment par la réforme des régimes de sécurité sociale	<b>Objectif 1</b> : pas de pauvreté

## Chapitre 4

### La RSE et le DD dans les pays de l'UMA – état des lieux et perspectives

---

D'une économie à faible coût à un hub économique :

- Réduction du taux de chômage de 15% en 2014 à 12% en 2020
- Promotion de l'innovation et de la créativité par le doublement du nombre de brevets

**Objectif 8** : travail décent et croissance économique

**Objectif 9** : industrie, innovation et infrastructure

---

Développement humain et inclusion sociale :

- Augmenter l'indice de développement humain (IDH) à 0,772 en 2020 contre 0,729 en 2015
- Réduire le taux de pauvreté de 15,5% à 10% et la pauvreté absolue de 4,6% à 2% entre 2010 et 2020
- Réduire le taux de densité médicale de 1 médecin pour 766 habitants en 2015 à un médecin pour 759 habitants en 2020
- Réduire le taux de mortalité maternelle de 44,8 pour 100 000 naissances vivantes
- Réduire le taux de mortalité infantile au cours des 12 premiers mois de la naissance de 16% à 12,5% d'ici 2020
- Garantir la qualité du système éducatif, soutenir l'initiative économique des femmes et augmenter le taux de participation des femmes de 28% en 2014 à 35% en 2020.

**Objectif 1** : pas de pauvreté

**Objectif 2** : Zéro « faim »

**Objectif 3** : Bonne santé et bien-être

**Objectif 4** : éducation de qualité

**Objectif 5** : égalité des sexes

---

Réalisation des ambitions régionales :

- Développer la décentralisation et jeter les bases de la gouvernance locale

**Objectif 10** : réduction des inégalités

---

- Limiter les disparités entre les régions intérieures moins développées et les régions côtières en réduisant les écarts de 30% en moyenne sur l'échelle RDI

---

L'économie verte, moteur du développement durable :

- Maîtriser l'utilisation des ressources naturelles pour atteindre un taux de mobilisation de 95% des ressources en eau en fin de plan contre 93% en 2015.
- Augmenter le taux de raccordement au réseau public d'assainissement en milieu urbain pour atteindre 92,5% en 2020 contre 91% en 2015.
- Maîtriser la consommation d'énergie, augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique de 3% en 2014 à 12% en 2020 et réduire l'intensité énergétique de 3% par an.
- Développer des pâturages forestiers et des pâturages pour atteindre un taux de couvert forestier de 8,7% en 2020 contre 8,3% en 2015.

**Objectif 6** : eau potable et assainissement

**Objectif 7** : Énergie propre et d'un coût abordable

**Objectif 12** : Consommation et production responsables

**Objectif 15** : Vie terrestre

---

**Objectif 17** : Partenariats pour atteindre les objectifs : cet objectif concerne tous les axes de développement du plan sans exception

---

Le lancement des ODD en Tunisie a été officiellement lancé le 2 décembre 2016, une lettre d'entente a été signée entre le MAE, le MDCl et les agences des Nations Unies en Tunisie pour mettre en place un programme conjoint sur le suivi de l'intégration, l'évaluation et le reporting des ODD.

## Chapitre 4

### La RSE et le DD dans les pays de l'UMA – état des lieux et perspectives

**Figure I.5** - Score mondial moyen et global 2019 des ODD<sup>21</sup> pour la Tunisie



Source : Datastream

#### I.4 Conclusion

Les recherches sur le développement durable et la RSE dans le contexte des pays de l'UMA sont demeurées relativement rares. Les pratiques actuelles liées aux critères ESG ne semblent pas suffisamment développées ni pour les entreprises ni pour les investisseurs. En effet, les pays de Maghreb ont été confrontés à un certain nombre de défis. Ils ont été appelés à mettre en place un nouveau modèle économique, social et environnemental pour résoudre les problèmes actuels dans presque tous les domaines.

Les entreprises et les gouvernements des pays de l'UMA font de gros efforts en matière de développement durable et RSE pour répondre aux besoins de

différentes parties prenantes. De nombreuses conventions relatives aux droits de l'homme, aux droits du travail et à la protection de l'environnement ont été ratifiées. En effet, les gouvernements des pays de l'UMA ont manifesté un intérêt accru pour le concept de RSE à travers la mise en œuvre de plusieurs programmes.

Le contexte maghrébin mérite d'être l'objet de recherches académiques pour tirer des conclusions et apporter les améliorations nécessaires. Nous pensons qu'il est important de mener des recherches sur les pays de l'UMA afin de positionner la région par rapport aux autres pays émergents et développés, et d'explorer les similitudes et les différences qui permettent de tirer des conclusions utiles.

Il est important pour les pays de l'UMA d'intégrer les critères ESG dans leur politique d'investissement pour attirer de nouveaux investisseurs intéressés par une croissance durable et des performances à long terme et donc être en phase avec les pays développés. Cela peut se faire par l'instauration d'une culture de la RSE à travers le renforcement de l'enseignement de la RSE dans le système éducatif, la consolidation du dialogue avec les parties prenantes, le développement de la RSE dans les PME, la transparence, l'accessibilité aux informations ESG et la digitalisation.

<sup>21</sup> Voir annexe pour plus de détails

# La digitalisation dans les pays de l'UMA



## État des lieux et perspectives

## II.1 Introduction

Avec la crise sanitaire du Covid-19, de nombreuses économies en développement ont accéléré leur transformation économique basée sur la digitalisation qui s'est révélée incontournable pour gérer cette crise. L'importance du digital ne s'est jamais fait autant sentir qu'en cette période. Dans ce contexte, et pour notamment assurer la continuité des services aux citoyens, les différents secteurs publics et privés réalisent la nécessité de la digitalisation en prévoyant des programmes qui reposent principalement sur le digital et l'utilisation des canaux numériques qui sont en forte croissance.

Le monde traverse donc une révolution digitale avec des implications importantes aussi bien sur les pays développés que sur les pays en développement. Comme pour les précédentes vagues d'innovation technologiques, telles que l'apparition du moteur à combustion et de l'électricité, la digitalisation occupe une place importante. Elle favorise la croissance et la productivité tout en soutenant le développement inclusif. La question de la digitalisation ne se pose plus, elle s'impose aujourd'hui comme une réalité quotidienne. Elle change désormais l'ensemble de nos activités. Un grand nombre d'utilisateurs adoptent de plus en plus de nouvelles technologies.

La digitalisation a entraîné un bouleversement radical à l'échelle internationale en apportant de grands changements dans le paysage

économique, financiers et environnemental. Elle est indissociable d'innombrables aspects de l'économie mondiale. Son influence se fait sentir dans des secteurs aussi divers que la banque, le commerce de détail, l'énergie, les transports, l'éducation ou la santé (Banque mondiale, 2016). En effet, la digitalisation est plus qu'une nécessité, elle crée des opportunités de développement plus rapidement que jamais. Elle contribue à une grande inclusion en abaissant les coûts de transaction. Elle corrige les asymétries d'information et exploite les économies d'échelle. Elle apporte une réponse efficace à la problématique de la gestion de la monnaie fiduciaire et à la réduction de la circulation des espèces dans l'économie tout en garantissant un développement durable.

Bien que ce développement offre diverses opportunités intéressantes, il comprend également de nombreux défis. La digitalisation crée de nouveaux emplois, détruit d'anciens et modifie la composition des emplois existants. Elle contribue au changement technologique biaisé par les compétences, une des principales causes de l'augmentation des inégalités de revenu du travail (Cowen, 2015). La digitalisation peut entraîner également des pertes de données qui sont essentiellement enregistrées dans des bases informatiques à cause des virus et des attaques nuisibles (Gonzalez-Paramo, 2017). Outre ces effets la digitalisation peut entraîner plusieurs problèmes environnementaux tels les émissions de déchets et de gaz (Berkhout et Hertin (2004)).

La numérisation pose des défis particuliers aux pays en développement. La maximisation des avantages de la digitalisation dépend d'un niveau de base des infrastructures de TIC dont de nombreuses économies émergentes manquent encore. Les économies émergentes ont le plus à gagner mais aussi le plus à perdre de la digitalisation. Ils doivent s'engager dans une planification stratégique pour maximiser les opportunités. Les pays qui ne le font pas sont sujets aux risques de prendre du retard dans leur compétitivité internationale et peuvent trouver de plus en plus difficile l'amélioration du bien-être de leurs populations (OCDE, 2016).

Qu'en-est-il des économies de l'UMA ?

Ce chapitre souligne l'importance de la digitalisation dans les pays de l'UMA. La section suivante présente les différents concepts liés à la digitalisation. La section 3 fait un tour d'horizon de la littérature à propos des impacts de la digitalisation, quels qu'ils soient économiques, financiers et environnementaux. La section 4 présente l'état des lieux de la digitalisation et de l'adoption de nouvelles technologies dans l'UMA. La section 5 vise à montrer comment les pays de l'UMA se sont engagés dans le processus de transformation digitale. La section 6 présente la transformation digitale au sein des banques maghrébines. La section 7 met l'accent sur les importantes décisions prises en réaction avec l'apparition de la crise sanitaire du Covid-19. La section 8 vise à fournir des recommandations.

## II.2 Digitalisation : définitions et caractéristiques

Ces dernières années, le développement de la digitalisation a fait l'objet de débats intenses dans une abondante littérature internationale, qui témoigne du regain d'intérêt pour ce phénomène du fait de son importance de plus en plus reconnue dans le processus de développement. En dépit des efforts considérables déployés pour donner une définition exacte de la digitalisation, il paraît qu'il existe un flou dans ses contours. Ce phénomène englobe plusieurs termes : économie numérique, économie électronique, nouvelles technologies, nouvelle économie, Technologies de l'information et de Télécommunication (TIC) ...

Ces termes sont souvent utilisés comme des synonymes puisqu'ils semblent tous avoir une certaine connotation d'activités d'innovation mais ils font référence à des phénomènes distincts (voir le tableau suivant). Ils doivent être utilisés de manière appropriée pour éviter les malentendus puisque la confusion qui entoure la terminologie de digitalisation pourrait entraîner d'énormes pertes en raison des complications liées à la désignation d'un concept dont le contenu et la compréhension sont différents.

**Tableau II.1** - Définitions de la digitalisation et des principaux termes qui y sont associés

Terme	Définition	Auteurs
Economie numérique	<ul style="list-style-type: none"> <li>« Réseau mondial des activités économiques et sociales qui sont activées par des plates-formes telles que les réseaux Internet, mobiles et de capteurs, y compris le commerce électronique. Activées visant à atteindre l'efficacité et la productivité dans les processus de production, les stocks et la gestion des connaissances ».</li> <li>« Est assimilée aux TIC, et en particulier aux secteurs producteurs ».</li> </ul>	<p>The Australian Bureau of Statistics</p> <p>OCDE (2015) et INEE (France)</p>
TIC	<ul style="list-style-type: none"> <li>« Comprend les secteurs manufacturiers et de services qui facilitent la transmission, le stockage et le traitement de l'information par des moyens électroniques ».</li> <li>« Regroupe les entreprises qui produisent des biens et services supportant le processus de numérisation de l'économie, c'est-à-dire la transformation des informations utilisées ou fournies en informations numériques (informatique, télécommunications, électronique) ».</li> </ul>	<p>ONU et OCDE (1998)</p> <p>OCDE (2015) et INSEE (France)</p>
Digitalisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>« L'utilisation croissante des technologies numériques pour connecter les personnes, les systèmes, les entreprises, les produits et les services ».</li> <li>« Le processus matériel de conversion des flux analogiques d'informations en bits numériques ».</li> <li>La digitalisation fait référence à la transformation digitale de l'économie, obtenue grâce à une interaction des technologies numériques telles que le cloud computing, l'intelligence artificielle, l'Internet des objets, etc. avec l'infrastructure physique des technologies de l'information et de la communication (TIC). Cela peut conduire au développement de machines intelligentes, de plates-formes intelligentes et de produits numériques.</li> </ul>	<p>Coreynen et al. (2017)</p> <p>Brennenet Kreiss (2016).</p> <p>Banga et Velde (2018).</p>
Transformation digitale	<ul style="list-style-type: none"> <li>« Parfois appelée transformation numérique, désigne le processus qui consiste pour une organisation, à intégrer pleinement les technologies digitales dans l'ensemble de ses activités ».</li> </ul>	<p>IACE (2017)</p>

Source: les auteurs

## II.3 Revue de la littérature

### II.3.1 Les impacts économiques de la digitalisation

- **La digitalisation comme un des moteurs de la croissance économique**

On a depuis longtemps considéré que le progrès technique était l'un des facteurs qui permettait de maintenir la croissance économique. Pour les néoclassiques, la croissance est un phénomène de long terme qui s'explique par l'accumulation du capital, du travail ou du progrès technologique, tous considérés comme exogènes (Solow, 1956). Dans le modèle de Solow, une part de croissance est expliquée par l'augmentation des facteurs de production (travail et capital). Mais, la plus grande part de la croissance n'est pas expliquée par ces deux facteurs, elle est due à un « facteur résiduel ». Il s'agit du progrès technique, dont on ne connaît pas vraiment l'origine (certains disent que c'est un facteur « tombé du ciel »).

Les nouvelles théories de la croissance développées par Barro et al. (1991), Barro et Sala-i-Martin. (1992), Lucas (1988), Grossman et Helpman (1991), et Barro et Sala-i-Martin (1995) se sont écartées de ce modèle simple et ont modifié le changement technologique endogénéisé. La technologie moderne n'affecte pas seulement la croissance économique et le développement, mais également l'espérance de vie, les niveaux de démocratie, la santé, les taux de pauvreté et l'alphabétisation.

La digitalisation est considérée comme un des moteurs de la croissance économique, en augmentant la productivité du capital et du travail, en réduisant les coûts de transaction et en facilitant l'accès aux marchés mondiaux (Dahlman et Mealy, 2016). En effet, la digitalisation facilite l'accès aux biens et services à des prix inférieurs. Les économies en développement peuvent même être en mesure de passer au statut d'économie développée. Par exemple, la diffusion des téléphones portables dans les pays en développement a rendu les communications à longue distance accessibles (Myovella et al., 2019). L'adoption de nouvelles technologies a induit des transformations commerciales fondamentales dans la chaîne de valeur de presque tous les secteurs, de sorte que même les petites entreprises peuvent opérer au sein d'une chaîne d'approvisionnement gérée de manière dynamique dans différents endroits et avec une main-d'œuvre mondiale (Manyika & Roxburgh, 2011).

- **Nouvelles technologies et nouveaux emplois**

Le terme digitalisation correspond à l'utilisation des technologies favorisant l'exécution de certaines tâches par des machines qui permet non seulement d'aller encore plus loin en matière d'automatisation, mais remet aussi radicalement en cause le fonctionnement et l'organisation de certains secteurs et modèles d'affaires. La digitalisation est en effet au cœur de l'« Usine du futur », nouveau modèle industriel reposant sur la plus grande

intégration des nouvelles technologies dans les processus de production.

La relation entre digitalisation et emploi fait l'objet de vifs débats dans la littérature. La digitalisation a un impact sur le volume de l'emploi et également sur sa structure en fonction du type de travail qu'il favorise ou auquel il se substitue. Ce débat est particulièrement controversé en ce qui concerne l'impact de la digitalisation sur la création et la destruction d'emplois. Le développement de la digitalisation présente à la fois des aspects de continuité et de rupture. Tout au long de l'histoire, le processus de « destruction créatrice », à la suite d'inventions technologiques, a créé une énorme richesse, mais aussi des perturbations indésirables (Frey et Osborne, 2013).

Plusieurs spécialistes soutiennent l'idée que de nombreux nouveaux emplois ont été créés à la suite des développements technologiques du passé (Landes, 1969; Chandler, 1977 et Mokyr, 1990). Conformément au concept de « destruction créatrice » de Schumpeter, l'impact net sur les emplois semble être positif (Mastrostefano et Pianta, 2009; Kogan et al., 2017). La digitalisation favorise la construction d'une « économie de plate-forme » hautement flexible et compétitive où les fournisseurs offrent leurs services dans le contexte via Internet. La médiation de ces services offerts se fait désormais en ligne et via des applications et peut ainsi, à tout moment, être presque totalement exempte de toutes barrières. Grâce à la digitalisation, les entreprises seront mises en position d'acheter ou de contracter en externe du capital humain

lorsque cela est nécessaire, même à court terme (Eichhorst et al., 2016). De plus, la digitalisation est à usage général peut être adoptée dans un large éventail d'industries, y compris le secteur des services (Brynjolfsson et McAfee, 2016). Au cours des dernières décennies, de nombreuses nouvelles tâches, telles que la programmation et l'analyse des données, ont été créés qui sont encore difficiles à automatiser via travail mécanique (Acemoglu et Restrepo, 2017).

Dans le même temps, il semble que l'homme et la machine sont dans une course et que les machines gagneront finalement, ce qui conduit au « chômage technologique ». Le souci du chômage technologique n'est guère un phénomène récent. Il est apparu en 1930 sous la plume de Keynes qui atteste que ce phénomène représentera un défi majeur pour les générations futures. Ce problème est aggravé dans les pays développés où la digitalisation a pris naissance : les technologies qui permettent de remplacer le travail humain par la machine ont progressé plus vite que le développement de nouveaux métiers. La digitalisation apparaît ainsi comme un moyen assurant la substituabilité du travail humain par les robots et les machines ainsi que les formes émergentes de travail dans l'économie dite des plates-formes.

- **La digitalisation de l'économie réduit l'économie non observée**

L'effet de la digitalisation sur l'économie non officielle pourrait se réaliser par la croissance de l'économie observée en améliorant la productivité et par le

transfert d'entreprises non enregistrées vers le secteur officiel et par la croissance propre du secteur formel.

La digitalisation de l'économie a le potentiel de réduire la taille de l'économie non observée à travers quatre canaux. Le premier canal de transmission est une réduction de la demande de liquidité. En effet, les entreprises qui opèrent sur le marché non officiel utilisent l'argent en espèce comme seul moyen de paiement pour qu'ils puissent réduire la traçabilité de leurs transactions (La Porta et Shleifer, 2014). Par conséquent, le passage des paiements en cash aux paiements numériques rend les transactions commerciales plus sûres, fluides et moins chères (Beck et al., 2018). Deuxièmement, le deuxième canal de transmission est l'amélioration de l'accès au crédit. La digitalisation peut également avoir un impact sur l'économie non observée en améliorant l'accès au crédit, car les entreprises non officielles possédant des contraintes déclarent généralement quant à l'accès au financement (Jacolin et al., 2019). Dans la mesure où la digitalisation génère de grands ensembles de données sur les utilisateurs (habitudes, historique de crédit, etc.), elle facilite l'accès au crédit en réduisant les asymétries d'information et en améliorant la transparence (Aron, 2018). Le troisième canal de transmission est celui de la formalisation de l'économie. En effet, l'amélioration de la productivité / rentabilité des entreprises formelles induite par l'adoption des technologies innovantes pourrait être associée à une augmentation des recrutements, réduisant ainsi le secteur non officiel

(Jacolin et al., 2019). Le quatrième canal de transmission est la réduction de l'évasion fiscale. En effet, la digitalisation permet d'élargir l'assiette fiscale et d'améliorer la conformité et de réduire les coûts de collecte des impôts dans les économies hautement non observées. La numérisation des autorités fiscales peut rendre la collecte des recettes beaucoup moins chères, il peut être intéressant pour les gouvernements de contrôler les petites entreprises - où les coûts de surveillance dépassaient auparavant les recettes fiscales attendues. En outre, dans la mesure où les autorités publiques utilisent le secteur financier pour contrôler et taxer avec succès les transactions, un meilleur développement des institutions financières lutte contre l'évasion fiscale et, par conséquent atténue davantage la propagation de l'économie souterraine (Berdiev et Saunoris, 2016).

Puisque les décisions de formalisation prises par les entreprises se résument en grande partie à une évaluation coûts-avantages, la numérisation a le potentiel d'augmenter les taux de formalisation en réduisant les coûts et en améliorant les avantages. Les plates-formes numériques reliant les petits entrepreneurs à un marché en ligne peuvent servir de point d'entrée aux gouvernements pour l'enregistrement des entreprises. Dans le même temps, les avantages perçus par les entreprises de la formalisation peuvent augmenter considérablement si l'enregistrement est un accord global avec un meilleur accès (en ligne) au marché, incitant ainsi même les petites entreprises à demander l'enregistrement fiscal (Lakemann et Lay, 2019).

### II.3.2 Les impacts financiers de la digitalisation

Tous les secteurs économiques sont concernés par la digitalisation. Le secteur financier est le secteur par excellence où ce phénomène de grande ampleur devrait prendre son essor. Les banques ont traversé de nombreux changements et elles ne sont pas pour autant épargnées. Elles sont conscientes de l'importance de la digitalisation qui représente un accélérateur de la croissance inclusive et durable.

La numérisation des services bancaires profite à la fois à l'institution financière et à leurs clients. Les banques considèrent la digitalisation comme une stratégie visant à obtenir un avantage concurrentiel pour qu'elles puissent augmenter les parts de marché et réduire les coûts d'exploitation. La digitalisation permet aux banques d'être de plus en plus capables de fournir des services rapides, faciles, moins chers et fiables aux clients (Aladwani, 2001). Le processus d'ouverture de comptes pour les nouveaux clients, le processus d'évaluation des clients potentiels pour les nouveaux comptes et le processus de prêt ont été rendus très faciles, efficaces et efficaces à la suite de la transformation digitale (Gonzalez-Paramo, 2017). La digitalisation réduit les asymétries d'information en stockant les informations sur les clients dans une base de données ce qui permet de mieux contrôler et confirmer les détails du payeur et du bénéficiaire lorsque les transactions sont effectuées. Les enregistrements sont ainsi mieux organisés sur des systèmes informatiques et peuvent être

facilement récupérés en cas de besoin. Des enregistrements aussi anciens que possible peuvent être facilement récupérés d'un simple clic de souris, contrairement aux activités dans les banques qui n'étaient pas numérisées. La digitalisation a transformé la concurrence dans l'industrie bancaire en poussant les banques à suivre cette tendance pour concurrencer ces nouveaux venus et satisfaire les attentes d'une clientèle constamment connectée.

Avec l'arrivée de la digitalisation, les comportements des clients ont aussi évolué. Ils deviennent plus exigeants et moins fidèles en souhaitant plus de rapidité dans le traitement de leurs demandes puisqu'ils ont désormais les moyens de s'informer rapidement et de comparer les prix et la qualité des services financiers proposés. Ils profitent évidemment du privilège d'effectuer des transactions dans le confort du domicile, du bureau et même en transit en utilisant les services bancaires mobiles. Ils peuvent également ouvrir des comptes bancaires sans qu'ils soient physiquement dans la banque puisque le processus de la digitalisation a permis la communication mobile dans le système financier (Gonzalez-Paramo, 2017).

Il est cependant primordial de noter que malgré les impacts favorables de la digitalisation sur le secteur bancaire, certains impacts défavorables persistent. L'un des majeurs inconvénients est l'amplification du niveau des cyber crimes commis dans les institutions financières. En fait, certaines personnes qui manipulent parfaitement la technologie utilisent parfois des appareils mobiles et des plateformes en

ligne pour des fins de vol et de fraude. Certains employés des banques profitent également de leur accès aux informations contenues dans la base de données des banques et effectuent facilement quelques manipulations pour transporter des fraudes qui ne peuvent pas être détectés. Un autre inconvénient de la digitalisation sur le secteur bancaire est le cas de la perte des données. La plupart des données recueillies sur les transactions, les dossiers des clients, les crédits et les enregistrements ainsi de suite sont stockés principalement sur des systèmes informatiques ou d'autres dispositifs de stockage numériques qui sont sujets aux virus ou aux attaques nuisibles et à long terme peuvent entraîner une perte de données s'ils ne sont pas résolus rapidement pour y remédier (Gonzalez-Paramo, 2017).

### **II.3.3 Les impacts environnementaux et sociaux de la digitalisation**

La digitalisation influence évidemment tous les secteurs de l'économie. La question qui se pose à présent est de savoir si elle garantit un développement durable qui est crucial pour l'avenir de notre planète. Les travaux théoriques qui ont été menés autour de cette question, classent les impacts environnementaux de la digitalisation en trois types d'effets différents qui sont directs, indirects et structurels-comportementaux (Berkhout et Hertin, 2004 ; Fichter 2003).

Les effets directs de premier ordre de la digitalisation sont les impacts environnementaux négatifs. Ils découlent de la production, l'utilisation et l'élimination du matériel informatique. Ce matériel informatique

peut être par exemple des appareils d'utilisation finale, des serveurs ou des câbles réseau. Selon Berkhout et Hertin (2004), les impacts de premier ordre des dispositifs informatiques ne sont pas très différents des effets environnementaux de nombreux autres produits, mais ils soulèvent plusieurs problèmes spécifiques en ce qui concerne l'utilisation des ressources, les émissions et la gestion des déchets.

Les effets indirects de second ordre de la digitalisation sont les impacts positifs. Deux causes principales sont avancées. Premièrement, la digitalisation peut améliorer l'efficacité des processus de production grâce à l'utilisation de différents types d'outils et de capteurs peuvent aider à la conception, à la collaboration, au contrôle et à la vitesse de production. Deuxièmement, l'adoption de nouvelles technologies peut nous aider à dématérialiser une variété de produits. Par exemple, les contrats papier deviennent de plus en plus inutiles chaque jour, car ils sont continuellement remplacés par des contrats électroniques (Berkhout et Hertin, 2004).

Quant aux effets structurels et comportementaux de la digitalisation, ils se rapportent à des processus de changement plus fondamentaux et peuvent avoir des impacts à la fois positifs et négatifs. Certains exemples d'effets positifs comprennent le passage d'une économie industrielle à une économie de services. Il s'agit des changements dans les comportements des particuliers et des institutions qui auront tendance à avoir des niveaux de consommation de ressources et

d'énergie plus faibles en exigeant des produits plus respectueux de l'environnement. La digitalisation peut également soutenir les changements de comportement en faveur d'une "écologisation" des produits et services. Cependant, il existe des effets environnementaux potentiellement négatifs en raison de ce que l'on appelle l'effet de rebond. L'effet de rebond se produit lorsque les améliorations de l'efficacité entraînent une demande croissante qui réduit ou même annule l'impact environnemental positif initialement obtenu par les améliorations de l'efficacité (Berkhout et Hertin, 2004). La digitalisation et différents types de solutions informatiques peuvent avoir plusieurs types d'effets environnementaux qui peuvent être positifs ou négatifs. Par exemple, le travail à distance rendu possible grâce à des outils de collaboration numériques peut réduire la consommation d'énergie et les émissions liées aux voyages. D'un autre côté, des quantités croissantes d'ordinateurs portables et de centres de données ont besoin de matériel et d'énergie et produisent des déchets dangereux (Berkhout et Hertin 2004).

En somme, atteindre la durabilité grâce à la digitalisation dans les organisations nécessite de minimiser l'impact direct négatif, tirer profit des effets indirects positifs et étendre les effets structurels et comportementaux de la digitalisation

positifs tout en luttant contre l'effet de rebond.

#### **II.4 Etat des lieux de la digitalisation dans les pays du Maghreb : une maturité numérique en croissance**

À l'ère de la digitalisation, tout le monde doit s'adapter aux nouveaux modes de fonctionnement et aux nouveaux outils. Les pays de l'UMA ne font pas exception. Les progrès technologiques de la dernière décennie ont joué un rôle fondamental dans la transformation et la promotion d'une nouvelle culture numérique dans les pays de l'UMA. À la suite de cette expansion, une gamme de nouvelles innovations et tendances s'est développée, conduisant au changement de l'industrie des télécommunications, entre autres, le développement de l'utilisation de l'Internet. L'internet a donné la naissance du digital en devenant une technologie universelle. Elle a été largement attribuée à une évolution générale vers la numérisation dans le monde des affaires. La diffusion d'Internet et du haut débit mobile jouent un rôle fondamental dans la diffusion des nouvelles technologies à un rythme plus rapide que jamais.

L'accroissement de l'utilisation de l'Internet dans les pays de l'UMA est significatif. L'indice de préparation en réseau ou indice de maturité numérique des pays de l'UMA évolue sensiblement selon le Forum économique mondial qui mesure la performance des divers catalyseurs de l'économie numérique<sup>22</sup>

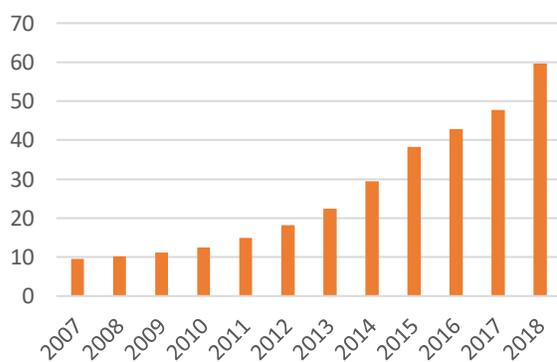
---

<sup>22</sup> Au-delà de la mesure des facteurs favorables ou d'entrée de l'économie numérique telle que l'environnement réglementaire et commercial (sous-indice environnement) ainsi que le développement et l'accessibilité des infrastructures numériques et la disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée (sous-indice

### II.4.1 Algérie

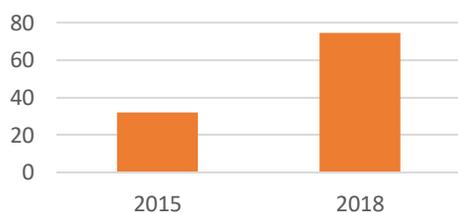
L'utilisation d'Internet en Algérie continue à enregistrer une croissance importante au cours des deux dernières décennies. Ceci s'est traduit par l'accroissement du nombre d'utilisateurs de l'Internet en pourcentage de la population, passant de 9.5% en 2007 à 59.6% en 2018.

**Figure II.1** - Utilisateurs de l'Internet en % de la population en Algérie



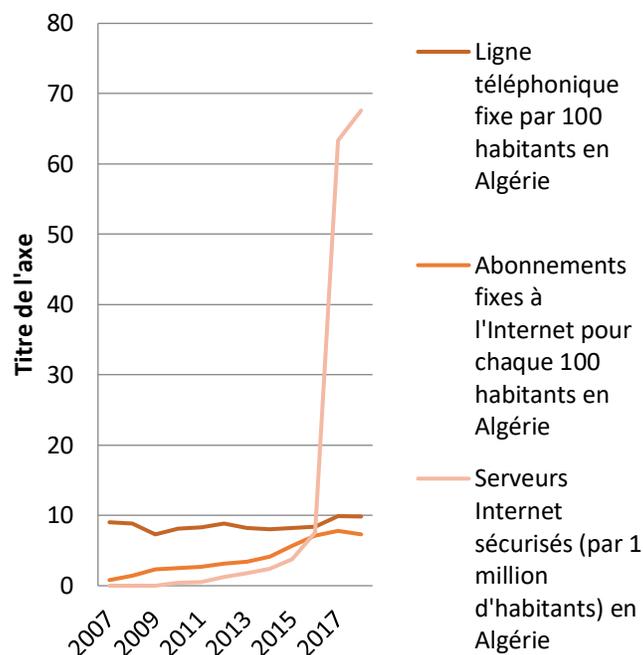
Source : Les auteurs à partir des données de Knoema

**Figure II.2** - La part des ménages accédant à Internet en Algérie



Source : Les auteurs à partir des données de Knoema

**Figure II.3** - Ligne téléphonique et abonnement à l'internet fixes et serveurs internet sécurisés



Source : Les auteurs à partir des données de Knoema

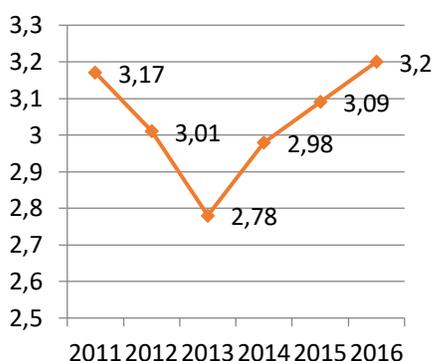
Cette croissance s'est accompagnée, d'une part par l'évolution du nombre d'abonnements fixes à Internet pour chaque cent habitant qui est de l'ordre de 7.3 pour l'année 2018 contre 0.8 pour l'année 2007 et, d'autre part, par l'augmentation du nombre des serveurs sécurisés par un million d'habitants qui s'établit à 67.6 en 2018 contre 0.4 en 2010. Il est à noter que le lancement de la 3G en 2013 et la 4G en 2016 a été crucial et primordial pour assurer la pénétration d'internet. La part des ménages accédant à Internet est 74.4% en 2018, en nette amélioration par

préparation), l'indice de préparation en réseau fournit également des indicateurs sur les résultats. Celles-ci comprennent l'intensité de l'utilisation numérique des individus, des entreprises et des gouvernements (sous-index d'utilisation) ainsi que les impacts de l'économie numérique sur les économies et les sociétés des pays (sous-indice d'impact) plus largement.

rapport à 31.9% en 2015. Le pays a connu également une augmentation modérée de l'utilisation des lignes téléphoniques fixes. Les lignes fixes atteignent désormais 9.8 par cent habitants en 2018 contre 9 par cent habitants en 2007.

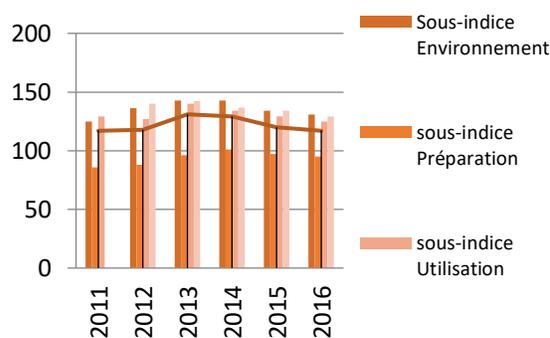
Bien que l'utilisation d'internet et des lignes téléphoniques ait gagné en popularité en Algérie, l'indice de préparation en réseau passe de 3.17 en 2011 en plaçant l'Algérie au 117<sup>e</sup> rang sur 143 à 3.2 en 2016 en plaçant le pays au même rang.

**Figure II.4** - Indice de préparation en réseau



Source : Les auteurs à partir des données de Knoema

**Figure II.5** - Sous indices environnement, préparation, utilisation et impact et indice de préparation au réseau



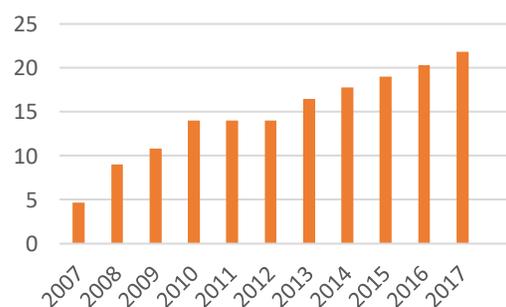
Source : Les auteurs à partir des données de Knoema

Cette évaluation est fondée sur l'agrégation de plusieurs indicateurs individuels regroupés en quatre rubriques principales : environnement, préparation, utilisation et impacts. Le sous-indice environnement est basé sur l'environnement politique, réglementaire et l'environnement des affaires et de l'innovation. Le sous-indice préparation est basé sur l'infrastructure, le contenu numérique, l'accessibilité et les compétences. Ces deux indicateurs se sont repliés par rapport l'année 2011. L'Algérie s'est placée au 131<sup>e</sup> rang pour le premier et au 95<sup>e</sup> rang pour le deuxième en 2016. Quant au sous-indice utilisation qui est basé sur l'utilisation individuelle l'utilisation commerciale et l'utilisation gouvernementale ; et le sous-indice impact qui est basé sur les impacts économiques et sociaux, ils se sont améliorés plaçant le pays en 125<sup>e</sup> rang et 129<sup>e</sup> rang respectivement.

#### II.4.2 Libye

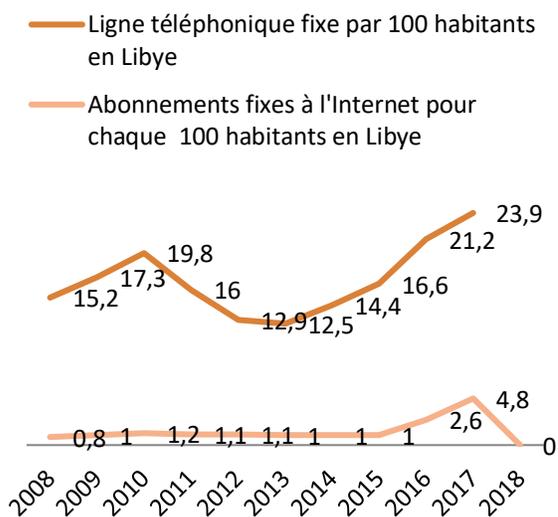
En Libye, la proportion des utilisateurs d'Internet a atteint environ 22 % de la population en 2017 contre environ 5 % en 2007.

**Figure II.6** - Utilisateurs de l'internet en % de la population en Libye



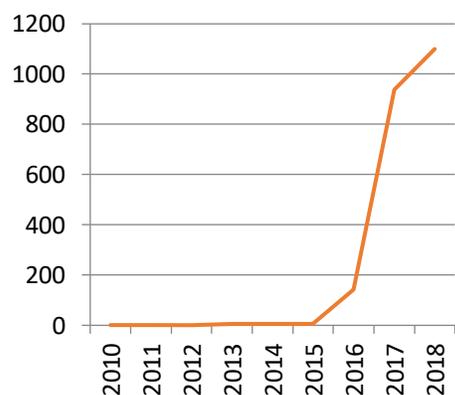
Source : Les auteurs à partir des données de Knoema

**Figure II.7 - Ligne téléphonique fixe**



Source : Les auteurs à partir des données de Knoema

**Figure II.8 - Serveurs internet sécurisés (par 1 million d'habitants) en Libye**



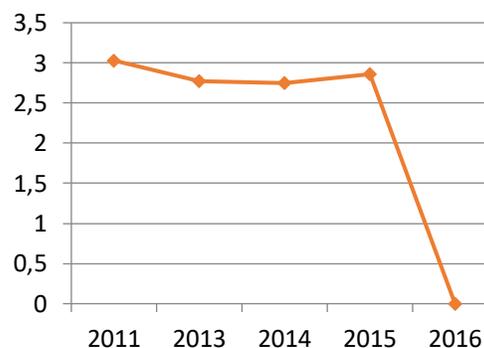
Source : Les auteurs à partir des données de Knoema

Le nombre d'abonnements fixes à l'Internet a enregistré également une nette amélioration que toutes les années précédentes en s'établissant à environ 5% des habitants en 2017 contre 0.8% en 2008. Les lignes téléphoniques ont connu également des améliorations.

Pareillement, le nombre de serveurs Internet sécurisés s'est étoffé en passant d'environ 1 pour un million d'habitants en 2010 à environ 1100 pour le même nombre d'habitant en 2018.

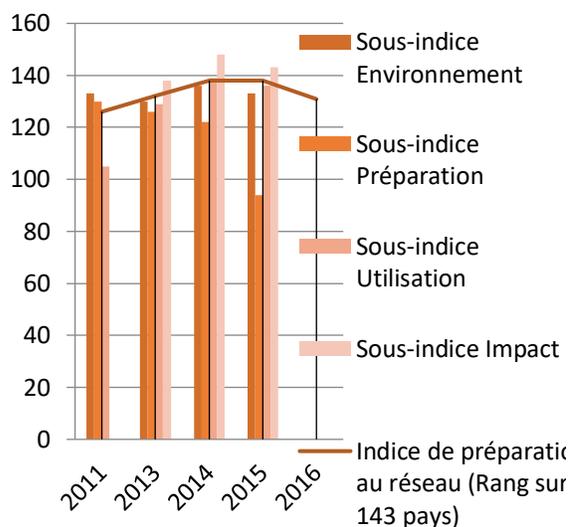
Malgré les améliorations notables en termes d'utilisation d'Internet en Libye, l'indice de préparation en réseau a connu une baisse en s'établissant à 2.86 en 2015 alors qu'il était de 3.03 en 2011. Ceci s'est traduit par l'emplacement de la Libye en 131<sup>e</sup> rang sur 143 en 2016 sur l'indice de préparation en réseau.

**Figure II.9 - Indice de préparation en réseau**



Source : Les auteurs à partir des données de Knoema

**Figure II.10** - Sous indices environnement, préparation, utilisation et impact - Libye



Source : Les auteurs à partir des données de Knoema

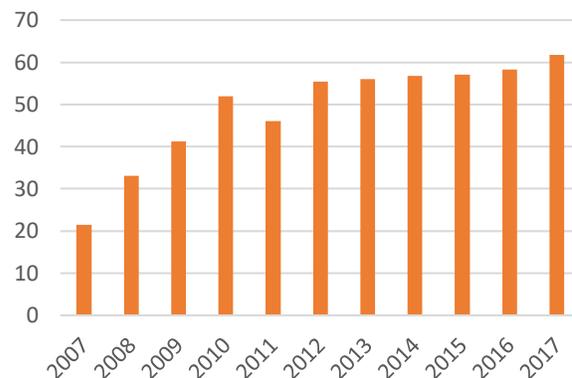
En effet, l'environnement politique et réglementaire et l'environnement des affaires et de l'innovation sont restés stables en plaçant le pays au 133<sup>e</sup> rang, le même rang en 2011. La préparation au réseau en ce qui concerne l'infrastructure et le contenu numérique, l'accessibilité et les compétences s'est améliorée en plaçant la Libye au 94<sup>e</sup> rang sur 143 en 2015. Ce qui montre l'engagement de la Libye en matière de développement et d'exploitation des infrastructures des TIC afin de développer la digitalisation. Quant aux sous indices utilisation et impact, ils se sont détériorés. La Libye s'est placée au 136<sup>e</sup> rang au premier indice et au 143<sup>e</sup> rang au deuxième indice en 2015.

### II.4.3 Maroc

Au cours des vingt dernières années, l'utilisation d'Internet a connu une progression substantielle au Maroc. Le

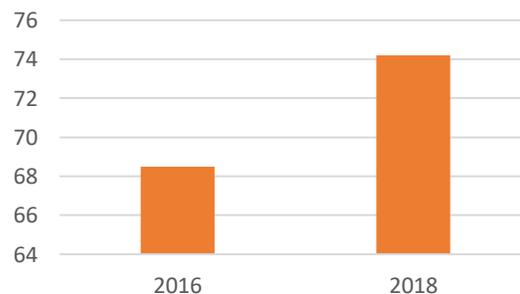
nombre d'utilisateurs d'Internet est passé d'environ 21% de la population en 2000 à environ 65% de la population en 2018.

**Figure II.11** - Utilisateurs de l'internet en % de la population en Libye



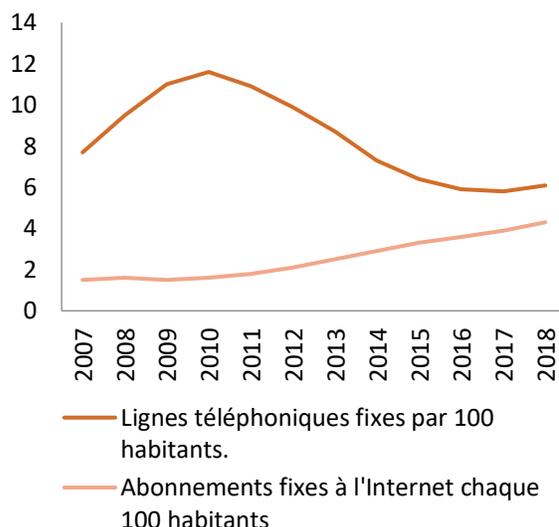
Source : Les auteurs à partir des données de Knoema

**Figure II.12** - Part des ménages avec internet au Maroc



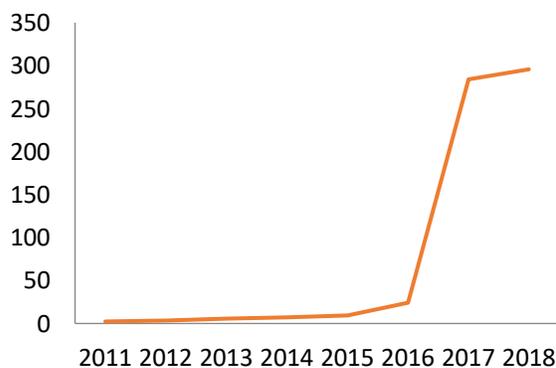
Source : Les auteurs à partir des données de Knoema

**Figure II.13** - Lignes téléphoniques et abonnements fixes à internet



**Source :** Les auteurs à partir des données de [Knoema](#)

**Figure II.14** - Serveurs internet sécurisés (par 1 million d'habitant) au Maroc



**Source :** Les auteurs à partir des données de [Knoema](#)

En effet, la diffusion des nouvelles technologies dont Internet a été parmi les engagements de l'Etat ces dernières années. En 2015, le Maroc a lancé les réseaux 4G/4G+ dans tout le pays et la connexion à très haut débit ce qui en fait le pays le plus développé de l'Afrique en connexions internet et aussi parmi les

premiers dans les pays arabes. Et en raison de ses ambitions annoncées pour l'installation du réseau 5G, le Maroc se positionne donc pour être un marché majeur de la téléphonie mobile sur le continent africain. Avec un taux d'abonnement fixe à Internet s'établissant à environ 4.5% par habitants en 2018 contre 1.5 % pour le même nombre d'habitant en 2007, la téléphonie mobile est généralisée pour la quasi-totalité des ménages aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. La part des ménages accédant à Internet est environ 74% en 2018, en nette amélioration par rapport à 68.5 % en 2016. Le nombre de serveurs Internet sécurisés a enregistré un important accroissement en s'établissant à environ 296 pour un million d'habitants en 2018 contre 1.6 pour le même nombre d'habitant en 2010.

Quant aux téléphones fixes, ils ne font pas la résistance devant le développement du mobile phone et de l'Internet ce qui s'est traduit par un recul du nombre des lignes téléphoniques fixes par 100 habitants passant d'environ 8 en 2007 à environ 6 en 2018.

Suite à l'adoption de nouvelles technologies et au développement de l'utilisation de l'Internet, l'indice de préparation en réseau s'est amélioré au Maroc en passant d'environ 3.57 en 2011 avec un rang à 3.9 en 2016. Le rang du Maroc selon l'Indice de préparation au réseau s'est amélioré passant de 83<sup>e</sup> rang en 2011 à 78<sup>e</sup> rang en 2016 sur 143 pays.

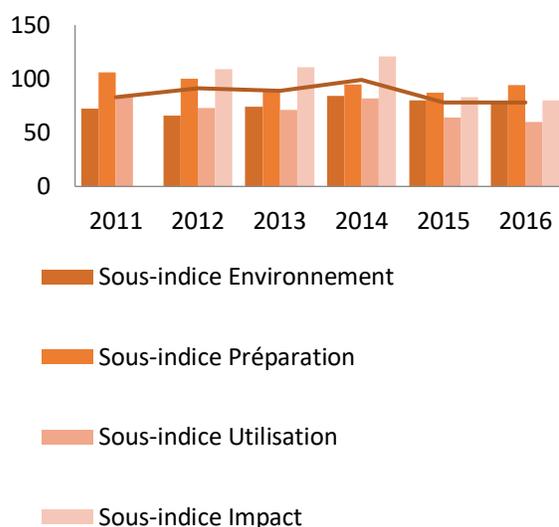
**Figure II.15** - Indice de préparation en réseau



Source : Les auteurs à partir des données de Knoema

rang 94<sup>e</sup> en 2016 et il s'est placé au 106<sup>e</sup> rang en 2011 sur 143 pays. On perçoit clairement l'engagement du pays dans l'investissement massif dans les infrastructures de technologies. Une infrastructure solide et fiable est une condition préliminaire pour améliorer la digitalisation. Selon le sous-indice utilisation, le pays occupe 60<sup>e</sup> rang en 2016 contre 84<sup>e</sup> rang en 2011 sur 143 pays. Le Maroc occupe le 80<sup>e</sup> rang en 2016 contre le 109<sup>e</sup> rang sur 143 pays selon le sous-indice impact. Quant au sous-indice environnement, le Maroc a connu un recul passant de 72<sup>e</sup> en 2011 à 77<sup>e</sup> en 2016.

**Figure II.16** - Sous indices environnement, préparation, utilisation et impact et indice de préparation au réseau



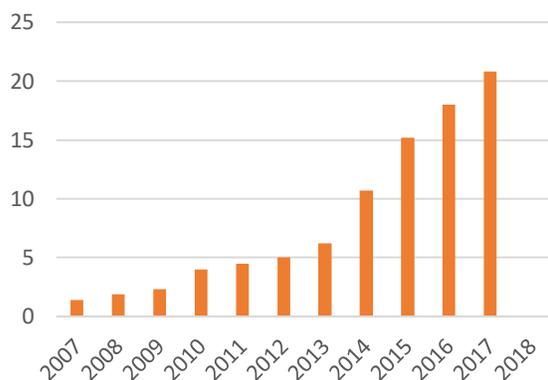
Source : Les auteurs à partir des données de Knoema

Les sous indices préparation, utilisation et impact se sont appréciés. Selon l'indice préparation, le Maroc occupe le

#### II.4.4 Mauritanie

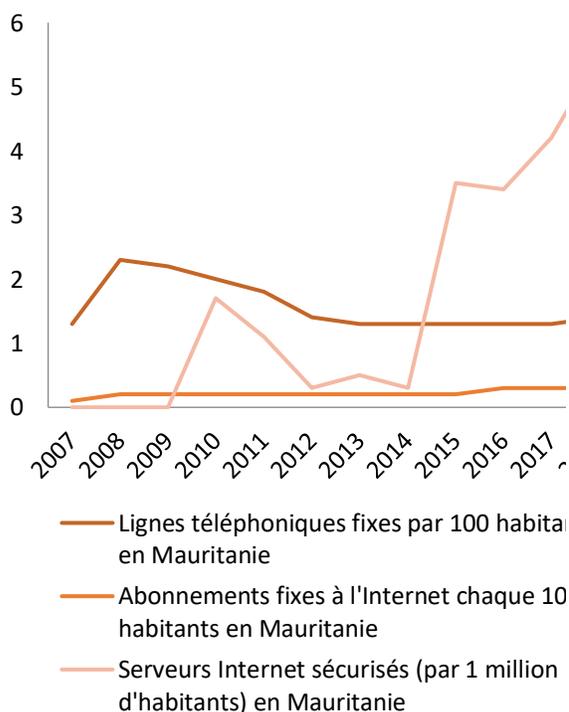
L'accès à Internet est encore émergent en Mauritanie. Mais le pays progresse puisque le rythme de propagation donne une indication encourageante : en effet le nombre d'utilisateurs de l'Internet en pourcentage de la population passe de moins de 1.5 % en 2007 à environ 21% en 2017. Le nombre d'abonnements fixes à l'Internet s'est légèrement améliorés atteignant 0.3% de la population en 2018 contre 0.1% en 2007. De même, le nombre de serveurs internet sécurisés atteint seulement 5.5 pour un million d'habitants contre 1.7 pour le même nombre d'habitants. La téléphonie fixe n'a pas connu une évolution majeure durant la période 2007-2018. Elle reste presque stable.

**Figure II.17** - Utilisateurs de l'internet en en % de la population en Mauritanie



Source : Les auteurs à partir des données de [Knoema](#)

**Figure II.18** - Lignes téléphoniques et abonnements fixes à internet en Mauritanie

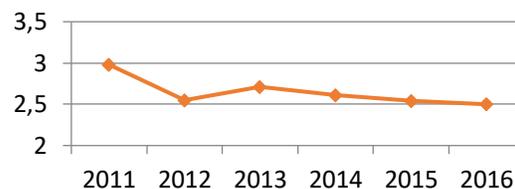


Source : Les auteurs à partir des données de [Knoema](#)

L'indice de préparation en réseau a connu une baisse passant de 2.98 en

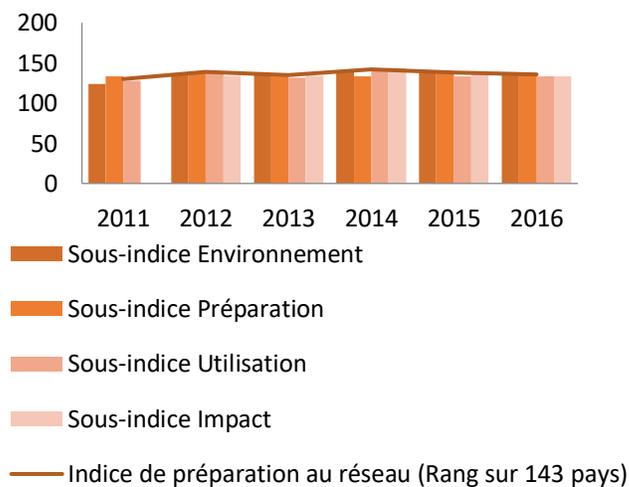
2011 à 2.5 en 2016 en plaçant le pays au 136<sup>e</sup> rang.

**Figure II.19** - Indice de préparation en réseau - Mauritanie



Source : Les auteurs à partir des données de [Knoema](#)

**Figure II.20** - Sous indices environnement, préparation, utilisation et impact - Mauritanie



Source : Les auteurs à partir des données de [Knoema](#)

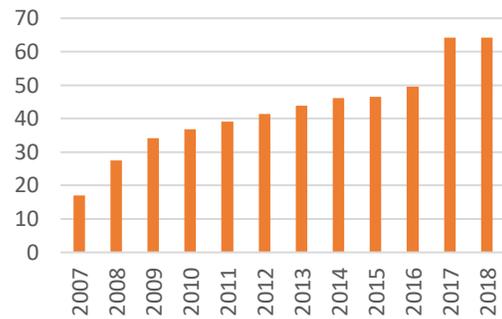
Le sous-indice environnement s'est stabilisé en plaçant le pays au 135<sup>e</sup> rang en 2016 contre 124<sup>e</sup> rang en 2011. Le sous-indice préparation et utilisation ont évolué dans le même sens plaçant la Mauritanie au 136<sup>e</sup> rang en 2016 contre 133<sup>e</sup> rang en 2011 selon le premier indice et en la plaçant au 133<sup>e</sup> rang en 2016 contre 128<sup>e</sup> rang en 2011. Quant à sous-

indice impact, il a enregistré une amélioration.

#### II.4.5 Tunisie

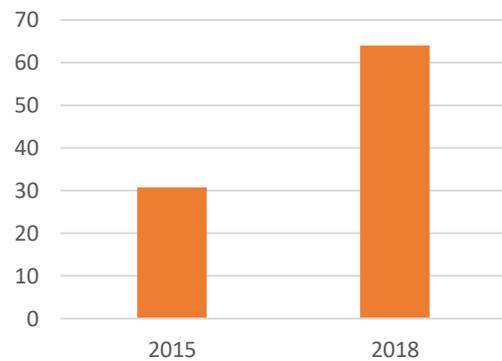
Le digital en Tunisie est un secteur en plein essor, les chiffres relatifs à l'utilisation de l'Internet en pourcentage de la population ont suivi une tendance haussière en atteignant désormais environ 65% en 2018 contre environ 17% en 2007. L'utilisation d'internet ne cesse d'évoluer, que ce soit en nombre d'abonnements fixes ou en nombre de serveurs sécurisés. Le nombre d'abonnement fixes à l'Internet a enregistré une nette amélioration que toutes les années précédentes en s'établissant à environ 9 % des habitants en 2018 contre environ 1% en 2007. Le nombre des serveurs Internet sécurisés a enregistré également une évolution en passant d'environ 6 pour un million d'habitants en 2010 à environ 316 pour le même nombre d'habitant en 2018. La part des ménages accédant à Internet est 64 % en 2018, en nette amélioration par rapport à environ 32% en 2015. En Tunisie, les lignes téléphones fixes, ne font pas la résistance devant le développement de mobile phone et de l'Internet ce qui s'est traduit par un recul de nombre des lignes téléphoniques fixes passant d'environ 12.5% en 2007 à environ 11.5% en 2018.

**Figure II.21** - Utilisateurs de l'internet en % de la population en Tunisie



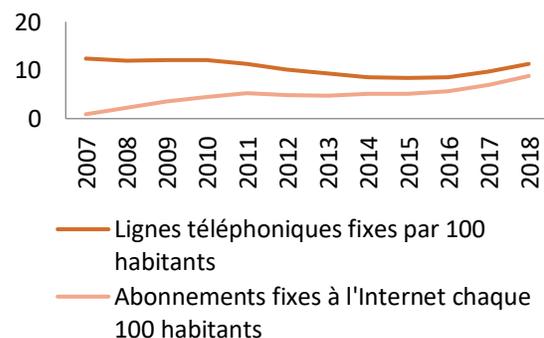
Source : Les auteurs à partir des données de Knoema

**Figure II.22** - Part des ménages avec Internet en Tunisie



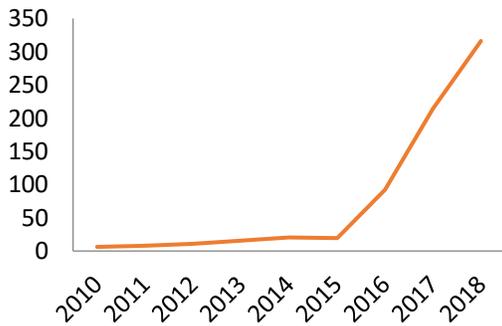
Source : Les auteurs à partir des données de Knoema

**Figure II.23** - Lignes téléphoniques et abonnements fixes à internet en Tunisie



Source : Les auteurs à partir des données de Knoema

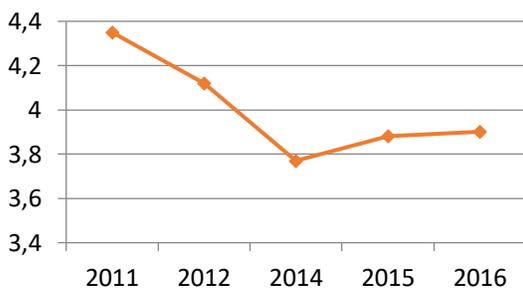
**Figure II.24** - Serveurs Internet sécurisés (par 1 million d'habitants) en Tunisie



Source : Les auteurs à partir des données de Knoema

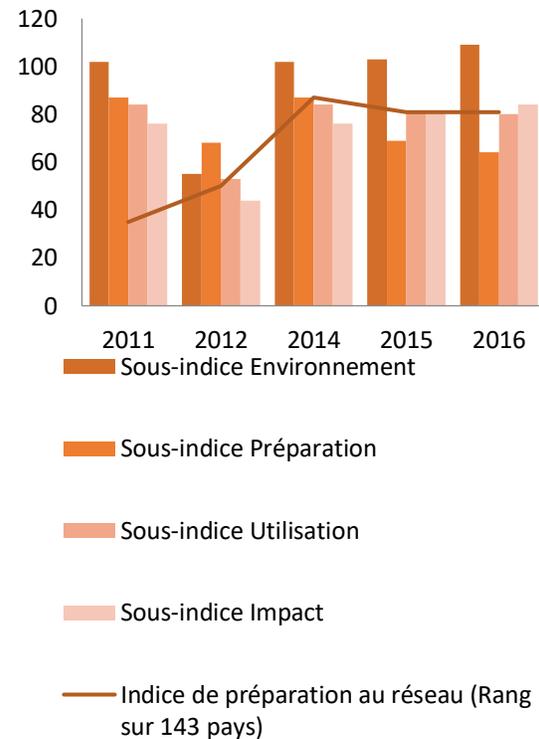
Selon l'indice de préparation en réseau, la Tunisie a obtenu un score de 3.9 en 2016 contre 4.35 en 2011. Elle a d'ailleurs perdu 46 places en six années, puisqu'elle était classée 35<sup>e</sup> sur 143 pays. Cette régression s'explique, en autres, par le recul des sous indices environnement et impact. Elle a perdu 7 places en termes de premier indice et 8 places en termes de deuxième indice durant la période 2011-2016. Il est à noter que la Tunisie a gagné 23 places et 4 places pour le sous-indice préparation et utilisation respectivement en 2011 et 2016.

**Figure II.25** - Indice de préparation en réseau en Tunisie



Source : Les auteurs à partir des données de Knoema

**Figure II.26** - Sous indices environnement, préparation, utilisation et impact en Tunisie



Source : Les auteurs à partir des données de Knoema

## II.5 Engagement des pays du Maghreb dans la transformation digitale

### II.5.1 Algérie

Conscientes de l'importance d'amorcer une véritable diversification des activités économiques rentables, les autorités publiques se sont engagées dans le lancement des programmes permettant une « transformation digitale » de l'économie algérienne. Pour assurer le bon développement et le bon suivi de la digitalisation, l'élaboration des textes juridiques et des lois s'avère d'une grande utilité. Parmi ces lois, figurent notamment la loi N°09-04 d'aout 2009

relative à la Prévention et à la lutte contre les infractions liées aux technologies de l'information et de Communication TIC et la loi n °15-04 du Février 2015 qui fixe les règles générales relatives à la signature et la certification électroniques.

Pour renforcer l'économie digitale en Algérie, plusieurs opérateurs et professionnels du secteur des nouvelles technologies ont lancé en Janvier 2020 le Groupement Algérien des Acteurs du Numérique (GAAN). Le GAAN a l'ambition de se positionner comme trait

d'union entre l'écosystème digital et les centres de décision pouvant impacter son évolution.



## Objectifs du GAAN

- ✓ Être le porte-voix des adhérents vis-à-vis des parties prenantes externes au niveau national et international.
- ✓ Fédérer les compétences et acteurs nationaux du Numérique.
- ✓ Mutualiser les ressources des entreprises adhérentes afin de développer les compétences techniques et managériales.
- ✓ Accompagner et renforcer la croissance des entreprises adhérentes du GAAN.
- ✓ Promouvoir les entreprises adhérentes aux niveaux régional, national et international.
- ✓ Recueillir et diffuser des informations relatives au secteur au sein des adhérents.
  - ✓ Renforcer la promotion et l'application du droit à la protection des données personnelles.

Source : GAAN

### II.5.2 Libye

Afin de déployer un environnement centralisé pour les technologies de l'information, la banque centrale de Libye a adopté plusieurs systèmes digitaux tels que Flex Cube

Comprehensive Banking. Ce système inclue la prise en charge de plusieurs succursales, la prise en charge des comptes dans différentes devises, la prise en charge de plusieurs moyens de communication, Paiement multicanal, etc.

#### Les services du Flex Cube Comprehensive Banking

Le système Flex Cube Comprehensive Banking comporte une base de données centralisée des clients et des comptes où les banques pourront utiliser ce système pour fournir des services distingués aux clients, notamment :

- Produire des unités de comptes financiers collectés des clients dans toutes les succursales de la banque.
- Mettre en place des transferts financiers automatiques entre tous les comptes clients dans les succursales de la banque pour maximiser les opportunités d'investissement pour les clients.
- Fournir aux clients les plus importants des entreprises et des institutions des fichiers électroniques comprenant le centre quotidien et les déplacements quotidiens.
- Permettre aux banques de répondre rapidement aux demandes du marché et aux clients dans un souci de production et de commercialisation rapides, il prend également en charge la fourniture de services bancaires 24 heures sur 24 et facilite le traitement des comptes via n'importe quelle succursale de la banque, en fournissant le paiement électronique des factures de services, notification par (SMS) avec le soutien des services bancaires via Internet (Internet Banking) dans la phase à venir.
- Aide à la communication avec les composants de base du système de paiement national (système de compensation électronique, distributeur de distributeurs automatiques et Point-Of -Sale, système de règlement en ligne, système d'instrumentation automatisé) et support pour la communication directe avec le système swift.

Source : Banque centrale de la Libye

### II.5.3 Maroc

Compte tenu de l'importance de la digitalisation comme nouveau pilier de la croissance économique, le Maroc a initié une stratégie de développement du secteur des technologies de l'information à travers le plan Maroc digital 2020. Le premier challenge consiste à une transformation numérique de l'économie nationale. Il s'agit d'assurer la digitalisation des méthodes et process (e.gov) administratifs en soutenant la transformation de l'administration et en modernisant les plateformes de l'Etat. Il s'agit également de réduire la fracture digitale au profit des citoyens (connectivité pour tous, programmes de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, Accès public à la WIFI) et des entreprises notamment les PME/TPE (régions défavorisées en matière de connectivité) et d'assurer une transformation intégrée des secteurs critiques de l'économie (PortNet, Santé, ...). Le deuxième challenge consiste à intégrer un hub numérique régional. Il s'agit d'assurer d'une part un repositionnement stratégique Business Process Outsourcing (BPO) sur l'Europe en encourageant les modèles économiques orientés valeur ajoutée et la mise en place d'une offre promotionnelle avec des incitations spécifiques et d'autre part le développement notamment d'infrastructures et réseaux physiques communs et l'encouragement des talents africains à l'intégration des sociétés marocaines (Hub Numérique Afrique Francophone). Le troisième challenge consiste à améliorer la place du numérique au Maroc en accélérant

l'accès au très haut débit et généralisation de l'accès à la data-mobile, en développant des compétences et formations en technologies d'information, en créant un cadre juridique et réglementaire numérique approprié et en assurant l'émergence de nouveaux acteurs technologiques nationaux (UNESCO, 2017).

# Stratégie Maroc Digital 2020

## La stratégie nationale « Maroc Digital 2020 » qui vise à :

- Accélérer la transformation numérique du Maroc ;
- Renforcer la place du Maroc comme hub numérique régional ;
- Relever les freins éco systémiques, en s'attaquant en particulier à la problématique de la gouvernance et des compétences numériques.

## Elle a pour principaux objectifs :

- Le Maroc parmi les TOP 3 des pays MEA (Moyen-Orient et Afrique), hors des pays du Conseil de coopération du Golf, dans le classement e.GOV (services rendus aux citoyens et aux entreprises), Infrastructure DATACOM et Doing IT ;
- 50% des démarches administratives en ligne ;
- Réduire le gap d'accès numérique de 50% ;
- 20% des PME équipées et connectées à l'internet ;
- 5 à 10% de croissance annuelle de l'Offshoring au Maroc ;
- Le Maroc N°1 des HUBs numérique en Afrique francophone et N°2 des HUBs numériques en Afrique ;
- Former plus de 15.000 professionnels IT au Maroc ;
- 5 locomotives marocaines dans le TOP 30 africains ;
- 60.000 emplois créés dans l'Offshoring.

---

## La stratégie Maroc Digital 2020 s'est construite autour des partis pris forts suivants :

- Ambition de s'ancrer de façon irréversible dans la révolution digitale globale ;
- Numérique comme outil de transformation économique et sociale ;
- Etat : réforme décisive de l'administration ;
- Economie : nouveau souffle de compétitivité ;
- Société : réduction de la fracture numérique et engagement citoyen.

#### II.5.4 Mauritanie

Consciente de l'importance de la digitalisation, la Mauritanie s'est engagée dans le projet WARCIP afin d'accroître la couverture géographique

des réseaux à bande passante de grande capacité et de diminuer les coûts des services de communications sur le territoire de la République Islamique de Mauritanie.

##### Projet WARCIP

Le Programme WARCIP propose une approche intégrée centrée sur :

- une connectivité améliorée à travers l'accès concurrentiel à la bande passante internationale,
- la création d'un environnement propice et le renforcement des capacités institutionnelles pour éliminer les goulots d'étranglement qui contraignent la participation du secteur privé au développement de la connectivité nationale et régionale,
- l'appui à la mise en œuvre du Programme dans le pays (y compris les clauses environnementales et sociales).

Source : République Islamique de Mauritanie, Projet de connectivité Nationale

Selon la banque mondiale (2017), il existe plusieurs facteurs propices au développement de la finance digitale en Mauritanie : les autorités publiques et la Banque centrale se sont engagées pour développer la finance digitale à travers la mise en œuvre d'un projet à propos la réglementation sur la monnaie électronique dans le cadre de l'assistance technique de la banque mondiale. Le déploiement de la fibre optique à l'intérieur de la Mauritanie à travers le projet WARCIP, cofinancé par l'Etat mauritanien, la banque mondiale et la banque européenne d'investissement peut favoriser le développement la digitalisation. Il existe également un fort intérêt pour le mobile money de la part des opérateurs de téléphonie mobile pour assurer une forte pénétration de l'internet mobile qui

ouvre des perspectives pour l'innovation.

#### II.5.5 La Tunisie

En Tunisie, les autorités de régulation ont mis en place d'une Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (2018-2022) afin de promouvoir l'inclusion financière. L'un des principaux axes auquel s'articule cette stratégie est la finance digitale. Il s'agit d'assurer l'inclusion financière par le biais de l'élargissement du panel de services financiers mobiles et le développement de leur usage (Rapport annuel de la BCT, 2018).

Pour renforcer la supervision bancaire, plusieurs lois ont été élaborées telles que la loi bancaire n°2016-48 qui a élargi l'exercice de l'activité de gestion des moyens de paiement, jusque-là réservé

exclusivement aux banques et à l'Office National des Postes, à de nouveaux acteurs et ce, par la consécration du statut d'établissement de paiement (EP). Et pour mettre en place un écosystème propice qui permet de valoriser les idées des jeunes talentueux et financer leurs idées et projets innovants, une loi relative à la promotion des startups a été adoptée en avril 2018 (Loi n°2018-20 du 17 Avril 2018). Cette loi vise à faire de la Tunisie une destination régionale privilégiée et un site national incitatif à la création et à l'attraction des startups (La Tunisie est devenue, depuis mai 2017, membre de l'alliance Smart Africa). Elle s'insère dans la stratégie « Tunisie Digitale » qui a pour objectif de faire de

la Tunisie un Hub pour les startups dans la région du sud de la Méditerranée, le Monde arabe et le continent africain. En matière de réduction de la fracture numérique entre les différentes zones du pays, le projet (Couverture des Zones Blanches) couvre 94 secteurs (180 milles habitants) répartis sur 47 délégations dans 15 gouvernorats. Jusqu'au Mars 2019, 52 secteurs ont été couverts ; soit un taux de réalisation de 54%. Entre 2010 et 2017, la proportion de la population utilisant l'Internet est passée de 17% à 56% et celle utilisant un téléphone portable est passée de 67% à 85% (Nations Unis, 2019).

# Plan National Stratégique Tunisie Digitale 2020

La Stratégie « Tunisie Digitale 2020 » s'articule autour de quatre axes: i) « Infrastructure » : Généraliser l'accès à l'internet haut débit et à la connaissance et développer le très haut débit. ii) « e-Gov » : Transformer l'administration par l'usage et l'adoption du Numérique pour une meilleure Efficacité et Transparence, iii) « e-Business » : Transformer les entreprises par l'intensification de l'usage du numérique, iv) « Smart Tunisia » : Être dans le Top des meilleures destinations de l'Offshoring et Leader de l'Offshoring IT de la région MENA.

## A travers cette vision, la Tunisie ambitionne de :

- Garantir l'inclusion sociale et réduire la fracture numérique par un meilleur accès à l'information et à la connaissance
- Renforcer la culture numérique par la généralisation de l'usage des TIC dans les cursus éducatifs.
- Evoluer vers une e-Administration au service du citoyen, équitable, transparente, agile et efficace.
- Contribuer à la réduction du chômage et la création d'emplois dans les secteurs du numérique.
- Accompagner l'entrepreneuriat et la stimulation de l'innovation.
- Améliorer la compétitivité des entreprises, tous secteurs confondus, par l'investissement dans les TIC et le positionnement dans l'économie numérique.
- Assurer le passage de la Tunisie dans le numérique via la mise en place d'un cadre réglementaire, d'une gouvernance et d'un environnement sécuritaire adaptés.

## Objectifs du Plan National Stratégique

- Tunisie classé n°1 en Afrique, et n°4 dans le monde Arabe (selon index NRI)
- 3 familles sur 5 connectées en haut débit d'ici 2020 et 50% de taux de pénétration du haut-débit mobile
- 80 000 emplois créés d'ici 2020 puis 25 000 par an
- 11 Milliard de DT de valeur ajoutée annuel d'ici 2020
- 1/3 des investissements réalisés par le public et 2/3 par le privé (et favoriser le partenariat public-privé)
- Amorcer la transition vers l'Administration Zéro Papier

Source : Ministère des technologies de la communication et de la transformation digitale

## **II.6 La digitalisation au sein du secteur bancaire maghrébin**

De nos jours, les banques sont dans une ère où les préférences et les habitudes des consommateurs sont en évolution permanente, l'environnement concurrentiel les oblige à s'attaquer de toute urgence à leur processus de digitalisation pour ne pas se laisser distancer sur un marché en pleine mutation.

### **II.6.1 Le digital : un formidable levier pour le secteur bancaire**

La digitalisation est un moteur important de l'innovation financière dans la mesure où l'adoption de nouvelles technologies dans le secteur bancaire représente un facteur clé de l'inclusion financière. En effet, les applications innovantes de la technologie numérique pour les services financiers, ou Fintech, sont utilisées pour modifier l'interface entre les consommateurs de services financiers et les prestataires de services et contribuent à améliorer la communication avec les consommateurs et à accroître leur engagement (OCDE, 2018).

## La digitalisation est en mesure de développer plusieurs services financiers au sein du secteur bancaire

### *Paiements*

Les paiements représentent l'application la plus fréquente de la technologie numérique aux services financiers. Bien que les paiements numériques aient commencé avec des instruments physiques (par exemple, les cartes de crédit), les paiements se déplacent de plus en plus dans le domaine virtuel. Les paiements englobent les services bancaires en ligne, le commerce électronique (par exemple Amazon) et les services de paiement (par exemple PayPal).

### *Les communications*

La digitalisation modifie la façon dont les prestataires de services bancaires communiquent avec leurs clients. Ils changent la façon dont les produits financiers sont commercialisés. Les publicités en ligne sont souvent ciblées sur le profil de leurs téléspectateurs, ce qui est déduit de leur comportement en ligne et de leurs habitudes de navigation. Les fonctions d'assistance aux consommateurs peuvent également être transformées grâce à la technologie, comme l'utilisation de robots de discussion ou de sessions de réalité virtuelle avec un conseiller.

### *Prêt et financement*

Grace à la digitalisation, de nouveaux modèles commerciaux de prêt et de financement font leur apparition, notamment les plates-formes peer-to-peer. De nouvelles méthodes de calcul des scores de crédit basées sur des variables non traditionnelles telles que les réseaux sociaux font leur apparition dans la pratique, affinant ces scores pour mieux représenter les caractéristiques de risque d'un individu. Dans une autre application du Big Data, le processeur de paiement Worldpay a commencé à accorder des prêts aux PME en partenariat avec Liberis, un prêteur interbancaire non bancaire basé à Londres, offrant des avances de fonds non garanties basées sur les ventes de cartes projetées. Worldpay est en mesure d'analyser les données de vente passant par son système pour déterminer à l'avance le montant que les clients sont en mesure de rembourser et sur quelle période et, par conséquent, est en mesure d'avancer uniquement les montants de capital qui se situent dans ces limites.

### *Conseils et planification*

L'essor des plateformes numériques présente de nombreuses opportunités pour engager et assister les consommateurs dans leur propre planification financière. Ils aident les consommateurs à garder une trace de leurs finances et ils peuvent également les aider à comparer les produits financiers et à décider dans quels produits ils vont investir. Des plateformes de comparaison ont été développées pour aider les consommateurs à choisir des produits d'assurance, des hypothèques et des produits d'investissement / d'épargne.

## Des exemples prometteurs de la digitalisation des services financiers

L'intégration de la technologie numérique à la finance a assuré l'inclusion financière. De nombreux exemples prometteurs sont apparus en Afrique subsaharienne, notamment le service de paiement mobile «M-Pesa» du Kenya, « PayPal » de l'USA, « AliPay » et « WeChat » de la Chine.

### «M-Pesa» du Kenya

M-Pesa est un service de transfert d'argent par téléphone mobile lancé en Kenya en 2007 par Safaricom. Ce service n'exige pas que les utilisateurs aient un compte bancaire. Les utilisateurs mobiles du Kenya peuvent échanger leurs envois de fonds contre de l'argent ordinaire dans n'importe quel point de vente M-Pesa. En raison de la commodité du système de paiement et de règlement, en seulement quatre ans, plus de 15 millions de Kenyans sont devenus des utilisateurs de M-Pesa, avec un volume de transactions de milliards de shillings kenyans. M-Pesa fait progresser l'inclusion financière grâce à l'intégration de la technologie numérique dans le secteur financier.

Aux États-Unis, PayPal est un exemple typique d'innovation axée sur la technologie en matière d'inclusion financière numérique qui répond aux besoins des consommateurs. Créé aux États-Unis en 1998, le plus grand site d'enchères de commerce électronique aux États-Unis. Et afin d'attirer les dépôts, PayPal a lié ses comptes aux fonds du marché monétaire.

### «PayPal» de l'USA

### « AliPay » de la Chine

A été créé en 2004 par Ant Financial Services Group. Il résout le problème de confiance entre les acheteurs et les vendeurs de Taobao. Le développement d'AliPay est motivé par la technologie et répond efficacement à des besoins spécifiques et améliore l'expérience des utilisateurs, ce qui a fait progresser l'inclusion financière numérique dans le domaine du paiement. Alipay est aussi une solution de paiement réelle fonctionnant sur un système de QR Code. Le vendeur propose son QRcode personnel, l'acheteur scan ce QRcode avec son mobile et accepte la transaction. Le paiement est effectué instantanément et la facture arrive par email ou sms.

Est un produit de paiement Internet développé conjointement par WeChat, un service de logiciel de chat gratuit de Tencent et Tenpay (la plate-forme de paiement tierce de Tencent). Avec WeChat, les utilisateurs peuvent communiquer entre eux et acheter des biens et services auprès des marchands WeChat.

La plateforme WeChat Pay propose quatre types de services : consommation, gestion de patrimoine, vie et services financiers. En associant simplement une carte bancaire à WeChat et en complétant l'authentification d'identité, l'utilisateur peut transformer un téléphone intelligent avec l'APP en un portefeuille polyvalent.

### « WeChat Pay »

## II.6.2 Les banques maghrébines dans le processus de transformation digitale\*

société en pleine mutation, le digital offre une possibilité d'accompagnement efficace de la clientèle. Pour les banques algériennes, il importe de s'adapter au mieux aux nouveaux comportements de ses clients. Elles proposent des offres innovantes, rendant ainsi la relation client plus simple et plus proche.

### II.6.2.1 Algérie

La transformation digitale revêt une importance majeure car dans une

**Tableau II.2** - Les banques Algériennes dans le processus de transformation digitale

<b>BNA</b>	Pour un service toujours plus performant, la BNA a poursuivi son innovation dans le domaine de la monétique et de digitale, en procédant en novembre 2018, à l'ouverture de la première agence digitale. Dotée d'un Distributeur Automatique de Banque, d'un Guichet Automatique de Banque et d'un espace digital, cette agence offre une panoplie de services accessibles à tous visant à renforcer la proximité avec les clients.
<b>BDL</b>	A pris le prix de « Transformation-Intégration des Fintechs » lors de la cérémonie des « Awards Transformation » organisé par le cabinet d'étude et de consulting- Trusted Advisor.
<b>BNP PARIBAS EL DJAZAÏR</b>	Elle s'attache à simplifier l'accès à ses services en proposant à chaque client le canal qui lui correspond. Site Internet, réseaux sociaux, E-banking, application mobile « My Bank », GAB multifonctions ou encore le Direct Call, son centre relation clients : autant de solutions qui témoignent de la volonté de BNP Paribas El Djazaïr à s'engager dans la transformation de son service client tout en contribuant à l'émergence de nouveaux usages et pratiques en Algérie. Une transformation qui se manifeste aussi à travers un nouveau format d'agence ; l'Agence digitale. Cet espace de libres services bancaires permet de découvrir une nouvelle expérience client plus autonome et de se familiariser avec les produits digitaux de la banque.

### II.6.2.2 Libye

Pareillement, les banques libyennes traditionnelles ont dû repenser leur mode de fonctionnement face à la transformation digitale.

**Tableau II.3** - Les banques Algériennes dans le processus de transformation digitale

<b>Jumhouria</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• a augmenté le niveau des services électroniques afin de se tenir au courant du développement technologique et de la recherche constante de la satisfaction des clients et d'obtenir une meilleure part de marché.</li> <li>• A développé plusieurs services électroniques tels que la carte de débit ATM et les points de service (POS) qui sont répartis dans tous le pays, en plus du service « MASRIFI PLUS », fourni sur les Smartphones.</li> </ul>
<b>Wahda Bank</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• a introduit le « Mobicash » afin de permettre aux utilisateurs de payer du paiement quotidien et de transférer de l'argent.</li> </ul>
<b>La Banque de Commerce et de Développement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• a créé «Edfali», un mode de règlement via un téléphone portable afin de faciliter la vie quotidienne des libyens.</li> </ul>

### II.6.2.3 Maroc

(Rapport annuel de la supervision bancaire, Bank Al Maghreb, 2018).

En s'appuyant sur le digital, les banques marocaines se sont inscrites dans cette dynamique et ont développé leurs applications mobiles et internet tout en œuvrant dans un processus de transformation digitale de leurs réseaux passant notamment par la création de nouveaux formats d'agences équipées d'outils digitaux à destination de la clientèle. Et dans le cadre de suivi de la digitalisation des institutions financières, Bank Al-Maghrib a procédé à une veille dans ce domaine tout en entretenant le dialogue avec les acteurs sur ces sujets. A cette fin, un groupe de travail avec les banques sur le digital a été constitué. Les discussions ont porté en 2018 sur l'entrée en relation et l'ouverture de comptes bancaires à distance et les défis associés portant, d'une part, sur l'authentification et l'identification numérique des clients et, d'autre part, sur le recours à la signature électronique

**Tableau II.4 - Les banques marocaines dans le processus de transformation digitale**

<b>CFG-Bank</b>	L'année 2019 a été marquée par la poursuite des innovations technologiques et de la digitalisation des services bancaires à destination de la clientèle, avec notamment le lancement de la dotation touristique totalement digitalisée. Ainsi, la qualité et la facilité d'utilisation des outils technologiques ont permis en 2019 à leurs clients d'effectuer 85% de leurs transactions via le canal digital. CFG Bank a ainsi développé une offre digitale très innovante : Impression des moyens de paiements en agence (carte bancaire, chéquier) à l'ouverture du compte ; Une application mobile pour effectuer l'essentiel des opérations en toute autonomie ; Lancement périodique de nouveaux services digitaux (virements instantanés entre CFG Bank et CIH, dépôt de chèque et dotation en devise digitalisés via l'application mobile).
<b>Al Barid Bank</b>	Afin de faciliter à tous l'accès aux services bancaires, Al Barid Bank a misé sur la stratégie du multicanal qui intègre un ensemble de services dématérialisés proposés via le Web, le mobile ou encore les guichets automatiques bancaires (GAB). La banque multicanal permet ainsi aux clients de bénéficier d'une large gamme de services, accessibles de partout et à tout moment via : un large réseau d'agences ABB et Barid Cash; un large réseau de GAB; Barid Bank Mobile ; le Home Banking ; le Centre de Relation Client.
<b>CIH bank</b>	À l'instar de sa politique de développement monétique, la stratégie digitale est orientée client. Celui-ci devient le nouveau paradigme. La digitalisation donne la main au client qui peut consulter ses comptes, vérifier les plafonds de ses cartes... Il n'a plus besoin de se déplacer physiquement. Deux canaux sont privilégiés : le on line et l'application mobile. Complémentaires, ils permettent de toucher des profils de clients différents selon leur âge, leur situation professionnelle et personnelle, et donc de répondre à davantage de demandes. CIH on line est inauguré en 2013. L'ergonomie de l'interface proposée assure un accès simple et rapide à tous les utilisateurs. Ces derniers peuvent y effectuer des transactions, télécharger sans se déplacer les principaux documents bancaires, commander un chéquier. Le service donne également un accès direct et instantané à de nombreuses informations : consultation du portefeuille des cartes bancaires, des produits connexes – assurances, épargne –, suivi des prêts... Et comme en la matière rien n'est figé, CIH on line fait évoluer ses fonctionnalités vers toujours plus de facilité et de rapidité.

#### II.6.2.4 Tunisie

Dans un monde en perpétuelle évolution et face à un environnement plein d'incertitudes qui caractérisent la scène économique et financière, aussi bien nationale qu'internationale, la Banque centrale de la Tunisie (BCT) s'est engagée en 2018 à la mise en œuvre du plan de decashing afin d'améliorer la

transparence au sein des institutions publiques et privées.

##### **La mise en application du plan de « Decashing » par la Banque Centrale de Tunisie**

- Faire le diagnostic du secteur du paiement digital en exécutant les travaux portant sur l'étude « Digitalisation des Paiements en Tunisie » lancée par la Banque Mondiale pour le compte du gouvernement tunisien (Ministère des Technologies de la Communication et l'Economie Numérique : MTCEN).
- Maintenir la confiance des utilisateurs à travers l'élaboration du cadre réglementaire régissant les établissements de paiement qui soutient l'innovation, la compétitivité, la digitalisation des services financiers.
- Mettre en place une feuille de route qui capitalise des « Quick wins » de court terme.
- La poursuite des actions engagées pour promouvoir la digitalisation des paiements électroniques auprès des institutions. Les aspects techniques, comptables et opérationnels ont été fixés dans des conventions entre les différentes parties prenantes (BCT, SMT, Banques, Ministère des Finances, Opérateurs téléphoniques).
- Le passage du projet de dématérialisation des obligations cautionnées à sa dernière phase consistant à ne plus exiger les supports papiers de ce moyen de paiement aussi bien au niveau des Recettes de Douane lors du dédouanement des marchandises qu'au niveau des banques lors du paiement à l'échéance. Cela optimisera le délai de recouvrement tout en réduisant les coûts supportés.
- L'implication dans le programme d'assistance technique assuré par la Banque Mondiale, en vue de développer les compétences des cadres de la BCT.
- Maintenir une infrastructure de paiement sûre et efficiente, et d'analyser les modèles économiques sur lesquels repose aujourd'hui le fonctionnement des moyens de paiement.
- La participation dans de nombreux groupes de travail relatifs au projet d'implémentation du Système Régional de compensation et de règlement des paiements intra-arabes « ARPS ».

Source : Rapport annuel BCT (2018)

Face à la montée de la digitalisation et des technologies relatives à l'intelligence artificielle et la Blockchain, la BCT s'est engagée dans le processus de la transformation digitale du système bancaire afin de se rapprocher encore plus de la clientèle qui est de plus en plus connectée. Ainsi, la Banque centrale, à la suite de la réussite de l'Africa Blockchain Summit, s'est dotée d'un « Comité Fintech », lancé depuis le 9 janvier 2019. Il compte être à l'avant-garde de ces changements. Parmi les projets immédiats de ce Comité, citons le Site WEB dédié aux Fintech, le BCT-Lab et la Sandbox réglementaire. L'approche de la Banque centrale en termes de Fintech consiste à jouer le rôle de « Facilitateur »

envers cet écosystème en protégeant les usagers des services financiers contre les risques du développement technologique, en soutenant la stabilité financière et en promouvant l'activité des Fintech à l'échelle intérieure et extérieure, à travers la coopération régionale et internationale (Rapport annuel de la BCT, 2018).

**Tableau II.5 - Les banques tunisiennes dans le processus de transformation digitale**

<b>STB</b>	<p>Elle a commencé un programme de transformation digitale de la banque à travers un ensemble de projets s'articulant autour d'une plateforme ouverte Open Bank de nouvelle génération et la mise en place d'une stratégie DATA.</p> <p>La banque a procédé au lancement d'un ensemble de solutions digitales sous la dénomination de « STB DIRECT ». Les applications actuellement en phase de production sont Digi-Transfert, Digi-Epargne, Digi-Actionnaire, Digi-Cartes et Digi-Crédit.</p>
<b>BIAT</b>	<p>Le développement digital est aujourd'hui au cœur de la stratégie de la BIAT. Un cadrage de la transformation digitale a été mené en 2018 et a permis d'établir une feuille de route stratégique. Les pré requis à cette transformation digitale ont été entamés notamment à travers la mise en place d'une nouvelle gouvernance des systèmes d'information et d'un modèle opérationnel agile permettant de supporter le développement futur de la banque.</p>
<b>AMEN BANK</b>	<p>La banque prévoit l'élargissement de l'offre de la Banque Digitale, l'enrichissement des produits de la Bancassurance, le développement des activités Banque d'Affaires et Banque de Détail et le lancement d'une branche de Finance Islamique et d'une branche de Private Banking.</p> <p>Elle a été désignée « La Meilleure Banque Digitale Tunisie 2019 » par Global Banking &amp; Finance Review. De plus, AMEN BANK a également obtenu, par le cabinet international Trusted Advisors, le Prix de la transformation « Création</p>

	<p>de valeur transformationnelle à travers l'innovation » et le Prix de la Solution Digitale « AmenPay ». Il est à rappeler, qu'« AmenPay » est l'application de Mobile Payment, 100% tunisienne d'AMEN BANK, qui fonctionne sur les technologies « QR Code » et « NFC » de mobile à mobile et répond parfaitement aux normes internationales de sécurité. Cette application est disponible au téléchargement sur Play Store (Android) et très prochainement sur App Store (IOS). Ces trois distinctions internationales confirment la position d'AMEN BANK, en tant que Banque leader dans l'innovation, la digitalisation de ses process et la prise en compte permanente de l'expérience client, notamment après le lancement réussi en 2015 d'AMEN First Bank, première banque 100% en ligne en Tunisie. En complément de ces distinctions prestigieuses, AMEN BANK a reçu du Comité de Certification TÜV Rheinland CERT de Cologne (Allemagne), la confirmation de la certification internationale de sécurité ISO/IEC 27001, sur l'ensemble de ses plateformes de banque digitale, dont notamment AMEN First Bank.</p>
<b>BNA</b>	<p>Dans une perspective commerciale orientée vers le client, la BNA se réinvente en permanence pour proposer à ses clients Particuliers, Professionnels et Entreprises, de nouvelles offres digitales : « BNA e-Banking ». Cette nouvelle approche multi canal permet aux clients de suivre, gérer leurs comptes et bénéficier d'une panoplie de services à distance en temps réel et en toute sécurité, assurant ainsi un équilibre adéquat entre interfaces numériques et contacts personnalisés.</p>
<b>Attijari bank</b>	<p>La banque qui ne cesse d'innover en proposant de nouveaux produits et services, a mis en place une stratégie de transformation digitale pour préparer progressivement la banque de demain. Une feuille de route a été tracée et plusieurs initiatives ont été lancées dont la banque digitale « Webank » qui a vu le jour en octobre 2018. Elle permet l'entrée en relation à distance et proposant des services de paiement et de transferts en ligne. Toutefois, il est à préciser que Webank n'est qu'un projet parmi d'autres qui s'intègrent dans le cadre d'une feuille de route de transformation digitale en profondeur.</p>

### II.7 Covid 19 : le nouvel élan de la digitalisation dans les pays de l'UMA

Suite de la crise Covid-19 qui représente l'une des plus graves récessions qu'a connue le monde depuis la seconde guerre mondiale, les pays de l'UMA se sont lancés dans

de ambitieux programmes de transformation digitale afin d'assurer la continuité de l'activité de plusieurs secteurs vitaux. Il est sans doute certain que la crise sanitaire a donné l'occasion à prendre part à un bouleversement radical en matière de digitalisation. Ce faisant, les pays jouissent d'une formidable

opportunité capable de les avancer en matière d'adoption de nouvelles technologies.

### Les plus importantes décisions prises en réaction avec l'apparition de la crise sanitaire

<b>Algérie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• a appelé les banques et les établissements financiers à encourager l'utilisation des moyens de paiements scripturaux auprès de leurs clients afin de les prémunir du coronavirus.</li> </ul>
<b>Libye</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• s'efforce de protéger les employés des banques et des clients contre cette pandémie en les guidant à utiliser les différents services électroniques.</li> </ul>
<b>Maroc</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• a lancé « un bureau d'ordre digital » pour gérer électroniquement les flux des courriers entrants et sortants.</li> <li>• a développé « le guichet électronique des courriers » qui permet l'automatisation du processus de traitement des courriers au sein d'une administration donnée.</li> <li>• a lancé « le parapheur électronique » qui permet une dématérialisation complète de flux documentaires nécessitant une valeur probatoire.</li> <li>• Les banques marocaines sont toutes mobilisées afin de protéger leurs clients et les aider à effectuer leurs opérations bancaires courantes à distance.</li> </ul>
<b>Mauritanie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• a permis la collaboration des banques commerciales en vue de mettre en place une politique plus active de la vulgarisation de la digitalisation des opérations bancaires pour éviter les rush aux guichets en privilégiant et en diminuant les coûts des cartes bancaires</li> </ul>
<b>Tunisie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• a mis en place le « Portefeuille Digital » qui permet à chaque Tunisien de créer son portefeuille virtuel sur son mobile, recevoir de l'argent, et payer avec en toute simplicité.</li> <li>• a développé les services administratifs en ligne : les autorisations de circuler via SMS, le paiement des impôts par virement et l'envoi des documents par mail, l'octroi des aides aux familles nécessiteuses à travers leur "carte vitale sociale" directement retirées d'un DAB, l'accès gratuit aux plateformes d'enseignement à distance etc.</li> <li>• a favorisé la bancarisation grâce à la BCT, à travers l'octroi gratuit des cartes bancaires par les banques afin de ne pas toucher l'argent dans le but d'atténuer le risque de contagion et de propagation de la pandémie.</li> </ul>

Source : d'après les auteurs

## II.8 Conclusion et Recommandations

La digitalisation est encore un mouvement en développement dans la région maghrébine et les pays peuvent faire mieux puisque le rythme d'évolution de tous les indicateurs peut donner une indication encourageante. Il est fort à parier qu'il existe plusieurs facteurs propices au développement de la finance digitale au sein des institutions financières maghrébines tels que l'engagement des autorités publiques et des banques centrales dans le développement de la transformation digitale, le fort intérêt des opérateurs de téléphonie mobile pour le mobile money etc.

Mais il existe toutefois plusieurs obstacles à la transformation digitale du secteur bancaire maghrébin tels que les coûts élevés de la commission prélevée sur l'utilisation des cartes bancaires, l'absence de confiance du citoyen dans les transactions numériques, la faible pénétration du téléphone portable dans les zones rurales, le manque de diversification dans l'offre de la finance digitale, absence de connaissance des consommateurs illettrés face à des services dont l'accès exige de nombreuses étapes compliquées.

Le développement de la digitalisation pourrait devenir un atout considérable pour la région maghrébine. Les pays ont ainsi tout intérêt à rattraper leurs retards dans le secteur. Ceci, nécessite des réformes en profondeurs.

Les recommandations nécessaires peuvent s'articuler autour de trois axes :

- **L'infrastructure digitale : mettre à niveau les infrastructures nécessaires à l'essor du secteur**

Sans l'infrastructure appropriée, il est impossible de mettre en œuvre la digitalisation. L'infrastructure digitale est le fondement qui permet la transmission d'informations numériques. L'amélioration de l'infrastructure digitale est la première étape fondamentale pour assurer un environnement favorable au développement des startups digitales. Elle s'avère d'une nécessité primordiale pour les pays de l'UMA, qui accusent toujours un retard en termes de performances et de couverture des réseaux de communication. En effet, les infrastructures nécessaires au développement durable du secteur sont fortement ralenties par un niveau d'investissement encore très faible ou même négligeable, comparativement aux besoins réels de la digitalisation.

- **Transformation digitale : accélérer la transformation digitale des institutions publiques, des entreprises et de la société civile**

La digitalisation des administrations, des universités, des entreprises etc. est une étape incontournable de la transformation digitale. Pour assurer une véritable transformation digitale au sein de la région maghrébine, une coopération fructueuse entre tous les acteurs est nécessaire puisqu'il n'existe aucun organisme public ou privé qui puisse à lui seul gouverner le secteur du digital. Seule une collaboration, impliquant le secteur public, les entreprises et la société civile, pourrait

assurer un développement rapide et durable du secteur. Du côté des autorités, ils doivent renforcer la dématérialisation de certaines procédures de l'administration et le développement de services en lignes en favorisant l'accès à ces services pour les citoyens afin d'améliorer l'efficacité et la couverture dans la délivrance des services publics tout en débloquant davantage de financements en faveur du numérique en facilitant l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises. Un assouplissement du cadre réglementaire permettrait de renforcer l'attractivité des pays de la région et de mieux répondre aux mutations permanentes du secteur. Quant aux citoyens, ils doivent être actifs avec des droits et des responsabilités dans ce monde digital. Les entrepreneurs doivent construire une relation de confiance avec les décideurs publics et les usages tout en travaillant de manière à la fois complémentaire et concurrentielle.

- **Renforcer le capital humain pour une vraie transformation digitale**

Le capital humain représente un des défis majeurs auquel doit faire face le secteur digital dans les pays de l'UMA. Il s'agit d'une véritable pierre angulaire de la digitalisation. Les pays de l'UMA sont confrontés à la fuite des cerveaux et également aux manques des ressources humaines qui sont compétentes dans ce domaine et qui sont capables de répondre aux besoins évolutifs du secteur. Ceci est le résultat de l'inadéquation entre l'offre et la demande et l'absence de formations

professionnelles et académiques aux nouveaux métiers. Le système éducatif est au centre de cette transformation. Les pays doivent ajuster ses programmes scolaires pour que les cursus de formations soient en adéquation avec les métiers nés de la transformation digitale.

- **Mettre à niveau le cadre réglementaire sur les paiements digitaux**

La mise en place d'un cadre réglementaire sur les paiements digitaux s'avère nécessaire pour encadrer les activités des utilisateurs afin d'assurer la sécurité et la transparence, deux pierres angulaires au développement de la digitalisation.

- **Assurer une éducation financière inclusive**

La création d'une campagne digitale d'éducation financière est d'une utilité ultime afin de sensibiliser l'écosystème des opportunités offertes par la digitalisation dans le but d'encourager l'usage des paiements digitaux. Cette campagne d'éducation financière veille également à créer et à rétablir la confiance des usagers envers les services financiers notamment ceux qui sont digita

## Conclusion Générale

Cette édition du rapport de l'UBM 2019 est inédite car elle a été rédigée dans un contexte d'incertitude exceptionnel marquée par la pandémie du COVID-19. Nous avons néanmoins gardé le cap sur les fondamentaux de nos économies :

- analyse des tendances économiques et sociales récentes dans le secteur bancaire maghrébin,
- examen des politiques budgétaires et des grands équilibres,
- évaluation du potentiel bancaire et financier.

L'accent est mis sur la contribution et le rôle important que jouent les banques magrébines dans la double transition : transition vers le développement durable et la transition vers la digitalisation des services financiers. Le rapport analyse les opportunités « disruptives » des banques magrébines. Contexte de grands doutes offrant de nouvelles pistes : vers de nouveaux modèles de banques.

### I- Analyse de la conjoncture

La croissance économique au Maghreb a en moyenne faibli cette année. Outre le choc de la pandémie du COVID-19, elle a été de 3.42% en 2019 contre 3.69% en 2018 en raison de la baisse des prix du pétrole des pays producteurs d'hydrocarbures et la baisse de l'activité industrielle des secteurs manufacturiers et non-manufacturiers. Le plus grand défi à court terme est la manière dont le secteur financier maghrébin pourra faire face au resserrement des liquidités.

### II- L'environnement bancaire maghrébin : les grandes tendances

Un secteur bancaire résilient et réactif :

Malgré la crise du COVID, le système bancaire maghrébin continue à jouer un rôle majeur dans le financement de l'économie maghrébine. Il s'est distingué de 3 façons : **résilience aux chocs, continuité de l'activité et immédiateté dans la digitalisation des services.**

On note une continuité des crédits fournis au secteur privé avec quelques ralentissements des crédits accordés aux particuliers et aux professionnels. Malgré ce ralentissement, le ratio du crédit bancaire destiné au secteur privé en pourcentage du PIB demeure en moyenne soutenu (supérieur à 60% du PIB).

### **III- Les opportunités de la transition RSE : vers des économies durables**

La majorité des pays du Maghreb occupent des rangs avancés dans le classement en matière de réalisation des objectifs de développement durable (ODD) fixés par les Nations Unies. Les économies maghrébines intègrent de plus en plus la culture de la RSE (Responsabilité sociale des entreprises).

### **IV- Les opportunités de la transition RSE : vers des banques durables**

La majorité des banques maghrébines ont répondu à la démarche de développement durable à travers leurs engagements en matière de RSE par l'intégration des aspects environnementaux, sociaux et de gouvernances (ESG), et à travers l'intégration de leurs activités responsables dans leur communication (sites internet et rapports annuels). La banque maghrébine n'est plus seulement l'affaire des actionnaires mais aussi des différentes parties prenantes qui la compose : clients, société civile, employés, etc.

Vers des « banques durables ».

### **V- Les opportunités de la digitalisation pour les pays du Maghreb**

La crise du Covid-19 a contribué, dans certains pays du Maghreb, à l'accélération de la numérisation, administrative (distribution de l'aide sociale), technique (robot Guard), financière (paiement mobile), pédagogique (E-éducation). La crise a révélé le fruit d'investissements rapide à haute valeur ajoutée dans des segments tels que l'électronique, l'ingénierie et la technologie.

La crise du COVID-19 apparaît comme une grande opportunité pour les pays de l'UMA de mettre un terme à certaines tensions, de surmonter les doutes, et de reprendre confiance en la qualité des talents de la jeunesse maghrébine, pour préparer la reprise post-crise. Cette crise va nécessiter encore plus de mobilisation de toutes les forces pour créer une synergie entre l'État, les entreprises, les secteurs privé et public, les organisations nationales et la société civile. La tâche implique des restructurations, des réformes, des investissements et des sacrifices à court terme.

### **I- Les opportunités de la digitalisation pour les banques**

Le secteur bancaire maghrébin est inexorablement sur la voie de la digitalisation. Avec la crise du COVID-19, la fracture numérique qui mesure les inégalités dans l'accès aux technologies digitales, s'est réduite considérablement en très peu de temps. En 2 mois environ nous avons réalisé des objectifs envisageables sur 2 ans. Les paiements en ligne, l'utilisation des applications mobiles et les autres services financiers digitaux sont devenus le moyen le plus fréquemment utilisé surtout pendant la crise sanitaire (COVID-19). Les pays du Maghreb sont passés presque instantanément au numérique

dans plusieurs secteurs afin de continuer à fonctionner pendant l'arrêt causé par la pandémie.

#### I- **Covid 19, RSE et digitalisation : Changement inéluctable de paradigme**

Le Rapport 2019 de l'UBM innove dans le fond et la forme. En effet il ouvre une nouvelle page dans l'histoire de l'UBM. Il se veut rétrospectif afin de tirer les leçons des exercices passés mais aussi prospectif afin de marquer l'engagement de l'UBM dans la construction de l'économie maghrébine du 21ème siècle. Les différentes dimensions de la politique économique des pays de l'Union du Maghreb Arabe sont examinées notamment sous l'angle monétaire et budgétaire. Le nouveau paradigme, dont les banques maghrébines sont des acteurs majeurs, s'appuiera par ailleurs sur un tournant basé sur une responsabilité que devront intégrer les économies maghrébines : la transition écologique et la transition numérique.

Cette crise sanitaire s'inscrit sans doute dans la durée. Des changements structurels majeurs sont à attendre dans nos modes de fonctionnement et de penser. Les banques maghrébines doivent donc être proactives et anticiper ces grands changements. C'est le rôle de l'UBM de les y aider.

Le rapport UBM 2019 contribue à essayer d'apprécier cette dynamique du changement qui attend nos business modèles les jours à venir.

## Bibliographie

- Acemoglu, D. & Restrepo, P., (2017). « The Race Between Man and Machine: Implications of Technology for Growth, Factor Shares and Employment ». Working Paper.
- Adegbite, E., Guney, Y., Kwabi, F., & Tahir, S. (2019). "Financial and corporate social performance in the UK listed firms: The relevance of non-linearity and lag effects". *Review of Quantitative Finance and Accounting*, 52(1), 105–158.
- Aladwani, A.M., (2001). "Online banking: a field study of drivers, development challenges, and expectations". *International Journal of Information Management*, 21(3), pp.213-225.
- Al-bdour, A. A., Nasruddin, E., & Lin, S. K. (2010). "The relationship between internal corporate social responsibility and organizational commitment within the banking sector in Jordan". *International Journal of Human and Social Sciences*, 5(14), 932–951.
- Aliyu, S., Hassan, M.K., Mohd Yusof, R. & Naiimi, N. (2017), "Islamic banking sustainability: a review of literature and directions for future research", *Emerging Markets Finance and Trade*, Vol. 53 No. 2, pp. 440-470.
- Aribi, Z. A., & Arun, T. (2015), "Corporate Social Responsibility and Islamic Financial Institutions (IFIs): Management Perceptions from IFIs in Bahrain". *Journal of Business Ethics*, 129(4), 785–794.
- Aron, J., (2018). "Mobile money and the economy: a review of the evidence". *The World Bank Research Observer* 33, 135-188.
- Bal, Y., Faure, M., & Liu, J. (2014). "The role of China's banking sector in providing green finance". *Duke Envtl. L. & Pol'y F.*, 24, 89.
- Banga, K., & Te Velde, D. W. (2018). *Digitalisation and the future of African manufacturing*. London.
- Banks, N., & Hulme, D. (2012). "The role of NGOs and civil society in development and poverty reduction". *Brooks World Poverty Institute Working Paper*, (171).
- Banque Mondiale (2016). "World Development Report 2016: Digital Dividends", World Bank, Washington, DC,
- Banque Mondiale (2017). « République islamique de Mauritanie, Modernisation d'un Système National de Paiement ».
- Barro, R., & Sala-i-Martin (1992). "Convergence". *Journal of Political Economy*, 100(2), 223–251.
- Barro, R., Sala-i-Martin, X., Blanchard, O., & Hall, R. (1991). "Convergence across states and regions". *Brookings Papers on Economic Activity*, 1991(1), 107.
- Barro, R. J., & Sala-i-Martin, X. (1995). *Economic growth*. McGraw-Hill.
- Baskin, J. (2006). "Corporate responsibility in emerging markets". *Journal of Corporate Citizenship*, (24), 29–47.
- Bayoud, N. S., Kavanagh, M., & Slaughter, G. (2012). "Corporate social responsibility disclosure and corporate reputation in developing countries: The case of Libya". *Journal of Business and Policy Research*, 7(1), 131–160.
- Beck, T., Pamuk, H., Ramratta, R. & Uras, B.R. (2018). "Payment instruments, finance and development". *Journal of Development Economics*. 133, 162-186.

- Ben Rhouma, A., Demolli, É., Moisseron, J.-Y., & Boyer, T. (2011). "Transition démocratique et reporting environnemental, social et de gouvernance (ESG) en Tunisie". *Maghreb-Machrek*, (3), 43–64.
- Berdiev, A.N. & Saunoris, J.W., (2016). "Financial development and the shadow economy: A panel VAR analysis". *Economic Modelling*. 57, 197-207.
- Berkhout, F. & Hertin, J., (2004). "De-materialising and re-materialising: digital technologies and the environment", *Futures*. 36 903–920.
- Bhattacharya, C. B., & Sen, S. (2003). "Consumer–company identification: A framework for understanding consumers' relationships with companies". *Journal of Marketing*, 67(2), 76–88.
- Biswas, N. (2011). "Sustainable green banking approach: The need of the hour". *Business Spectrum*, 1(1), 32–38.
- Brennen, S. J., & Kreiss, D. (2016). « Digitalization. In K. B. Jensen, R. T. Craig, J. D. Pooley, & E. W. Rothenbuhler (Eds.)". *The International Encyclopedia of Communication Theory and Philosophy*. pp. 1–11.
- Brynjolfsson, E., & McAfee, A., (2014). "*The second machine age: Work, progress, and prosperity in a time of brilliant technologies*". WW Norton & Company.
- Boubaker, S., & Nguyen, D. K. (2012). "*Board directors and corporate social responsibility*". Palgrave Macmillan.
- Bowen, H. R., & JOHNSON, F. E. (1953). "*Social responsibilities of the businessman... With a commentary by F. Ernest Johnson*". New York.
- Campbell, J. L. (2007). "Why would corporations behave in socially responsible ways? An institutional theory of corporate social responsibility". *Academy of Management Review*, 32(3), 946–967.
- Carroll, A. B. (1979). "A three-dimensional conceptual model of corporate performance". *Academy of Management Review*, 4(4), 497–505.
- Carroll, A. B. (1991). "The pyramid of corporate social responsibility: Toward the moral management of organizational stakeholders". *Business Horizons*, 34(4), 39–48.
- Carroll, A. B. (2008). "A history of corporate social responsibility: Concepts and practices". *The Oxford Handbook of Corporate Social Responsibility*, 19–46.
- Chandler, A.D., (1977). "The Visible Hand: The Managerial Revolution in American Business". *Harvard University Press*, Cambridge, MA.
- Chang, H.-J. (2003). "*Globalization, economic development and the role of the state*". Zed Books.
- Chapra, M.U. (1979), "*Objectives of the Islamic Economic Order*". Leicester, UK: The Islamic Foundation.
- Chen, K. C., Wei, K. C., & Chen, Z. (2003). "Disclosure, corporate governance, and the cost of equity capital: Evidence from Asia's emerging markets". *Corporate Governance, and the Cost of Equity Capital: Evidence from Asia's Emerging Markets*.
- Coreynen, W., Matthysens, P., & Van Bockhaven, W. (2017). "Boosting servitization through digitization: Pathways and dynamic resource configurations for manufacturers". *Industrial Marketing Management*, 60, 42–53.

- COWEN, T. (2015). "The measured worker". MIT Technology Review. <https://www.technologyreview.com/2015/09/28/10459/the-measured-worker/>
- Dahlman, C., Mealy, S., & Wermelinger, M. (2016). "Harnessing the digital economy for developing countries".
- Davis, K. F., Frederick, W. C., & Blomstrom, R. L. (1980). "Business and society: Concepts and policy issues". McGraw-Hill.
- Dharwal, M., & Agarwal, A. (2013). "Green banking: An innovative initiative for sustainable development". *ACCMAN Institute of Management Article*, 2(3), 1–7.
- Doh, J.P., Rodrigues, S., Saka-Helmhout, A. & Makhija, M. (2017), "International business responses to institutional voids", *Journal of International Business Studies*, Vol. 48 No. 3, pp. 293-307.
- Donaldson, T., & Preston, L. E. (1995). "The stakeholder theory of the corporation: Concepts, evidence, and implications". *Academy of Management Review*, 20(1), 65–91.
- Dusuki AW (2005), "CSR of Islamic banks of Malaysia: a synthesis of islamic and stakeholders' prespective". PhD dissertation. Loughborough University, UK.
- Dusuki, A W. (2006), "Stakeholders' expectation towards corporate social responsibility of Islamic banks". Paper presented at the International Accounting Conference III (INTAC 3), International Islamic University Malaysia, Kuala Lumpur.
- Dusuki, A W. (2011), "Ethical and Social Responsibility Models for Islamic Finance". ISRA Research Paper. International Shari'ah Research Academy (ISRA).
- E. Ite, U. (2004). "Multinationals and corporate social responsibility in developing countries: A case study of Nigeria". *Corporate Social Responsibility and Environmental Management*, 11(1), 1–11.
- Eichhorst W., Hinte H., Rinne U. & Tobsch, V. (2016). "How Big is the Gig? Assessing the Preliminary Evidence on the Effects of Digitalization on the Labor Market". *IZA Policy Paper*, No. 117, p. 1.
- Elkington, J. (1994). "Towards the sustainable corporation: Win-win-win business strategies for sustainable development". *California Management Review*, 36(2), 90–100.
- Elmogla, M. (2009). "Corporate social reporting in a transition economy: The case of Libya" (PhD Thesis). University of Huddersfield.
- Falcone, P. M. (2018). "Green investment strategies and bank-firm relationship: A firm-level analysis". *Econ. Bull*, 38, 2225–2239.
- Falcone, P. M., & Sica, E. (2019). "Assessing the opportunities and challenges of green finance in Italy: An analysis of the biomass production sector". *Sustainability*, 11(2), 517.
- Farook S. (2007), "On Corporate Social Responsibility of Islamic Financial Institutions". *Islamic Economic Studies*, 15(1), 31-46.
- Fichter, K., (2003). "E-Commerce Sorting Out the Environmental Consequences". *Journal of Industrial Ecology* 6 (2).
- Frey, C. B., & Michael A. O., (2013). "The Future of Employment: How Susceptible are Jobs to Computerization?". *Oxford Martin School*, September.

- Fox, T. (2004). "Corporate social responsibility and development: In quest of an agenda". *Development*, 47(3), 29–36.
- Galbreath, J. (2013). "ESG in focus: The Australian evidence". *Journal of Business Ethics*, 118(3), 529–541.
- Garriga, E., & Melé, D. (2004). "Corporate social responsibility theories: Mapping the territory". *Journal of Business Ethics*, 53(1–2), 51–71.
- Gonzalez-Paramo, (2017), "Financial innovation in the digital age: challenges for regulation and supervision", *Revista de estabilidad financiera*, n° 32, p. 9-37.
- Graham, D., & Woods, N. (2006). "Making corporate self-regulation effective in developing countries". *World Development*, 34(5), 868–883.
- Grossman, G. M., & Helpman, E. (1991). *"Innovation and growth in the global economy"*. MIT Press.
- Haron, S., & Wan Azmi, W. N. (2009), *"Islamic Finance and Banking System: Philosophies, Principles and Practices"*. Shah Alam: McGraw-Hill (Malaysia) Sdn. Bhd.
- Hassan, A., & Harahap, S. S. (2010), "Exploring corporate social responsibility disclosure: the case of Islamic banks". *International Journal of Islamic and Middle Eastern Finance and Management*, 3(3), 203–227.
- He, L., Zhang, L., Zhong, Z., Wang, D., & Wang, F. (2019). "Green credit, renewable energy investment and green economy development: Empirical analysis based on 150 listed companies of China". *Journal of Cleaner Production*, 208, 363–372.
- Hopwood, B., Mellor, M., & O'Brien, G. (2005). "Sustainable development: Mapping different approaches". *Sustainable Development*, 13(1), 38–52.
- Hurley, R., Gong, X., & Waqar, A. (2014). "Understanding the loss of trust in large banks". *International Journal of Bank Marketing*.
- IACE (2017). *"La Tunisie en transformation : l'impératif digital"*.
- Jacolin L., Keneck, M., & Noah, A., (2019) *"Informal Sector and Mobile Financial Services in Developing Countries: Does Financial Innovation Matter?"*, Banque de France, Working Paper.
- Jadiyappa, N., Iyer, S. R., & Jyothi, P. (2019). "Does social responsibility improve firm value? Evidence from mandatory corporate social responsibility regulations in India". *International Review of Finance*.
- Jamali, D. (2010). "The CSR of MNC subsidiaries in developing countries: Global, local, substantive or diluted?" *Journal of Business Ethics*, 93(2), 181–200.
- Jamali, Dima & Mishak, Ramez (2007), "Corporate Social Responsibility (CSR): Theory and Practice in a Developing Country Context". *Journal of Business Ethics* pg 243–262.
- Jamali, D., Sidani, Y., & El-Asmar, K. (2009). "A three country comparative analysis of managerial CSR perspectives: Insights from Lebanon, Syria and Jordan". *Journal of Business Ethics*, 85(2), 173–192.
- Jizi, M. I., Salama, A., Dixon, R., & Stratling, R. (2014). "Corporate governance and corporate social responsibility disclosure: Evidence from the US banking sector". *Journal of Business Ethics*, 125(4), 601–615.
- Kalai, L., & Sbais, Y. (2019). "The Impact of Corporate Social Responsibility Disclosure in Terms of Quantity and Quality on the Financial Performance of Companies in Tunisia". *International Review of Management and Marketing*, 9(3), 9.

- Kant, I. (1948). "Groundwork of the Metaphysics of Morals", Tr. and analysed by H.J. Paton. Harper Torchbooks. London: Hutchinson's University Library.
- Kapoor, S., & Sandhu, H. S. (2010). "Does it pay to be socially responsible? An empirical examination of impact of corporate social responsibility on financial performance". *Global Business Review*, 11(2), 185–208.
- Kennan, H. (2014). "Banks for Clean Energy". Working Paper, *Energy Innovation*.
- Keynes, J.M. (1933). "Economic possibilities for our grandchildren". Essays in persuasion, pp. 358–73.
- Khan, M.M. (2013), "Developing a conceptual framework to appraise the corporate social responsibility performance of Islamic banking and finance institutions", *Accounting and the Public Interest*, Vol. 13 No. 1, pp. 191-207.
- Khan, M.M. (2016), "CSR standards and Islamic banking practice: a case of Meezan Bank of Pakistan", *The Journal of Developing Areas*, Vol. 50 No. 5, pp. 295-306.
- Khemakhem, H., & Turki, H. (2007). « *L'information environnementale et la prise de décision d'investissement: étude empirique dans le cadre d'un marché émergent* ». Comptabilité et environnement, May 2007, France.
- Kogan, L., Papanikolaou, A., Seru, A., & Stoffman, N., (2017). "Technological innovation, resource allocation and growth". *The Quarterly Journal of Economics*. 132 (2), 665–712.
- Koleva, P., & Gherib, J. (2012). "Corporate Social Responsibility in Tunisia: An Institutional Insight". *Revue Tiers Monde*, (4), 83–99.
- Kumar, R., Pande, N., & Afreen, S. (2018). "Developing a GRI-G4-based persuasive communication framework for sustainability reporting (SR)". *International Journal of Emerging Markets*.
- Lakemann, T., & Lay, J. (2019). "Digital Platforms in Africa: the "Uberisation" of Informal Work. (GIGA Focus Afrika, Hamburg: GIGA German Institute of Global and Area Studies
- Lalon, R. M. (2015). "Green banking: Going green". *International Journal of Economics, Finance and Management Sciences*, 3(1), 34–42.
- Landes, D., (1969). *The Unbound Prometheus*". Cambridge University Press, New York.
- La Porta, R., & Shleifer, A., (2014). "Informality and development". *Journal of Economy Perspectives* .28, 109-126.
- Lentner, C., Szegedi, K., & Tatay, T. (2015a). "Corporate social responsibility in the banking sector". *Pénzügyi Szemle/Public Finance Quarterly*, 60(1), 95–103.
- Lentner, C., Szegedi, K., & Tatay, T. (2015b). "Corporate social responsibility in the banking sector". *Pénzügyi Szemle/Public Finance Quarterly*, 60(1), 95–103.
- Levine, R. (2005). "Finance and growth: Theory and evidence". *Handbook of Economic Growth*, 1, 865–934.
- Liao, X. (2018). "Public appeal, environmental regulation and green investment: Evidence from China". *Energy Policy*, 119, 554–562.
- Lindgreen, A., Swaen, V., Maon, F., Andersen, M., & Skjoett-Larsen, T. (2009). "Corporate social responsibility in global supply chains". *Supply Chain Management: An International Journal*.

- Lucas, R. E., Jr. (1988). "On the mechanics of economic development". *Journal of Monetary Economics*, 22(1), 3–42.
- Manyika, J., & Roxburgh, C. (2011). "The great Transformer: The impact of internet on Economic growth and Prosperity". Mckisey Global institute.
- Market, G. I. F. (2016). "How Green Bonds Can Drive Clean Energy Deployment". *Interim Report, April*.
- Mastrostefano, V., & Pianta, M., (2009). "Technology and jobs". *Economic Innovation and New Technology*. 18 (8).
- Matten, D., & Moon, J. (2008). "'Implicit' and 'explicit' CSR: A conceptual framework for a comparative understanding of corporate social responsibility". *Academy of Management Review*, 33(2), 404–424.
- McWilliams, A., Siegel, D. S., & Wright, P. M. (2006). "Corporate social responsibility: Strategic implications". *Journal of Management Studies*, 43(1), 1–18.
- Mills, R. (1999). "Elkington, John. Cannibals with forks: The triple bottom line of 21st century business". *Counterpoise*, 3(2), 34.
- Mokyr, J., (1990). "The Lever of Riches: Technological Creativity and Economic Progress". Oxford University Press, New York.
- Muhamat, A. A., & Nizam bin Jaafar, M. (2010). "The development of ethical banking concept amongst the Malaysian Islamic banks". *Norfaridah, The Development of Ethical Banking Concept Amongst the Malaysian Islamic Banks (February 25, 2010)*. ICAST, 24–25.
- Muthuri, J. N., & Gilbert, V. (2011). "An institutional analysis of corporate social responsibility in Kenya". *Journal of Business Ethics*, 98(3), 467–483.
- Myovellaa, G., Karacukaa, M., & Haucapb, J. (2019). "Digitalization and economic growth: A comparative analysis of Sub-Saharan Africa and OECD economies", *Telecommunications Policy*.
- Nations Unis, (2019). "Rapport National Volontaire de la mise en place des ODD en Tunisie".
- Novokmet, A. K., & Rogošić, A. (2016). "Bank sustainability reporting within the GRI-G4 framework". *Zeszyty Teoretyczne Rachunkowości*, (88 (144)), 109–123.
- OCDE (2016). "Harnessing the digital economy for developing countries".
- OCDE (2018). "Financial Markets, Insurance and Private Pensions: Digitalization and Finance"
- Orlitzky, M., Louche, C., Gond, J.-P., & Chapple, W. (2017). "Unpacking the drivers of corporate social performance: A multilevel, multistakeholder, and multimethod analysis". *Journal of Business Ethics*, 144(1), 21–40.
- Ortmann, G. F., & King, R. P. (2007). "Agricultural cooperatives I: History, theory and problems". *Agrekon*, 46(1), 18–46.
- Peng, M. W. (2003). "Institutional transitions and strategic choices". *Academy of Management Review*, 28(2), 275–296.
- Pratten, J. D., & Mashat, A. A. (2009). "Corporate social disclosure in Libya". *Social Responsibility Journal*.
- Radović, V., Mitić, P., & Raspopović, N. (2013). "Implementation concept of" Business

- crises and continuity management": A great challenge in the recovery process of Serbian economy". *Ecologica: Nauka, Privreda, Iskustva*, 115–128.
- Rakić, S., Mitić, P., & Anđelić, G. (2015). "Social and environmental management systems in banking sector". *Journal of Applied Quantitative Methods*, 51–58.
- Reed, A. (2002). "Social identity as a useful perspective for self-concept-based consumer research". *Psychology & Marketing*, 19(3), 235–266.
- Roy, P., & Sapre, A. (2016). "Does Social Embedding Influence Banking Habits? A Case of India". *Journal of Emerging Market Finance*, 15(2), 169–190.
- Sairally, S.B. (2013), "Evaluating the corporate social performance of Islamic financial institutions: an empirical study". *International Journal of Islamic and Middle Eastern Finance and Management*, 6(3), 238–260.
- Scholtens, B. (2006). "Finance as a driver of corporate social responsibility". *Journal of Business Ethics*, 68(1), 19–33.
- Sen, S., & Bhattacharya, C. B. (2001). "Does doing good always lead to doing better? Consumer reactions to corporate social responsibility". *Journal of Marketing Research*, 38(2), 225–243.
- Siddiqi, M.N. (1980), "Muslim economic thinking: A survey of contemporary literature". In *Studies in Islamic Economics*, edited by K. Ahmad, 191-316. Leicester, U.K.: The Islamic Foundation.
- Solow, R. (1956). "A contribution to the theory of economic growth". *Quarterly Journal of Economics*, 70(1), 65
- Staples, C. (2004). "What does corporate social responsibility mean for charitable fundraising in the UK?" *International Journal of Nonprofit and Voluntary Sector Marketing*, 9(2), 154–158.
- Sumiani, Y., Haslinda, Y., & Lehman, G. (2007). "Environmental reporting in a developing country: A case study on status and implementation in Malaysia". *Journal of Cleaner Production*, 15(10), 895–901.
- Szwajkowski, E. (1986). "The myths and realities of research on organizational misconduct". *Research in Corporate Social Performance and Policy*, 8, 1221–147.
- UNESCO (2017). "Maroc 2017 report".
- Visser, W. (2008). "The new era in Corporate Sustainability and Responsibility". *CSR Inspiration Series*, 1.
- Visser, W. (2012). "Practising social responsibility without the CSR label". *The Guardian*, 12.
- Waddock, S. A., Bodwell, C., & Graves, S. B. (2002). "Responsibility: The new business imperative". *Academy of Management Perspectives*, 16(2), 132–148.
- Wahba, H. (2008). "Does the market value corporate environmental responsibility? An empirical examination". *Corporate Social Responsibility and Environmental Management*, 15(2), 89–99.
- Wu, S.-I., & Wang, W.-H. (2014). "Impact of CSR perception on brand image, brand attitude and buying willingness: A study of a global café". *International Journal of Marketing Studies*, 6(6), 43.
- Yeung, S. (2011). "The role of banks in corporate social responsibility". *Journal of Applied Economics and Business Research*, 1(2), 103–115.

- Yuan, F., & Gallagher, K. P. (2018). "Greening Development Lending in the Americas: Trends and Determinants". *Ecological Economics*, 154, 189–200.
- Yusuf, M. Y., & Bahari, Z. (2011), "*Islamic Corporate Social Responsibility in Islamic Banking: Towards Poverty Alleviation*". Paper presented at the 8th International Conference on Islamic Economics & Finance, Doha, Qatar.
- Zramdini, O., & Fedhila, H. (2003). "La perception de l'utilité de l'information à caractère social et environnemental pour la décision d'octroi de crédits: Cas des banques commerciales tunisiennes". *La Revue Du Financier*, 141.
- ElKadhi, Z., Elsabbagh, D., Frija, A., Lakoud, T., Wiebelt, M., & Breisinger, C. (2020). "*The impact of COVID-19 on Tunisia's economy, agri-food system, and households*". (Vol. 5). Intl Food Policy Res Inst.

## Annexe

### Objectifs de développement durable (ODD)



**ODD 1.** Éradication de la pauvreté

**ODD 2.** Lutte contre la faim

**ODD 3.** Bonne santé et bien-être

**ODD 4.** Accès à une éducation de qualité

**ODD 5.** Égalité entre les sexes

**ODD 6.** Accès à l'eau salubre et à l'assainissement

**ODD 7.** Énergies fiables, durables et modernes, à un coût abordable

**ODD 8.** Accès à des emplois décents

**ODD 9.** Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation

**ODD 10.** Réduction des inégalités

**ODD 11.** Villes et communautés durables

**ODD 12.** Consommation et production responsables

**ODD 13.** Lutte contre les changements climatiques

**ODD 14.** Conserver et exploiter de manière durable les océans et les mers aux fins du développement durable

**ODD 15.** Vie terrestre

**ODD 16.** Justice et paix

**ODD 17.** Partenariats pour la réalisation des objectifs